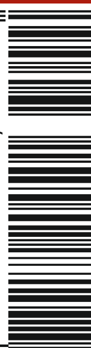
ADIEU À CHARLES AZNAVOUR
IL ÉTAIT UNE FOIS UNE ICÔNE



l'express

lexpress.fr • nº 3509 semaine du 3 au 9 octobre 2018



MACRON ET SON COMMANDO

ENQUÊTE SUR SA GARDE RAPPROCHÉE

Comment ils gèrent l'affaire Benalla

Leurs liens avec le président

BELGIQUE : 5 € • AFRIQUE CFA : 3 200 CFA • TOM : 780 XPF • ESPAGNE, GRÈCE, DOM, ANDORRE, PAYS-BAS : 4,70 € • ITALIE, PORTUGAL, FINLANDE : 4,80 € • LUXEMBOURG : 4,90 € • AUTRICHE : 5,10 € • ALLEMAGNE : 5,50 € • CANADA : 6,99 CAD • USA : 6,99 UDS • MAROC : 37 MAD • TUNISIE : 4,80 TND • SUISSE : 6,50 CHF


AU-006-AV


PHILLIES
American No 1
LEXUS
EXPERIENCE AMAZING



BREITLING
1884

The Breitling Cinema Squad
L'Escadron Breitling Cinéma
Charlize Theron
Brad Pitt
Adam Driver

AIR
TERRE
NAVITIMER 8
MER



#SQUADONAMISSION


LVMH

Cette semaine dans l'express

La semaine

12 On en parle, la planète express, la découverte, Plantu…

13 Les exclusifs

20 Le roman du président, par Christophe Barbier

Opinions

24 Anne Rosencher, Christian Makarian, Nicolas Bouzou, Laurent Alexandre, Jacques Attali

Le dossier de l'express

34 **Macron et son commando**

44 Philippe Grangeon, le grand frère

France

46 Un an après #MeToo : agresseur, oui, mais j'me soigne !

50 La vérité sur les « *bullshit jobs* » français

54 Marie-Aimée Peyron, bâtonnier de Paris : « Une atteinte grave à la démocratie »

Monde

56 ONU : petits arrangements entre amis

Economie

64 Dieselgate : l'enquête part en fumée

68 Espionnage : l'Etat français garde Huawei à l'œil

70 Déchiffrage

73 **Spécial placements**

J. WITT/SIPA - S. KOBO/MPP/VISUAL PRESS AGENCY - B. PASCUCCI/INA/AFP
G. FUENTES/REUTERS - B. LEVY POUR L'EXPRESS - S. DI NOLFI/ EPA/MAWPPP - S. PICARD/AGENCE VU

« Tous se sont connus pendant la campagne, tous sont prêts à se faire couper en morceaux pour le président, tous ont cru déplacer le mur de l'histoire. Tous se heurtent à celui du pouvoir »

page 34





« Pourquoi écarter encore plus le juge d'instruction, alors que grâce à lui sont sorties des affaires comme le Mediator ou le sang contaminé ? »

page 54





CAS CLASSIQUE : UN PAYS A BESOIN DE VOIX POUR FAIRE PASSER SON TEXTE. IL VA OFFRIR SON SOUTIEN À UN AUTRE ÉTAT… EN ÉCHANGE DE SON VOTE page 56

"Si aucun ministre ne semble vouloir mettre les mains dans le cambouis, c'est que les conséquences pour les constructeurs français pourraient être dévastatrices." page 64





CHARLES AZNAVOUR
1924-2018
page 106



"IL S'AGIT DE REGARDER SI LA PATIENTE TESTÉE POSSÈDE CERTAINES PETITES VARIATIONS SUR SON GÉNOME QUI PEUVENT ACCROÎTRE OU AU CONTRAIRE DIMINUER LA PROBABILITÉ DE VOIR APPARAÎTRE UNE TUMEUR" page 94

"Je trouve facilement sur Internet des images de sa vie intime. Lelandais filmait ses ébats avec son téléphone portable, avant de les partager sur un célèbre site porno, sans prévenir certaines de ses partenaires" page 96





« J'ai une règle : je refuse les selfies - existe-t-il une meilleure façon de se retrouver avec une personne enrhumée qui vient coller sa tête contre la vôtre et vous tousser au visage ? » page 138

F. GUILLOT/AFP - DOC MAXPPP - J. MIGNOT POUR L'EXPRESS - L. MONTEIRO/SDP

Cette semaine dans l'express

Découverte
94 Cancer du sein : vers un dépistage personnalisé ?

Le récit de l'express
96 **Nordahl Lelandais, une âme damnée**

Culture
106 Charles Aznavour : il était une fois une icône
114 Catherine Poulain, l'embrasement des sens
118 La librairie de L'Express
126 Le guide des arts et spectacles

Idées
130 Interview d'Elisabeth Badinter : « L'idéal universitaire est en péril »
133 Extraits de *M la maudite,* la contre-encyclopédie de Jean-François Kahn
137 **C'était dans L'Express...** Françoise Giroud, 1958

Styles
138 La mode, l'auto, la montre, les tables, les jeux
146 **Le style de...** Enora Malagré

Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 275 580 exemplaires.
L'Express : cahier n° 1 (édition générale : 148 pages).
Déposé : chéquier Sélect Presse sur une sélection d'abonnés. Enveloppe Kiosque Mag sur une sélection d'abonnés.
Jeté : encart 2 pages Salon immobilier sur une sélection de kiosques.

LE DÉBAT

A salaire élevé, alloc chômage minorée ?

Faut-il revoir à la baisse les allocations chômage de certains demandeurs d'emploi ? Ce serpent de mer crée à nouveau deux camps distincts. Alors que patronat et syndicats vont plancher sur un grand toilettage de l'assurance-chômage pendant quatre mois *(voir ci-contre)*, la possibilité de réduire progressivement les allocations de certains demandeurs d'emploi a refait surface ces dernières semaines. Le premier à avoir lancé les hostilités est le député LREM Aurélien Taché à la fin du mois d'août. Il avait suggéré d'instaurer un système de dégressivité des allocations chômage pour les cadres supérieurs touchant « entre 5 000 et 6 000 euros d'allocations par mois ». En France, l'indemnisation est plafonnée à 6 200 euros, et ce jusqu'à l'épuisement de ses droits. Chaque année, 700 à 1 000 personnes seulement entrent dans cette catégorie. Jusqu'à présent, le gouvernement s'était gardé de donner son avis. Mais jeudi 27 septembre, lors de son passage sur France 2 dans *L'Emission politique,* Edouard Philippe s'est lui aussi dit favorable à cette option. « Pour ceux qui ont une employabilité, pour ceux qui ont des salaires très élevés, une forme de dégressivité de l'assurance-chômage peut avoir du sens », a-t-il déclaré.



P. HUGUEN/AFP

Plafond En France, l'indemnisation maximale est aujourd'hui fixée à 6 200 euros net.

Pourtant, la lettre de cadrage transmise par Matignon trois jours plus tôt aux partenaires sociaux ne comportait pas ce terme précis. Le gouvernement leur demande en revanche de réfléchir à de nouvelles règles en fonction des différents profils des demandeurs d'emploi. Une façon de laisser aux négociateurs un peu de marge de manœuvre et de ménager les syndicats, tous farouchement opposés à la dégressivité des allocations chômage. Quant à la littérature économique, elle montre globalement que cela n'a pas d'effets bénéfiques. « Cette mesure sur la dégressivité, c'est du populisme ! Le Premier ministre avait reconnu, lors de notre rencontre avec lui, que ça n'avait pas de sens », s'est indigné le secrétaire national de la CFE-CGC Jean-François Foucard. Visiblement, Edouard Philippe a changé d'avis. ***Tiphaine Thuillier***

ON EN PARLE

Quels sont les autres sujets brûlants au menu de la négociation sur l'assurance-chômage ?

Syndicats et patronat, bien partis pour accepter de négocier, devraient se retrouver courant octobre. Ils ont quatre mois pour dégager entre 1 et 1,3 milliard d'euros d'économies par an. Nouvelles règles de cumul activité-chômage, limitation des contrats courts... le programme est chargé.

Que se passera-t-il si les partenaires sociaux ne s'accordent pas ?

Le gouvernement laisse le patronat et les syndicats discuter des thèmes qu'il leur impose. En cas d'échec ou d'accord insuffisant, le ministère du Travail fixera ses propres règles.

Quand les changements entreront-ils en vigueur ?

Le gouvernement promet une mise en œuvre au premier semestre 2019. Normalement, les nouvelles règles ne devraient concerner que les nouveaux demandeurs d'emploi. Ceux qui sont déjà inscrits et indemnisés ne devraient pas forcément connaître de modifications tout de suite.

LES EXCLUSIFS



M. EULER/AFP

L'étonnement de Jospin

S'il respecte toujours très scrupuleusement le devoir de réserve auquel il s'est astreint en entrant au Conseil constitutionnel, Lionel Jospin *(photo)* a récemment laissé échapper un commentaire devant quelques proches. Il ne comprend pas, leur a-t-il dit, comment Emmanuel Macron a pu donner une image si solennelle, si « jupitérienne » de lui le soir de son élection, notamment en traversant le Louvre, pour se montrer ensuite si familier, voire ordinaire, en parlant de « pognon de dingue » ou en assurant à un jeune homme « Je traverse la rue, je vous trouve un emploi. » ***E. K.***

Divine Sandrine Kiberlain

Deux ans qu'elle attendait cela ! Sandrine Kiberlain incarnera enfin Sarah Bernhardt dans *La Divine*, que tournera le réalisateur Guillaume Nicloux *(Le Poulpe, Valley of Love)* entre janvier et février 2019 à Bordeaux. Produit par Olivier Delbosc *(L'amour est une fête, L'Apparition)*, le long-métrage ne se veut surtout pas un biopic, mais une histoire intimiste. Il se concentrera sur la relation amoureuse qui liait la célèbre comédienne du tout début du XXe siècle à Lucien Guitry (père de), qui sera interprété par Jean-Paul Rouve. ***C. Ca.***

Marion Maréchal dit non à Bannon

L'ancien conseiller spécial de Donald Trump Steve Bannon avait proposé à Marion Maréchal *(photo)* de participer, le 22 juin dernier, à l'ouverture de son Institut de sciences sociales, économiques et politiques (Issep), à Lyon. Un don de sa personne qui aurait donné un coup de projecteur sans pareil au nouveau projet « métapolitique » de celle qu'il perçoit invariablement comme une « étoile montante ». Laquelle a pourtant opposé une fin de non-recevoir. « Je lui ai dit non. Rien de personnel, mais l'inauguration de l'école n'était pas un moment politique. Je le recevrai à d'autres occasions », explique à L'Express Marion Maréchal. « Bannon ramène tout à lui, on voulait éviter la récup », ajoute un proche. L'ancienne députée FN connaît Bannon pour avoir déjà eu l'occasion de discuter avec lui en février, durant trois heures, à son domicile de Capitol Hill, à Washington : « Il est brillant, il percute vite. » « J'ai du mal, poursuit-elle, à discerner les contours de son projet [d'internationale populiste en Europe]. J'imagine qu'il s'agit d'agréger des forces de différents pays. Mais le souverainisme n'est pas une idéologie hors-sol. C'est une pratique enracinée de la politique. » ***A. S.***



J. PACHOUD/AFP



L. MARIN/POOL/REUTERS

Visite hongroise pour Pécresse

Valérie Pécresse *(photo)* a reçu au siège du conseil régional d'Ile-de-France la visite de l'ambassadeur de Hongrie à Paris, Georges Karolyi. Ce dernier l'a contactée après le bureau politique des Républicains du 18 septembre. Valérie Pécresse y avait critiqué l'attitude ambiguë des députés européens LR vis-à-vis du Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Face au diplomate, la présidente de Libres ! a campé sur ses positions : si elle ne remet pas en question les positions d'Orban sur les flux migratoires, elle maintient que les mesures de restriction des libertés publiques prises par son gouvernement contreviennent à l'article 3 du Parti populaire européen (PPE). ***T. Du.***

Une définition du macronisme

Lors du Conseil des ministres du 19 septembre, Emmanuel Macron a donné une définition du macronisme : « Au fond, notre projet politique, c'est de permettre à chaque Français de sortir d'un état de minorité. » ***C. L.***

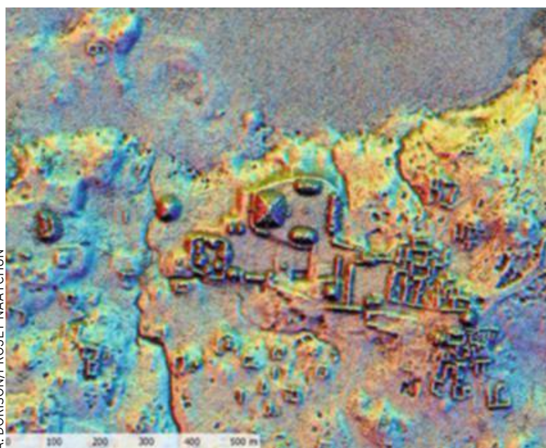

Confirmation La commission judiciaire du Sénat a approuvé la candidature de Brett Kavanaugh à la Cour suprême le 28 septembre.

T. WILLIAMS/AFP

LA PLANÈTE EXPRESS

Le piège Kavanaugh

Qu'importe le témoignage poignant, sous serment, de Christine Blasey Ford devant le Sénat, suivi par des dizaines de millions de téléspectateurs américains. Les républicains, majoritaires d'un siège, ont décidé le 28 septembre de donner le bénéfice du doute à Brett Kavanaugh. La professeure d'université accuse ce juge de 53 ans, père de deux filles, d'abus sexuel en 1982. La commission judiciaire s'est prononcée en faveur d'une nomination de l'ancien conseiller de Bush fils à la Cour suprême. Prudente, elle a également décidé de reporter le vote de quelques jours pour laisser au FBI le temps d'enquêter. Un basculement de la chambre haute en faveur des démocrates, lors des élections de mi-mandat du 6 novembre, ruinerait toute chance d'accession d'un profil comme le sien, en mesure d'ancrer pour longtemps l'institution dans le camp conservateur. « Si les républicains ne parviennent pas à défendre et à confirmer un candidat aussi éminemment qualifié et décent, il sera très difficile de motiver [...] les électeurs confessionnels et conservateurs », prévient le leader évangélique Ralph Reed. Pour autant, la confirmation de Kavanaugh pourrait également coûter cher aux républicains. Une étude Morning Consult pour *Politico* a souligné que « les femmes républicaines perdent foi en Kavanaugh – et Trump – après une semaine d'accusations » visant le magistrat. Or leur soutien s'était révélé décisif pour l'actuel président lors des élections de 2016. ***C. D.***


A. DORISON/PROJET NAATCHUN

LA DÉCOUVERTE

L'empire maya vu du ciel

C'est une campagne archéologique sans précédent, dont la revue *Science* publie les résultats, qui vient de s'achever. A l'aide d'un Lidar, un système de détection qui envoie des faisceaux laser depuis un avion, une équipe internationale de chercheurs - parmi lesquels deux Français - a passé au crible 2000 kilomètres carrés de jungle au Guatemala, révélant des traces d'habitations, de terrasses agricoles, de routes et de canaux d'irrigation construits par les Mayas. En tout, plus de 62000 vestiges, en grande partie recouverts par la végétation, ont été repérés. L'ensemble, réparti sur une vingtaine de sites, montre une complexité que l'on ne soupçonnait pas. Avides d'en savoir plus, les scientifiques prévoient déjà d'y retourner en 2020. *S. J.*

DROIT DE RÉPONSE

« Dans votre article en date du 21 août 2018, vous avancez que Madame Bénédicte MARTIN serait d'une "violence inouïe" envers Sylvain TESSON, dans un roman qui ne constituerait qu'un moyen de "faire le buzz". Madame MARTIN rejette fermement ces accusations erronées, tout comme l'identification hâtive de Monsieur TESSON comme étant l'un des personnages principaux de son ouvrage. *L'homme nécessaire* constitue une œuvre de fiction dont l'histoire, riche, ne saurait être réduite à un vulgaire règlement de comptes. »

La réponse de L'Express

Bénédicte Martin estime que L'Express, dans l'article intitulé Littérature clefs en main, s'est livré à une « identification hâtive » de Sylvain Tesson derrière le personnage de son roman L'Homme nécessaire. *Afin que les lecteurs de L'Express puissent en juger par eux-mêmes, nous livrons quelques éléments de comparaison entre ce roman et la réalité :*
le héros de L'Homme nécessaire *est fasciné par l'épopée napoléonienne (p. 73, 132, 146) et roule en side-car Ural « prêt à franchir la Berezina » (p. 14). En 2015, Sylvain Tesson a publié un best-seller intitulé* Berezina *dans lequel il raconte son périple en side-car Ural sur les traces de Napoléon.*
Le héros de L'Homme nécessaire *dispose d'une cabane au bord d'un grand lac en Sibérie (p. 83, 86, 87). Sylvain Tesson possède une cabane sur les rives du lac Baïkal.*
En 2011, il a publié un best-seller intitulé Dans les forêts de Sibérie, *dans lequel il raconte sa vie dans cette cabane.*
La narratrice et le héros de L'Homme nécessaire *prennent le Transsibérien (p. 73). Le 22 mai 2013, Bénédicte Martin et Sylvain Tesson cosignent un article dans* Libération. *Ils y racontent leur voyage en Transsibérien.*
Le héros de L'Homme nécessaire *fait une chute « de haut », se « fracasse au sol », se retrouve dans le coma (p. 253) et doit être opéré pour un traumatisme crânien (p. 257).*
En août 2014, Sylvain Tesson a chuté d'un toit, est tombé dans le coma et a été opéré après un traumatisme crânien.



LA PERSONNALITÉ

Barbara Cassin, parole de philosophe


S. DE SAKUTIN/AFP

C'était une anomalie. Jusqu'alors, jamais la médaille d'or du CNRS n'avait été attribuée à un philosophe. Une injustice réparée jeudi 26 septembre, avec l'attribution à Barbara Cassin de la plus haute distinction scientifique française. Cette helléniste, spécialiste du pouvoir du langage, a une conviction : les mots ont aussi une dimension politique. Illustration en Afrique du Sud, en 1995, où elle apporte ses connaissances à la commission Vérité et réconciliation, en expliquant comment la parole peut aider à tourner la page de l'apartheid. Dans le même esprit, elle crée aujourd'hui en France des « Maisons de la sagesse », centrées sur la traduction, afin de favoriser l'intégration des immigrés et le dialogue entre les religions. Reconnue internationalement, Barbara Cassin défend ou a défendu le plurilinguisme aussi bien à la Commission européenne qu'à l'Unesco en tant que membre de la délégation française. Entrée récemment à l'Académie française, elle devrait apporter un regard neuf à ce bastion du monolinguisme. *M. F.-P.*


HAMILTON/REA

Procureurs en stand-by
Le pataquès politique autour de la nomination du successeur de François Molins, procureur de Paris, n'a pas eu raison de la candidature favorite de la Chancellerie, celle de Maryvonne Caillibotte *(photo)*, avocate générale à Paris, toujours en lice pour le poste de chef du futur Parquet national antiterroriste. Le gouvernement, qui souhaitait au départ l'acter rapidement, en a reporté l'annonce. ***F. K.***

Le proxénétisme sur mineures en baisse
Après être montées en flèche depuis 2015, les affaires de proxénétisme sur jeunes filles mineures marquent le pas. « On assiste à une stabilisation, voire à une baisse, des cas dont nous sommes saisis », observe le patron de la brigade de protection des mineurs, le commissaire Vianney Dyevre. Depuis le début de l'année, 35 dossiers ont été ouverts dans son service, contre 90 en 2017 et 20 trois ans plus tôt. ***A. V.***

Des détenus bien gardés
Au cours de la séance d'information sur le dossier Kouachi-Coulibaly *(photo)* pour les victimes de l'attentat du 7 janvier 2015, les juges antiterroristes ont insisté sur le fait qu'en dépit de la date incertaine du procès – probablement en 2020 – les 13 détenus seraient toujours à la disposition de la justice quand il se tiendra. Une promesse qui, selon un avocat, faisait écho à l'affaire de la libération par erreur d'un suspect dans un dossier terroriste par l'un de leurs collègues, en avril 2018. ***T. S.***


AFP

MODERNITÉS

L'autre harcèlement téléphonique



Par Elodie Emery
Chroniqueuse

Les amateurs de science-fiction le savent bien : un jour, les intelligences artificielles prendront conscience de leur propre existence et pourront agir en dehors de notre volonté. Nul ne sait si leurs intentions seront pacifiques ou belliqueuses, mais, dans tous les cas, il ne sera plus question de leur aboyer des ordres comme nous le faisons à Siri ; il faudra les traiter avec plus d'égards et parler poliment.


ISTOCKPHOTO

Il se trouve que j'ai quelques raisons de penser que mon téléphone portable est à l'avant-poste de cette rébellion à venir. Je dis « mon » téléphone, par habitude, mais il serait plus juste de parler du « téléphone que j'ai acheté et avec qui je cohabite », tant il est évident qu'il n'appartient qu'à lui-même.

Frustré d'être inféodé à mes désirs, mon portable ne m'aime pas. Je le sais, je le sens, avec mon intuition d'humaine faite de chair et d'os. Comme ses moyens de communiquer son hostilité sont encore limités, il me harcèle par le truchement des redoutables mises à jour. Il commence par signifier qu'il n'en a pas bénéficié depuis quatre semaines. Il le répète à chaque fois que je le prends en main. Au bout d'un moment, manifestement excédé, il m'indique qu'il le fera lui-même, cette nuit entre 3 et 5 heures. Et là, c'est la guerre des nerfs. Au matin, le portable annonce qu'il n'a rien pu faire parce que je ne l'avais pas branché sur le secteur. Le lendemain, il prétend que c'était le Wi-Fi qui n'était pas activé. C'est usant.

Maximisation du potentiel de nuisance

Depuis que je sais qu'Alexa, l'assistant vocal d'Amazon, arrivé en France cette année, a le pouvoir de contrôler le lave-linge, le babyphone et bientôt la voiture, je regarde mon portable avec encore plus de méfiance. Est-il possible que Siri, qui vit caché dans mon portable, soit lui aussi capable de communiquer avec les autres appareils connectés ? Est-ce lui qui donne l'ordre à tous ses copains de lancer leurs mises à jour quand ça m'arrange le moins ? L'ordinateur quand il est temps de se mettre au boulot, les enceintes Bluetooth quand c'est l'heure d'un fond musical, l'imprimante quand il me faut absolument ce formulaire, la tablette quand il faut faire taire un enfant, la chaudière au moment de la douche. Peut-être. Car, à chaque mise à jour, mon téléphone devient plus smart. Il acquiert de nouveaux émojis et Dieu sait quelles autres fonctions cachées de moi qui, j'en suis sûre, maximisent son potentiel de nuisance. Si, un jour, je cède au réfrigérateur intelligent ou à la porte d'entrée connectée, je ne finirai pas dévorée par mes chats, mais cloîtrée et affamée par mon portable. Funeste destin.

LE ROMAN DU PRÉSIDENT

Où le chef de l'Etat tente de montrer qu'il ne manque ni de ressource, ni de ressort. Et encore moins d'humour.

Punch antillais



24 septembre, 10 h 37

« Président, vous serez réélu en 2022 ! » Stéphane Séjourné, conseiller politique d'Emmanuel Macron, rosit de plaisir. « J'y compte bien, Stéphane, et merci pour ton optimisme, mais pourquoi me dire ça aujourd'hui ? – Parce que j'ai trouvé l'arme absolue contre la droite. – Ah bon ? Explique-moi ça. – Les élections régionales ont eu lieu en décembre 2015, pour un mandat qui devrait donc se terminer en décembre 2021. Mais le législateur a préféré les fixer au mois de mars précédent, pour les fusionner avec les élections départementales. Il suffit de les replacer en décembre 2021 pour que Les Républicains soient piégés. Laurent Wauquiez, Valérie Pécresse et Xavier Bertrand devront assurer leur réélection avant de se lancer dans la présidentielle. La droite ne pourra tenir sa primaire qu'en janvier ou en février 2022. Ce sera sanglant. Donc vous êtes assuré de vous retrouver face à Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, et c'est gagné ! » Macron sourit et remercie son inventif conseiller.

Quelques minutes plus tard, il téléphone à Jacques Mézard – la sagesse électorale du ministre de la Cohésion des territoires lui a souvent été précieuse. « Bien sûr, tu seras réélu, répond le vieux Cantalien. Mais ce sera par défaut et tu n'auras pas de majorité aux législatives qui suivront. Il te faudra réussir l'ouverture, une sorte d'union nationale. Pas simple… »

24 septembre, 19 h 59

Donald Trump tapote l'avant-bras du président français et prend une voix suave : « Fais attention, Manu, ça dégringole beaucoup, là. Tu ne t'en aperçois pas, depuis un an, parce que c'est un petit peu chaque jour, et puis un matin tu t'en rends compte, mais il est trop tard pour renverser la situation. C'est exactement ce qu'il s'est passé pour moi. Tu as vu le résultat… » Emmanuel Macron se demande pourquoi Trump lui parle ainsi de sa baisse dans les sondages. « Attention, Manu, reprend le président des Etats-Unis. La chute de cheveux, c'est la fin de l'homme. »

◆◆◆

25 septembre, 9 h 12

Dans les couloirs de l'ONU, Emmanuel Macron croise Pierre Moscovici. « Alors, Pierre, tu prends la tête de liste PS aux européennes ? » « Pas question, réplique le commissaire bruxellois. De toute façon, il n'y a plus de parti et il n'y a plus de socialisme. Et après une seconde de silence : Et, en juin prochain, je crains qu'il n'y ait plus d'Europe… » Macron opine.

◆◆◆

26 septembre, 23 h 27

C'est d'évidence un défi, de rappeur à rappeur. Un appel à la « *battle* », un « *free fight musical* ». Si Nick Conrad a composé l'odieux *Pendez les Blancs*, c'est à l'adresse du président de la République. « La contrepèterie est limpide », murmure Macron. « Bandez les plans », c'est une invocation au redressement de l'Etat. Macron dégaine son stylo…

« Bravo ! Trouvez un aquarium et j'offrirai ce requin à Edouard au prochain Conseil des ministres »


T. SAMSON/POOL/AFP

« Faut du ressort/Contre le sort/Bandez les plans !/Et surtout giflez les enfants/Qui disent "Manu" au président/Bandez les plans !/Attrapez les fainéants/Torturez-les pour passer le temps/Puis faites-leur traverser la rue/Pour qu'un camion leur roule dessus/Visez les Gaulois réfractaires/Mettez un *« gun »* dans leurs sphincters/Et appuyez sur la détente/Plusieurs fois si ça vous tente... » Puis il s'arrête brutalement et écoute le cyclone Kirk secouer les volets de sa résidence martiniquaise.

◆◆◆

27 septembre, 2 h 46

Les vents battent l'île et hurlent dans les rues. Emmanuel Macron ne dort pas, il écoute la tempête circonvenir l'humanité. Lentement, il se lève, ouvre la porte-fenêtre et déverrouille les volets spéciaux installés par les services de sécurité – à l'épreuve des balles et des ouragans. Le président s'avance sur la terrasse de sa résidence, obligé de fermer les yeux tant les gouttes d'eau sont, à une telle vitesse, des aiguilles acérées. Le vent fait sauter un à un les boutons de la veste de pyjama, et pose une paume glacée sur le torse du chef de l'Etat. Les manches se déchirent, emportées dans la nuit en un bref feulement. Puis c'est au tour du pantalon de se déchirer – la soie mouillée luit comme de l'acier – et le vêtement s'envole. Alors, dépouillé par les éléments, le jeune président Macron rentre nu et glacé chercher le sommeil...

27 septembre, 16 h 22

Avec le décalage horaire, c'est en plein après-midi antillais que le chef de l'Etat regarde Edouard Philippe dans *L'Emission politique* de France 2. « Comment ça, il a peur des requins ? » Macron s'est tourné vers son staff. Personne n'était au courant de la phobie du Premier ministre. « Trouvez-moi un requin. Je veux ramener un requin à Paris ! » Et il reprend le cours de sa visite. Quelques heures plus tard, l'équipe élyséenne a fait chou blanc. Aucun aquarium dans l'île ne propose un requin vivant à la vente. « Eh bien, allez en pêcher un ! » tance Macron. Et, à la nuit tombée, aidés par un gendarme du GIGN, le conseiller outre-mer de la présidence et le chef de cabinet voguent au large de la Martinique... A l'aube, ils exhibent fièrement un minuscule requin citron, encore bébé. « Bravo ! Trouvez un aquarium et je l'offrirai à Edouard au prochain Conseil des ministres. »



Par Christophe Barbier

A retrouver du lundi au vendredi à 6 h 50 et à 7 h 50 sur



◆◆◆

28 septembre, 13 h 34

« Tu comprends, Mounir, il faut couper l'herbe sous le pied de Zemmour. Montrons l'exemple. Les seuls prénoms exotiques dans le gouvernement, c'est Marlène, Roxana et toi. Les deux autres sont passés dans l'usage courant, grâce à Dietrich et à Cyrano. Mais Mounir, ça coince. En arabe, ça veut dire lumineux, brillant. L'équivalent, dans notre calendrier, c'est Lucien. Désormais, je vais t'appeler Lucien Mahjoubi. » Le président laisse s'écouler un long silence au bout du fil. « Mais non, mon Mounir ! Je blague ! Tu sais ce qu'on lui dit, à Zemmour ? »

◆◆◆

30 septembre, 18 h 19

« Je n'avais pas le choix ! » Emmanuel Macron fait face aux mines renfrognées de son équipe de communication, fâchée de voir la photo flamber sur les réseaux sociaux : le président de la République posant avec un jeune qui fait un doigt d'honneur. « Tout de même... », tente Sibeth Ndiaye. « Je te jure ! De sa main gauche, il tenait une arme braquée dans mon dos ! »

A suivre...



TOUT EST D'ÉPOQUE, PAR

ANNE ROSENCHER

« GÉNÉRATION MINABLES », OU LA FACE CACHÉE DE L'*EMPOWERMENT*

« Pouvez-vous sauver un milliard de vies ? » C'est la question – simple – que pose Peter Diamandis quand il présente l'objet de sa Fondation XPRIZE (sorte de concours mondial des génies en maths-physique visant à faire émerger des innovations de nature à changer le monde). Scientifique surdoué et chef d'entreprise comblé, Diamandis est l'une de ces figures de la Silicon Valley qui façonnent le siècle naissant. Avec d'autres, il fait guichets fermés aux conférences TED, ces chorégies de la modernité où les pointus du business et de la science dévoilent le futur en bras de chemise, le micro serre-tête leur barrant la mâchoire comme un marqueur mythologique de leur aptitude au nouveau monde.

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, voilà des années déjà que ces demi-dieux de la « tech » ont chassé de l'Olympe les scientifiques universels, les philosophes et les écrivains – sans parler des politiques, qui ne produisent plus que des « remous au bassin des enfants », comme le constate Régis Debray… Ces « smart » hérauts ont accouché d'une mythologie nouvelle, avec ses mises en scène, ses pouvoirs extraordinaires – le plus répandu : n'avoir presque pas besoin de dormir, comme le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg. Mais cette mythologie possède surtout son slogan, en forme de défi lancé à tous et à chacun : changer le monde. A l'ère de l'*empowerment* – que l'on pourrait traduire en français par « empouvoirement », n'était-ce la laideur du rendu –, si t'as pas créé ta rupture civilisationnelle à 40 ans, t'as raté ta vie.

Dans ce nouveau monde, si t'as pas créé ta rupture civilisationnelle à 40 ans, t'as raté ta vie

Bien sûr, on schématise. Un peu. Et encore une fois, l'idée n'est pas ici de savoir si cette évolution est bonne ou mauvaise, mais de pointer l'émergence, en creux, d'une frustration qui s'épanouit sous les radars. La face cachée de l'*empowerment*, c'est le sentiment d'impuissance et d'inutilité qui touche une part grandissante de la population, laquelle ne fait pas le poids face aux injonctions des changeurs de monde en bras de chemise. Car il n'est bien sûr pas donné à tout le monde de sauver un milliard de vies. Et d'ailleurs, il n'est même pas donné à tout le monde de se sentir utile dans sa vie professionnelle au quotidien. Ni même d'avoir un travail, au reste. A l'ombre des cadors de la tech fleurit la « génération Minables », nourrie au terreau d'un désarroi humilié, car rien de ce qu'elle peut n'est valorisé.

Ce revers de médaille a de nombreux effets, plus ou moins documentés. Certains urologues – et pas des moins brillants – voient dans cette intimidante et incessante démonstration de puissance l'une des causes expliquant la multiplication des troubles de l'érection. Allez savoir. Et pourquoi pas. Une autre conséquence, peut-être plus évidente, se trouve dans la déception massive qu'expriment les Occidentaux vis-à-vis de leur emploi. Ainsi, d'après une étude de l'Institut Jean-Jaurès, dont nous publions les résultats en avant-première, 63 % des Français ont le sentiment que le travail qu'ils font n'est pas « utile à la société ou à la collectivité » *(lire page 50)*. « Tout homme est utile à l'humanité par cela seul qu'il existe », professait Jean-Jacques Rousseau dans *La Nouvelle Héloïse*. Pas sûr que cela cartonnerait aux conférences TED. Mais c'est à méditer tout de même.

Anne Rosencher *est directrice déléguée à la rédaction de L'Express.*

la
galerie
des
possibles

présente



Poids lourd au gaz

Ce nouveau type de poids lourd est alimenté au gaz renouvelable (bioGNV). Silencieux, plus respectueux de l'environnement, il émet 80 % de CO_2 de moins que son équivalent diesel et presque aucunes particules fines. Le gaz se présente ainsi comme une énergie d'avenir pour le transport routier.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

LE GAZ. L'ÉNERGIE DES POSSIBLES.

| *GazEnergieDesPossibles.fr*



AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PAR

CHRISTIAN MAKARIAN



MIGRANTS : L'ÉTRANGE NŒUD MALTAIS

A 320 kilomètres des côtes libyennes, d'où partent clandestinement tant d'embarcations chargées de migrants, un chapelet de huit îles disséminées dans la Méditerranée ne cesse de faire parler de lui. Depuis des années, et de façon tragiquement récurrente, Malte tient en haleine toute l'Europe en fermant ses ports aux navires qui portent secours aux naufragés jusqu'à ce que des nations plus conséquentes trouvent d'elles-mêmes une solution. Même s'il existe de bonnes raisons de douter de l'esprit de responsabilité de certaines organisations humanitaires, l'attitude de ce petit Etat pose à l'Union européenne un problème qu'il faut traiter d'urgence.

Un Etat de moins de 450 000 habitants, le plus petit de l'Union (dont il est membre depuis 2004; inclus dans l'espace Schengen depuis 2007 et dans la zone euro depuis 2008), semble dicter sa loi aux autres. Ou sont-ce les autres Etats qui se défaussent sur ce confetti en lui imposant le rôle de verrou d'entrée dans l'UE ? L'espace maltais est, en réalité, depuis longtemps, un lieu de passage privilégié des migrations; le paradoxe veut que cet archipel, qui a acquis son indépendance à l'égard du Royaume-Uni en 1964, soit le résumé du gigantesque défi qui se pose à l'ensemble du continent européen. Avec Gibraltar, c'est le second couloir naturel entre l'Afrique (à 320 kilomètres, donc) et la Sicile (distante de 90 kilomètres à peine); on y parle la seule langue d'Europe à faire partie du groupe sémitique.

L'attitude de ce petit Etat pose à l'UE un problème qu'il faut traiter d'urgence

Historiquement, Malte fut phénicienne, carthaginoise, romaine, byzantine, arabe et repeuplée par des colons berbères, reprise par les Normands de Sicile puis rechristianisée, hospitalière à l'égard des juifs chassés d'Espagne après la Reconquista de 1492, française (durant deux ans), britannique et constamment sous influence italienne… En somme, une tête d'épingle dévolue au multiculturalisme, dirait-on de façon anachronique. La question n'est donc pas « culturelle », contrairement à ce qu'avancent les adeptes français de la « théorie du remplacement ».

En réalité, en 2001, La Valette s'est vue contrainte de signer avec Rome un accord de réadmission par lequel les autorités maltaises s'engageaient à stopper les migrants transitant par leurs eaux territoriales afin de les empêcher de parvenir ensuite en Italie. L'immigration, qui était jusque-là obscure et déviée vers la Sicile, trafic en bonne partie organisé par la Mafia ou la Camorra, s'expose alors au grand jour; les chiffres explosent. Entre 2005 et 2015, l'île a accueilli 17 000 migrants, soit le pourcentage le plus élevé de l'Union par rapport à la population. Faute de structures adaptées, les autorités maltaises ont alors eu recours à des pratiques jugées souvent très dures à l'égard des migrants, le plus souvent internés dans des centres régulièrement dénoncés pour leurs sinistres conditions de vie.

Malte est aussi le lieu de la légalité variable, comme le prouve un certain nombre d'affaires. Le 16 octobre 2017, la journaliste blogueuse Daphne Caruana Galizia, qui enquêtait sur le blanchiment d'argent et le trafic d'influence autour du Premier ministre, Joseph Muscat, a péri dans un attentat à la voiture piégée. Il est ressorti de l'enquête effectuée par un collectif de journalistes issus du monde entier, Forbidden Stories, qu'un véritable système de vente de passeports existait à Malte. Compte tenu de sa fiscalité avantageuse, ce pays attire des fortunes diversement acquises; moyennant la somme de 1,2 million d'euros et un an de résidence, il est possible à un non-citoyen de l'UE d'acquérir un passeport maltais. Or la durée de résidence n'est, semble-t-il, pas observée par des businessmans qui auraient pu bénéficier de passe-droits en échange de pots-de-vin.

Malgré le soleil qui l'éclaire, Malte représente une part d'ombre que l'Union ne peut plus tolérer. Mais qui osera fragiliser davantage la porte sud de l'Europe ?

Christian Makarian *est directeur de la rédaction délégué à L'Express et éditorialiste.*



LIBRE-ÉCHANGE, PAR

NICOLAS BOUZOU

LA TENTATION DE L'IMMOBILISME

Il n'y aura sans doute pas de réforme de l'Etat sous ce quinquennat. 30 % du mandat d'Emmanuel Macron se sont déjà écoulés. Or, dans tous les pays développés, 80 % des réformes sont réalisées dans le premier quart d'un mandat, quand le capital politique d'une majorité est encore suffisant. Ce qui est vrai en général l'est encore plus concernant la réforme de l'Etat. C'est un sujet techniquement difficile et que seul le président peut politiquement porter, car il remet en cause énormément de situations acquises. C'est la réforme de la SNCF à la puissance 50.

La temporalité pour un tel chantier doit sembler désormais défavorable à l'Elysée. Pour des raisons économiques, d'une part. L'augmentation des prix du pétrole et la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis vont freiner la croissance des pays de l'OCDE. Il est plus difficile d'entamer une politique structurelle de baisse des dépenses publiques dans ces conditions car elle sera procyclique. Pour des raisons politiques, ensuite. La majorité est déjà fâchée avec les 14 millions de retraités, lassés d'entendre dire que réduire leur revenu résoudra les problèmes de la jeunesse. Après s'être brouillée pour de mauvaises raisons avec eux, la majorité peut-elle prendre le risque de se fâcher pour de bonnes raisons avec 5,5 millions de fonctionnaires ? Cela ressemblerait à un suicide politique. Et, pourtant, je veux encore y croire.

Un grand nombre de nos difficultés économiques proviennent de la taille et de l'inorganisation de notre sphère publique. Ainsi, l'absence de traitement de ce sujet nous condamne à être incapables de diminuer les prélèvements obligatoires autrement qu'en ajustant marginalement certains paramètres fiscaux ou en bricolant des changements qui accentuent la paranoïa fiscale des Français. Par exemple, la suppression de la taxe d'habitation affole les contribuables, qui se demandent quel loup se cache derrière cette politique difficilement lisible. En outre, la montée de notre endettement public nous place en situation de risque extrême en cas de crise financière, cette hypothèse n'étant pas théorique dans la mesure où tous les marchés d'actions et d'obligations sont fortement surévalués. Enfin, l'augmentation de notre déficit public en 2019 et notre endettement minent notre crédibilité européenne. Comment expliquer à nos partenaires allemands, néerlandais ou autrichiens la nécessité, pourtant absolue, de renforcer l'intégration fiscale et sociale ? Si nous ne faisons rien, nous sommes irresponsables.

Ce président a pu montrer qu'il pouvait être capable d'audace

Pourtant, ce président et ce gouvernement ont pu montrer ces seize derniers mois qu'ils pouvaient être capables d'audace : Muriel Pénicaud, Bruno Lemaire et Gérald Darmanin ont mené des réformes du marché du travail, de la formation et de la fiscalité du capital qui étaient attendues depuis des décennies et qui auront des incidences positives.

On rêverait donc que le président appuie enfin sur le bouton de la réforme de l'Etat et que les ministres confient à des agences indépendantes toutes les tâches où la sphère publique n'est pas indispensable. Que l'Etat transfère au privé des activités et la croissance n'en sera pas ou très peu affectée. Que la réorganisation permette aux fonctionnaires d'être plus autonomes et mieux rémunérés et le coût politique de la réforme sera amorti. Si le président Macron cède à la facilité, l'économie française continuera son chemin entre crise et croissance molle. Il aura échoué économiquement et sans doute aussi politiquement, autant que s'il n'avait rien fait. Les Insoumis ou les RN (ou une alliance des deux) lui succéderont pour le malheur de notre pauvre pays. Et ce ne sont pas eux, populistes fanatiques de dépense publique, qui réformeront l'Etat.

Economiste et essayiste, ***Nicolas Bouzou*** *est fondateur et directeur du cabinet de conseil Asterès.*



DEMAIN SERA VERTIGINEUX, PAR

LAURENT ALEXANDRE

LE GLYPHOSATE ET LA MASTURBATION

Les substituts du glyphosate ne couvrent pas encore tous ses usages et, lorsqu'ils existent, sont difficiles à généraliser. Abandonner le glyphosate placerait, par exemple, l'agriculture de conservation des sols dans une impasse et imposerait de revenir au labour, qui consiste à retourner la terre, ce qui est écologiquement nuisible. Outre une surconsommation de gasoil, une hausse des rejets de CO_2, de particules fines et des coûts de main-d'œuvre, on se priverait d'une pratique efficace pour stocker le carbone dans le sol. Malheureusement, le glyphosate a été diabolisé. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) et huit autres agences internationales ont pourtant rendu des avis convergents : « Le glyphosate est peu susceptible d'entraîner un risque de cancer chez l'homme suite à une exposition via l'alimentation. » Seul le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) de l'OMS classe le glyphosate comme « cancérogène probable », mais il faut savoir que la charcuterie a été classée « cancérogène certain » ! Comme le fait remarquer l'expert Gérard Pascal* : « S'il n'est pas contestable que le glyphosate est un produit dangereux, puisqu'il tue les mauvaises herbes, le risque qu'il présente pour l'homme n'est, à mon sens, pas établi scientifiquement à ce jour. » Une application intelligente du principe de précaution se fait à partir d'une analyse de risques, et non sur l'existence d'un danger. Sinon, on interdirait l'aspirine, l'automobile, l'avion et les prises électriques...

Les antiglyphosate ne sont pas non plus irréprochables. Le Circ a passé sous silence une étude qui ne montrait aucune relation entre cancer et glyphosate sur 54 000 agriculteurs suivis pendant vingt ans, et le scientifique qui a initié une pétition contre l'avis de l'Efsa avait un grave conflit d'intérêts. Le glyphosate a probablement été trop utilisé, mais ne faisons pas avec les produits phytosanitaires ce que les Américains ont fait avec la masturbation : un bouc émissaire diabolique.

La classe politique ne doit pas alimenter le complotisme

Quel rapport avec la masturbation, direz-vous ? En 1870, le chirurgien américain Lewis Sayre affirme que cette dernière entraîne des maladies graves. Le célèbre Dr John Harvey Kellogg – inventeur des corn flakes – écrivait en 1888 : « Un remède contre la masturbation presque toujours efficace chez les jeunes garçons est la circoncision. L'opération doit être faite sans anesthésique, car la douleur aura un effet salutaire sur l'esprit, surtout si elle est associée à l'idée de punition. La douleur qui continue pendant plusieurs semaines interrompt la masturbation. » En réduisant la masturbation, la circoncision était supposée éviter l'épilepsie, l'asthme, les pieds bots, la scoliose, les hernies, le strabisme, la cécité, la surdité, la tuberculose et le cancer... Soyons plus rationnels que les médecins du XIXe siècle. Les déclarations du délégué général de LREM, Christophe Castaner, expliquant que les maladies médiatisées comme celle de l'Argentin Fabian Tomasi sont dues au glyphosate, sont dangereuses.

Quand la Fondation Jean-Jaurès nous apprend que 9 % des Français pensent que la Terre est plate ; 30 %, que le sida a été fabriqué pour tuer des Africains ; et 55 %, qu'Agnès Buzyn est de mèche avec l'industrie pour cacher les dangers des vaccins, la classe politique ne doit pas alimenter le complotisme, l'antiscience et les craintes apocalyptiques par démagogie. Il a fallu vingt ans pour convaincre les parents que les vaccins ROR et antihépatite ne donnaient ni autisme ni sclérose en plaques. La France a la meilleure alimentation du monde, ouvrons le débat pour faire de bons produits en respectant l'environnement, sans paniquer les Français. Et écoutons les savants indépendants !

**NDLR : ancien de l'Inra, il est membre de l'Ilsi, un lobby dans le domaine agroalimentaire basé à Washington.*

Chirurgien, énarque, entrepreneur, ***Laurent Alexandre*** *est aujourd'hui business angel.*

PERSPECTIVES, PAR

JACQUES ATTALI



LA DÉMOCRATIE CREUSE SON TOMBEAU

Pendant que se profilent d'innombrables crises d'une extrême violence, financières, économiques, sociales, écologiques, pendant que, en Chine, en Russie, en Turquie, en Inde, des pouvoirs non démocratiques mettent en place des réformes pour y faire face, niant les droits de l'homme, et pendant que s'annoncent partout des régimes du même genre, du Brésil à la Hongrie, les plus anciennes démocraties du monde font un usage de plus en plus délétère de leurs libertés.

Aux Etats-Unis, le débat sur l'avenir de l'institution la plus importante du pays, la Cour suprême, s'est réduit à une audition en direct à la télévision pendant plus de huit heures, suivie par plusieurs dizaines de millions de personnes, sur les mœurs sexuelles des étudiants dans les campus.

En Grande-Bretagne, le débat sur le Brexit, qui détermine l'avenir du pays pour très longtemps, a été confisqué par des mensonges sommaires, dont la classe politique tout entière ne sait plus comment se dépêtrer.

Les peuples se jetteront dans les bras de ceux qui représentent l'ordre

En Italie, une improbable coalition des extrêmes compte sur la peur de ses partenaires européens pour trouver l'argent dont elle aura besoin afin de financer des promesses électorales contradictoires.

En Allemagne, un gouvernement totalement paralysé par les chantages de ses alliés les plus extrêmes survit, pour quelque temps encore, au fil de l'eau.

En France, une classe politique de plus en plus émiettée ne semble plus vouloir débattre que sur de minuscules enjeux ou sur de faux problèmes, telle la prétendue menace d'une invasion du pays par de nouveaux migrants, alors que leur nombre réel est plus faible que jamais.

Dans tous ces pays, médias et hommes politiques vivent de ces scandales dérisoires et se prêtent à ces jeux de posture et de petites phrases, sans vraiment se rendre compte qu'ils creusent ainsi leurs propres tombes. Pire encore, bien des intellectuels croient qu'il leur faut, eux aussi, se mettre à invectiver, à insulter, à crier pour avoir leur place au soleil.

La réalité se vengera. Quand éclateront une ou plusieurs des innombrables crises qui rôdent autour de nous, quand la situation climatique sera vraiment intenable, quand la concentration des richesses et des pouvoirs sera insupportable et quand une ou plusieurs dictatures sembleront fournir plus de croissance et de puissance que les démocraties, les peuples d'Occident se révolteront contre l'alimentation qu'on leur impose, les métiers qu'on leur octroie et les écoles qu'on leur assigne ; ils rejetteront la démocratie avec ceux qui la représentent et se jetteront dans les bras de ceux qui leur promettront de l'ordre, de la stabilité, de l'égalité, du travail et de la sécurité ; qu'ils se disent de gauche ou de droite, l'une et l'autre dévoyées.

Pourtant, la dictature ne fera pas mieux que les pires démocraties ; elle servira les intérêts de nouveaux maîtres ; et elle cachera du mieux qu'elle pourra ses propres turpitudes : il suffit pour s'en convaincre de voir comment le plus vieux gouvernement non démocratique du monde, l'Eglise catholique, a réussi à masquer pendant des siècles les horreurs commises par ses membres. On ne pourra pas espérer mieux de futures dictatures.

La démocratie reste le meilleur des systèmes, à condition qu'on ne la réduise pas à une chasse à courre, qu'on y parle sérieusement des sujets sérieux et qu'on s'organise pour entendre les voix des générations futures. On en est encore très loin.

Ecrivain, auteur de nombreux romans et essais, ***Jacques Attali*** *est président de la fondation Positive Planet.*

Macron et son commando

Emmanuel Macron se heurte au doute, au mur des difficultés, à la banalité du pouvoir. Dans l'adversité, il s'appuie sur sa garde rapprochée, sept fidèles soudés par la campagne.

Par Corinne Lhaïk

Emmanuel Macron n'a pas conquis le pouvoir tout seul. Il s'est entouré d'élus blanchis sous le harnais de la politique : Gérard Collomb, Jacques Mézard, François Bayrou ; de députés expérimentés, Christophe Castaner, Richard Ferrand, etc. De dirigeants d'entreprise au parcours singulier, Jean-Marc Borello ou Philippe Grangeon. De technos au carré comme Alexis Kohler, Clément Beaune ou David Amiel, aujourd'hui à l'Elysée…

Et puis il y a le commando. Ils sont sept, âgés de 31 ans à 46 ans. Ils ont fait la campagne présidentielle, œuvrent désormais au cœur du pouvoir et fonctionnent toujours comme une bande affective et professionnelle. En contact permanent, prompte à se reconstituer dans les coups de grisou.

Quatre d'entre eux travaillent à l'Elysée. Ismaël Emelien, 31 ans, est le conseiller spécial du président. Discret comme une violette, il a le talent de se cacher sur les photos de groupe. Son voisin de bureau à l'Elysée, sur le même palier, Stéphane Séjourné, 33 ans, rivalise en « réservitude », et n'ouvre ses portes qu'aux élus, dont il sonde les états d'âme et de service. A quelques mètres, au même étage, Sylvain Fort, 46 ans, termine souvent les discours du président au petit matin. Désormais, il écrira un peu moins et parlera un peu plus : il s'apprête à devenir directeur de la communication du Palais.



J. WITT/SIPA



Pack Ils sont en contact permanent, prompts à se retrouver en cas de coup de grisou. Ici, le 14 mai 2017 à l'Elysée.

Dans une aile opposée de l'Elysée, Sibeth Ndiaye, 38 ans, la seule fille du groupe, occupe une pièce ensoleillée, des raisins toujours à portée de main, son petit plaisir. Débordante d'énergie, brusque et sympathique, drôle et noire comme un sketch de Muriel Robin, la conseillère presse parle comme elle pense. Amis sénateurs, ne cherchez plus : le garde du corps du président, c'est elle ! C'est rugueux, ça gratte, les journalistes en savent quelque chose.

PRÊTS À SE FAIRE TUER POUR LE PRÉSIDENT

De l'autre côté de la Seine loge Jean-Marie Girier, 33 ans, directeur de cabinet de Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale. Deux membres du gouvernement font partie du commando : Julien Denormandie, 38 ans, secrétaire d'Etat auprès de Jacques Mézard, et Benjamin Griveaux, 40 ans, porte-parole, secrétaire d'Etat auprès d'Edouard Philippe.

Tous se sont connus pendant la campagne, tous sont prêts à se faire couper en morceaux pour le président, tous ont cru déplacer le mur de l'histoire. Tous se heurtent à celui du pouvoir. Depuis quelques mois, les sondages font la gueule, les couacs se bousculent, les argumentaires glissent comme l'eau sur les plumes du canard. L'exécutif pousse avec une corde et le commando fait partie de ceux qui la tiennent. Et ils ne sont pas près de la lâcher : face à l'adversité, Emmanuel Macron se replie sur ses fidèles. A l'Assemblée nationale, François de Rugy, devenu ministre de la Transition écologique, est remplacé par Richard Ferrand, un macroniste de la première heure. Il est épaulé par Jean-Marie Girier, qui vient du cabinet de Gérard Collomb. Sylvain Fort, le *speechwriter* du président, prend la tête d'une communication jusque-là bunkérisée. Soudée comme les doigts de la main, les membres de la garde rapprochée sont solidaires entre eux, jaloux de leur proximité avec le président. Trop ? C'est la force, c'est aussi la faiblesse d'une aventure humaine inédite. En voici le récit. ***C. L.***

C'EST L'HISTOIRE D'UNE BANDE DE MECS ET D'UNE NANA...

Ils sont entrés par effraction dans la politique. Ils vivent le dur apprentissage du pouvoir. Récit d'une aventure humaine et politique.

L'histoire d'une bande est faite de bons et de mauvais moments. Des bons, elle va en vivre dans les prochains jours, quand elle fêtera le mariage d'Ismaël Emelien. Le conseiller du président épouse une jeune Marcheuse. Ils seront tous là, autour du marié, Julien Denormandie, Jean-Marie Girier, Benjamin Griveaux, Sibeth Ndiaye et Stéphane Séjourné. Les détails de l'événement sont tus – voire volontairement faussés – par une équipe soucieuse de préserver la vie privée du plus secret d'entre eux.

Le pire, la bande le connaît cet été, au moment de l'affaire Benalla. Le mercredi 18 juillet, *Le Monde* révèle les frasques du chargé de mission de l'Elysée. La Macronie est muette, prostrée. Certains, parmi les sept, découvrent l'affaire dans le journal. Tous sont avides d'informations. Le jeudi, ils sollicitent Sibeth Ndiaye, la seule en contact direct avec le président, qu'elle accompagne – c'est son rôle – dans un déplacement à Périgueux. Ils ont besoin d'échanger, pour encaisser l'histoire, tenter de la gérer.

Le vendredi, une position semble se dégager au sein de la jeune garde : avant de parler, attendre que Benalla soit mis en examen (ce sera fait le dimanche 22). Le samedi 21, les réflexes de campagne reviennent. Spontanément, la bande se réunit au domicile de Sylvain Fort. Tous sauf Ismaël Emelien et Julien Denormandie, qui n'ont pas pu se libérer. Dans la tempête, le pack se reconstitue. « On se connaît, on se fait confiance, on se dit tout », raconte l'un des participants. « C'est le premier accident d'une start-up devenue une grosse entreprise, reconnaît un proche de Macron. Ils n'ont pas pris la mesure de ce que le pouvoir, où qu'il soit, peut provoquer. »

Depuis le 18 juillet, chacun y va de ses conseils, en ordre dispersé. Le 21 juillet, chez Sylvain Fort, ils décident de grouper leurs efforts. « Il faut une proposition unique pour la soumettre collectivement au président », dit l'un d'entre eux. Après deux heures de débats, ils rédigent une note à l'intention du chef de l'Etat : reprendre la main en racontant ce qui s'est précisément passé – l'opération ne réussit pas vraiment – et, comme convenu, attendre la mise en examen d'Alexandre Benalla avant de parler.

Benalla, ils le connaissent tous, ils l'ont côtoyé rue de l'Abbé-Groult, le



QG du candidat. A cette époque déjà, Jean-Marie Girier, directeur de campagne, met en garde contre les manières de cow-boy du chargé de sécurité, son goût pour ce qui brille.

En cette fin juillet, le groupe n'est pas unanime. Certains, comme Benjamin Griveaux ou Jean-Marie Girier, pensent qu'il aurait fallu virer Benalla tout de suite. Ismaël Emelien, lui, n'en voit pas la nécessité. C'est aussi ce club des 7 qui décide de passer à l'offensive contre Philippe Bas. Avec l'accord du président de la République. Pour eux, pas de doute, le président LR de la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Benalla instrumentalise cette instance à des fins politiques. Benjamin Griveaux et Christophe Castaner, le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, sont chargés de frapper.

TOUS SONT LIÉS PAR L'ENVIE DU POUVOIR

Comme Ismaël Emelien, Jean-Marie Girier et Sibeth Ndiaye, Sylvain Fort a affiché dans son bureau de l'Elysée un cliché pris dans celui du candidat Macron : nous sommes le 23 avril 2017, après les résultats du premier tour, et six ses sept membres de la garde rapprochée sourient à la victoire, quasi certaine. Seul manque Stéphane Séjourné, trop à droite… du champ du photographe. « Au fond, nous avons tous un côté boy-scout, reconnaît Fort, et nous le savons, mais nous n'arrivons pas à faire autrement. »

« Au fond, nous avons tous un côté boy-scout et nous le savons, mais nous n'arrivons pas à faire autrement »

Ce n'est pas le seul point commun du groupe. Tous sont des garçons, sauf Sibeth Ndiaye. Tous partagent une sensibilité de gauche, sauf Sylvain Fort. Tous appartiennent à la même génération, ou presque. Tous sont liés par les fils du numérique, le goût du frisson et l'envie du pouvoir. Un seul nourrit une ambition politique, Benjamin Griveaux, qui se rêve en tombeur d'Anne Hidalgo.

Aujourd'hui, ils continuent de se voir, de discuter, beaucoup. Depuis ce printemps, les contacts se sont intensifiés, comme s'il fallait répondre aux vents contraires. « Dès qu'un sujet tombe, on en parle très vite, raconte Benjamin Griveaux. Etat du parti, européennes, préparation du discours du Congrès. Que des sujets politiques. »

Ils se rencontrent pour travailler, échanger, parfois juste pour le plaisir. Jean-Marie Girier cumule le sens de l'amitié et celui de l'organisation. Il cultive les liens, conviant ses camarades à des agapes à Beauvau (il est alors chef de cabinet de Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur). Des dîners mêlent la bande à d'autres anciens de la campagne, comme Philippe Grangeon, Sophie Ferracci, Christian Dargnat, Didier Casas, Christophe Castaner, Pierre Person, etc. Le jour anniversaire du premier tour de la présidentielle, un apéro réunit 50 personnes, premier et second cercles réunis. Julien Denormandie, Benjamin Griveaux, Mounir Mahjoubi, le secrétaire d'Etat chargé du Numérique, sont là.

Le quatuor de l'Elysée (Sibeth Ndiaye, Stéphane Séjourné, Sylvain Fort et Ismaël Emelien) se parle



Benjamin Griveaux

40 ans, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, porte-parole du gouvernement.

Il fait connaissance de Macron en 2012 et rejoint le noyau dur qui préfigure En Marche ! fin 2015, sollicité par Ismaël Emelien, comme lui engagé dans la campagne de DSK en 2006.

J. SAGET/AFP

toute la journée. Le trio Girier-Denormandie-Emelien est en relation étroite et permanente. Au retour des vacances, Griveaux et Girier passent une heure ensemble pour faire le point. Ismaël Emelien voit très souvent ses deux copains du gouvernement, Benjamin Griveaux et Julien Denormandie. Il suit leur action, regarde et décortique toutes leurs interviews.



E. BLONDET/ABACA

Sibeth Ndiaye

38 ans, conseillère presse et communication à l'Elysée.

En août 2014, elle passe du cabinet d'Arnaud Montebourg à celui d'Emmanuel Macron à Bercy. Ex-militante de l'Unef, tendance Strauss-Kahn, elle côtoie Emelien et Griveaux au milieu des années 2000.

La bande fonctionne sur les mêmes principes que durant la campagne : chacun court dans son couloir, chacun s'intéresse aux affaires de l'autre, chacun a le sentiment de participer à une épopée qui le dépasse. « Nous avons une histoire commune très forte, il est difficile de se disputer après ce que nous avons vécu », explique Sibeth Ndiaye. Quand Benjamin Griveaux passe à la télé, il arrive à la conseillère presse de lui reprocher, en termes explicites, d'avoir tenu tel ou tel propos. Et lui de rétorquer : « Si tu m'avais donné des éléments de langage… » On châtie bien parce qu'on s'aime bien.

Comme toutes les bandes, celle-ci se protège. D'autant plus facilement que les intrus ne partagent pas ses codes. La marginalisation de Bruno Roger-Petit, ancien journaliste à *Challenges,* devenu porte-parole de l'Elysée en septembre 2017, doit à l'ambiguïté de sa fiche de poste : le porte-parole ne parlait pas. Mais aussi au tempérament de l'intéressé. Ses commentaires sur tel ou tel membre du club n'ont pas toujours été agréables. Dans ce monde des 7, il ne faut pas dire du mal des autres.

La bande n'a qu'un dieu et maître, Emmanuel Macron. Lui, entouré de ministres, d'une administration, de techniciens, de conseillers, continue de les solliciter. Et eux de répondre, voire de précéder ses demandes. Une situation totalement inédite dans le fonctionnement du pouvoir. Un lien particulier et indéfectible avec le président, qui n'a pas toujours à voir avec le rôle institutionnel de chacun.

La relation est proche, confiante, pas copine. Sibeth Ndiaye continue de vouvoyer le président. C'est par accident qu'un tutoiement lui échappe. Emmanuel Macron s'inquiète de la vie personnelle de ses collaborateurs, les interroge sur la rentrée des classes de leurs enfants. Quand ces gamins viennent à l'Elysée, le jour de son investiture, par exemple, il leur explique pourquoi ils n'ont pas beaucoup vu leur papa ou leur maman ces derniers temps. « C'est une éponge, analyse l'un des intéressés, si les gens ne vont pas bien, il le sent et ce n'est pas bon pour lui. » Parce qu'ils ne veulent rien faire comme les autres, les 7 n'ont pas décidé d'un cadeau collectif pour les 40 ans du président, le 21 décembre. Plusieurs lui ont offert un présent personnel.

PARTICIPER À L'AVENTURE D'UNE PRÉSIDENTIELLE

L'histoire de la bande commence avec la conquête du pouvoir, de l'embryon d'une ambition à son accouchement. Un personnage en est l'architecte : Ismaël Emelien. De lui, on connaît un peu le parcours fulgurant, beaucoup les lunettes carrées et la doudoune sans manches, et très peu le son de sa voix. Quand il est question de former une équipe au service de Macron, noyau dur du futur En marche !, fin 2015, il puise dans les strates de sa jeune vie. Benjamin Griveaux, par exemple, il le connaît depuis son passage par le QG de la rue de La Planche (2005-2006) : tous deux militent pour Dominique Strauss-Kahn, candidat à la primaire socialiste de 2006. Devenu conseiller politique de Macron à Bercy (2014-2016), Emelien retrouve Julien Denormandie. Leurs bureaux sont séparés par une porte communicante, ils la franchissent souvent.

Lorsque Macron démissionne de Bercy, le 30 août 2016, son conseiller parlementaire, Stéphane Séjourné, le suit. Sibeth Ndiaye, la conseillère presse, s'interroge : stop ou encore ? L'ancienne militante de l'Unef vient de vivre trois années de travail dans un cabinet, celui d'Arnaud Montebourg,





Stéphane Séjourné

33 ans, conseiller politique à l'Elysée.

Il est engagé au cabinet de Macron à Bercy en 2014 comme conseiller parlementaire. Passé par le Mouvement des jeunes socialistes, par la région Ile-de-France, il est proche des Jeunes avec Macron.

L. PRÉAU/RIVA PRESS

puis celui de Macron. Eprouvant. Elle réfléchit quinze jours. C'est Alexis Kohler, directeur sortant du cabinet, qui la convainc de participer, au moins une fois dans sa vie, à l'aventure d'une campagne présidentielle.

Ensuite, deux pièces rapportées débarquent. Jean-Marie Girier et Sylvain Fort. Le premier, chef de cabinet du maire de Lyon, Gérard Collomb, fait connaissance de Macron à Léognan (été 2015) quand le jeune ministre de l'Economie est invité à plancher devant le « pôle des réformateurs » du Parti socialiste, cofondé par Collomb. Girier a organisé son premier meeting à 20 ans, au PS, pour le référendum sur le traité constitutionnel. Le maire de Lyon vante les talents de son collaborateur à Macron. Au début, Girier ne connaît que Stéphane Séjourné ; il rejoint progressivement l'équipe, et y sera à temps plein à partir de décembre.

Sylvain Fort, lui, arrive à Bercy le jour de la démission de Macron. Il fait le premier déplacement de l'ex-ministre, à la foire de Châlons-en-Champagne, le



Ismaël Emelien

31 ans, conseiller spécial à l'Elysée.

Il côtoie Macron en 2009, mais le fréquente vraiment à partir de 2012, quand le président est secrétaire général adjoint de l'Elysée. Il entre à son cabinet, à Bercy, en août 2014.

A. GUILHOT/DIVERGENCE

Alexis Kohler, leur chef

Le secrétaire général de l'Elysée est le boss d'une partie de la bande. Le club des 7, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée, le connaît bien pour en avoir recruté et/ou dirigé plusieurs de ses membres. En 2012, avant l'ère Macron, il est directeur adjoint de cabinet de Pierre Moscovici, ministre de l'Economie, et flashe sur Julien Denormandie, candidat à un poste de spécialiste du commerce extérieur au sein de ce cabinet. A la même époque, il fait la connaissance d'Ismaël Emelien, via Gilles Finchelstein, qui a recruté le jeune homme à la Fondation Jean-Jaurès. En août 2014, Alexis Kohler devient directeur de cabinet d'Emmanuel Macron. Il passe en revue les troupes du prédécesseur de ce dernier, Arnaud Montebourg. Nouveau coup de foudre, cette fois pour la conseillère presse de Montebourg, Sibeth Ndiaye. Il la voit, il est conquis, il veut qu'elle reste. Il recrute également Stéphane Séjourné, conseiller parlementaire. Ou encore Jean-Marie Girier, celui qui tient le QG du candidat quand lui, Kohler, part à Genève chez le croisiériste MSC. Il s'entend bien avec Benjamin Griveaux et mesure le poids des relations personnelles : « Les gens avec lesquels vous faites les choses sont plus importants que ce que vous faites ; quand vous travaillez de très tôt le matin à… très tôt le lendemain matin, si vous n'êtes pas bien entouré, c'est insupportable. » Autrement dit, quand vous faites un stage de survie dans la jungle, mieux vaut être bien accompagné !

Ne le dites pas avec des fleurs

Ces détails-là restent marqués dans sa tête. Le 23 décembre 2016, Laurence Haïm, ancienne correspondante d'iTélé, rare journaliste française accréditée à la Maison-Blanche, vient de signer son contrat pour rejoindre En marche ! comme porte-parole. Elle croise Emmanuel Macron. Le candidat porte un pull à col roulé noir, il lui serre la main : « Welcome, je suis ravi de vous avoir. » Ces mots-là, elle ne les oublie pas, la sollicitude de Brigitte Macron non plus. Le reste... Au départ, elle dit être accueillie à bras ouverts par Sibeth Ndiaye. La responsable des relations avec la presse lui prodigue informations et conseils. Elle impressionne Laurence Haïm par sa puissance de travail, sa parfaite connaissance des moindres détails du programme. Au bout de quinze jours, l'attitude de Sibeth Ndiaye aurait changé du tout au tout. Un jour, Laurence Haïm offre des fleurs à cette dernière. « Pour mettre une bonne ambiance dans le bureau et lui dire que je trouvais qu'elle se défonçait de manière incroyable pour le candidat », explique aujourd'hui la journaliste. Ses fleurs, elle les retrouve à la poubelle : Sibeth Ndiaye les a jetées. Sollicitée par L'Express, la conseillère de l'Elysée assume son geste, avec un petit bémol : « Je ne sais plus si je les ai mises à la poubelle ou données aux *helpers* (les bénévoles), mais le cadeau ne me paraissait pas sincère. » Chacune soupçonnait l'autre de médire sur son compte. Choc de caractères ou erreur de casting ? Plongée dans le bouillonnement de la campagne, Sibeth Ndiaye affirme qu'elle ne pouvait plus consacrer deux heures à la préparation des interventions médiatiques de Laurence Haïm. Un membre du club des 7 reconnaît la responsabilité de l'équipe : « Nous avons commis l'erreur de faire venir Laurence trop tard. Elle avait quitté la France depuis longtemps. Le TGV était lancé, difficile de monter dedans. »

1er septembre. Communicant, passionné de musique et d'opéra, germaniste, lettré, le normalien est l'exception de droite du groupe. Un temps, il fut intéressé par Nicolas Sarkozy *(voir L'Express du 11 juillet)*.

Girier, venu de la gauche, et Fort, de la droite, réussissent leur intégration. Le secret n'est pas dans le choix partisan. « Cela n'est pas facile de se faire accepter d'un tel groupe. Il ne reconnaît que la force de travail et la loyauté. Mais il n'est pas fermé, Richard Ferrand, Cédric O, Emmanuel Miquel, David Amiel et d'autres ont été adoptés », commente un membre du commando.

Benjamin Griveaux, lui non plus, n'arrive pas en terrain conquis. Quand il débarque au QG (il se trouve alors tour Montparnasse), en octobre 2016, après avoir quitté son employeur, Unibail-Rodamco, il compte quelques détracteurs : comment, lui, Mister Nobody, simple conseiller de Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales, va être nommé porte-parole ? Lui aussi devra faire ses preuves, passant des émissions de trois minutes à 6 heures du matin aux grandes matinales des radios et télés. Quelques semaines à Montparnasse et l'équipe bouge à nouveau, rue de l'Abbé-Groult, dans le XVe arrondissement parisien. Tout se joue au sixième étage. Ceux qui ont occupé un espace dans ces 200 mètres carrés s'en rappellent la topographie avec émotion. Ils savent par cœur qui partage le même bureau, qui est voisin.



CHESNOT/GETTY IMAGES

Jean-Marie Girier

33 ans, directeur du cabinet de Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale.

Il rencontre Macron en 2015 via Gérard Collomb, dont il est le chef de cabinet à la mairie de Lyon. Après l'élection, il occupe la même fonction auprès du ministre de l'Intérieur.

Sept mois durant, de 8 h 30 à 3 heures du matin, ils prennent des habitudes de vie, autour du petit canapé, de la télé, sur la terrasse pour fumer leur clope. La matinée débute par la réunion présidée par Jean-Marie Girier. Elle dure quarante minutes, pas une de plus. Le directeur de campagne fait un tour de table et distribue le travail. Auparavant, vers 2 ou 3 heures du matin, il a parlé au candidat, enregistré ses demandes.

La bande se régule elle-même, elle n'obéit pas toujours au chef

Tous les mercredis, à 12 heures, un comité stratégique, présidé par le candidat, réunit François Bayrou, Marielle de Sarnez, Jacques Mézard, Gérard Collomb, Richard Ferrand, Philippe Grangeon, Jean Pisani-Ferry, et la bande des 7 : Girier, Denormandie, Emelien, Séjourné, Ndiaye, Griveaux, Fort. En cas de crise, c'est ce groupe composite, novices et vieux briscards, qui se retrouve. Le déjeuner a lieu à La Rotonde, restaurant affectionné par Macron. Au menu, presque toujours une salade César.

La bande se régule elle-même. On a du mal à y croire, mais elle n'obéit pas toujours au chef. Quand il demande de modifier les dates d'impression d'un tract ou d'une affiche, il faut lui expliquer que les créneaux de fabrication ne peuvent pas se bouger. Le candidat n'obtiendra jamais cet organigramme de la campagne qu'il réclame à plusieurs reprises. Les 7 en rigolent encore, c'est devenu l'un de leurs gimmicks préférés. Ils ne font pas d'organigramme parce que ce n'est pas possible, il n'y a pas de hiérarchie entre eux, ils fonctionnent en parfait râteau, tous à équidistance d'un soleil nommé Emmanuel. Girier, par exemple, est bien directeur de campagne. Dans les faits, pas en titre. Et tous le jurent : il n'y a pas de phénomène de cour. Personne n'arrive au bureau avant un autre pour parler au candidat en tête à tête. Tous sont censés être bienveillants – c'est un critère de recrutement –, et ils le sont, par tempérament ou par prudence.

Parce que c'était lui, parce c'était nous. Au sixième étage, chacun sait ce qu'il a à faire, anticipant le rôle qu'il tient aujourd'hui. Griveaux est sur les plateaux (de télévision) et il aime ça. Sibeth Ndiaye gère les demandes, de plus en plus massives, des journalistes : dans les grands moments, elle accumule 70 SMS non lus. Stéphane Séjourné, pur produit du Mouvement des jeunes socialistes, mobilise les territoires et les élus, gère la relation avec les Jeunes avec Macron. Girier mène son monde à la baguette, militaire, et ils en redemandent : « Sans lui, ça ne tournait pas », dit un membre de l'équipe. Julien Denormandie, ingénieur dans l'âme, le moins politique de tous, le plus boy-scout, adoré des permanents d'En marche ! anime et structure le mouvement.

Ils vivent avec Emmanuel Macron et... son épouse. Le premier cercle est forcément au premier rang de la vie du couple, ses déplacements, ses petits-enfants, ses bons et ses mauvais moments. La gestion de l'agenda n'est pas toujours simple, il faut mener campagne et ménager le candidat, dont l'emploi du temps est toujours trop chargé aux yeux de Brigitte Macron.

Tensions, discussions, le rythme est stressant, le candidat met la pression, poussant ses collaborateurs dans leurs retranchements. « Ce qu'a vécu Darmanin avec le prélèvement à la source [le ministre a été challengé par le président], nous, on l'a connu à la puissance 10 ! » raconte un membre de l'équipe. Mais un autre ajoute : « Au fond, on était d'accord sur tout, perception, analyse politique, timing, recrutement. » Ils ont tout à gagner, pas grand-chose à perdre. « Personne n'a fait cette campagne pour finir au Conseil d'Etat », remarque Sylvain Fort.

Ils ont déboulé dans le magasin de porcelaine de la vieille politique, ce sont eux qui tiennent la lampe de poche, les autres qui ont la lumière dans les yeux. Alors, qu'est-ce qui est grave ? Le vendredi 5 mai,



Julien Denormandie

38 ans, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Cohésion des territoires.

Il est recruté par Alexis Kohler au cabinet de Pierre Moscovici (2012-2014), puis passe à celui d'Emmanuel Macron, en août 2014.

J. MATTIA/LE PICTORIUM

avant-veille du second tour, l'affaire des Macronleaks éclate : les échanges par mail au sein de l'équipe de campagne ont été piratés, les petites affaires de la Macronie s'étalent au grand jour. Ils se retrouvent au QG, font un communiqué très sérieux à 23 h 50, mais se tordent de rire en tombant sur des messages de Cédric O, un des membres de la campagne, « complètement déconnants », raconte l'un d'entre eux. Mounir Mahjoubi, le responsable informatique, rit tellement qu'il en a les larmes aux yeux.

Le règlement interdit les larmes. Les vraies. Les durs à cuire ne connaissent ni le blues, ni la nostalgie. Enfin, en principe. Pour le second tour, le dimanche 7 mai, deux d'entre eux doivent accompagner le futur couple présidentiel au Touquet. Ils n'ont pas envie de se séparer, ils ont besoin d'être ensemble, encore. Alors ils décident d'y aller tous, font des procurations pour pouvoir voter à Paris. Le samedi soir dans la station du Pas-de-Calais, ils dînent au restaurant. Tard, vers 1 heure du matin, ils investissent les rues désertes, fument le cigare, comme des mômes qui les auraient piqués aux parents, ils soufflent de grosses volutes, hilares et juvéniles. Ils ont tout filmé et, aujourd'hui encore, se passent la vidéo.

Le dernier mois de la campagne, ils n'ont pas dormi, ils ont tenu à l'énergie. Le moment de souffler ? Oui, pendant quelques heures, car tous rempilent aussitôt. Adieu les quinze jours de vacances avec femme et enfants, pour l'un. Adieu le job chez Axa pour Julien Denormandie, qu'Emmanuel Macron convainc de rester dans les corridors du pouvoir. En juillet, En marche ! organise un grand meeting et ça leur fait tout drôle : le président qui n'y est pas...

La relation résiste aux duretés du pouvoir. « Il ne faut pas oublier que nous sommes devenus amis après avoir travaillé ensemble, rappelle l'un d'eux, nos liens d'amitié sont le ciment de convictions et de valeurs communes qui existaient bien avant eux. » Ils restent persuadés que leur jeunesse, leurs parcours demeurent un antidote. Défaut d'expérience, de maturité ? « Nous ne manquons pas de séniorité, mais quelqu'un comme Philippe Grangeon nous apporte des éclairages essentiels, estime Sylvain Fort. Certes, nous n'avons pas de mandat politique [à l'exception de Benjamin Griveaux], mais nous avons une expérience professionnelle. Cela nous donne une certaine liberté par rapport à l'appareil administrativo-politique. Le mandat politique n'est pas la clef magique de tout. » Si la politique n'est pas magique, le pouvoir ne l'est pas non plus : désormais, ce sont eux qui ont la lumière dans les yeux. ***C. L.***



L. PRÉAU/RIVA PRESS

Sylvain Fort

46 ans, conseiller discours, mémoire à l'Elysée et très prochain directeur de la communication.

Il est recruté en août 2016 par Macron, démissionnaire de Bercy, par l'intermédiaire de Maurice Lévy, patron de Publicis.

PHILIPPE LE GRAND

Pressenti pour entrer à l'Elysée, le conseiller de l'ombre de Macron est déjà en étroit contact avec la bande.

« Le grand frère va-t-il entrer dans le dortoir ? » C'est en ces termes que Philippe Grangeon, conseiller de l'ombre d'Emmanuel Macron, pose la question de son arrivée à l'Elysée à un poste officiel. Le propos mérite décryptage : Grangeon connaît très bien la bande des 7 et, à 61 ans, se voit comme un grand frère, celui qui met de la séniorité au sein de cette jeunesse. De plus en plus, il est question qu'il exerce ce rôle depuis un bureau à l'Elysée. Sans être rémunéré, il y tient, il en fait une condition de sa liberté.

Cette proximité avec la bande vient de la confiance que Macron lui accorde : parler à Grangeon, c'est s'adresser à un homme que le président écoute attentivement. Tous savent que leur premier contact avec ce proche du chef de l'Etat est important.

Ce spécialiste en conduite de la transformation (RH et communication) a exercé en politique au sein du cabinet de Paul Quilès, le ministre qui réforme les PTT, auprès de Nicole Notat à la CFDT au moment du plan Juppé, au cabinet de Dominique Strauss-Kahn à Bercy, puis dans l'entreprise (une filiale de La Poste et de Capgemini)... Ami de Bertrand Delanoë, c'est lui qui lui suggère, avec Jean-Louis Missika, de faire campagne sur le thème : et si on élisait un maire à Paris ?



GRANGEON, FRÈRE



Séniorité
A 61 ans, il estime apprendre beaucoup du club des 7, qui « sont d'une autre génération ».

F. STUCIN/PASCO

Grangeon est un militant de la deuxième gauche, en quête de son incarnation. Il la cherche dans François Hollande qu'il conseille régulièrement durant tout le quinquennat ; il la trouve avec Emmanuel Macron, rencontré durant l'été 2012. Il ne le quitte plus, et joue déjà un rôle qui préfigure celui d'aujourd'hui : fournisseur de conseils et aide à l'embauche. Quand Macron entre à Bercy (août 2014), Grangeon soupèse Ismaël Emelien, pourtant très proche du ministre de l'Economie. Emelien, alors 27 ans, s'apprête à remplir le rôle de conseiller politique que Grangeon tenait auprès de Dominique Strauss-Kahn à l'âge de 41 ans...

« IL A L'EXPÉRIENCE DE CHOSES DIFFÉRENTES »

Durant le passage de Macron à Bercy, il arrive à Grangeon de réunir l'équipe de communication du ministre ; il fait ainsi connaissance avec Sibeth Ndiaye. Mais c'est celle du groupe qu'il connaît le moins bien aujourd'hui. A l'automne 2014, Alexis Kohler, directeur du cabinet de Macron, souhaite le rencontrer. Depuis, les deux hommes sont devenus amis. « C'est quelqu'un de très pondéré qui a l'expérience de choses différentes, avec des sujets de prédilection comme les politiques publiques, le monde de l'entreprise, la majorité », dit aujourd'hui le secrétaire général de l'Elysée. Le soir de la victoire, le 7 mai, les deux hommes quittent le QG les derniers et se rendent au Louvre dans la même voiture. Emus et silencieux.

Hollande/Macron : qu'aurait fait leur conseiller commun en cas d'affrontement à la présidentielle ? Philippe Grangeon se serait retiré du jeu. Le renoncement de Hollande lui évite cette décision. Le voilà très impliqué dans la campagne d'En marche !. Le processus d'embauche se précise : il auditionne Jean-Marie Girier et Sylvain Fort. Il fait partie de ceux qui ont eu à jauger, très tôt, Edouard Philippe, futur Premier ministre.

Aujourd'hui, il est très lié à Jean-Marie Girier, Ismaël Emelien et Julien Denormandie. C'est ce dernier qui l'appelle pour le prévenir que *Le Canard enchaîné* va sortir « un truc » sur Richard Ferrand, le 24 mai 2017. Grangeon sort de la piscine, il est douché : Macron n'aura pas son état de grâce.

Tous savent que leur premier contact avec ce proche du chef de l'Etat est important

Tout récemment, il passe près de trois heures avec Sylvain Fort pour parler de sa prochaine prise de fonctions comme directeur de la communication. « Je les aide et eux m'apprennent beaucoup, parce qu'ils sont d'une autre génération », dit Grangeon.

Qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Palais, Philippe Grangeon continuera de plaider pour la République contractuelle – une expression que le président a introduite dans son discours du Congrès, le 9 juillet ; pour qu'Emmanuel Macron cultive la proximité ; pour qu'il utilise des mots simples. Chaque fois, il accompagne ses critiques de propositions. Il pense toujours aux électeurs qui ont qualifié le candidat à l'issue du premier tour. Ils viennent du centre gauche, de la gauche. Comme lui. Il croit au dépassement du clivage. Pas à son effacement. ***C. L.***


france

AGRESSEURS SEXUELS

PAR LES PSYS LA SORTIE

Pour amoindrir leur peine, nombre d'hommes accusés d'agressions sexuelles arguent d'un suivi psy. Simple stratégie de défense ou réelle prise de conscience de la gravité de leurs actes ? ***Par Agnès Laurent***

Souvenez-vous, il y a tout juste un an. Des dizaines d'actrices accusent Harvey Weinstein de viols, d'agressions sexuelles ou de harcèlement. La planète se passionne pour la chute du nabab d'Hollywood. L'intéressé, lui, se terre. A peine l'article publié dans le *New York Times,* il a discrètement quitté son domicile new-yorkais. Destination l'Arizona pour une cure de désintoxication sexuelle. Quelques semaines plus tard, l'acteur Kevin Spacey, lui aussi accusé d'agressions sexuelles, l'y rejoint.

En France, on rit volontiers de cette société américaine toujours puritaine où demander pardon est déjà le début de la rédemption, de ce système judiciaire où faire preuve de contrition est le premier pas vers une négociation de peine. Pourtant, la pratique n'y est pas si différente. Bien sûr, les consultations à l'hôpital public remplacent les discrètes cliniques ultrachics, les citoyens lambda se substituent aux célébrités. Mais, en correctionnelle comme aux assises, la scène est devenue banale. Dans les affaires de viol ou d'agression sexuelle, les magistrats posent désormais systématiquement la question au prévenu : Etes-vous suivi? Par qui? Un psychiatre? Un psychologue? A quel rythme? L'accusé hoche la tête, donne quelques détails. Son avocat présente un certificat du médecin traitant attestant de l'existence des soins.

Le recours aux psys s'est largement démocratisé. Les prévenus, quelles que soient leurs origines sociales, n'hésitent plus à consulter. Et leurs avocats à en faire état à la barre. « Dans les affaires d'agression sexuelle, il y a très peu d'éléments matériels. Entre deux adultes, c'est parole contre parole. Du coup, il peut y avoir deux stratégies de défense : soit faire blocus, attendre que ça passe en attaquant la crédibilité de l'accusation, soit le prévenu reconnaît les faits et on est dans l'explication. Dans ce cas, les arguments deviennent plus audibles lorsqu'on a un suivi médical particulier », résume Arnaud Adélise, avocat. « C'est un argument qui aura évidemment des conséquences sur la peine, un sursis avec une mise à l'épreuve plutôt qu'une peine ferme, une décision de non-réincarcération », confirme Jacky Coulon, magistrat et secrétaire national de l'Union syndicale des magistrats.

La tactique n'est pas sans risque. Revendiquer une addiction sexuelle peut, par exemple, se révéler à double tranchant :

OWEN GENT/COLAGÈNE



J. SIEGEL/POOL VIA REUTERS

Scandale Il y a un an, Harvey Weinstein (ici, en juillet dernier, au tribunal), accusé d'agressions sexuelles, se réfugie dans un centre de cure ultraluxueux.

« Ce n'est pas toujours favorable à la défense car les traitements sont longs et le risque de récidive paraît plus élevé », reprend Jacky Coulon. Mais, en général, même si aucune étude chiffrée n'existe, la pratique l'atteste : aller voir un psy profite à l'accusé.

LA RECONNAISSANCE DES FAITS PLUTÔT QUE LE DÉNI

Avi Bitton, avocat à Paris, se souvient de ces deux hommes qu'il a défendus pour des faits quasi similaires. Le premier comparaît devant une cour d'assises pour avoir abusé de ses belles-filles adolescentes. L'homme est primo-délinquant. Il est placé en détention provisoire, où il bénéficie d'une prise en charge thérapeutique, psychologique et psychiatrique. Il participe à des groupes de parole et, devant la cour d'assises, il reconnaît les faits : « Il encourait vingt ans, le procureur a requis quinze ans, il a été condamné à dix. Et comme il avait fait trois ans de détention provisoire, il est sorti à mi-peine, donc deux ans après sa condamnation. » Le second est poursuivi pour avoir abusé de sa petite cousine. Il refuse les soins car il conteste les faits. La cour d'assises le condamne à onze ans de prison, il fait appel, la peine monte à treize ans en deuxième instance.

Le raisonnement des magistrats est simple. Pour eux, reconnaître les faits, les accepter et s'engager dans un processus thérapeutique est signe que l'on est prêt à s'amender, avec un moindre risque de récidive. La durée et la forme de la peine doivent permettre de poursuivre la thérapie, pas risquer de l'entraver. Un choix qui heurte certaines victimes parce qu'elles voient leur agresseur comme un monstre et un manipulateur. Beaucoup l'acceptent parce qu'elles préfèrent l'entendre reconnaître les faits et se soigner, plutôt que de le voir s'enfoncer dans le déni ou leur renvoyer la responsabilité. « Les victimes se disent que s'il se soigne, il y a une chance pour qu'il ne recommence pas et que ce qu'elles ont subi aura servi à quelque chose », souligne Carole Damiani, directrice de l'association Paris Aide aux victimes.

Encore faut-il que la démarche soit sincère. Au tribunal, les juges prennent soin de « tester » la volonté de l'accusé. Si le traitement a commencé quinze jours avant la comparution, juste au moment où la convocation devant le tribunal a été envoyée, ils seront moins enclins à l'indulgence. Idem lorsque le juge a assorti le contrôle judiciaire d'une obligation de soins : si le prévenu a traîné avant de s'y plier, il en sera tenu compte. S'ils n'ont pas le droit de poser de questions sur le contenu des soins, protégé par le secret médical, les magistrats peuvent déceler les mots qui ne sonnent pas juste ou le manque de sincérité. Il y a quelques semaines, un homme comparaît devant le tribunal correctionnel à Paris. Il est accusé d'avoir agressé sexuellement une SDF dans un lieu public. Il explique à la barre qu'il est allé voir un



J. SIEGEL/POOL VIA REUTERS

Onde de choc A New York, une peinture murale de l'artiste Angela China représentant quatre personnages publics accusés de harcèlement sexuel.


M. STOUPAK/NUR PHOTO/AFP

Réplique Le 29 septembre, manifestation à Paris contre les violences sexuelles.

psy, qu'il a tout compris, qu'il avait des problèmes avec sa femme et que c'est pour se venger de cette dernière qu'il a agi ainsi. L'explication est brouillonne, peu crédible, le doute flotte dans la salle d'audience. « Quand on est devant le tribunal, il faut expliquer, pas se justifier. Dans le premier cas, on reconnaît sa responsabilité. Dans le second, on avance qu'on avait une raison valable, indépendante de sa volonté, de faire ce que l'on a fait », décrypte Arnaud Adélise. Dans une cour d'assises, les jurés sont particulièrement sensibles à la reconnaissance de la responsabilité. Carole Damiani se souvient de ces deux hommes jugés pour des faits proches, des viols sur des enfants, l'un condamné à vingt ans, l'autre à neuf : « La différence, c'était notamment l'attitude hautaine de l'un, contre les excuses de l'autre. » Et ce qui vaut pour des viols sur mineurs l'est aussi quand la victime est majeure.

LE MÉDICAL S'INVITE DÉSORMAIS À TOUTES LES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE JUDICIAIRE

UN SUIVI HÉTÉROGÈNE EN PRISON, FAUTE DE MOYENS

Désormais, en matière de délits sexuels, le médical s'invite à toutes les étapes de la procédure judiciaire, bien au-delà des seuls prétoires. La loi le facilite, avec des dispositifs comme l'obligation ou l'injonction de soins à la disposition des magistrats. L'accueil des patients s'améliore avec la création de structures spécialisées dans les hôpitaux publics et en milieu carcéral. Et les professionnels disposent d'outils grâce à la création de centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAVS). Qu'il s'agisse, en amont, de déterminer si un prévenu doit être placé en détention provisoire ou, en aval, de l'adaptation de la peine d'un condamné, le recours ou non à un psy fait souvent pencher la balance. « Les délinquants incarcérés sont fortement incités à se soigner. S'ils ne justifient pas d'un suivi, ils n'auront pas de remise de peine ou d'aménagement de peine, ils le savent », précise Anne-Hélène Moncany, psychiatre à Toulouse, intervenante au centre de détention de Muret. Simple tactique ? Comme au tribunal s'entremêlent enjeu stratégique et intérêt thérapeutique. « En milieu carcéral, les patients ont conscience que c'est une des conditions de l'aménagement de peine. Et ils viennent pour cette raison. Mais, après tout, pourquoi pas, si cela nous permet de créer une rencontre, puis une demande et de travailler à un suivi ? » complète Jean-Philippe Cano, psychiatre au centre hospitalier Charles Perrens de Bordeaux.

En l'absence de chiffres, il est difficile d'évaluer l'efficacité sur le long terme de ces thérapies. Tous les professionnels savent que, en dépit de leurs efforts, le suivi des prévenus ou des condamnés est hétérogène, faute de moyens, faute, aussi, de formation d'un nombre suffisant de médecins au suivi de ces patients si particuliers. Reste le taux de récidive, seul indicateur disponible, malgré toutes ses limites. Et il se révèle relativement bas : aux alentours de 6 % pour les agressions et les crimes sexuels, preuve que la justice joue son rôle.

Beaucoup redoutent pourtant un effet boomerang après les affaires Weinstein, #MeToo ou #Balancetonporc. Dans une période où la réprobation sociale est encore montée d'un cran, le danger est grand de voir les auteurs d'agressions sexuelles hésiter, plus qu'avant encore, à reconnaître les faits. Donc à entrer dans un processus thérapeutique, donc à apprendre à maîtriser certaines de leurs fameuses pulsions. Par peur d'être cloués au pilori, ils préféreront se taire et se présenter en victimes plutôt que d'essayer de comprendre et de travailler sur leur geste. Paradoxe d'une époque où libérer la parole des unes conduit au silence des autres. Au risque que tout le monde y perde. ***A. L.***



Jobs « à la con » : la spécificité française

Les Français manquent de reconnaissance dans leur travail plus que de sens. Ce sont les conclusions d'une étude de la Fondation Jean-Jaurès que L'Express publie en avant-première.

Par Gérald Andrieu



ISTOCK

A l'heure du repas dominical, entre deux bouchées de poulet rôti, ils peinent à expliquer à leurs proches quel est exactement leur métier, sa finalité, les tâches qu'il leur faut accomplir au quotidien. L'intitulé du poste n'aide pas toujours à y voir plus clair. Consultant en *supply chain management,* quèsaco? Pis, si leur emploi venait à être supprimé, la planète, nous dit-on, ne s'arrêterait pas de tourner – ce qu'elle n'a d'ailleurs jamais cessé de faire. On peut ainsi dessiner, à gros traits, le portrait-robot du détenteur d'un *bullshit job,* un boulot « à la con », inutile, et dont le nombre ne ferait que croître. La thèse est de David Graeber, anthropologue et économiste américain anarchiste, dont le livre vient d'être traduit en France (1). Une thèse séduisante qui trouve d'autant plus d'écho que les journalistes sont aujourd'hui confrontés, très intimement, à ce genre de questionnement…

Voilà donc Graeber multipliant les interviews dans les médias et évoquant chaque fois, en bon spécialiste de l'agit-prop – il a participé au mouvement Occupy Wall Street –, ces quasi 40 % de gens qui occuperaient un métier « à la con ». 4 actifs sur 10? Trop gros pour être vrai? Son intuition d'une « bullshitisation » d'une partie du monde du travail est peut-être juste, mais quelle est la véritable ampleur du phénomène? Et y aurait-il une spécificité française? C'est à ces deux questions que répond une note passionnante de la Fondation Jean-Jaurès, think tank proche du PS *(voir page 52)*. Des travaux réalisés par Chloé Morin, Alain Mergier et Jérôme Fourquet, dont L'Express publie les conclusions en avant-première. Son titre : « Inutilité ou absence de reconnaissance : de quoi souffrent les salariés français? »

Premier enseignement : les 40 % de *bullshit jobs* sont à relativiser. Grandement. Car Graeber s'appuie notamment sur une enquête d'opinion de 2015 auprès de travailleurs britanniques à qui l'on demandait si leur emploi « apportait quelque chose d'important au monde ». Rien de moins. Alors que « la notion d'utilité comporte au moins trois dimensions », écrivent les auteurs. Et de lister : « l'utilité pour soi », « l'utilité pour l'entreprise » et, enfin, « l'utilité pour la société dans son ensemble ». Ainsi, poursuivent-ils, sur la base du sondage réalisé pour l'occasion par l'Ifop, « dans leur écrasante majorité, les actifs [français] considèrent plutôt leur travail "utile à leur entreprise" » (88 %). Ils sont également 78 % à considérer que leur activité professionnelle a de l'intérêt pour la collectivité.

La chose se corse un peu, cependant, quand il est demandé aux mêmes personnes de hiérarchiser leurs réponses et de déterminer si le travail qu'ils font « est utile à la société » (37 %), s'il « sert avant tout [leur] entreprise » (41 %) ou bien à « [enrichir] les actionnaires ou les propriétaires de [leur] entreprise » (22 %).

> **88 % DES SONDÉS CONSIDÈRENT LEUR ACTIVITÉ "UTILE À LEUR ENTREPRISE"**

Une fois ce premier constat établi, qui, parmi les actifs, a le plus fort sentiment d'utilité pour la collectivité? Les commerçants et artisans (82 %), devancés par les cadres et agents du service public (90 %), « signe, pour les auteurs, que le service public a encore un sens ». Ce sont d'ailleurs les professions intermédiaires de la santé et de la fonction publique qui arrivent en tête, malgré les mauvaises conditions de travail qu'on leur connaît. A l'autre bout de la chaîne, on trouve les cadres, les employés administratifs et les commerciaux du secteur privé, ainsi que les ouvriers.

Le trio d'auteurs note au passage que « le fait d'exercer une profession à dominante manuelle n'a que peu d'impact sur la tendance à se sentir utile à son entreprise ». Alors même que le retour au faire, au concret, qu'illustre le phénomène des néoartisans (2), nous est désormais présenté comme un formidable moyen de redonner du sens à nos existences. Pour une raison évidente : les anciens de HEC, de Normale ou de Centrale, reconvertis dans l'ébénisterie ou la brasserie, ne sont pas près de supplanter en nombre les ouvriers, qui, eux, sont toujours amenés à occuper « des postes d'exécution avec des gestes répétitifs, impliquant le respect de consignes strictes et de cadences élevées ».

Ce dont manqueraient les Français dans leur travail, ça n'est finalement pas tant de sens que de reconnaissance. Et c'est là le deuxième enseignement de cette étude de la Fondation Jean-Jaurès : « Seulement 44 % des actifs français jugent que leur travail est reconnu à sa juste valeur par leur entreprise ou la structure qui les emploie. » Moins 20 points par rapport aux salariés britanniques. Moins 32 et moins 35 points par rapport aux Allemands et aux Américains. Pour expliquer un tel écart, la note suggère que, culturellement, les Français auraient un rapport très particulier au travail. Nous lui en demanderions presque « trop ». Car ce serait par lui, d'abord, que nous chercherions à nous réaliser, à nous accomplir. Ce serait lui, encore, qui nous conférerait notre identité et notre place dans la société.

NE PAS ABAISSER LES GENS AU RANG D'AUTOMATES

Pour Alain Mergier, ce rapport très singulier de nos concitoyens au travail explique bien pourquoi le récent échange entre un jeune horticulteur au chômage et Emmanuel Macron, dans les jardins de l'Elysée, lors des Journées du patrimoine, a pu susciter tant de remous. En invitant son interlocuteur à « traverser la rue » pour aller dégoter une place dans le BTP, l'hôtellerie ou la

■■■

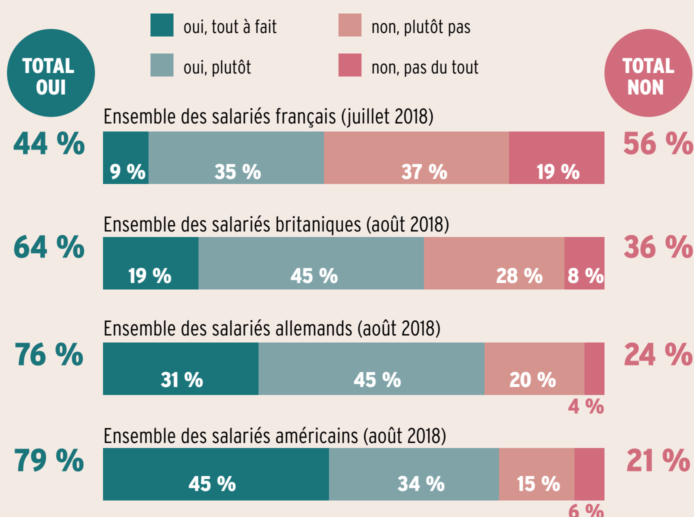
Des Français en mal de reconnaissance

Le sondage Ifop réalisé pour la Fondation Jean-Jaurès le montre : la crise de sens n'a pas totalement épargné les travailleurs français. Mais, comparés aux salariés britanniques, allemands ou américains, ils ressentent surtout un phénoménal manque de reconnaissance.

Au fond de vous-même, avez-vous le sentiment que le travail que vous faites…



Avez-vous le sentiment que votre travail est reconnu à sa juste valeur par l'entreprise ou la structure qui vous emploie ?



Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès

restauration, le chef de l'Etat aurait tout simplement « confondu travail et emploi » : « Un travail, ça ne se réduit pas à un emploi. Quand on est horticulteur, on possède un savoir, des compétences. En disant aux gens de "traverser la rue", on les abaisse au rang d'automates. Cette simplification-là est une véritable catastrophe. » Rien de surprenant, néanmoins, pour les auteurs puisque « Emmanuel Macron, écrivent-ils, semble s'inscrire parfaitement dans le cadre posé par Nicolas Sarkozy » qui, avec son « travailler plus pour gagner plus », avait déjà réduit « le travail à sa dimension monétaire ».

Les auteurs se montrent plus tendres avec Benoît Hamon. S'il n'a pas convaincu les Français de la faisabilité de son « revenu universel », il aurait au moins « brisé un tabou absolu : celui du retour possible vers le plein-emploi, Graal promis par chaque gouvernement ». Peut-être, mais en acceptant l'impossibilité du plein-emploi, il actait dans le même temps son impuissance à changer le cours des choses et récoltait le score qui va avec…

« UN TRAVAIL, ÇA NE SE RÉDUIT PAS À UN EMPLOI. CETTE SIMPLIFICATION EST UNE CATASTROPHE »

D'ailleurs, les peurs et les doutes des travailleurs français seraient d'autant plus forts, nous dit la note, que les institutions traditionnelles – l'Etat, l'entreprise, l'école… – ne leur apparaissent plus en mesure de les protéger de la mondialisation et de ses excès amplifiés par la financiarisation de l'économie et la révolution numérique. A ce « scepticisme » des Français s'ajoute une « souffrance ». Les trois auteurs relèvent que « les arrêts maladie sont en hausse continue depuis 2014 » avec, « sur les six premiers mois de 2018 (…) un réel emballement, avec + 6 % ». Tout ça alors qu'il nous est aujourd'hui intimé d'être heureux à chaque instant de nos vies et que les premiers *chief happiness officers* – vous avez dit *bullshit* ? – commencent à débarquer dans nos entreprises.

DÉSERTER SON POSTE POUR ÉTUDIER SPINOZA

Dans son livre, David Graeber évoque le cas d'un homme qui, lui, est parvenu tout seul au « bonheur ». Peut-être peut-il servir de « mètre étalon » aux salariés français craignant d'occuper un job « à la con » ? Ce fonctionnaire municipal espagnol avait une fonction si inutile qu'il aurait déserté son poste pendant près de six ans, préférant passer son temps à étudier la pensée de Spinoza. La Mairie se serait rendu compte de son absence quand elle a voulu lui remettre une médaille… « en récompense de ses années de service ». ***G. A.***

(1) Bullshit jobs, *par David Graeber, éd. Les Liens qui libèrent.*
(2) Un phénomène parfaitement étudié par Jean-Laurent Cassely dans La Révolte des premiers de la classe. Métiers à la con, quête de sens et reconversions urbaines, *éd. Arkhê.*

Réforme de la justice « Une atteinte grave à la démocratie »

Le barreau de Paris fustige le projet de réforme. ***Propos recueillis par François Koch***

La voix des 29 000 avocats parisiens pèse lourd, puisqu'ils représentent 42 % de la profession en France. Marie-Aimée Peyron, bâtonnier de Paris, et Basile Ader, vice-bâtonnier, livrent pour L'Express un quasi-réquisitoire à l'encontre du projet de loi de programmation de la justice, porté par la garde des Sceaux, Nicole Belloubet. Le texte, qui concerne à la fois la justice civile du quotidien et les juridictions pénales, sera débattu devant les sénateurs dès le 9 octobre.

L'express Quel jugement portez-vous sur ce projet de loi du gouvernement ?
Marie-Aimée Peyron C'est un projet de réduction de coûts et de « déjudiciarisation ». L'objectif poursuivi est celui d'une justice sans citoyens, c'est-à-dire avec moins de jurés populaires, mais aussi sans avocats et sans juges, en donnant tout pouvoir aux parquets, composés de magistrats non indépendants.

Il est prévu, par exemple, de confier aux directeurs des caisses d'allocations familiales, les CAF, la révision des pensions alimentaires. Pourquoi cela vous choque-t-il ?
M.-A. P. C'est une atteinte grave à la démocratie et au principe de la séparation des pouvoirs. Dans un Etat de droit, il est impossible qu'une décision définitive d'un juge judiciaire soit modifiée par le directeur d'une CAF. Cela se ferait nécessairement au détriment des Français les moins riches, car les CAF ne connaissent pas l'intégralité des revenus des plus aisés, qu'ils proviennent de l'étranger ou des capitaux, notamment. Cette réforme créerait une inégalité entre les Français, alors que la pension alimentaire constitue un élément essentiel de l'équilibre d'un divorce. Il est intolérable de laisser le pouvoir remettre en question cet équilibre décidé par un juge à une autorité administrative. C'est pourquoi nous tirons la sonnette d'alarme.

Envisagez-vous des recours ?
Basile Ader Si la réforme est adoptée, il y aura sûrement des incidents devant les juridictions, avec des questions prioritaires de constitutionnalité. Mais, avant cela, des parlementaires pourraient saisir le Conseil constitutionnel.

Devoir attendre six mois au lieu de trois afin d'imposer l'ouverture d'une enquête par un juge d'instruction, en quoi est-ce vraiment préjudiciable pour les victimes d'infractions ?
M.-A. P. Mais trois mois, c'est déjà trop long !
B. A. Le risque, c'est la déperdition des preuves du délit. De plus, lorsque le parquet décide de ne pas agir et qu'une victime saisit le doyen des juges d'instruction, ce dernier pourrait juger que l'affaire n'est pas suffisamment sérieuse et recommander d'agir devant le tribunal correctionnel, c'est-à-dire sans enquête préalable. C'est une forme de déni de justice !
M.-A. P. La chancellerie soutient que cet allongement des délais permettrait de limiter le nombre de plaintes en droit de la famille et en droit du travail, dont certaines seraient abusives. Sauf que ce n'est pas démontré et que cela va pénaliser toutes les victimes. Contrairement à la volonté affichée du gouvernement, cette réforme va ralentir et complexifier la justice. En l'état, le projet de loi sanctionne les victimes.

Augmenter les pouvoirs des enquêteurs ne pourrait-il pas favoriser les intérêts des victimes, qui attendent des poursuites et des réparations ?
B. A. Le projet de loi prévoit d'étendre largement la possibilité pour le parquet de décider, seul, de perquisitions, d'écoutes téléphoniques et de géolocalisations. Sans passer par le filtre d'un juge d'instruction indépendant. Les procureurs pourront effectuer ces enquêtes invasives pour une simple dénonciation calomnieuse, un vol, un délit de fuite, du travail dissimulé, de la contrefaçon ou une usurpation de fonction. C'est une atteinte très forte aux droits de la défense, puisque lors de l'enquête du parquet, il n'y a ni accès au dossier ni recours possible. C'est un recul considérable.
M.-A. P. C'est le cas pour les intérêts de la défense, mais aussi pour ceux des victimes. S'il y a une enquête préliminaire menée par le parquet, les avocats ne sont informés de rien. Le ministère public peut décider sans prévenir la victime d'un classement sans suite ou d'un simple



Réquisitoire A partir du 9 octobre, Basile Ader et Marie-Aimée Peyron s'efforceront de convaincre les sénateurs puis les députés d'amender le projet de loi du gouvernement.

B. LEVY POUR L'EXPRESS

rappel à la loi pour une infraction grave. Dans ce cas, il n'y a pas de justice. Pourquoi écarter encore plus le juge d'instruction, alors que, grâce à lui, sont sorties des affaires comme le Mediator ou le sang contaminé ? Si vous ajoutez à cela la déclaration du président de la République où il affirme son opposition à l'indépendance du parquet, il y a de quoi être inquiet.

Que pensez-vous justement de la polémique concernant l'intervention de l'Elysée sur la désignation du nouveau procureur de Paris ?

M.-A. P. Ça ne peut qu'alarmer les avocats !

E En amplifiant les pouvoirs du parquet au détriment de ceux des juges d'instruction, est-ce un retour à la vision de Nicolas Sarkozy au début de son quinquennat ?

B. A. Cet ancien président de la République projetait de supprimer le juge d'instruction, mais il ne l'a pas fait, prévoyant des contreparties pour l'exercice des droits de la défense. Le pouvoir actuel, comme le précédent, accepte la pression du ministère de l'Intérieur où l'on répète : « Laissons le parquet travailler, cessons d'embêter les flics avec de la paperasserie, alors qu'ils doivent être sur le terrain, et les avocats nous emmerdent. » Il y a une défiance quasi culturelle à l'égard de l'avocat. Dans les affaires de viol ou d'agression sexuelle, nous ne pouvons pas accompagner les victimes au commissariat. Comme si nous étions des empêcheurs de travailler, alors que nous sommes des facilitateurs.

E Comment s'est déroulée la concertation avec la garde des Sceaux, Nicole Belloubet ?

M.-A. P. En matière civile, il y a eu un véritable dialogue et des avancées, bien qu'insuffisantes, ce qui n'a pas été le cas sur le volet pénal.

B. A. Sur cet aspect du texte, aucune de nos propositions n'a été retenue. Comme si, pour la justice pénale, tout se décidait ailleurs qu'à la chancellerie. Ce qui m'a fait dire que ce projet de loi est un « texte Collomb-Molins ».

Quelle marge de manœuvre vous reste-t-il ?

M.-A. P. Nous allons tenter de convaincre les sénateurs et les députés d'amender ce projet.

B. A. Heureusement, l'examen de cette réforme commence par le Sénat, où, le groupe LREM n'ayant pas la majorité absolue, la discussion devrait être plus ouverte qu'à l'Assemblée nationale. Nous ne militons pas en faveur des intérêts de notre profession mais de ceux des justiciables, les victimes comme les mis en cause.

> **« L'OBJECTIF POURSUIVI EST UNE JUSTICE SANS CITOYENS, SANS AVOCATS ET SANS JUGES »**
> ***Marie-Aimée Peyron,*** *bâtonnier*



BURUNDI Le 26 mai 2015, à Bujumbura, protestation contre un troisième mandant du président.



IRAN Le 27 février 2018, à Genève, rassemblement contre un discours du ministre de la Justice.

ONU PETITS ARRANGEMENTS ENTRE AMIS

Pressions, échanges de votes, fausses ONG… Enquête dans les coulisses du Conseil des droits de l'homme.

De notre envoyé spécial à Genève, Charles Haquet

G. TOMASEVIC/REUTERS – D. BALIBOUSE/REUTERS



VENEZUELA Le 14 mars 2014, à Caracas, lors d'une manifestation contre la détention de milliers de manifestants.


BANGLADESH Le 9 octobre 2017, des réfugiés rohingya après le passage de la frontière birmane.

T. BRAVO/REUTERS - D. SAGOLJ/REUTERS

Les estrades sont démontées, les drapeaux, repliés. Et chacun s'est donné rendez-vous en mars prochain, pour la 40e session. Après deux semaines de débats et de tractations, le Conseil des droits de l'homme s'est achevé, comme à l'accoutumée, vendredi 28 septembre à Genève, par une série de résolutions. Plusieurs pays ont été condamnés, notamment la Birmanie. Sa responsabilité dans le massacre des Rohingya, ethnie musulmane installée dans l'ouest du pays, a été proclamée. « Pour la première fois, le Conseil a voté la mise en place d'une structure qui sera chargée de réunir des preuves du génocide, se réjouit un diplomate. La lutte a été farouche. D'un côté, l'Union européenne, alliée à l'Organisation de la coopération islamique ; de l'autre, la Chine, qui considère que la Birmanie fait partie de sa sphère d'influence et refuse toute ingéôrence étrangère dans ce pays. C'est une grande victoire pour la cause des droits de l'homme. »

LES ÉTATS VOYOUS ONT-ILS LEUR PLACE DANS CE SANCTUAIRE ?

Voilà qui devrait mettre un peu de baume au cœur de Vojislav Suc. Car le président slovène n'a pas eu la partie facile depuis son arrivée, le 1er janvier dernier, à la tête du Conseil, l'un des principaux organes de l'Organisation des Nations unies (ONU), avec l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Avant l'été, en effet, Vojislav Suc a dû gérer une crise majeure : le départ fracassant des Américains, poids lourds de cette institution, chargée, rappelons-le, de « promouvoir et de protéger les droits de l'homme autour du globe ».

Les raisons de ce divorce ? D'abord, l'aversion de



Manœuvres Depuis leur retrait, les Américains pratiquent la politique de la chaise vide, mais agissent dans l'ombre.

D. BALIBOUSE/REUTERS

Donald Trump pour les relations multilatérales. Le président américain a retiré son pays des accords sur le climat et sur le nucléaire iranien, claqué la porte de l'Unesco, tourné le dos au traité de libre-échange transpacifique... Il entend mettre en œuvre son slogan, « America first », et affirme son ambition de gouverner seul, sans être lié par une quelconque instance internationale. Ensuite, Trump est furieux du traitement qu'Israël subit au sein du Conseil. De fait, l'Etat hébreu est le seul pays à faire l'objet d'un examen permanent : cinq résolutions ont été votées contre lui, soit « davantage que toutes les résolutions contre la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie », a rappelé Nikki Haley, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, le 19 juin dernier, lors de l'annonce du « divorce ». Enfin, Washington critique la présence, au sein du Conseil, de pays peu exemplaires en matière de droits de l'homme, tant s'en faut. « Pendant trop longtemps, le Conseil a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme », a poursuivi Nikki Haley. Et d'évoquer la République démocratique du Congo, le Venezuela, la Chine ou l'Iran... Elle aurait pu ajouter l'Afghanistan, l'Arabie saoudite ou les Philippines.

Les dictateurs et les Etats voyous ont-ils leur place dans ce sanctuaire ? La question se pose depuis la création, en 1946, de la Commission des droits de l'homme – l'ancêtre de l'actuel Conseil. A l'origine des textes fondateurs, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), celle-ci a longtemps joué un rôle de vigie. Au fil des années, pourtant, la machine s'est grippée.

A coups de compromissions et de « renvois d'ascenseur », les autocrates du monde entier se sont protégés mutuellement, provoquant la paralysie de l'institution. Le génocide au Cambodge, entre 1975 et 1979, n'a pas fait l'objet d'aucune condamnation. Le drame rwandais, en 1994, est passé sous silence des années durant. Le paroxysme est atteint en 2003, lorsque la Libye de Kadhafi accède à la présidence : après six semaines de conciliabules, personne ne trouve à redire aux massacres russes en Tchétchénie ou à la répression castriste à Cuba...

Ridiculisée, la Commission des droits de l'homme met en péril la crédibilité de l'ONU. En 2005, son secrétaire général, alors Kofi Annan, choisit de la dissoudre et la remplace l'année suivante par l'actuel Conseil, malgré l'hostilité des Etats-Unis. « L'ambassadeur américain à l'ONU a tout fait pour tuer ce projet, raconte Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial de l'ONU et vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme. Il voulait que le sujet des droits de l'homme soit traité directement par le Conseil de sécurité. » Son nom ? John Bolton, l'actuel



F. COFFRINI/AFP

conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump et fervent contempteur du monde onusien…

Afin de ne pas retomber dans les vieux travers, les pères fondateurs, ou plutôt « refondateurs », imaginent un Conseil assaini, constitué uniquement de pays « vertueux ». Mais comment les choisir ? « Nous avons longtemps cherché la solution, se souvient Eric Tistounet, haut fonctionnaire onusien et “mémoire” de l'institution. Une ONG nous a aidés à établir des critères. Nous les avons appliqués aux 193 Etats membres de l'ONU. Seuls deux pays ont réussi le test : la Finlande et la République tchèque ! Nous avons finalement décidé d'inclure tout le monde… »

Trois fois par an, les 193 délégations viennent débattre dans ce palais des Nations, sur les hauteurs de Genève, et voter des résolutions – une centaine en tout. Mais à quoi serventelles ? « La question est pertinente, d'autant que leur contenu est souvent consensuel, répond Jean Ziegler. Mais

“ SEULEMENT 2 PAYS “VERTUEUX” SUR 193 ÉTATS MEMBRES ”



S. DI NOLFI/KEYSTONE/EPA/MAXPPP

Urgence Le nouveau président du Conseil Vojislav Suc doit rapidement faire évoluer l'institution.

l'on n'imagine pas l'impact qu'elles peuvent avoir. Un pays qui dépend de la Banque mondiale devra, par exemple, tenir compte des recommandations du Conseil s'il ne veut pas perdre ses lignes de crédit. Dans ses statuts, elle ne peut en effet prêter d'argent aux Etats qui violent les droits de l'homme. D'autres craindront pour leur réputation. C'est ce que Benjamin Franklin, l'un des auteurs de la Déclaration d'indépendance américaine, appelait “le pouvoir de la honte”. »

Ainsi, le texte déposé par l'Irlande contre l'Azerbaïdjan, en juin 2015, a eu un impact considérable sur le régime de Bakou. « Dans les mois qui ont suivi, des prisonniers politiques ont été relâchés, commente John Fisher, directeur de l'antenne genevoise de l'ONG Human Rights Watch. C'est un calcul politique. Le gouvernement craignait d'être stigmatisé, alors qu'il fait de gros efforts pour améliorer son image à l'étranger. »

Les enjeux sont loin d'être anodins, en somme, d'où l'activisme de certains Etats. « Des pays comme l'Arabie saoudite, la Chine, la Russie ou Cuba, cherchent à jouer un rôle croissant, constate une diplomate. Chacun tente de peser sur les résolutions, en fonction de ses intérêts. » La marche à suivre est toujours la même. Si un Etat veut déposer une résolution – pour dénoncer les exactions d'un autre, par exemple –, son ambassadeur soumet d'abord son projet aux « pays frères », ceux qui appartiennent au même continent : groupe de Lima, Union africaine, Européens… Une fois qu'il a obtenu leur soutien, le texte est soumis aux autres « blocs » régionaux.

C'est là que les choses se corsent. Le texte est décortiqué, atrophié, tronçonné… Certains paragraphes font l'enjeu de batailles féroces. « On s'étripe pour un mot, parfois pour une virgule », témoigne Salma El Hosseiny, avocate au Service international pour les droits de l'homme , une ONG proche de l'ONU. Car, derrière les mots, ce sont souvent des visions du monde différentes qui se heurtent.

Depuis le retrait américain, la diplomatie ayant horreur du vide, les Chinois tentent d'imposer leur modèle, fondé sur la souveraineté nationale. Ils sont d'ailleurs venus en nombre à Genève défendre leur vision du monde. « Pékin considère que l'on ne doit pas se mêler des affaires d'un pays, souligne un diplomate occidental. Il s'oppose donc systématiquement à la constitution de commissions d'enquête, que ce soit au Yémen ou en Birmanie. C'est aussi un moyen de se prémunir contre d'éventuelles investigations au Xinjiang ou au Tibet… » Cela ne risque toutefois pas d'arriver. « Personne ne veut se priver du marché chinois, déplore Nicole*, salariée permanente à l'ONU. Du coup, on tape beaucoup plus facilement sur le Nicaragua que sur les



Raout Les débats s'enchaînent sous le plafond improbable de stalactites fluo, au palais des Nations.



P. GUYOT/AFP



S. ELLIS/AFP



REUTERS

Cécité L'ex-Commission des droits de l'homme avait « oublié » de condamner des crises majeures, ce qui a entraîné sa suppression en 2005.

exactions chinoises au Xinjiang. C'est justement ce que l'on reprochait à la défunte Commission. » Signe des temps, Pékin a monté, pendant la dernière session, une exposition consacrée aux 40 ans des droits de l'homme en Chine. Initiative osée de la part du pays qui compterait le plus grand nombre de condamnés à mort au monde...

Durant les discussions, les diplomates cherchent à obtenir un large consensus, sans quoi leur résolution passera inaperçue. Résultat, leur journée type ressemble à ça : le matin, « plénière » sur la prévention des génocides dans l'immense salle XX, au premier étage, sous l'improbable plafond constellé de stalactites fluorescentes, œuvre de l'artiste espagnol Miquel Barceló. A midi, sandwich au bar Serpent, en compagnie d'une délégation asiatique, histoire de consolider une alliance. A 15 heures, une rencontre officieuse, un « *side event* », sur le Yémen, dans une petite salle en sous-sol, pour faire passer un message ou tester un éventuel allié. A 17 heures, « informel » sur la situation en Birmanie. Ces huis clos permettent de faire avancer les dossiers... et de marchander.

Cas classique : un pays a besoin de voix pour faire passer son texte. Il va offrir son soutien à un autre Etat... en échange de son vote. « Tout le monde fait ça, confie une diplomate suisse. Lors de la 32e session, le Salvador nous a aidés à faire passer un texte. En échange, nous avons appuyé leur déclaration commune pour la jeunesse. » « C'est comme un marché, tout le monde vient faire ses emplettes », résume Catherine Fiankan-Bokonga, correspondante permanente aux Nations unies depuis dix-huit ans, notamment pour France 24.

Pour emporter la mise, tous les moyens sont bons. Technique en vogue, la « contre-résolution » permet de neutraliser un pays trop vindicatif. L'an dernier, l'Union européenne avait, par exemple, proposé la création d'une commission pour enquêter sur les crimes d'opposants politiques au Burundi. Une mesure jugée trop intrusive par le groupe africain, qui a, de son côté, préparé un texte beaucoup moins contraignant pour leur « frère burundais ». Les deux résolutions ont été votées... et cohabitent toujours, un an plus tard !

Autre astuce, les fausses ONG. On les appelle les « gongos » (acronyme de Government-Organized Non-Governmental Organization). Financées par des Etats, elles sont, en réalité, des faux nez. « Elles se

Breteuil

APPARTEMENTS & MAISONS DE FAMILLE

11 AGENCES À PARIS, 2 AGENCES À LONDRES ET DÉSORMAIS,

3 NOUVELLES AGENCES À ST-JEAN-DE-LUZ, BIARRITZ ET DINARD



BRETEUILIMMO.COM • BRETEUIL.CO.UK

... ET 24H/24 SUR BRETEUILIMMO.COM



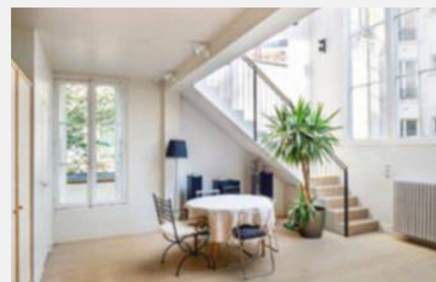
PARIS 16ᵉ. Ranelagh. Hôtel particulier rénové, dans voie privée, 4 niveaux. Séjour sur terrasse, salle à manger-cuisine, 5 chambres, bureau, 3 bains, salle de cinéma, buanderie, double box. Exclusivité. **4 996 000 €**

Breteuil AGENCE MAISONS
01 45 55 11 11
maisons@breteuilimmo.com



PARIS 15ᵉ. Convention. Immeuble récent de standing, duplex 123 m², balcons et vue dégagée. Réception, salle à manger, 2 chambres, bureau, 2 bains. Parking en supplément : 30 000 €. **1 550 000 €**

Breteuil AGENCE CAMBRONNE
01 44 38 01 01
cambronne@breteuilimmo.com



PARIS 9ᵉ. Trudaine. Immeuble ancien. Atelier d'artiste 83 m² rénové, volumes exceptionnels. Entrée, séjour cathédrale, cuisine aménagée, 2 chambres, salle de bains, salle d'eau. **1 195 000 €**

Breteuil AGENCE MONCEAU
01 56 43 60 06
monceau@breteuilimmo.com



PARIS 16ᵉ. Passy. Immeuble haussmannien, 4ᵉ étage, appartement 135 m², charme de l'ancien. Galerie d'entrée, double réception, cuisine, 3 chambres, salle de bains, salle d'eau, studio 15 m² au 6ᵉ. **1 880 000 €**

Breteuil AGENCE PASSY
01 55 74 74 55
passy@breteuilimmo.com



PARIS 16ᵉ. La Muette. Immeuble type « Directoire » duplex 126 m², loggias et terrasses. Double réception, cuisine et sa véranda, 3 chambres (1 avec loggia et terrasse), 2 bains. **1 854 000 €**

Breteuil AGENCE AUTEUIL
01 42 24 80 00
corot@breteuilimmo.com



PARIS 7ᵉ. Saint-Germain. Immeuble ancien XVIIIᵉ, appartement 165 m² au 4ᵉ étage avec ascenseur, seul sur palier, à rénover. Entrée, salon, salle à manger, cuisine dînatoire, 3 chambres, 2 salles de bains. **2 980 000 €**

Breteuil AGENCE DUQUESNE
01 53 58 30 90
duquesne@breteuilimmo.com


BRUXELLES Le 27 avril 2018, les Ouigours demandent à l'UE de protéger les droits de l'homme en Chine.

E. DUNAND/AFP

comptent par dizaines et sont très bien structurées, révèle Jean Ziegler. Récemment, deux soi-disant ONG chinoises ont ainsi organisé un "*side event*", durant lequel elles ont loué la liberté religieuse en Chine. Des gongos marocaines ont aussi monté des conférences pour nier l'existence de troubles dans le Sahara occidental. »

Mais il y a pire. Certaines ONG, aux noms souvent fantaisistes, louent leurs services pour des prix relativement élevés – « entre 50 000 et 100 000 dollars », précise Jean Ziegler. Un Etat voyou doit défendre son bilan devant le Conseil ? La veille, l'une de ces « ONG » organise une conférence de presse et, rapports à l'appui, vante les vertus démocratiques de son client… « Ces pseudo-ONG peuvent parler de n'importe quoi, s'énerve une diplomate. Le Sri Lanka y a recours, l'Erythrée et le Burundi, aussi. »

Mais que fait le Conseil ? En réalité, rien. Car ces « ONG » ont été accréditées par le Conseil économique et social des Nations unies, à New York. Comment ? « Grâce à leurs appuis politiques », répond Eleanor Openshaw, directeur du bureau new-yorkais de l'ONG ISHR. Ainsi adoubées, elles peuvent, en toute impunité, prendre la parole en séance plénière, même si elles n'ont aucune légitimité ! « Elles enchaînent des discours sans fin et parfois ridicules, tel ce prétendu génocide en Macédoine, déplore Eric Tistounet. C'est très frustrant. Le pire, c'est qu'il y en a de plus en plus. »

Cette profusion d'interventions a des effets pervers. Ces fausses ONG noient les interventions des vraies et prennent en otage les discussions, déjà longues, qui se résument souvent à une succession d'interventions de deux ou trois minutes. Avec un résultat prévisible : « On effleure trop de sujets, il n'y a pas de débats », regrette Kamel Chir, sous-directeur des droits de l'homme au ministère algérien des Affaires étrangères. Cela, Vojislav Suc en est conscient. Le président du Conseil veut profiter de son mandat pour réformer l'instance. « Il faut se donner plus de temps et traiter les sujets plus en profondeur », reconnaît-il.

Un autre danger guette : le népotisme. Ce mois d'octobre, un tiers du Conseil doit être renouvelé. Chacun des cinq « blocs » régionaux dispose d'un quota de sièges. Or ces groupes présentent exactement le même nombre de candidats qu'il y a de sièges disponibles ! Dans ce sanctuaire autoproclamé de la démocratie, l'élection est ainsi jouée d'avance, comme en Corée du Nord ! D'où la présence d'« Etats voyous » parmi les 47 membres du Conseil.

En décembre prochain, l'ONU célébrera le 70e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme. Mais la fête risque d'être triste, tant la situation des droits humains s'est dégradée dans le monde ces dernières années.

Comme le résumait, avec une certaine morgue, un diplomate : « Heureusement que l'on a écrit la Déclaration des droits de l'homme après la guerre ! De nos jours, on n'arriverait même pas à se mettre d'accord sur le préambule… » ***C. H.***

** Son prénom a été modifié.*


Anniversaire Adoptée après la guerre, en 1948, à Paris, la Déclaration des droits de l'homme aura 70 ans en décembre.

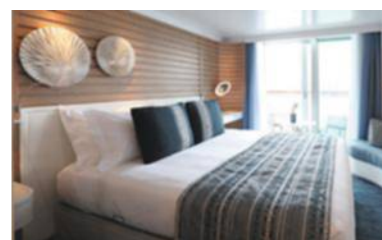
AFP

EN PARTENARIAT AVEC
PONANT

Cap sur le Saint-Laurent







PONANT : découvrez le yachting de croisière

Équipage français, service attentionné, gastronomie, décoration soignée : à bord d'un yacht 5 étoiles, vivez une expérience de voyage à la fois authentique et raffinée.

De Québec à Boston, PONANT et l'Express s'associent pour vous faire partager un voyage unique au fil de paysages grandioses et d'un itinéraire inédit. Au plus près de la nature, vous approcherez les mammifères marins dans la baie de Saguenay : baleines, dauphins, phoques..., puis, les espaces vierges du Parc national de Tadoussac et les îles de la Madeleine vous livreront leurs secrets.

En compagnie de Luc Ferry, philosophe, ancien ministre et auteur de nombreux ouvrages, et de Christian Makarian, directeur délégué de la Rédaction de l'Express, vous profiterez de rencontres privilégiées et pourrez enrichir vos connaissances lors de conférences.

Entre découvertes et culture, votre croisière combinera prestations 5 étoiles à bord d'un nouveau yacht d'expédition de luxe et moments de réflexion au cœur des vastes étendues du Nouveau Monde aux couleurs flamboyantes de l'été indien. ■

Invités d'honneur



Luc Ferry
Agrégé de philosophie et de sciences politiques, docteur d'État en sciences politiques, ancien ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche et auteur de nombreux ouvrages.



Christian Makarian
Directeur délégué de la Rédaction de l'Express, écrivain et intervenant régulier à la radio et à la télévision.



Découverte du Saint-Laurent

Québec (Canada) – Boston (États-Unis)
11 jours / 10 nuits du 16 au 26 octobre 2019,
à partir de **5 880 €** (1)

Contactez votre agent de voyage
ou appelez le **0 820 20 31 27***

www.ponant.com

(1) Tarif Ponant Bonus par personne sur la base d'une occupation double, sujet à évolution, taxes portuaires incluses. Plus d'informations dans la rubrique « Nos mentions légales » sur www.ponant.com. * 0.09 € TTC / min.

DIESELGATE

L'ENQUÊTE ÉTOUFFÉE

Après un départ en fanfare, les investigations françaises sur les fraudes aux tests antipollution dans l'automobile sont au point mort.

Par Emmanuel Botta

Jacques Rivoal est un garçon tête en l'air. Le 16 octobre 2015, celui qui est alors président de Volkswagen France se trompe quatre fois d'affilée en pianotant le mot de passe de son smartphone. Son BlackBerry Z30 enclenche alors la procédure de sécurité et efface tout : contacts, SMS, historique des appels… Rageant. Enfin ça, c'est la version que notre homme sert aux gendarmes de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé (Oclaesp) qui enquêtent sur le volet français du « dieselgate », le scandale des moteurs diesel truqués, lorsqu'ils lui demandent pourquoi son appareil est vide. Pas dupes, les enquêteurs notent dans leur rapport confidentiel, auquel L'Express a eu accès, que tout laisse à supposer que Jacques Rivoal a nettoyé son smartphone après avoir été averti par le chef du département affaires juridiques et assurances de la perquisition en cours au siège de Volkswagen France, à Villers-Cotterêts (Aisne). Les fadettes de ce dernier ont permis de retracer l'appel.

Nous sommes au tout début de l'année 2016 et l'affaire dont a été saisi le pôle santé publique du TGI de Paris, en octobre de l'année précédente, avance à grands pas. Les premiers tests réalisés sur un échantillon de véhicules du groupe allemand aux 12 marques (Audi, Skoda, Seat, Porsche…) ont clairement démontré l'utilisation d'un logiciel fraudeur. Quelques lignes informatiques qui, lorsqu'elles détectent que la voiture est en cours d'homologation, réduisent les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) – un gaz toxique favorisant l'apparition de maladies respiratoires – afin d'être artificiellement dans les clous. Les enquêteurs ont également sous la main une première salve de résultats concernant les émissions réelles de NO_x des véhicules. Bilan : le Volkswagen Tiguan et l'Audi Q3, deux best-sellers du n° 2 mondial, explosent les compteurs, avec des rejets qui se révèlent trois fois plus élevés lorsque le logiciel est désactivé. Dans le même temps, le dieselgate à la française a pris de l'ampleur. L'enquête pour tromperie aggravée s'est élargie aux groupes Renault, PSA et Fiat Chrysler.

Un tiers des modèles testés par la commission Royal dépassent les seuils autorisés

Si l'Agence américaine de protection de l'environnement a sorti l'affaire, en prenant le groupe allemand la main dans le moteur, la justice française semblait, à l'époque, avoir repris le flambeau. Las. Près de trois ans plus tard, pas plus de procès que d'amendes ou de condamnation. Alors que les autorités américaines ont arraché un chèque de plus de 27 milliards d'euros à Volkswagen, qu'en Allemagne le patron d'Audi, Rupert Stadler, dort en prison depuis juin dernier, et qu'un premier grand procès vient de s'ouvrir en Basse-Saxe avec des investisseurs qui, se sentant floués, réclament 9 milliards d'euros, la France n'a pas avancé d'un iota. « Aux Etats-Unis et en Allemagne, on se pose la question du montant des amendes et, en France, on en est toujours au stade de l'expertise », se désole Nadir Saïfi, vice-président de l'association Ecologie sans frontière.

Bien sûr, il y a eu la commission Royal. Mise sur pied dès octobre 2015 par la ministre de l'Ecologie d'alors, Ségolène Royal, elle mêle parlementaires, scientifiques, associations environnementales et représentants des ministères concernés (Ecologie, Eco-

2015 SEPTEMBRE Découverte de logiciels fraudeurs sur des véhicules Volkswagen aux Etats-Unis.

OCTOBRE Ouverture, en France, d'une enquête pour tromperie aggravée à l'encontre de Volkswagen, qui sera rapidement élargie à PSA, Renault et Fiat Chrysler.



S. PICARD/AGENCE VU

Inertie Les constructeurs n'ont toujours pas mis en place de véritables plans de rappel des véhicules trafiqués – on parle de centaines de milliers de voitures, qui continuent de polluer jour après jour.

nomie et Industrie). Moins d'un an plus tard, la commission d'enquête indépendante livre un rapport explosif : un tiers des 85 modèles diesel testés (toutes marques confondues) dépassent les seuils autorisés. Etonnamment, la ministre décide de publier les conclusions de l'étude le 29 juillet 2016, en pleine torpeur estivale, contre l'avis des associations, qui y voient une volonté d'étouffer l'affaire. Ce n'est qu'un début. Dans ses conclusions, le rapport prévoit de mandater l'établissement public IFP Energies nouvelles (Ifpen) pour mener d'autres tests, afin d'évaluer si les dix véhicules les moins bien notés ne devaient pas faire l'objet d'un retrait de leur certificat d'homologation. « Deux ans plus tard, malgré nos nombreuses relances, nous n'avons toujours aucune nouvelle de l'Ifpen », se désole Charlotte Lepitre, coordinatrice pour l'association France Nature Environnement.

2015 DÉCEMBRE Mise en place de la commission Royal, chargée d'enquêter sur le "dieselgate à la française".



2016 JUILLET Remise du rapport aux conclusions explosives de la commission Royal.

Le fait que six modèles de Renault (Talisman, Captur, Kadjar, Espace...), dont l'Etat français est le premier actionnaire avec 15 % du capital, se retrouvent dans ce palmarès des pires pollueurs a-t-il poussé l'Ifpen à enterrer le dossier ? Difficile à dire. Michel Sapin, ministre de l'Economie de 2014 à 2017, reconnaît que la situation était « schizophrénique ». « L'affaire faisait plonger les cours de Bourse, alors que nous essayions de sortir du capital de PSA et de revendre une partie de nos actions Renault. Mais nous n'avons jamais cherché à influencer l'affaire. » Aux risques financiers encourus par les constructeurs s'ajoute le classique chantage à l'emploi : la filière automobile salarie plus de 400 000 personnes en France, et les industriels savent le rappeler à bon escient. A l'instar du patron de PSA, Carlos Tavares, au printemps 2017, lors d'une allocution publique. Evoquant les conséquences des lourdes amendes qui risquent de plomber les marques du Vieux Continent, il déclare alors : « Evidemment, [...] il y a un acteur chinois qui prendra le contrôle d'un fabricant européen [pour en faire] un cheval de Troie en Europe. » En clair, reprendre la marque, mais faire construire en Chine.

Une vieille rengaine qui semble avoir trouvé une oreille attentive chez Ségolène Royal. Terminé, l'attitude bravache des premiers mois. Plus le temps passe et plus la ministre semble vouloir prendre ses distances avec l'affaire, au point même de repousser à deux reprises son audition par les membres de la commission d'enquête (Emis) sur le dieselgate du Parlement européen. « Fin novembre 2016, elle a fini par se déplacer, mais elle est arrivée avec une heure de retard, puis, agacée par nos questions, elle a fini par nous dire que, en tant qu'élus français, nous ferions mieux de nous intéresser à l'industrie française », révèle Pascal Durand, eurodéputé Vert.

Nicolas Hulot ne réunira jamais la commission d'enquête sur le diesel

Une volte-face qui n'a fait que renforcer les convictions de la députée européenne (EELV) Karima Delli, vice-présidente de la commission Emis : « Les Etats membres, en particulier la France et l'Allemagne, avaient connaissance de la fraude depuis longtemps, mais ils ont toujours préféré protéger l'industrie automobile au détriment de la santé publique », lâche-t-elle, amère. Malgré ces « ennemis de l'intérieur » et la pression intense des constructeurs – à lui seul, Volkswagen emploie 40 lobbyistes à plein temps à Bruxelles –, les recommandations de la commission Emis ont été largement suivies. Exit, notamment, l'ancien protocole d'homologation NEDC, dont le scandale a démontré à quel point il était aisément falsifiable. Place, depuis le 1er septembre, au WLTP, bien plus strict, avec des tests en conditions réelles.

Avec l'arrivée, en mai 2017, de Nicolas Hulot au ministère de la Transition écologique, les associations en sont persuadées, le dossier va retrouver un second souffle. Erreur. L'ancien présentateur ne réunira pas une seule fois la commission d'enquête sur le diesel. Le sujet n'est clairement pas sa priorité. A tel point qu'il ne s'intéressera jamais à la question du recalibrage des véhicules en infraction. Face aux résultats des tests menés en laboratoire, Ségolène Royal n'avait en effet pas eu d'autre choix que de demander aux constructeurs français d'organiser le rappel de tous les véhicules dont les émissions de NO_x dépassaient les seuils autorisés.

Ces derniers, pas vraiment pressés de voir leurs concessions assaillies et d'assumer le coût de l'opération, ont fait le strict minimum : « Une lettre envoyée en juin 2017, puis plus rien, souligne Charlotte Lepitre. Résultat, à la fin de l'année 2017, 5 % seulement des véhicules incriminés avaient vu leur logiciel recalibré. » Le ministère n'a pas souhaité nous communiquer les chiffres actualisés, mais il serait étonnant qu'ils aient beaucoup évolué, les constructeurs n'ayant toujours pas mis en place de véritables plans de rappel. On parle donc de centaines de milliers de voitures qui continuent jour après jour à polluer, sans que Nicolas Hulot ait trouvé à y redire. La Renault Captur, qui émet 11 fois plus de NO_x que le seuil autorisé, s'est ainsi écoulée à 70 000 exemplaires sur la seule année 2015.

Si aucun ministre ne semble vouloir mettre les mains dans le cambouis,

Une entente entre constructeurs allemands ?

Mieux qu'une série Netflix, les tribulations des industriels de l'automobile. Après le scandale des logiciels fraudeurs capables d'abaisser artificiellement les émissions d'oxydes d'azote (NO_x), lorsque les véhicules diesel sont en phase d'homologation, Bruxelles soupçonne BMW, Daimler et Volkswagen de s'être entendus pour s'éviter une onéreuse course aux technologies de dépollution. Une enquête a été ordonnée, à la mi-septembre, par la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager, qui vient d'infliger une amende de plus de 4 milliards d'euros à Google pour abus de position dominante. Selon la presse allemande, Daimler aurait apporté son témoignage à la justice dans l'espoir d'obtenir la clémence des autorités.

2017 AVRIL **Carlos Tavares, PDG de PSA *(photo)*, déclare que de lourdes amendes mettraient l'industrie automobile européenne en danger.**



2018 **Avant la fin de l'année, les résultats des tests complémentaires devraient tomber, ce qui pourrait ouvrir la voie à d'éventuelles mises en examen.**



S. PICARD/AGENCE VU

Santé publique En 2015, en Europe, les émissions illicites d'oxydes d'azote (NO_x) auraient causé près de 7 000 décès prématurés.

c'est que les conséquences pour les constructeurs français pourraient être dévastatrices. Si la fraude est avérée, il pourrait ainsi leur être demandé une amende correspondant à 10 % de leur chiffre d'affaires, soit la bagatelle de 6,5 milliards d'euros pour PSA et de 5,8 milliards pour le groupe Renault. Et cela pourrait n'être qu'un début. Si les premières tentatives pour monter une *class action* n'ont pas abouti – le préjudice matériel n'ayant pas été prouvé –, cela pourrait rapidement changer, tant les témoignages de propriétaires assurant que leur véhicule est moins performant après le recalibrage de leur logiciel s'accumulent. Emmanuel Ludot, avocat d'une trentaine de parties civiles, veut, lui, aller bien plus loin. « J'ai demandé que l'accusation soit requalifiée en un délit plus grave, celui de pollution généralisée. Le tribunal a refusé ma requête, mais je me suis pourvu en appel. » Il n'est pas le seul à penser que ce dossier n'est pas une simple affaire de tromperie. Le Conseil international des transports propres (ICCT), l'ONG qui a mis les autorités américaines sur la piste du logiciel fraudeur de Volkswagen, estime que les émissions illicites liées au dieselgate auraient causé 6 800 décès prématurés en Europe rien qu'en 2015.

Les conséquences pourraient être dévastatrices pour les marques françaises

Les résultats des tests complémentaires demandés par les juges dans les dossiers Renault, PSA, Fiat Chrysler et Volkswagen, il y a plus d'un an et demi, devraient tomber d'ici à la fin de décembre. Ce qui devrait logiquement donner lieu aux premières mises en examen. Mais, pour François Lafforgue, un avocat que l'on retrouve depuis vingt ans dans toutes les grandes affaires sanitaires et environnementales et qui représente une centaine de parties civiles dans le dieselgate, la procédure n'en est certainement qu'à ses balbutiements : « Le pôle santé publique du TGI de Paris est saisi du dossier du Mediator depuis 2011, et il ne s'est toujours rien passé, idem, depuis 2009, pour l'affaire des suicides à France Télécom, sans parler du dossier de l'amiante, qui traîne depuis plus de vingt ans… rien ne bougera tant que ce pôle ne sera pas indépendant du pouvoir politique. » Ce que Nadir Saïfi résume d'une phrase : « Jusqu'à maintenant, la santé a toujours été une variable d'ajustement de l'économie, il faut que cela change. » Une prise de conscience qui ne viendra pas des industriels, qui, en dépit du scandale, continuent d'écouler leurs voitures : « Malgré l'effondrement du diesel, qui ne représente plus que 40 % du marché français, contre 77 % dix ans plus tôt, la plupart des grands constructeurs, à commencer par Volkswagen, ont enregistré cette année des records de ventes », note ainsi Jean-Pierre Corniou, directeur général adjoint de Sia Partners. C'est donc en toute quiétude que les industriels vont pouvoir dévoiler leurs plus beaux atours lors du Mondial de l'auto, qui doit ouvrir ses portes à Paris le 4 octobre. ***E. B.***

S. GAILLARD/REUTERS - B. TESSIER/REUTERS



Sensible Emmanuel Macron à bord d'un DS 7 Crossback, le 14 mai 2017 : Huawei s'occupe aujourd'hui de la connectivité de ce type de véhicule.

A. MORISSARD/IP3/MAXPPP

L'Etat français garde Huawei à l'œil

Les autorités pointent des risques d'espionnage dans certains véhicules du constructeur PSA via son équipementier chinois. ***Par Emmanuel Paquette***

Le 14 mai 2017, sous une pluie fine, Emmanuel Macron célèbre son investiture en remontant les Champs-Elysées. Le nouveau président de la République salue la foule depuis le toit ouvrant d'un DS 7 Crossback. Un joli coup de publicité pour son constructeur, le français PSA Peugeot-Citroën.

Quatre mois plus tard, le ton n'est plus à la fête. Ce véhicule suscite des inquiétudes au plus haut sommet de l'Etat. Selon nos informations, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), les services de renseignement et l'Anssi, le cyberpompier de l'Etat, sont préoccupés par ce dossier. La faute à une société chinoise, Huawei. Le spécialiste des équipements de télécommunications s'apprête à doter toutes les DS 7 Crossback d'une connectivité : mise à jour cartographique, reconnaissance vocale, portail de services avec état de maintenance de la voiture, historique des trajets et modes de conduite… Toutes ces fonctionnalités sont proposées sur le véhicule depuis le mois d'avril 2018 en Chine et le seront bientôt en Europe. Et c'est là que réside le risque majeur. « Ces technologies peuvent permettre d'écouter les conversations ou d'espionner les déplacements d'hommes politiques », révèle une source sous couvert d'anonymat.

En ligne de mire : la commande publique d'automobiles, utilisées par des ministres, des députés, des sénateurs… Car le DS 7 Crossback n'est que « le premier véhicule à bénéficier de ce travail commun […] qui vise ensuite à être déployé » plus largement, indique PSA. Selon la centrale d'achat Ugap, l'Etat et les collectivités locales ont acquis 21 000 voitures en 2017, pour 330 millions d'euros, dont 20 % de Citroën, de Peugeot… « Nous maîtrisons l'intégrité et la confidentialité des données : elles sont toutes chiffrées et sécurisées. Huawei n'a pas accès à ces clefs de chiffrement », se défend PSA. « Il n'y a jamais eu le moindre problème de cybersécurité sur un de nos équipements, renchérit la firme chinoise, interrogée par L'Express. Nous accompagnons nos clients […] avec un transfert de savoir-faire chez eux. »

Les relations qu'entretient le groupe chinois avec Pékin soulèvent des questions. Depuis plusieurs années, le commissaire français à l'information stratégique et à la sécurité économique et le SGDSN scrutent les mouvements de la multinationale de Shenzhen. Dès 2012 et la publication du rapport sénatorial de Jean-Marie Bockel (UDI) sur la cyberdéfense, Huawei a été pointé du doigt pour ses « étroites relations avec l'Armée de libération du peuple chinois ».

En raison de risques pour la sécurité nationale, les Etats-Unis et, plus récemment, l'Australie ont interdit à l'équipementier de vendre des produits de réseaux mobiles 5G aux opérateurs télécoms. L'Europe devient donc stratégique pour lui. « Leur entrisme en France est très agressif, mais aucun autre acteur européen ne peut rivaliser avec leurs solutions », se désole un connaisseur.

Ce n'est pas la première fois que les autorités françaises tirent le signal d'alarme. *Le Canard enchaîné* avait dévoilé en mars 2017 que le partenariat conclu entre Orange et Huawei pour un service aux entreprises destiné à héberger leurs données dans un cloud avait déjà suscité des craintes d'espionnage. Toutes les mésaventures de la marque n'ont pas nui à sa réussite, qui se traduit en chinois par… *« huawei »*. ***E. P.***

« Ces technologies peuvent permettre d'écouter les conversations des politiques »

LA PROVOC

« Et si, à Bruxelles, ils me disent que je ne peux pas le faire, je m'en fiche, et je le fais quand même »

Matteo Salvini, le samedi 29 septembre, à Rome.


T. GENTILE/REUTERS

DEVANT UNE FOULE DE PARTISANS ENTHOUSIASTES, le vice-président du Conseil italien, Matteo Salvini, a assuré qu'il ne renoncerait pas à son projet de budget, même en cas d'un veto européen. Avec son revenu de citoyenneté, sa généreuse réforme des retraites et ses baisses d'impôts, il est pourtant « hors des clous », a prévenu le commissaire européen aux Affaires économiques et financières, Pierre Moscovici.

LA SANCTION

A trop jouer avec le feu, Elon Musk a fini par se brûler. Et encore peut-il s'estimer heureux que la SEC, le gendarme boursier américain, n'ait pas été plus sévère. A la suite de la fausse sortie de Bourse de Tesla, annoncée par le milliardaire début août sur Twitter, il avait lancé une enquête pour fraude et menaçait de le destituer de son poste de PDG du fabricant de bolides électriques. Le Sud-Africain est finalement parvenu à conserver le volant, mais il a dû abandonner son poste de président du conseil d'administration et se voit cornaqué par deux administrateurs indépendants. Il a également été condamné – tout comme Tesla – à payer une amende de 20 millions de dollars. Pire, ce *« serial tweeter »* devra désormais faire valider en interne ses gazouillis avant publication !

AFP


E. GAILLARD/REUTERS

50 MILLIONS

LA DOUCHE FROIDE

Entre 2000 et 2017, la France a perdu quatre places dans le classement mondial de la richesse des ménages, selon le rapport annuel de l'assureur Allianz. Avec 59 100 euros d'actifs financiers – nets d'endettement – par habitant, elle est désormais 15e dans une liste très largement dominée par la Suisse (173 990 euros) et les Etats-Unis (168 640 euros). Singapour et Taïwan lui ont notamment brûlé la politesse, à la 7e et 8e place. C'est aussi le cas de la Suède, qui se classe 3e, et du Danemark, 9e. Ces deux pays sont parmi les très rares en Europe à avoir réduit les inégalités de richesse dans le même laps de temps. En France, le fossé entre riches et pauvres a continué à se creuser.



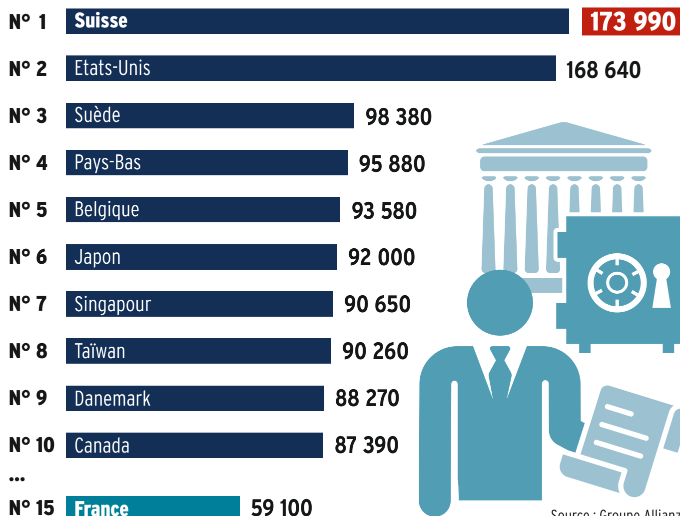
LE RECORD

La France reste le pays le plus visité au monde. Mieux, en 2017, l'Hexagone a battu tous les records en accueillant 87 millions de touristes étrangers, soit 5 % de plus qu'en 2016. Selon Bercy, ce chiffre est essentiellement dû au retour massif des vacanciers européens, représentant 80 % des arrivées internationales. Si les Britanniques restent la première clientèle, avec 12,7 millions de visiteurs, les Espagnols reviennent eux aussi en force (+ 17,3 %), contribuant à la suprématie de la France sur leur pays, bon deuxième du classement avec « seulement » 81,8 millions de touristes.

C'EST LE NOMBRE DE COMPTES FACEBOOK POTENTIELLEMENT COMPROMIS par une faille de sécurité. Du coup, le 28 septembre, plus de 90 millions de profils ont été déconnectés du réseau social par « précaution », afin que les utilisateurs entrent à nouveau leur mot de passe et empêchent ainsi les auteurs de l'attaque de prendre le contrôle de leur session. Les pirates ont utilisé plusieurs vulnérabilités de la fonction « Aperçu de mon profil », qui permet de laisser sa page accessible à n'importe quel visiteur en dehors de ses amis. Dans l'attente de vérifications, ce service n'est plus disponible.

Le patrimoine financier des ménages

Montant net par habitant en euros





LA LIBRAIRIE DE L'ÉCO PAR JEAN-MARC DANIEL

Une désillusion européenne

Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire politique depuis les années 1970 connaissent l'économiste Philippe Herzog, polytechnicien, membre du Parti communiste français (PCF) de 1965 à 1996 et député européen de 1989 à 2004. Ils se plongeront donc avec curiosité et intérêt dans ses Mémoires, intitulés *D'une révolution à l'autre*. Qu'ils ne s'attendent pas à trouver une autobiographie. Car, si l'auteur trace à grands traits, dans l'introduction, le destin de sa famille, il centre rapidement son propos sur les deux thèmes autour desquels sa vie s'est organisée. Le premier : la promesse d'un monde meilleur qu'incarnèrent en leur temps les ambitions socialistes du PCF. Le second : la construction européenne, qui a pris le relais peu à peu dans son engagement militant.

Décrivant avec retenue, voire parfois une certaine pudeur, les événements auxquels il a été associé, de la négociation/renégociation du programme commun de la gauche à la naissance de son association Confrontations Europe, il tire de son parcours un bilan désabusé, se montrant en pratique plus las que vraiment amer. Il écrit notamment que ce qui le guide désormais, tandis qu'il aura 80 ans en 2020, c'est un « catastrophisme éclairé ». Alors que le bolchevisme fut une tragique imposture, que l'Europe s'abîme dans une vaine foire d'empoigne et que les enjeux écologiques suscitent plus de grandiloquence que de grandes décisions, Philippe Herzog appelle à un sursaut. Celui-ci doit passer par la réhabilitation de la démarche qui inspira la planification à la française de naguère et par une avancée réelle dans l'intégration européenne. On trouvera dans ce témoignage, fait d'illusions, de désillusions, mais aussi d'espoir, matière à d'utiles réflexions.



D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE
PAR PHILIPPE HERZOG.
ED. DU ROCHER,
400 P., 21,90 €.

La librairie de l'éco par **Jean-Marc Daniel,** chaque vendredi, à 21 heures, sur **BFM Business**

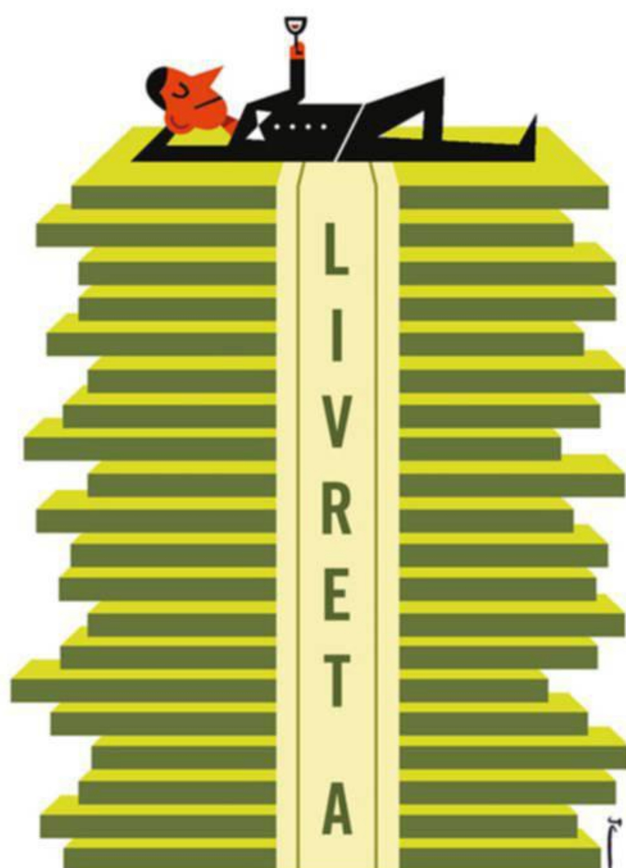




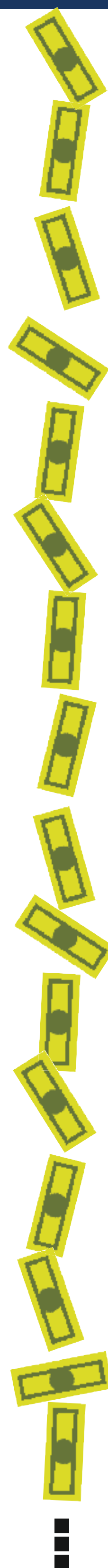
PRENEZ VOTRE ÉPARGNE EN MAIN

Dans un contexte économique et financier en mutation, faire fructifier son argent nécessite de faire les bons choix.

Dossier réalisé par Gilles Pouzin. Illustrations : Jérémie Claeys



P. 74 LIQUIDITÉS EN ATTENTE
P. 76 ASSURANCE-VIE
P. 82 BANQUE PRIVÉE OU EN LIGNE ?
P. 86 BOURSE AVEC OU SANS PILOTE
P. 88 PLACEMENTS À PROMESSE
P. 92 INVESTISSEMENTS DURABLES



Alors que l'inflation augmente, doit-on encore placer ses liquidités sur son Livret A dont le taux est gelé à 0,75 % jusqu'en 2020 ? L'assurance-vie demeure-t-elle un placement intéressant ? Faut-il diversifier ses économies avec une dose d'actions ? Comment choisir des sicav et fonds communs de placements ? Certes, il existe désormais des placements clefs en main et nombre d'intermédiaires qui proposent de s'occuper de tout à votre place. Mais la confiance n'exclut pas le contrôle. Et disposer d'une bonne culture générale sur les atouts et les inconvénients des différents placements disponibles vous évitera bien des déconvenues.

Dans un contexte économique en mutation, la politique de taux d'intérêt négatifs menée par la Banque centrale européenne (BCE) redessine les contours de l'épargne. Depuis 2012, la BCE ne rémunère plus les dépôts des banques. Et depuis plus de quatre ans, elle leur applique des pénalités qui se répercutent sur tous les placements. Bien qu'elle pénalise fortement l'épargne des Français, les décisions de la BCE ne les dissuadent pas de mettre de l'argent de côté. Au contraire.

Le taux d'épargne a ainsi augmenté au deuxième trimestre 2018, à 14,2 % du revenu disponible, surtout porté par l'épargne financière, selon l'Insee. Si aucun placement à court terme ne bat les livrets réglementés, l'assurance-vie recèle encore un potentiel. Alors que les Français privilégient la sécurité, l'écart se creuse entre les meilleurs contrats et les moins bons, avec des rendements allant du simple au double.

La réglementation pousse à améliorer l'information des épargnants sur les frais réellement prélevés. Cette transparence pourrait influencer davantage les choix des épargnants, par exemple entre les services des banques privées et des banques en ligne, de même que les nouvelles obligations d'information des institutions financières sur leur prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Autant de bonnes raisons de prendre dès à présent votre argent en main. ***G. P.***



Indéboulonnable Livret A

Malgré la baisse des taux d'intérêt et les menaces sur son rendement, le compte épargne préféré des Français résiste.



Où placer ses liquidités? Depuis plus de trois ans, placer son argent à court terme est un casse-tête. Avec la remontée des prix, le Livret A ne protège plus le pouvoir d'achat. En août, l'indice des prix à la consommation de l'Insee grimpait de 2,3 % sur un an. Même si c'est un pic estival, l'inflation devrait atteindre 2,1 % cette année et rester proche de 2 % l'an prochain, selon les prévisions de Natixis.

Les gouvernements successifs ont aussi changé la formule de calcul du taux du Livret A, pour qu'il ne protège plus de l'inflation, à la grande satisfaction des lobbys bancaires pour lesquels les livrets réglementés sont une hérésie, faisant obstacle à la vente de placements à plus fortes marges pour leurs promoteurs.

De 2004 à 2016, le taux du Livret A ne pouvait être inférieur à l'inflation, selon sa formule de calcul officielle. En novembre 2016, le ministre de l'Economie a escamoté habilement le coup de pouce au taux du Livret A, en promettant que «le taux fixé sera toujours supérieur à l'inflation». Un an plus tard, en décembre 2017, le gouvernement annonçait le gel du taux à 0,75 % jusqu'en février 2020, en modifiant à nouveau sa formule pour s'affranchir de toute préservation du pouvoir d'achat. On brandit seulement un «taux plancher» qui ne pourrait être inférieur à 0,5 %, comme un épouvantail.

82 % des Français possèdent un Livret A, avec un en-cours moyen de 4 754 euros

Malgré les promesses non tenues, les épargnants continuent de plébisciter le Livret A. «Après avoir fortement sanctionné les baisses successives de sa rémunération (avec – 6,13 milliards d'euros en 2014 et – 9,29 milliards d'euros en 2015), les Français ont manifestement retrouvé des raisons de placer une partie de leurs économies dans le Livret A», observe Sarah Le Gouez, secrétaire générale du Cercle de l'épargne. Sur les huit premiers mois de 2018, les Français ont à nouveau versé plus de 11 milliards d'euros sur leurs livrets, portant leurs en-cours à plus de 283 milliards d'euros.

Finalement, la répression financière ne décourage pas l'épargne populaire, au contraire! «La très bonne collecte du Livret A depuis le début d'année n'est pas affectée par la hausse des prix», analyse Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne. Selon lui, les Français épargneraient même davantage pour compenser l'écart entre la hausse des prix attendue et la baisse de rémunération de leur épargne. 82% des Français possèdent un Livret A, avec un en-cours moyen de 4754 euros. Mais 60 % des livrets ont un solde inférieur à 1500 euros, tandis que 5 % dépassent le plafond, relevé à 22950 euros depuis 2013, grâce à la capitalisation des intérêts.

Pour ceux qui souhaitent conserver de l'épargne facilement disponible, le choix est limité, tant la Banque centrale européenne maintient les taux sous l'eau. Dès juillet 2012, la BCE a réduit le taux auquel elle rémunérait les dépôts des banques à 0 %. Puis, à partir de juin 2014, elle applique des taux négatifs : – 0,1 % à – 0,2 % d'abord, puis – 0,3 % en décembre 2015, et – 0,4 % depuis mars 2016. Par ricochet, les taux d'intérêt se sont écroulés sur le marché monétaire entre banques. Le taux interbancaire Euribor à un mois, qui dépassait 5 % au plus fort de la crise de l'automne 2008, est passé timidement au-dessous de zéro début 2015, pour s'installer entre – 0,3 et – 0,4 % depuis mars 2016. Dans ce contexte, les sicav monétaires ont perdu en moyenne près de 0,5 % sur un an, selon la société d'analyse Quantalys.

Et les livrets bancaires rapportent de 10 à 20 fois moins que le Livret A. Le compte sur livret de BNP Paribas est à 0,1 % brut, tandis que le Livret orange d'ING Direct, qui avait fait sa réputation à coups de taux dopés, ne rapporte plus que 0,05 % avant impôts, soit 35 centimes d'intérêts net par an pour 1000 euros placés, contre 7,50 euros par an pour 1000 euros conservés sur un Livret A ou un Livret de développement durable et solidaire (LDDS, ex-Codevi), rapportant aussi 0,75 % dans la limite de 12000 euros. On comprend mieux leur succès. ***G. P.***





L'assurance-vie fait encore envie

Face à la baisse des rendements, les écarts se creusent entre les meilleurs contrats et les moins bons.

Malgré l'érosion des rendements et le coup de canif fiscal, c'est toujours le placement star des Français. Sur les huit premiers mois de l'année, ils ont versé à nouveau 95 milliards d'euros sur leurs contrats d'assurance-vie, dont 71 % sur les fonds en euros sans risque, après 132 milliards d'euros en 2017, dont 72 % sur les fonds en euros, pourtant pénalisés par la baisse des taux d'intérêt. Avec plus de 1700 milliards d'euros d'épargne, l'assurance-vie a conquis les Français: 36,5 % des ménages possédaient au moins un contrat fin 2015, plus de 45 % parmi les cadres et même plus de 60 % des professions libérales, selon l'Insee.

A ce stade de maturité, l'assurance-vie ne progresse plus de façon exponentielle comme dans les années 1990. « La collecte brute semble avoir atteint un plafond autour de 135 milliards d'euros par an, il ne faut plus espérer revoir les 50 milliards de collecte nette des années 2000 », prévient Cyrille Chartier-Kastler, fondateur de la société d'études Facts & Figures. Car les Français puisent dans leurs contrats pour financer leurs projets immobiliers ou compléter leur retraite, tandis que les capitaux restant sont transmis aux bénéficiaires en cas de décès du souscripteur. Ces sorties ont atteint 124 milliards d'euros en 2017, mais représentent à peine 7 % de l'épargne accumulée. On est loin d'un désaveu !

LA SÉCURITÉ DU CAPITAL

La baisse des taux d'intérêt pénalise pourtant les rendements. Ceux-ci ont été divisés par plus de deux en dix ans, chutant de 4 % en 2008 à 1,8 % en 2017, selon la Fédération française de l'assurance. Alors que les prescripteurs exhortent les épargnants à diversifier davantage leurs placements pour mieux préserver leur pouvoir d'achat face au retour d'une inflation à plus de 2 % par an, rien n'y fait. Quand ils mettent de l'argent de côté, 55 % des Français privilégient avant tout la sécurité de leur capital, et 71 % des épargnants accordent une nette préférence aux placements sûrs à aible taux d'intérêt, selon une étude d'Odoxa pour le courtier Linxea.com

Le fonds en euros demeure le pilier de stabilité de l'assurance-vie. Pour les épargnants, il cumule trois qualités essentielles : sécurité, disponibilité et rentabilité. Les économies placées sur le fonds en euros sont gérées par l'assureur comme son propre argent, au sein de son actif général. En contrepartie, cette épargne est revalorisée chaque année avec des intérêts qui produisent

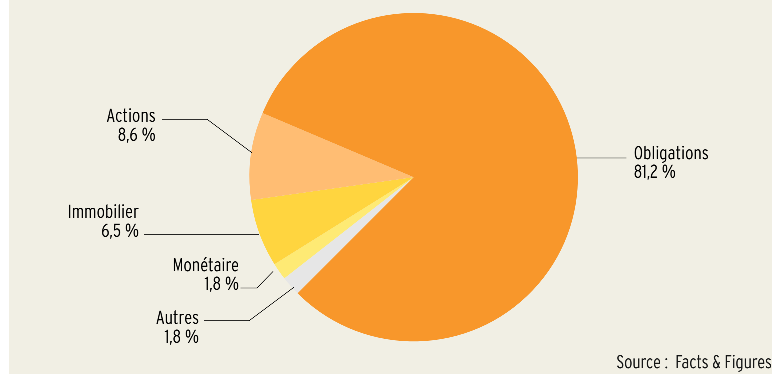


d'autres intérêts les années suivantes. Le capital ne baisse pas et l'épargne est disponible à tout moment.

Les assureurs ont adapté leur gestion pour préserver les rendements. « Leur diversification a augmenté entre 2015 et 2017 », note Cyrille Chartier-Kastler. La part des obligations a été réduite (à 81,2 % contre 82,5 %), avec près de 60 % d'emprunts d'entreprises privées. La crise grecque et celle des pays du sud de l'Europe au tournant des années 2010 a servi de leçon : les assureurs n'ont quasiment plus d'emprunts d'Etat étrangers dans leurs portefeuilles. La part des actions a aussi un peu augmenté, à 8,6 %, tandis que l'immobilier est passé de 5,2 à 6,5 % des actifs des fonds en euros classiques. Ce pilotage a permis aux assureurs de préserver la rentabilité de leurs actifs, qui a bien moins baissé que les rendements distribués aux épargnants. Les investissements des fonds en euros ont encore rapporté 3,14 % en 2017, après 3,23 % en 2016, selon Facts & Figures. Par prudence, beaucoup d'assureurs mettent une partie de leurs résultats financiers en réserve, sous forme de provision pour participation aux bénéfices (dite « PPB »), dans laquelle ils peuvent puiser pour améliorer les rendements les mauvaises années. « Cette réserve s'est accrue à 3,35 % fin 2017, soit un doublement en cinq ans par rapport au niveau de réserves de 1,43 % en 2012 et 1,72 % en 2013 », observe Cyrille Chartier-Kastler.

Le fonds en euros cumule trois qualités : sécurité, disponibilité et rentabilité

Avec des actifs rapportant plus de 3 % par an, et des provisions supplémentaires représentant aussi plus de 3 % de rendement en réserve, par rapport à leurs actifs, les assureurs gardent une marge de manœuvre pour soigner leurs meilleurs clients. Pour en profiter, il faut savoir faire son marché, car les taux des fonds en euros varient quasiment du simple au double entre les moins bons et les meilleurs contrats.



Les actifs des fonds en euros rapportent plus de 3 % par an, dont 1,8 % distribués aux épargnants.

La société Facts & Figures classe les contrats d'assurance-vie en trois catégories, « standard », « patrimonial » et « banque privée »; et par canaux de distribution. Les contrats d'épargne standard offrent peu de choix de diversification par le biais de fonds « maison ». Ils ont un en-cours moyen de 18 900 euros avec une collecte annuelle de 1380 euros par contrat. La collecte moyenne atteint 6 550 euros par an avec un en-cours moyen de 66 000 euros par contrat sur le segment de l'épargne patrimoniale. « Ces contrats proposent toutes les unités de compte de référence du marché, par exemple Comgest, Carmignac, DNCA ou la Financière de l'Echiquier », explique Cyrille Chartier-Kastler. On y trouve de nombreuses options (rééquilibrage de l'épargne, sécurisation ou dynamisation des plus-values…) ainsi que des services de gestion pilotée (une répartition prédéfinie) ou sous mandat (délégation des arbitrages au gérant). Enfin la collecte moyenne approche 30 000 euros par an avec un en-cours proche de 200 000 euros pour les contrats en gestion privée, qui ont des caractéristiques proches des contrats patrimoniaux mais une clientèle encore plus sélecte.

DES TAUX DÉCEVANTS

Les contrats standards autrefois mis en avant par les banques sont souvent les plus décevants, comme Vivaccio de la Banque postale (1,2 % en 2017), Nuances 3D des Caisses d'Epargne (1,25 % en 2017) ou Prévi-options du Crédit mutuel Arkéa (1,2 % en 2017). Des banques en lancent de nouveaux pour rogner les taux de leurs vieilles assurances-vie. Au Crédit agricole, le taux du contrat Prédissime 9 était réduit à 1,3 % en 2017, et celui de Confluence, à seulement 0,75 %.

Les contrats standards des assureurs et mutuelles sont plus généreux. Si Multi vie et Livret vie de la Macif n'ont rapporté que 1,2 % l'an dernier, les taux étaient plus corrects pour des contrats comme Winalto de la Maaf (1,85 %), Arpèges d'Axa (1,9 % minimum) ou Multéo de la GMF, qui, elle, applique un seul taux à tous ses contrats (2,1 % en 2017), garantissant le même traitement aux nouveaux clients comme aux plus fidèles.

De leur côté, les contrats associatifs et de petites mutuelles se distinguent avec des rendements deux fois

Communiqué

L'AVENIR APPARTIENT À CEUX QUI INVESTISSENT BIEN

Que ce soit pour se constituer un patrimoine avec l'objectif de le transmettre, pour placer de l'argent efficacement ou pour sécuriser leur retraite, les investisseurs recherchent à peu près tous la même chose : un produit fiable, rassurant à long terme et qui distribue des revenus constants, de préférence élevés. Si les investisseurs s'accordent sans surprise sur les contours de ce produit parfait, existe-t-il vraiment sur le marché ?

Nous pouvons répondre par l'affirmative avec l'immobilier locatif en résidences avec services du Groupe Réside Études. Bien plus rémunérateur que l'assurance-vie dont les revenus ne cessent de s'étioler, il constitue un « investissement pierre » qui rapporte, libère des soucis de gestion et peut se transmettre clés en main. L'idéal pour celles et ceux qui font des choix réfléchis pour leur avenir et celui de leurs proches.

RENDEMENT ET PATRIMOINE, LE DUO GAGNANT

Les avantages sont multiples. Tout d'abord, les investisseurs deviennent propriétaires d'un bien dans un secteur immobilier à très fort potentiel locatif : celui des résidences avec services pour étudiants, pour seniors, ou dédiées au tourisme d'affaires (Apparthotels).

Ensuite, ils bénéficient d'un revenu régulier garanti. Le Groupe Réside Études, qui est leader dans ce domaine, propose un rendement garanti, net de charges et indexé allant jusqu'à 4,25 % (1), que le bien soit loué ou non. C'est mieux que l'immobilier classique.

Soulignons aussi que, avec le Groupe Réside Études, il est possible de financer son projet sans apport personnel sur le montant HT. La majorité étant remboursée par les loyers du locataire.

UN STATUT QUI OPTIMISE LA FISCALITÉ DE L'INVESTISSEMENT

Investir dans une résidence avec services pour étudiants ou pour seniors du Groupe Réside Études permet, dans le cadre de la Location Meublée Non Professionnelle (LMNP), de bénéficier du dispositif Censi-Bouvard (2), qui offre une réduction d'impôt sur le revenu de 11 % de l'investissement HT pendant 9 ans. Profitez-en, c'est la dernière ligne droite pour bénéficier de ce dispositif qui prendra fin le 31 décembre ! Il est aussi possible de choisir d'amortir l'investissement dans le temps (3). Dans les deux cas, l'investisseur récupère aussi la TVA de 20 % (4).

UNE GESTION SANS CONTRAINTES

Pour celles et ceux qui veulent être affranchis des contraintes – et ils sont nombreux –, le Groupe Réside Études marque un point crucial. Il assure la totale gestion du bien (sélection des locataires, gestion des quittances, paiement des charges, entretien, etc.).



Crédit photo : Fotolia

Pour se constituer un complément de retraite avec des revenus réguliers sans surprises, quoi de mieux que de devenir propriétaire d'un bien en bénéficiant d'économies d'impôt ?

Plus de 21 000 investisseurs privés, qui ont choisi Réside Études, ne se sont pas longtemps posé la question.

Le Groupe Réside Études, leader des résidences urbaines avec services en chiffres :

Près de **30** ans d'expertise.

Plus de **31 000** logements gérés et en construction.

Plus de **21 000** investisseurs privés.

Plus de **250** résidences dans toute la France.

Présent sur tous les marchés locatifs : résidences services pour étudiants, pour seniors et résidences Apparthotels.

RETROUVEZ-NOUS LORS DE CES ÉVÉNEMENTS :

DU 5 au 7 octobre
- **SALON IMMOBILIER DE MARCQ-EN-BAROEUL – STAND 39**

Le 12 octobre
- **RENCONTRES PATRIMONIALES DU PARTICULIER À PARIS**

Du 12 au 14 octobre
- **SALON NATIONAL DE L'IMMOBILIER À PARIS – STAND E039**
- **SALON IMMOBILIER GRAND EST DE STRASBOURG – STAND J2**

Renseignements immédiats : 01 53 23 25 95

GROUPE RÉSIDE ÉTUDES

PROMOTEUR ET GESTIONNAIRE - EXPLOITANT

42, avenue George V - 75008 Paris
www.reside-etudes-invest.com

(1) Jusqu'à 4,25 % HT/HT. Taux proposé au 01/10/2018, selon les stocks disponibles. Revenus nets de charges d'entretien, selon les conditions du bail commercial proposé par le Groupe Réside Études et ses filiales, hors impôts fonciers et taxe d'ordures ménagères, et dans le cadre de la Location Meublée Non Professionnelle (LMNP). (2) Dans le cadre des dispositions de la loi de finances en vigueur. Cette économie d'impôt est applicable pour toute acquisition d'un logement neuf dans une résidence avec services, gérée par le Groupe Réside Études et ses filiales, éligible à ce statut. (3) Dans le cadre de la Location Meublée Non Professionnelle (LMNP). Revenus nets d'impôt à due proportion du montant des amortissements. (4) Remboursement de la TVA au taux actuel en vigueur, dans le cadre de l'acquisition d'un bien immobilier dans une résidence avec services ou de tourisme gérée par un exploitant professionnel (article 261/D4 du Code général des impôts). – Société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 € – RCS PARIS B 350 902 102 – FR 44 350 902 102 – APE 6831Z. Titulaire cartes professionnelles G 3246 et T 6338 délivrées par la préfecture de Paris. Garantie financière : Compagnie européenne de garanties et cautions.



Des rendements du simple au double

TYPES DE DISTRIBUTEURS ET CONTRATS	TAUX 2017
Banques, contrats standards	1,24 %
Banques, contrats patrimoniaux	1,59 %
Banques, contrats gestion privée	1,91 %
Assureurs, contrats standards	1,98 %
Assureurs, contrats patrimoniaux	2,27 %
Mutuelles, contrats standards	1,93 %
Mutuelles, contrats patrimoniaux	2,46 %
CGP contrats patrimoniaux	2,13 %
CGP contrats gestion privée	2,06 %

Taux moyens des fonds en euros de l'assurance-vie par segment de marché. Source : Facts & Figures.

supérieurs à ceux des contrats des banques. Parmi eux on peut citer Capma-Capmi (2,8 %), Gaipare (2,65 %), Asac-Fapes (2,58 %), Afer (2,4 %), Agipi (2,1 %), mais aussi la Mutuelle d'Ivry MIF (2,5 %), Ampli Mutuelle (2,35 %), l'AGPM (2,35 %), ou la MACSF avec son contrat RES multisupport (2,4 %).

Si les assureurs et mutuelles sauvent la mise, la mauvaise rentabilité des contrats des banques décourage les épargnants. Pour la première fois en 2017, leurs retraits ont dépassé les versements sur ces contrats standards, avec une décollecte de 7,3 milliards d'euros, selon Facts & Figures. Ils pèsent maintenant moins de la moitié des en-cours, contre plus de 60 % de l'épargne en assurance-vie en 2009.

Les contrats patrimoniaux ont pris la relève, notamment sur Internet. Mais là encore, les fonds en euros des plus anciens contrats affichent de moins bons rendements, à l'instar du fonds Eurossima de Generali (1,77 % en 2017), présent sur les contrats historiques de la plupart des pionniers de l'assurance-vie en ligne (Boursorama Vie, Altaprofits Vie, ING Direct Vie...). Si de nombreux courtiers proposent des contrats sur Internet, ils reposent tous sur les fonds en euros d'une poignée d'assureurs : Generali, Suravenir (Crédit mutuel Arkéa), Swiss Life, Spirica (Crédit agricole) et Apicil, groupe de protection sociale diversifié dans la distribution de placements. Que ce soit chez Altaprofits.fr, Linxea.com, Mes-placements.fr et Placement-direct.fr ou d'autres courtiers en ligne et *« robo-advisors »*, les taux de leurs fonds en euros étaient identiques en 2017 en fonction de l'assureur du contrat choisi : 1,77 % pour Generali, 2 % pour Suravenir, Spirica et SwissLife, 2,25 % pour Apicil.

Sur le segment des contrats patrimoniaux et de gestion privée, la tendance pousse à une forte diversification en unités de compte (UC), c'est-à-dire vers les fonds boursiers et profilés, les placements à promesses (produits structurés) ou les fonds immobiliers de type SCPI et OPCI. Les épargnants ont placé l'an dernier 28 % de leurs versements en assurance-vie dans ces unités de compte, portant leurs en-cours à 336 milliards d'euros, soit 20 % de l'épargne en assurance-vie. Grâce à la hausse des marchés, leurs performances sont flatteuses.

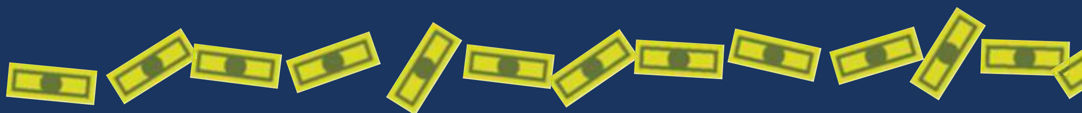
Les contrats patrimoniaux ont pris la relève, notamment sur Internet

DIVERSIFIER SON INVESTISSEMENT

En 2017, les supports en UC ont enregistré une sixième année consécutive de hausse, avec un gain moyen de 6,1 %, selon la Fédération française de l'assurance (FFA), mais 2018 pourrait décevoir. « Les Français achètent surtout des UC quand ça monte, pas par goût du risque », tempère l'expert de Facts & Figures. La proportion de souscripteurs a doublé en dix ans, pour atteindre 12,2 % des épargnants en 2018, selon la dernière enquête annuelle de Kantar-TNS pour l'Autorité des marchés financiers. Même après ce doublement, moins d'1 épargnant sur 8 détient un contrat multisupports diversifié avec une partie en unités de compte, et surtout parmi les plus aisés.

Paradoxalement, diversifier son assurance-vie permet aussi de bénéficier d'un meilleur rendement, car la plupart des assureurs proposent des fonds à taux bonifiés sous condition d'investir une certaine proportion de son contrat en unités de compte. Chez Linxea.com, par exemple, mettre de 25 à 50 % de son contrat en UC permet d'accéder à un fonds en euros rapportant de 0,3 à 1 % de plus qu'avec le fonds en euros sans contrainte. Sur les contrats avec Generali, le fonds en euros Netissima a rapporté 2,1 % en 2017 avec un minimum de 30 % d'UC, contre 1,77 % pour le fonds Eurossima. Pour les contrats en partenariat avec Suravenir, comme Lixea Avenir, il faut 40 % d'UC pour accéder au fonds Suravenir opportunités (2,8 % en 2017), bien meilleur que le fonds en euros Suravenir rendement (2 % en 2017). Et chez Spirica, notamment dans le contrat Linxea Spirit, placer 50 % en unités de compte permet d'investir jusqu'à 50 000 euros dans le fonds Euro allocation long terme, avec 3 % de rendement en 2017 contre 2 % pour le fonds en euros classique.

D'autres ajustent les taux distribués aux assurés selon le montant et la part d'UC dans leur contrat. Chez Swiss Life, par exemple, le taux du fonds en euros, de 1,8 % en 2017 pour les petits contrats avec moins de 20 % d'unités de compte, grimpe jusqu'à 2,6 % pour ceux de plus de 250 000 euros avec au moins 60 % en UC. Sur le contrat Darjeeling, de sa filiale Placement-direct.fr, le taux du fonds en euros s'étalait de 2 à 2,8 % selon des critères similaires. L'assurance-vie ne manque décidément pas de ressorts pour soigner ses meilleurs clients. ***G. P.***



Comment choisir entre banque classique et en ligne

Pas toujours facile de savoir à qui s'adresser pour ne pas se perdre dans la jungle des placements. Entre tradition et innovation, les épargnants disposent d'un large choix.

A qui demander conseil pour ses placements, pour quels services et à quels prix? On a longtemps opposé les banques de réseau aux intermédiaires sur Internet, banques et courtiers en ligne. Aujourd'hui, les frontières sont moins claires, les banques privées se mettent à l'heure du numérique et les banques en ligne revendiquent un conseil plus personnalisé. Les conseillers en gestion de patrimoine et sociétés de gestion à taille humaine jouent aussi un rôle, avec des offres en pleine restructuration. Qui propose quoi, pour quels clients?

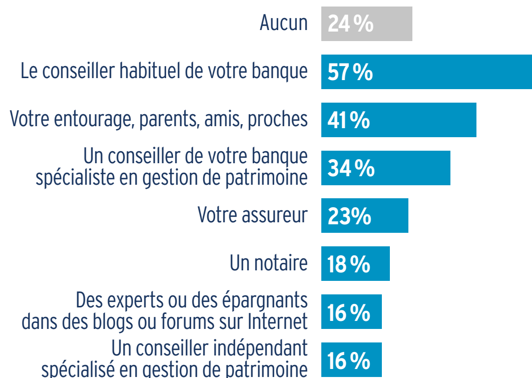
A l'époque d'Internet, gérer ses placements semble à la portée de tous. D'ailleurs, 59 % des Français déclarent qu'ils préfèrent organiser leur épargne eux-mêmes, en se débrouillant en général seuls, selon le dernier baromètre de l'épargne publié par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Ce « en général » fait toute la nuance, car pour choisir un placement en particulier, 57 % des Français disent avoir tout de même besoin de s'appuyer sur le conseiller habituel de leur banque, selon le même sondage.

Le niveau de conseil des banques diffère selon la surface financière des clients. « Pourquoi beaucoup de banques haut de gamme m'ont-elles indiqué ne pas pouvoir s'occuper de clients ayant moins de 100 000 euros à placer? », interroge Laurent, un artiste en quête de conseils pour faire fructifier ses économies. La première justification tient aux possibilités de diversifications plus variées quand le client a beaucoup d'argent. La seconde raison, moins avouable, tient au niveau des frais. En France comme ailleurs, les conseillers en investissements financiers, courtiers d'assurances et réseaux de distribution en général, sont rémunérés par un partage des commissions prélevées sur les placements qu'ils prescrivent. Dans le cas typique d'un contrat d'assurance-vie avec 1 % de frais de gestion, dans lequel on souscrit un fonds avec 2 % de frais de gestion, les 3 % de commissions prélevées chaque année sur l'épargne sont répartis en gros pour un tiers à la société de gestion, un tiers à l'assureur et un tiers au conseiller.

Jusqu'ici assez peu expliqués aux épargnants, ces frais devraient faire l'objet d'une communication plus complète et transparente avec l'entrée en vigueur de la seconde directive sur les marchés d'instruments financiers (MIF2) depuis le 3 janvier, et de la directive sur la distribution d'assurance (DDA) le 1er octobre. Cette dernière introduit une information initiale et annuelle complète sur les coûts et frais des contrats d'assurance-vie, y compris les coûts liés à la distribution.

Affiché ou pas, le niveau de frais explique en grande partie la segmentation du marché : les montants confiés déterminent les moyens mobilisables au service des clients. « Classiquement, les seuils sont de 150 000 à 1 million d'euros pour la gestion patrimoniale, de 1 à 5 millions pour la gestion privée et de plus de 5 millions pour la gestion de fortune »,





Source : baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, échantillon de 1200 Français de 18 ans et plus interrogés en octobre 2017.

estime Benoist Lombard, associé-gérant de Witam MFO et président de la Chambre nationale des conseils en gestion de patrimoine (CNCGP). Ces seuils varient selon les enseignes, à partir de 150 000 euros chez Bred Banque Privée, 1 million chez Rothschild ou Lazard, 10 millions pour la gestion privée de JP Morgan, mais 30 millions pour son *family office*.

Au final, la segmentation des activités de conseil reflète un niveau de service, la disponibilité des conseillers, ou leur niveau d'expertise et de rémunération. « Le département gestion de fortune est composé de banquiers plus seniors, et offre en principe des services étendus et plus personnalisés », décrypte Laurent de Swarte, cofondateur d'Agami Family Office. Subtilité supplémentaire, le terme de *family office* désigne une société gérant les affaires familiales, comme les holdings des familles Dassault ou Peugeot, ou la délégation de ces services à des prestataires extérieurs à la famille. Le terme a été officiellement traduit par « gestionnaire de grande fortune », sur proposition de la commission de terminologie et de néologie économique et financière, validée au *Journal officiel* du 17 juin 2012. La définition française du *family office* est donc un « organisme spécialisé dans la gestion administrative et financière de patrimoines importants ».

En quoi consistent les prestations de conseil en placements ? Qu'est-ce qu'un conseil de qualité ? La banque privée et la gestion de fortune n'ont pas de définitions strictes, mais leur socle est décrit par la norme de qualité ISO 22 222 du conseil en gestion de patrimoine comme « un processus conçu pour permettre aux consommateurs de réaliser leurs objectifs financiers personnels ». Selon elle, un conseil de qualité repose sur un cycle d'échanges avec le client en six étapes : bilan de patrimoine, analyse et diagnostic de situation personnelle, préconisations adaptées aux objectifs, validation avec le client, mise en œuvre et suivi.

En France, les leaders du conseil financier sont d'abord les agences des réseaux bancaires et des compagnies d'assurances, qui contrôlent plus de 70 % de l'épargne en fonds d'investissement, les placements pour lesquels il y a le plus besoin de conseils. Elles délivrent un conseil industrialisé, sur la base de questionnaires standards auxquels sont soumis les clients, souvent jugés mal conçus.

En France, les leaders du conseil financier sont les agences des réseaux bancaires

Les banques privées, indépendantes ou affiliées à des réseaux, captent près de 20 % de la distribution de fonds, tandis que les 10 % restants sont partagés entre les conseillers indépendants et les courtiers ou banques en ligne.

Grâce à leur couverture du territoire, les banques privées des grands réseaux dominent en termes d'épargne gérée : 100 milliards d'euros pour BNP Paribas Banque Privée, plus de 55 pour Société générale private banking, 43 milliards pour LCL Banque Privée ou 27 pour CA Indosuez Wealth (Crédit agricole), parmi les plus grosses. Derrière, quelques grands noms français et internationaux comptent aussi leurs actifs en milliards d'euros, comme Rothschild, Lazard, Neuflize ou Pictet. Viennent ensuite de nombreux acteurs d'horizons divers, comme la Banque Palatine ou Swiss Life Banque Privée, Oddo ou Meeschaert.

De nombreuses sociétés de gestion entrepreneuriales, initialement spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement, ont aussi développé des activités de conseil pour une clientèle en direct, comme Carmignac, la Financière de l'Echiquier, DNCA, Tiepolo, Keren finance, Sycomore ou Amiral Gestion, parmi des dizaines d'autres.

Les conseillers en gestion de patrimoine, ou CGP, qui contrôlent un peu moins de 10 % du marché, sont une alternative. Attention à bien vérifier leurs qualités, car beaucoup de vendeurs d'immobilier défiscalisé ou d'autres placements douteux, en panneaux solaires ou biens divers, se disent conseillers en gestion de patrimoine sans en respecter les grands principes. Pour exercer correctement leur métier, les vrais CGP doivent avoir le statut de conseiller en investissement financier (CIF) et adhérer à une association professionnelle agréée par l'AMF, comme la Chambre nationale des conseillers en gestion de patrimoine (CNCGP) ou la Compagnie des CGPI, et dans une certaine mesure l'Anacofi, qui regroupe des profils plus larges.

Parmi les avantages compétitifs des CGP par rapport aux grands réseaux : leur disponibilité et leur stabilité. « Nos clients peuvent nous joindre en dehors des horaires restreints des



banques, et on ne leur change pas d'interlocuteur tous les deux ans comme dans les grandes structures », résume Arnaud Doria, du cabinet AD Investissement Conseil à Neuilly-sur-Seine. Comme pour les banquiers privés, l'activité de conseil en gestion de patrimoine ne se limite pas au conseil financier. « Nous avons une activité de courtier d'assurances, notamment pour la prévoyance, d'intermédiaire en opérations de banque pour les crédits et les comptes titres, d'agent immobilier, et une compétence pour donner certains conseils juridiques accessoires à notre activité », énumère Arnaud Doria. La capacité à donner des conseils juridiques n'est pas donnée à tout le monde. « Nous avons obtenu la reconnaissance par la chancellerie de la compétence juridique appropriée permettant aux membres de l'association nationale des conseillers diplômés en gestion de patrimoine, l'ANCDGP, de prodiguer des conseils juridiques ou de rédiger certains actes », explique Philippe Loizelet, président de l'ANCDGP.

Surtout, les CGP s'appuient sur des plateformes de partenaires avec des moyens qui n'ont rien à envier aux banques privées. C'est le cas de Generali Patrimoine et d'Axa Thema, leaders des contrats d'assurance-vie distribués par les CGP, de Sélection1818, racheté en 2018 par Nortia, ou du groupe Primonial qui a mis la main sur la Financière de l'Echiquier, ou encore d'Intencial Patrimoine, affiliée au groupe de protection sociale Apicil qui a par ailleurs racheté Legal & General France, rebaptisée Gresham Banque Privée.

Quand on n'a pas de grande fortune, mais qu'on cherche des conseils pour choisir ses placements, les réseaux bancaires ne sont pas les mieux dotés, car ils recommandent surtout leurs produits, souvent moins performants. Les courtiers en ligne sont une solution intéressante. La plupart donnent accès à des contrats d'assurance-vie compétitifs et des gammes de placements ouvertes, sans frais d'entrée, avec des outils d'aide à la décision.

Les banques en ligne Boursorama, Fortuneo et ING Direct revendiquent un conseil par téléphone à toute heure. Et les pionniers comme Altaprofits.fr, Linxea. com, Mesplacements.fr ou Placement-direct.fr, filiale de SwissLife, ont été créés par des conseillers en gestion de patrimoine soucieux d'exploiter les innovations d'Internet pour démocratiser leurs services. Ils ont conservé cet esprit de proximité et accompagnent leurs clients avec des conseils personnalisés, par téléphone ou sur rendez-vous quand nécessaire.

Les promesses des conseils robotisés peinent encore à attirer les épargnants

Surfant sur la vague des *fintechs*, et les promesses de l'intelligence artificielle, des *« robo-advisors »*, comme Yomoni, WeSave, Advize ou Marie-Quantier, tentent d'aller plus loin dans l'automatisation des conseils, en mettant en avant la compétitivité et l'efficacité de leurs algorithmes. Ces promesses de conseils robotisés peinent pourtant à attirer les épargnants. C'est pourquoi Yomoni Society s'est lancé dans le conseil humain, et Investisseur Privé, un nouveau courtier robotisé ouvert ce mois-ci par la société d'analyse de fonds Quantalys, propose à ses clients une mise en relation avec un CGP s'ils souhaitent bénéficier de conseils de proximité. En matière de conseil, les humains sont encore préférés aux robots. Rien ne remplace leur barratin. ***G. P.***

LES 6 ÉTAPES D'UN BON CONSEIL

Pas évident de s'y retrouver dans l'univers du conseil ! La norme ISO 22222, publiée en décembre 2005 par l'Agence française de normalisation (Afnor), garantit la qualité des conseils en gestion de patrimoine. Voici ses six étapes résumées.

1 Etablir et définir le contenu de la relation, déterminer clairement par écrit la durée du contrat, l'étendue et l'objet de la mission, les clauses de confidentialité, son mode de rémunération.

2 Collecter des informations relatives à votre situation (âge, situation familiale, profession, revenus…), détailler vos besoins et objectifs (retraite, études des enfants, achat immobilier…), s'informer sur votre tolérance aux risques, vos considérations éthiques ou environnementales, vérifier vos connaissances et votre compréhension des notions abordées.

3 Procéder à l'analyse et à l'évaluation de votre situation financière et vous fournir un état de cette situation et de vos objectifs dans un document écrit qui reprend les éléments collectés.

4 Elaborer un projet de gestion patrimoniale, en fonction de votre situation personnelle et de vos objectifs. Fournir un plan financier écrit, détaillé et clair, reprenant les recommandations « convenables et utilisables ».

5 Mettre en œuvre les recommandations. Proposer différentes possibilités, avec leurs avantages et inconvénients. Valider vos choix en connaissance de cause. Vous aider à mettre en pratique ses conseils, directement ou indirectement.

6 Assurer le suivi des conseils dans le temps. Les informations et préconisations doivent être actualisées régulièrement. Le conseiller doit conserver des comptes rendus des échanges d'information validés par le client.

ÉPARGNE RESPONSABLE : LE MEILLEUR DES 2 MONDES ?

Le principe de la finance comme vecteur de bien-être social et environnemental est désormais ancré et toujours mieux reconnu. En témoignent la récente Semaine de la Finance Responsable et la spirale vertueuse dans laquelle banquiers et assureurs nous accompagnent.

Hier vous avez dégusté des tomates bio et cuit votre viande à l'énergie éolienne. Ailleurs, on ne déboise plus au profit de cultures controversées, on fabrique dans le respect de l'environnement et les employés perçoivent un salaire décent. Autant d'actions favorisées par l'investissement socialement responsable ISR [1]. Suite à la COP 21, cette réalité prend de l'ampleur en France (loi sur la transition énergétique, objectifs de développement durable de l'ONU). Des entreprises toujours plus nombreuses s'engagent, souvent au-delà des législations.

S'ENGAGER... ET SE DÉSENGAGER

En épargnant, nous pouvons tous contribuer à ce mouvement. Reste à s'assurer que cet argent sera orienté vers une cause juste. C'est pourquoi, banques et assurances s'engagent... à se désengager... et refusent désormais d'investir dans les énergies fossiles, l'huile de palme, le tabac ou l'armement. Tous donnent ainsi l'exemple, en proposant dorénavant plus d'investissements verts à leurs clients. L'épargne devient responsable et les labels TEEC[2] et ISR[1] renforcent sa bonne utilisation. En épargnant sur un contrat d'assurance-vie, une épargne salariale ou tout autre placement, nous pouvons donc décider d'investir dans des fonds dits socialement responsables, sous forme d'actions ou d'obligations (comme des green bonds[3]), selon notre profil de risque. C'est aussi cela s'engager.

UNE ÉPARGNE ÉTHIQUE ET RENTABLE

Doit-on pour autant sacrifier sa performance au profit de l'éthique ? Les gérants utilisent les critères extra financiers non plus comme une contrainte mais comme un facteur de rentabilité sur le long terme. Ces fonds responsables ne sont ni plus sûrs ni plus risqués que les placements traditionnels : ils dépendent eux aussi de l'évolution des marchés financiers. Et pourtant... Selon l'accélérateur Novethic, les fonds ISR ont mieux résisté à la baisse des marchés actions que les autres au premier trimestre 2018 ; et les encours des 123 fonds les plus engagés, dits « de conviction », ont connu un bond de 42,5 % en 2017. On y verra là un probable effet de leurs vertus, dont nous pourrions profiter à travers une épargne plus responsable, rentable pour nous comme pour la planète.

Dominique MARIE



© Shutterstock

Des performances reconnues

Les secteurs en tête de la rentabilité en 2017 sont les l'énergies renouvelables, la gestion et l'accès à l'eau, les fonds solidaires, la santé et l'accès aux soins.

Source : Novafi

L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital. Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis par l'assureur, qui ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte. Ils sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

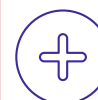
Conformément à la réglementation en vigueur le 15 septembre 2018. Susceptible de modifications.

POUR MIEUX COMPRENDRE ...

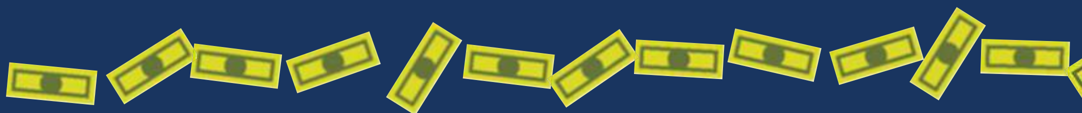
(1) Investissement Socialement Responsable (ISR) : consiste à choisir d'investir dans des entreprises qui prennent en compte dans leur modèle de développement des notions qui ne sont pas uniquement financières mais de nature sociale et environnementale.

(2) Le label TEEC : a pour ambition de mobiliser une partie de l'épargne au bénéfice de la transition énergétique et écologique et de porter l'excellence écologique française au plan européen.

(3) Green Bonds : obligations “ vertes ” lancées par une entreprise, une organisation internationale ou une collectivité locale sur les marchés financiers pour financer un projet ou une activité à bénéfice environnemental.



Rubrique « ***Epargnez aujourd'hui, anticipez demain !*** » sur Lexpress.fr. Pour plus d'informations rendez-vous en **agence AXA** ou sur **axa.fr.**



Pour profiter de la Bourse, laissez-vous guider

Comment diversifier ses placements quand on n'y connaît rien ? Des fonds et des services clefs en main répondent à ce besoin. Présentation.

Trop compliqué ! Trop risqué ! On a beau leur ressasser qu'ils doivent diversifier leurs placements avec une dose d'actions pour pallier la baisse de rendement de l'assurance-vie en euros, beaucoup d'épargnants rechignent. On compte ainsi seulement 7,8 % d'actionnaires en direct (presque 9 % en incluant les détenteurs de fonds investis en actions).

Diversifier, c'est bien, mais comment faire quand on n'y connaît rien ? La plupart des réseaux bancaires mettent en avant des dizaines de fonds d'investissement, tandis que les courtiers et banques en ligne proposent des comptes-titres et contrats vie avec des centaines de fonds de multiples gérants différents. Dur de s'y retrouver dans cette offre pléthorique.

Il n'existe en fait que trois familles de produits financiers sur les marchés : les actions, représentant une part de capital des entreprises qui monte ou baisse selon les événements ; les obligations, représentant des dettes remboursables par les entreprises ou les Etats emprunteurs ; et les titres de trésorerie à court terme, dont les rendements suivent les taux fixés par les banques centrales pour chaque devise.

Les épargnants intéressés par la Bourse peuvent acheter directement des actions, notamment par le biais de courtiers en ligne à faibles frais, comme Boursedirect.fr, Binck.fr ou Fortuneo.fr. Mais pour les autres, choisir et panacher des sicav et fonds communs de placements, dans des proportions appropriées, pour diversifier leur épargne financière relève du casse-tête. Pour les aider, banques, assureurs et courtiers proposent des placements diversifiés clefs en main : les fonds profilés, les fonds patrimoniaux et les fonds flexibles, la gestion pilotée sur les contrats d'assurance-vie et, maintenant, la multiplication des mandats de gestion.

Les fonds profilés et flexibles sont des portefeuilles diversifiés dont le gérant fait évoluer la répartition entre les actions et d'autres placements dans l'espoir d'optimiser les gains quand les marchés montent, en limitant les pertes quand ils baissent. Il en existe plusieurs sortes selon leur degré de risque : les fonds à profil prudent comptent moins de 30 % d'actions, les profils équilibrés, jusqu'à 50 %, et les profils offensifs jusqu'à 80 %. D'autres fonds profilés, dits « flexibles », peuvent accroître ou réduire plus fortement leur dose d'actions selon les anticipations des marchés. Certains de ces fonds sont qualifiés de « patrimoniaux » quand ils revendiquent une gestion de père de famille. « En pratique, les fonds patrimoniaux sont souvent des fonds flexibles, c'est-à-dire ayant une flexibilité d'au moins 30 % dans la proportion d'actions qu'ils ont en portefeuille, jusqu'à 50 % d'actions pour les flexibles prudents et jusqu'à 100 % pour les flexibles classiques », explique Jean-Paul Raymond, directeur général de la société d'analyse de performance Quantalys.



Après des années de hausse, l'environnement est moins porteur pour ces fonds. Alors que

Une année difficile pour les placements diversifiés

FONDS FLEXIBLES	2018*	3 ANS	8 ANS
Prudents (Europe)	- 1,7 %	+ 2,1 %	+ 18,9 %
Prudents (monde)	- 1,6 %	+ 3 %	+ 19,9 %
Flexibles prudents (Europe)	- 1,8 %	+ 4,5 %	+ 23,9 %
Flexibles prudents (monde)	- 2 %	+ 3,1 %	+ 18,1 %
Equilibrés (Europe)	- 1,6 %	+ 7,8 %	+ 33,5 %
Equilibrés (monde)	- 1,3 %	+ 8,7 %	+ 37,2 %
Flexibles (Europe)	- 2 %	+ 8 %	+ 35,4 %
Flexibles (monde)	- 1,7 %	+ 6,9 %	+ 29,6 %
Offensifs (Europe)	- 1,3 %	+ 12 %	+ 48,2 %
Offensifs (monde)	- 0,1 %	+ 15,4 %	+ 56,4 %

Source : Quantalys. 2018* : au 19 septembre.

l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris gagne à peine 1,5 % depuis le début de l'année, au 19 septembre, 80 % des 852 fonds flexibles recensés dans la base de données de Quantalys sont en perte sur 2018 à ce jour.

Carmignac patrimoine demeure l'étalon des fonds flexibles prudents : il avait échappé aux fortes baisses de la Bourse en 2001, 2002, 2008 et 2011. Mais sa prudence lui coûte cher : bien qu'il gagne encore 54 % sur dix ans, il perd près de 5 % depuis le début de l'année. Autre vedette qui s'était distinguée en esquivant les krachs de 2001 et 2002, le fonds flexible prudent Echiquier Patrimoine avait limité son repli à 6,5 % en 2008 quand le CAC 40 perdait 43 %. Il perd près de 2,8 % sur les neuf premiers mois de 2018 (au 19 septembre), réduisant sa performance à 3,4 % sur trois ans et 22 % sur dix ans. Sur une soixantaine de fonds prudents ayant connu la crise de 2008, ils sont plus nombreux en perte cette année que lors du krach ! La faute aux taux négatifs de la BCE, qui plombent le rendement du marché monétaire à – 0,4 % depuis le printemps 2016.

Certains s'en sortent mieux. Avec +1,8 % depuis le début de l'année, +13,5 % sur trois ans et +50 % sur huit ans, le fonds flexible Generali ambition mise sur la solidité de la reprise économique, même s'il a réduit la voilure. « Nous avons réduit un peu l'exposition aux actions, de 83 % en début d'année à un peu moins de 75 % », explique son gérant. « La croissance des bénéfices devrait rester solide et permettre de soutenir la performance des marchés d'actions », estime aussi Malik Haddouk, directeur de la gestion diversifiée de CPR AM. Il continue de privilégier aussi les actions, notamment au sein des fonds CPR croissance réactive (+ 0,2 % sur 2018 au 19 septembre) et CPR croissance dynamique (+2,2 % sur 2018, au 19 septembre).

QUATRE NIVEAUX DE DIVERSIFICATION

Face à l'embarras pour choisir un fonds profilé plutôt qu'un autre, les assureurs ont développé des services d'allocation pilotée et de gestion sous mandat. « Le principe est de confier la sélection des fonds sur son contrat à un professionnel extérieur », résume Antoine Delon, président de Linxea.com, qui propose des services de ce type, notamment sur le contrat Linxea vie assuré par Generali.

Pour choisir le bon profil, il faut d'abord effectuer un diagnostic de sa situation. Dans le formulaire de souscription du contrat Darjeeling de Placement-direct.fr, par exemple, les clients doivent répondre à une vingtaine de questions sur leurs revenus et leur patrimoine, leur horizon d'investissement, leurs objectifs et leur capacité de résistance aux risques de pertes. Comme dans les quiz des magazines, chaque réponse est associée à un nombre de points, et le total des points obtenu détermine le profil financier du client, pour l'orienter entre quatre niveaux de diversification : sécurité (100 % fonds euros), prudent (20 % diversifiés), équilibré (50 % diversifiés) et dynamique (100 % diversifiés).

S'ils simplifient le choix par rapport aux fonds profilés, les mandats et allocations déléguées ont des performances assez comparables. Chez le courtier Yomoni.fr, les performances 2018 s'étalent entre – 1,6 % et + 0,5 % pour les huit mandats proposés sur des comptes titres, au 7 septembre, contre des gains de 2,2 à 10,3 % en 2017 pour ces mêmes mandats. Et dans l'assurance-vie, en dehors du fonds en euros, ses neuf mandats perdent entre 0,1 et 0,4 % depuis le début de l'année (au 7 septembre) contre des gains de 2,8 % à 10,4 % l'an dernier, frais inclus. La nuance entre allocation pilotée et gestion sous mandat est subtile, d'autant qu'elle peut varier d'un établissement à l'autre. Dans le premier cas, la répartition proposée par l'assureur comprend une partie sécurité sur le fonds en euros, et une part de diversification confiée à un gérant. Dans le second cas, la partie sécurité n'est pas sur le fonds en euros, mais dans le mandat confié au gérant, ce qui explique leurs piètres résultats avec la baisse des taux.

« Un profil prudent 100 % en unités de compte n'a pas forcément d'intérêt pour un épargnant souhaitant diversifier son assurance-vie, mieux vaut combiner une diversification avec un plus fort potentiel en conservant la part sécuritaire sur le fonds en euros sans risque qui procure encore un rendement correct », explique ainsi Gilles Belloir, directeur général de Placement-direct.fr. En clair, pour diversifier prudemment son assurance-vie, mieux vaut placer 20 % de son contrat sur un placement investi à 80 % en actions, que 80 % de son contrat dans un mandat ou un fonds ne contenant que 20 % d'actions. ***G. P.***



Gare aux promesses des fonds « à formule »

Beaucoup d'épargnants sous-estiment les risques de perte par rapport aux gains promis par les banques.

« Un objectif de gain fixe de 10 % par année » d'un côté, une surenchère de l'autre avec « un objectif de gain de 15 % dès la première année, sous conditions et en contrepartie d'un risque de perte en capital ». Les placements « à formule » ou « produits structurés », dans le jargon financier (appelés familièrement placements « à promesses »), sont aussi impossibles à comparer que les abonnements téléphoniques, car ils sont bourrés d'options, toutes différentes. Côté pile, l'espérance d'un gain fixe retient l'attention, mais il est conditionnel. Le capital est protégé, mais sous conditions aussi. Côté face, il y a autant de risques de ne rien gagner que de perdre beaucoup.

10 % PAR ANNÉE

Très rémunérateurs pour les banques et leurs distributeurs, les derniers produits structurés sont présentés comme des « alternatives à des placements dynamiques risqués de type actions », sauf qu'ils sont quasiment l'inverse. En achetant ces produits, les épargnants jouent un rôle d'assureur des banques en cas de krach : ils encaissent des primes tant que les marchés montent et s'exposent aux plus fortes pertes en cas de retournement, comme en 2002 et en 2008.

Un exemple : « Target France octobre 2018 », un placement à promesses vendu jusqu'à la fin du mois par Adequity, marque de la Société générale. Il promet un gain de 10 % par an dès lors que l'indice boursier SBF Top 80 EW Decrement 50 points dépasse son niveau de fin octobre 2018 à chaque anniversaire, fin octobre. Si ce niveau n'a été battu à aucun anniversaire au bout de dix ans, et que l'indice a perdu moins de 15 %, on aura quand même les 10 % par année, ce qui équivaut à 7,16 % annualisés, avant frais et fiscalité, car ils seront versés après dix ans sans capitalisation des intérêts. Si l'indice a perdu plus de 15 % et moins de 50 %, on a zéro gain et zéro perte en dix ans, sauf bien sûr les frais de l'assurance-vie s'il est acheté dans ce cadre, et la perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation. Enfin si l'indice perd plus de 50 %, c'est pour la pomme de l'épargnant : il subit l'intégralité de cette perte.

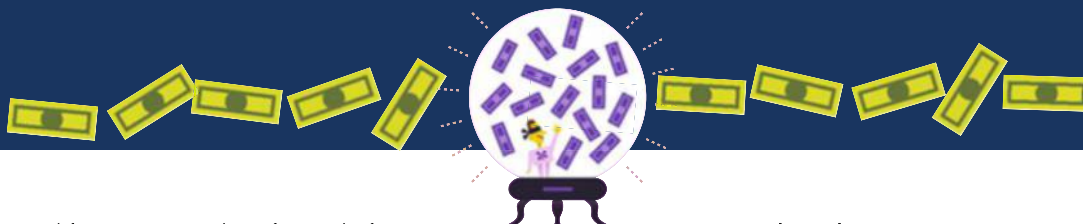
Les épargnants jouent un rôle d'assureur des banques en cas de krach

Pour comprendre l'équité du pari, on peut le lire du côté du vendeur : « Prêtez-moi votre argent pour acheter les 80 premières actions françaises, si l'indice a monté à l'anniversaire de notre contrat, je vous rembourse avec un coupon de 10 %, mais je garde les plus-values des actions et leurs dividendes pour moi ; on remet ça chaque année ; tant que l'indice ne monte pas, j'encaisse les dividendes sur un capital emprunté à 0 %, et s'il s'écroule d'au moins 50 % je n'aurai rien perdu, puisque c'est vous, l'épargnant, qui prenez le risque. »



À PILE OU FACE

Certes, jusqu'ici tout va bien. Si l'indice CAC 40 ne rebaisse pas d'ici à la fin de décembre, il alignera quasiment huit années de hausses consécutives (incluant le repli de 0,5 % en 2014), depuis la dernière forte baisse liée à la crise de l'euro en 2011 et 2012. Du coup, le palmarès de ces placements est flatteur.



Beaucoup sont remboursés rapidement avec des gains plus qu'honorables par rapport à l'assurance-vie sans risque.

Pourtant, même dans des marchés en forme, c'est un peu à pile ou face selon le niveau et la période à laquelle on achète. Les souscripteurs du placement « Adequity rendement avril 2015 » en font l'expérience. Il promettait un coupon annuel de 6 % avec remboursement dès que l'indice Euro Stoxx 50 dépasserait son niveau initial de 3 616 points constaté le 30 avril 2015, à l'un de ses anniversaires, jusqu'à son échéance de dix ans. Depuis trois ans et demi, l'indice Euro Stoxx 50 est passé plusieurs fois au-dessus de ce niveau, flirtant avec les 3 700 points le 1er novembre 2017, mais jamais à son anniversaire, le 30 avril...

Les souscripteurs n'ont donc encore rien gagné ni perdu. Leur capital est stérilisé jusqu'à ce que la pièce retombe, du bon ou du mauvais côté. S'ils avaient investi à la même date dans le tracker Euro Stoxx 50 de Lyxor, un autre placement de la Société générale qui suit l'indice des 50 premières actions européennes, sans protection, ils auraient une moins-value potentielle de 8,7 % au 20 septembre 2018, mais ils auraient encaissé 12,5 % de revenus cumulés grâce aux dividendes depuis mai 2015, avant impôts mais frais de gestion inclus.

Les dividendes sont le nerf de la guerre, car ils financent les gains promis

Les dividendes sont le nerf de la guerre, car ils financent les gains promis, ajustés selon la durée du placement et le niveau de protection. « Plus les coupons sont élevés, moins on a de protection en cas de baisse », prévient Clément Lemaire, directeur du développement d'Irbis Finance, une société qui conçoit des produits structurés sur mesure. Pour un placement à dix ans basé sur l'Euro Stoxx 50, on pourrait ainsi monter un produit avec 6,5 % de coupons et une protection du capital jusqu'à 40 % de baisse, ou des coupons réduits à 3 %, proches des 3,4 % de dividendes de l'Euro Stoxx 50, avec une protection du capital jusqu'à 60 % de baisse.

Il faut surveiller les indices choisis pour ces produits, qui sont souvent de mauvaises copies mimant la performance d'indices boursiers connus. On vous vend des indices MSCI Euro 50 Select 4,75 % Decrement, Euro iStoxx70 Equal Weight Decrement 5 % ou Euro iStoxx EWC 50, comme ayant une « quasi-corrélation avec l'indice Euro Stoxx 50 ». Il s'agit d'ersatz d'indices moins performants, à cause du *« decrement »* (« diminution », en français), filouterie inventée pour la cause.

Prenons l'indice Euro iStoxx 50 Decrement 5 %. Il copie l'indice Euro Stoxx 50 Gross Return, c'est-à-dire l'indice des 50 premières valeurs européennes dividendes inclus, mais en le diminuant de 5 % par an, soit bien plus que les 3,4 % de dividendes du vrai indice Euro Stoxx 50 GR. Résultat, l'indice Euro iStoxx 50 Decrement est en baisse de 4,17 % sur dix ans, au 20 septembre 2018, alors que le vrai indice Euro Stoxx 50, sans les dividendes, est en hausse de 5,41 %. Ces 10 % d'écart peuvent anéantir la protection du capital. Un placement avec protection du capital jusqu'à 50 % de baisse de l'indice Euro iStoxx 50 Decrement, ne sera en fait protégé que jusqu'à 40 % de baisse du vrai indice Euro Stoxx 50.

Les illusions perdues des placements à promesses ont nourri des litiges de masse lors des derniers krachs, quand les souscripteurs ont découvert leurs revers. « Beaucoup d'épargnants se sont fait avoir par ces produits à formule qui leur étaient présentés comme des alternatives plus rentables que leurs placements sûrs, alors qu'ils n'étaient ni rentables ni sûrs, comme l'ont montré les préjudices causés par les fonds Bénéfic de la Banque postale, Ecureuil Europe et Doubl'Ô des Caisses d'épargne ou BNP Garantie Jet 3 », observe Me Hélène Feron-Poloni. Avec son associé, Me Nicolas Lecoq-Vallon, ils ont obtenu la condamnation de banques et d'assureurs à indemniser des victimes de ces miroirs aux alouettes, notamment par un arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 2008 contre les fonds Doubl'Ô de l'Ecureuil. Et la société de gestion du groupe Banques populaires Caisses d'épargne, Natixis AM rebaptisée « Ostrum », a encore écopé l'an dernier de 35 millions d'euros d'amende pour avoir détourné 15,6 millions d'euros dans les fonds à formule de ses clients, 15,8 millions de frais de gestion non indiqués et 16,1 millions d'euros de dépassement.

« Beaucoup se sont fait avoir par ces produits à formules, ni sûrs ni rentables »

PERTES ABYSSALES

Le fabricant suisse de produits structurés EFG International, rebaptisé « Leonteq », est aussi dans le collimateur des deux avocats, pour avoir vendu aux épargnants un placement à formule du type « qui gagne perd ». Comme beaucoup, il promettait un gain alléchant en cas de hausse, ou une perte en cas de forte baisse. Problème, les souscripteurs ont perdu alors qu'ils auraient dû gagner, car les cours indiqués dans le contrat étaient faux ! Les niveaux retenus pour les actions de référence de ce produit, au 19 octobre 2012, sont plus de deux fois et demi supérieurs à leurs vrais cours ce jour-là ! Résultat, alors que les hausses de ces titres auraient dû déclencher le gain promis, Leonteq les a transformées en pertes abyssales. Très sales même. ***G. P.***



Investissements durables : y aller ou pas ?

L'investissement socialement responsable (ISR) au service des objectifs de développement durable devient une réalité.

Ignorer les enjeux de développement durable n'est plus une option. « Nous produisons plus de neuf milliards de tonnes de CO_2 par an alors que la planète ne peut en absorber que cinq », résume Sebastiaan Masselink, gérant d'Actiam, leader néerlandais de l'investissement responsable avec 57 milliards d'euros d'actifs. Comme lui, 61 % des investisseurs dans le monde intègrent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leur stratégie, avant tout par souci de rentabilité financière (pour 48 % d'entre eux), selon une récente étude publiée par la banque HSBC.

En France, la prise en compte des objectifs de développement durable (ODD) est devenue une obligation pour les sociétés de gestion et la plupart des institutions financières, en vertu de la loi de transition énergétique du 17 août 2015. Les sociétés de gestion, assureurs et caisses de retraite doivent informer leurs clients des « modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance », les fameux critères ESG.

« Le décret est entré en vigueur l'an dernier et les autorités de supervision ont commencé à demander aux sociétés de gestion et aux assureurs leurs rapports cette année », explique Olivier Johannet, fondateur de La Financière Responsable. Cette obligation d'information et d'affichage nourrit une saine émulation entre les institutions et les assureurs pour mieux prendre en compte les ODD de l'ONU, les 17 objectifs de développement durable adoptés par 193 pays en 2015 et renforcés par l'accord de Paris sur le climat la même année.

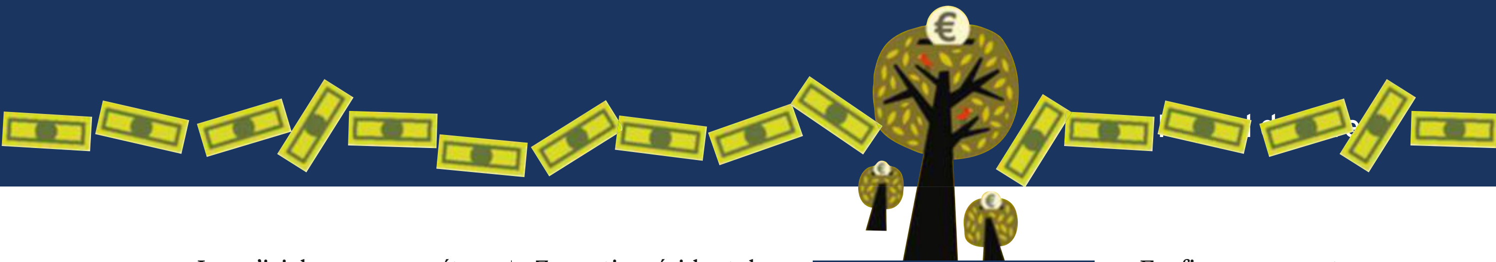
La Banque Postale Asset Management s'est ainsi engagée à être 100 % ISR (investissement socialement responsable) d'ici à 2020. La Caisse des dépôts, la CNP, AXA et Generali, ou Mirova, parmi d'autres, ont renoncé à tout investissement dans le charbon.



UNE ÉVIDENCE À LONG TERME

L'ISR devient aussi une réalité plus crédible pour les particuliers. Les produits bio sont banalisés, les véhicules électriques ou moins polluants ont la faveur des consommateurs, le recyclage et les économies d'énergie sont dans tous les esprits. De plus en plus d'épargnants veulent que leur argent soit géré en cohérence avec ces valeurs, et que leurs investissements contribuent plus à atteindre les ODD qu'à s'en éloigner. Les gérants des fonds ISR l'ont bien compris. « Le poisson que vous avez dans votre assiette est à la fois sain et durable car il a une bien meilleure empreinte carbone que de la viande, même si nous préférons le saumon des fermes piscicoles de Bakkafrost en Norvège », expliquait Alex Zuiderwijk, gérant du fonds NN European Sustainable Equity, qui a investi dans des actions Bakkafrost, lors d'un déjeuner en juin dernier avec des investisseurs français.

Côté performance, les experts ne doutent plus que la supériorité de l'ISR s'impose comme une évidence à long terme. Mais cela reste encore à



prouver. Jusqu'ici, les groupes pétroliers sont restés plus profitables pour leurs actionnaires que les producteurs d'énergies renouvelables, mais le retournement serait au coin de la rue. « Le progrès technologique et la baisse des coûts améliorent sans cesse la productivité des énergies renouvelables et leur adoption en masse va déclencher une disruption majeure », prédit Sebastiaan Masselink. Il estime que la baisse du prix d'achat et d'utilisation des voitures électriques et des véhicules autonomes pourrait tuer le marché des véhicules à essence, neufs ou d'occasion, réduisant la consommation de pétrole de 2 millions de barils/jour dans le monde d'ici 2024.

SAVOIR CHOISIR PARMI DES CENTAINES DE FONDS

Aujourd'hui, les épargnants peuvent investir dans des centaines de fonds ISR. Mais lesquels choisir ? Le Comité intersyndical de l'épargne salariale (CIES), composé de quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT), a été le premier promoteur de la responsabilité sociale des entreprises à créer un label ISR, dès 2002, pour les fonds communs de placement d'entreprise (FCPE). Il couvre aujourd'hui une douzaine de gammes de FCPE proposés dans des plans d'épargne inter-entreprises.

Les placements ISR présentent autant de risques que les autres

Un autre label ISR, créé en 2016 par le ministère des finances, regroupe aujourd'hui 149 fonds gérant 41 milliards d'euros (nommé lelabelisr.fr), tandis que le label Transition Énergétique et Écologique pour le Climat (TEEC), porté par le ministère de la transition écologique et solidaire, ne concerne que 22 fonds.

Pas facile pour autant de s'y retrouver. « Pour plus de clarté, il faudrait réunir ces labels autour d'un socle commun », explique Philippe Zaouati, président de Mirova, un des leaders de l'ISR en France, gérant près de 10 milliards d'euros.

Si l'ISR peut contribuer aux objectifs de développement durable, les placements ISR présentent autant de risques que les autres, selon les types de fonds concernés. Sur près de 900 fonds de ce type repérés dans la base de données Quantalys, les performances varient très fortement selon les catégories. Les fonds ISR investis en actions suivent les fluctuations des marchés, plus performants ces derniers temps aux Etats-Unis qu'en Europe ou en France. De même les fonds ISR en obligations peuvent baisser en cas de crise obligataire. Il existe aussi des fonds ISR profilés allant des moins risqués (prudents) aux plus risqués (offensifs), selon leur proportion d'actions.

Pour les épargnants convaincus par l'investissement socialement responsable, la première démarche est de vérifier l'offre de leur banque ou de leur intermédiaire dans ce domaine. Presque tous les établissements proposent aujourd'hui des gammes de fonds ISR, notamment dans le cadre de contrats d'assurance-vie multisupports. Ceux des courtiers en ligne ou des conseillers en gestion de patrimoine sont souvent plus ouverts que les banques. Au-delà des frais et des performances, les investisseurs seront attentifs à la qualité des informations données sur les critères ESG des placements sélectionnés.

Parmi les spécialistes de l'ISR, Ecofi Investissement publie sur son site, Ecofi.fr, un compte-rendu de la notation de chaque titre sur le plan environnemental, social et de gouvernance, avec en prime une « touche

La gouvernance, critère essentiel pour bâtir une économie durable

Ecofi » sur quatre critères complémentaires (équilibre des pouvoirs, relations clients et fournisseurs, responsabilité fiscale, égalité des chances). Ce « reporting ISR » indique la note ESG globale de chaque société en portefeuille, et même son « niveau de controverse ».

Adhérente aux principes pour l'investissement responsable (PRI) des nations unies, Lazard sélectionne ses investissements parmi les sociétés bénéficiant d'une notation extrafinancière par l'agence Vigéo, auxquelles elle attribue une note globale selon ses propres calculs (40 % ressources humaines, 30 % environnement, 10 % relations clients/fournisseurs, 10 % engagement sociétal, 10 % droits humains). Sycomore, société indépendante récemment rachetée par Generali, indique quant à elle une « empreinte ESG » globale pour chaque fonds, avec son « empreinte carbone » mesurée en tonnes d'équivalent CO_2 par an par million d'euros investi, une mesure commune dans la finance. Et Mirova indique sur chaque fonds sa contribution au réchauffement climatique comparée à celle de l'indice boursier auquel il se compare.

Certes, il y a urgence pour le climat, et le courant actuel de focalisation sur l'environnement soulage la planète. Mais l'ISR ne se résume pas à l'écologie, et certains font valoir que la gouvernance est un critère encore plus essentiel pour bâtir une économie durable. « Une entreprise ayant une bonne gouvernance peut traiter ses problèmes sociaux ou environnementaux, tandis qu'avec une mauvaise gouvernance, non seulement les problèmes demeurent, mais ils sont souvent cachés », prévient Ajit Dayal, fondateur de Quantum Advisor, une société de gestion indienne experte des questions de gouvernance. La marge de progrès reste immense. ***G. P.***

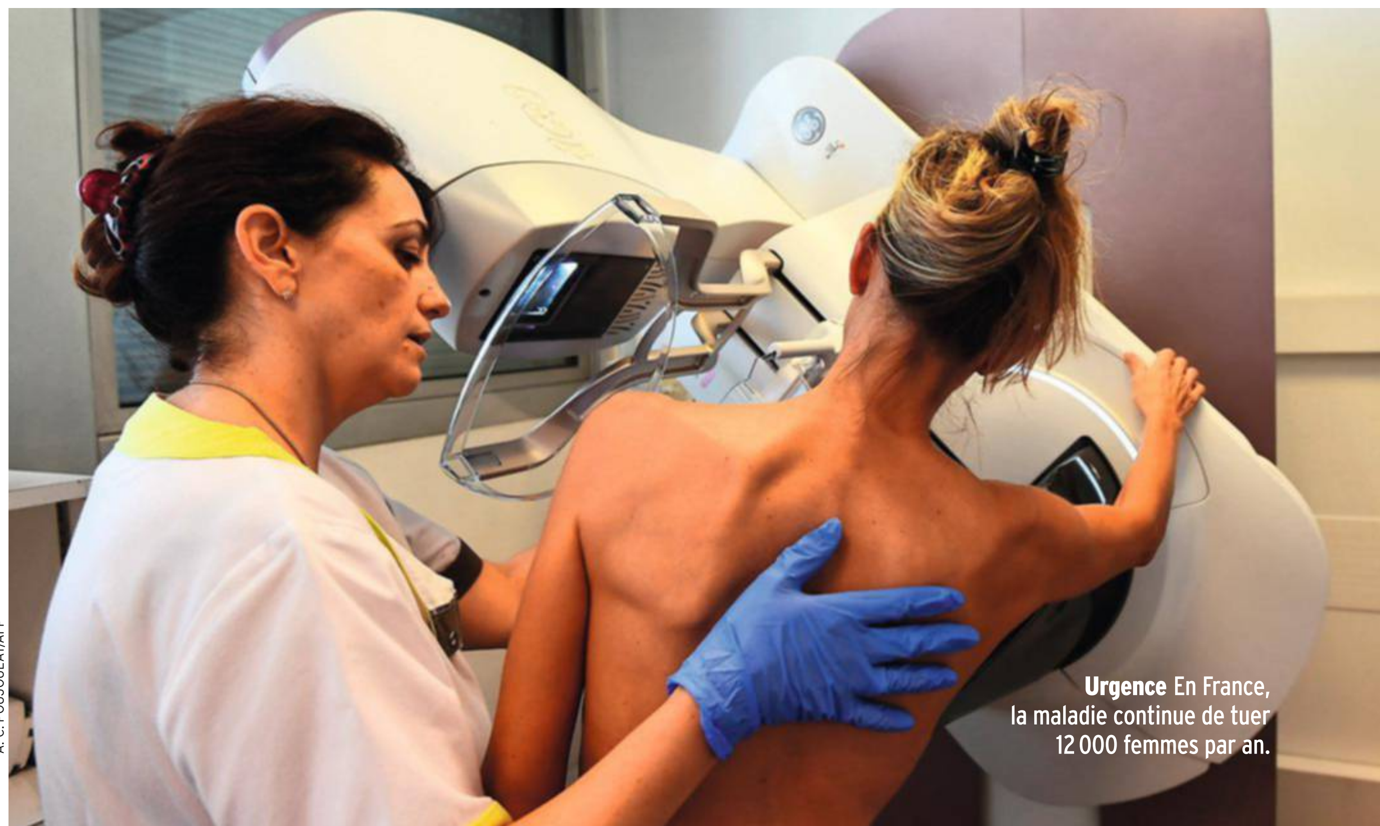
CANCER DU SEIN Vers un dépistage personnalisé ?

L'intelligence artificielle et une nouvelle génération de tests génétiques devraient révolutionner la détection précoce des tumeurs mammaires.

Par Stéphanie Benz

Soulagée. Le sourire aux lèvres, Pauline, la trentaine, sort de la consultation de « gestion du risque de cancer », un service innovant ouvert au printemps dernier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. « Ma mère a eu une tumeur du sein à 49 ans, j'avais peur d'en développer une aussi très tôt, mais j'ai été rassurée », explique la jeune femme. Ses antécédents familiaux, son histoire personnelle (âge des premières règles, contraception...) et son mode de vie (alcool, tabac, activité physique...) ont été passés à la moulinette d'algorithmes d'analyse de risques. Verdict : Pauline a 1,2 % de « chances » de développer une tumeur dans les cinq à dix ans, contre 0,5 % en moyenne dans sa tranche d'âge. « Cela reste très faible, mais le médecin m'a quand même suggéré de réaliser une première mammographie vers 45 ans et de surveiller mon poids », détaille-t-elle.

Ce type de consultations, également proposé depuis peu à l'hôpital américain de Neuilly (Hauts-de-Seine), préfigure-t-il le dépistage du cancer du sein de demain – des examens personnalisés, adaptés au niveau de risque individuel de chacune ? Rares sont les sujets médicaux à avoir causé tant de polémiques ces dernières années. Faut-il le rappeler ? Le dépistage organisé – une mammographie tous les deux ans de 50 à 74 ans – a pour objectif de repérer les tumeurs le plus tôt possible. Selon ses défenseurs, cette pratique aurait réduit de 20 % la mortalité liée à ce type de cancer en France. Ses pourfendeurs pointent au contraire les 25 % de tumeurs repérées à un stade trop tardif, mais aussi les nombreuses lésions bénignes ou non évolutives dépistées à tort, causes de traitements



A.-C. POUJOULAT/AFP

Urgence En France, la maladie continue de tuer 12 000 femmes par an.

inutiles. Par ailleurs, l'âge auquel commencer les « mammo » (40, 45 ou 50 ans ?) comme l'intervalle entre deux radios (un an, deux, plus ?) font l'objet de débats récurrents. Mais, pendant que les experts épiloguent, les Françaises se détournent de cet examen, et la maladie continue de tuer 12 000 femmes par an.


GUSTAVE ROUSSY/SDP

« LES OUTILS SONT ASSEZ FIABLES POUR MIEUX CERNER LA PROBABILITÉ DE CHAQUE FEMME DE DÉVELOPPER OU NON UN CANCER »

***Suzette Delaloge**, cancérologue à l'institut Gustave-Roussy*

PAS DE RISQUE ZÉRO

Il y a donc urgence à faire mieux. De nouvelles techniques sont à l'étude, comme la recherche d'ADN ou de cellules tumorales circulantes dans le sang, pour repérer les cancers débutants. Prometteuses, ces solutions mettront toutefois encore plusieurs années à sortir des laboratoires. En attendant, le dépistage individualisé retient toutes les attentions. Avec pour objectif de proposer un rendez-vous annuel aux femmes à très haut risque, et un tous les quatre ans à celles à bas risque. Les Etats-Unis se sont lancés les premiers l'an dernier, avec un essai clinique de grande ampleur (100 000 participantes). En Europe, un programme similaire démarrera le 1er décembre, incluant 85 000 femmes de 40 à 70 ans dans cinq pays dont la France, sous la houlette du Dr Suzette Delaloge, cancérologue à l'institut Gustave-Roussy à Villejuif (Val-de-Marne), et de la fédération Unicancer : « Nous arrivons à un stade où les progrès scientifiques nous offrent des outils assez fiables pour mieux cerner la probabilité de chaque femme de développer ou non un cancer », explique-t-elle.

Première brique de ce nouveau dépistage, un algorithme développé par une start-up française, Statlife. Il repose sur un modèle mathématique inventé par un ancien élève de l'Ecole polytechnique, Stéphane Ragusa, également docteur en biologie, qui voulait à l'origine prédire son propre avenir médical. Le chercheur a fini par se concentrer sur le cancer du sein : « Nous avons mis au point notre outil, MammoRisk, à partir d'une base de données de 1 million de femmes américaines, puis nous l'avons testé sur une cohorte de 300 000 Françaises », détaille-t-il. Il intègre les facteurs habituels (antécédents, âge, grossesses…), mais aussi un autre indicateur dont les experts ont compris depuis seulement une dizaine d'années l'importance : la densité mammaire.

Visible uniquement à l'imagerie, ce critère mesure la proportion respective de tissus graisseux et de tissu fibreux dans le sein. Plus celui-ci est important, plus le risque de développer un cancer sera élevé : « La mammographie devient plus difficile à lire, et les dysfonctionnements cellulaires propices au développement d'une tumeur apparaissent plus souvent dans le tissu fibreux », décrypte le Pr Catherine Uzan, de la Pitié-Salpêtrière. L'intégrer à un algorithme a toutefois été un vrai challenge : « Jusqu'ici, la densité était évaluée de façon assez empirique par les radiologues », raconte Stéphane Ragusa, qui a dû développer en partenariat avec des spécialistes de l'université américaine Harvard un outil d'intelligence artificielle pour classer les clichés selon des règles standardisées.

Ce premier résultat sera complété par un « score de risque polygénique », une technique d'analyse génétique de pointe qui trouvera ici l'une de ses toutes premières applications pratiques. L'objectif n'est pas de rechercher des mutations pathogènes, comme les anomalies sur le gène BRCA (dont est porteuse l'actrice Angelina Jolie, par exemple), qui représentent moins de 5 % des cancers. « Il s'agit plutôt de regarder si la patiente testée possède certaines petites variations sur son génome qui peuvent accroître ou au contraire diminuer la probabilité de voir apparaître une tumeur », explique Suzette Delaloge. Une sorte de « terrain génétique » plus ou moins délétère. A elles seules, ces variations ont un effet assez marginal, mais, combinées avec les autres facteurs, elles permettront d'affiner encore l'évaluation individuelle.

Reste à savoir comment les patientes interpréteront ces résultats : « Le message le plus difficile à faire passer est qu'un faible risque ne signifie pas un risque zéro, avertit Brigitte Séradour, radiologue et ancienne présidente de la Société française de sénologie et de pathologie mammaire. Il ne faudrait pas que les femmes concernées se désengagent totalement du dépistage, car, dans ce cas, nous aurions tout perdu. » Réponse dans six ans, à l'issue de l'essai clinique. ***S. Bz***

Questions autour de l'imagerie 3D

Une nouvelle technique d'imagerie, plus performante, se diffuse peu à peu dans les cabinets de radiologie. Appelée « tomosynthèse », elle permet, au prix d'une irradiation supplémentaire, de réaliser des clichés en 3D du sein, plus faciles à lire. « C'est un réel progrès, à une réserve près : aucun contrôle de ces machines n'est réalisé pour l'instant par les autorités sanitaires », avertit Brigitte Séradour, de la Société française de sénologie. Et de rappeler que, lorsque les mammographies se sont développées en France, des contrôles indépendants avaient permis « d'éliminer les appareils les moins performants ». Un précédent dont il faudrait tirer les leçons, selon cette experte.

Ils sont des personnages de l'époque. Voici leurs quêtes, cheminements, révélations, combats et raclées.

le récit de l'express



DR/MAXPPP

NORDAHL LELANDA

Les échecs émaillent son parcours. Qui est vraiment « Nono le barjo »,



A l'aise Nordahl Lelandais (en bermuda blanc), lors du mariage à Pont-de-Bonvoisin, point de départ de la disparition de Maëlys.

Dans la nuit du 24 septembre dernier, une reconstitution du meurtre de la petite Maëlys de Araujo par Nordahl Lelandais a été organisée par la justice à Pont-de-Beauvoisin (Isère). Au cours de celle-ci, Lelandais aurait livré une énième version, reconnaissant avoir porté plusieurs coups à la fillette et non une seule gifle comme il le prétendait jusqu'alors. Plus d'un an après le drame, de nombreuses zones d'ombre demeurent sur les circonstances du crime. Mais aussi sur la personnalité, le parcours et les motivations du meurtrier présumé.

Episode 1

OÙ L'ON TENTE, À PONT-DE-BEAUVOISIN DE CERNER LA PERSONNALITÉ DE LELANDAIS, GRÂCE AUX TÉMOIGNAGES D'AMIS ET D'HABITANTS

Didier et Cécile Noyer ne prononcent jamais son nom. Ils disent « l'autre » pour ne pas avoir à nommer Nordahl Lelandais. Celui qui est mis en examen pour l'assassinat de leur fils Arthur, 23 ans, après une soirée en boîte de nuit à Chambéry, dans la nuit du 11 au 12 avril 2017. Pourtant, l'ombre du tueur présumé hante la salle municipale impersonnelle au carrelage froid, à Lyon, où les deux parents sont venus exprimer leur douleur devant une assemblée d'une quarantaine de personnes. De temps en temps, la voix du père se brise sous le coup de l'émotion, mais il se reprend aussitôt, combatif, « en mode guerrier », comme il dit. « Il ne faut pas donner à "l'autre" une victoire en se recroquevillant sur nous-mêmes. »

Face à eux, ce jeudi 20 septembre, une quinzaine de familles ont pris place, invitées par l'association Assistance et recherche de personnes disparues. Chacune d'elles a perdu un fils, une sœur, un frère, un compagnon dans la région Rhône-Alpes. Du jour au lendemain, sans explication. Longtemps, leurs recherches sont restées vaines et leurs combats anonymes.

Désormais, ils s'interrogent. Et si Lelandais était l'homme qui a tué leur proche ? Car les enquêteurs sont allés de découverte en découverte depuis qu'il a reconnu un coup mortel sur Maëlys de Araujo, puis ceux qui ont tué Arthur Noyer. Double vie, visionnage d'images pédophiles, film d'une agression sexuelle d'une enfant retrouvé sur son portable. Et la question se pose. Cet individu secret tairait-il d'autres crimes oubliés ?

IS UNE ÂME DAMNÉE

le meurtrier présumé de Maëlys et d'Arthur Noyer ?

Par Thibaut Solano

L'énigme Lelandais se noue à Pont-de-Beauvoisin. Ma première visite dans cette petite ville, à la frontière de l'Isère et de la Savoie, remonte au mois de janvier dernier, sous un triste ciel d'hiver neigeux. Devant la salle des fêtes, un petit mémorial a poussé dans un virage. C'est ici que Maëlys, 8 ans, a disparu pour toujours dans la nuit du 26 au 27 août 2017. Des bougies, des peluches et des mots écrits comme des prières s'accumulent autour de la photo de la fillette brune au regard vif. De temps en temps, une voiture s'arrête. Là, c'est un grand type, cheveux noirs et mine grave, qui vient se recueillir, les mains à l'abri au fond de ses poches. « Dans la vie, il y a le bien et le mal, me glisse cet homme qui se dit musulman pratiquant. Mais il y a des gens qui choisiront toujours le mal... C'est comme ça, on ne peut rien y faire. »

Je trouve refuge au café central de Pont-de-Beauvoisin, Le Rendez-vous. Les habitués jettent un œil blasé à





la télévision branchée en permanence sur BFMTV. Au comptoir, je croise Aïssa, un petit homme affable d'une soixantaine d'années. Un bon client : pour l'établissement comme pour les journalistes, parce qu'il trouve toujours une histoire à raconter. « Ah oui, j'ai connu Nordahl, commence-t-il. Il était à l'école primaire avec mon fils. Vous savez, c'était un gars taiseux, emmuré. » Il y a à boire et à manger dans ce qu'Aïssa rapporte, des choses qu'il sait, d'autres qu'il a lues dans les journaux. Au menu : une salle de sport que Lelandais aurait saccagée. Des trafics de drogue. Un frangin à la réputation de « type bizarre ». Et ces disparitions mystérieuses dans la région auxquelles « l'emmuré » pourrait être lié. « Mon cousin, Ahmed Hamadou, a disparu près d'ici en 2012, s'inquiète Aïssa... C'est peut-être un coup de Lelandais. »

Je passe d'un café à l'autre à la recherche de témoins plus jeunes, plus proches de l'âge de Lelandais. Devant ce qui fait office de pub, l'Apéro Kub, niché sur une petite place, deux clients d'une trentaine d'années bravent les flocons de neige pour finir leur cigarette. Nordahl ? Bien sûr qu'ils connaissent. Parce qu'ici « c'est petit » et que « tout le monde se connaît plus ou moins ». La serveuse, elle, se souvient d'un « péteux qui frimait sur sa moto » quelques années auparavant, un « beau gosse musclé », conscient de ses attraits physiques. L'un des clients lève les yeux au ciel : « Les médias exagèrent. » La drogue ? « Un peu de shit, rien de grave. » L'alcool ? « Il prenait un demi au bar, et alors ? » Quant à son frère, sa réputation tiendrait du délit de sale gueule « parce qu'il boite depuis toujours ». Plus tard, l'ancien entraîneur d'une salle de sport dédouanera aussi Lelandais d'un quelconque vandalisme : « Au maximum, il jetait des haltères au sol brutalement après les avoir soulevées. Il avait dû voir ça à la télé. »

Tout de même, l'un des deux trentenaires de l'Apéro Kub précise : « Nordahl ne faisait pas partie d'une bande. Il se greffait, il squattait. » Un instable, en somme. Une autre de ses connaissances, croisée dans la ville, ajoute plus tard : « Il s'inventait une vie. » Oh, pas grand-chose. « Il disait qu'il partait dans le Sud et, finalement, on le croisait les jours suivants à Pont-de-Beauvoisin. » Dans le CV qu'il fournit aux agences d'intérim, et que les enquêteurs ont consulté, il mentionne des jobs aux quatre coins du monde, où il n'a probablement jamais mis les pieds. Lelandais ? « Un mytho de petite envergure qui faisait du tuning avec sa bagnole », résume un « acteur du dossier ». Ce même me raconte qu'après la première garde à vue de Lelandais, le 31 août 2017, quatre jours après la disparition de Maëlys, un copain est venu le chercher en voiture pour l'emmener dîner et lui changer les idées. Dans l'appartement où ils ont mangé un morceau avec d'autres amis, le

récit du fait divers tournait en boucle à la télé. Lelandais n'a rien dit : pas une parole d'émotion, pas un commentaire, pas une explication sur son audition par les gendarmes. Pas le moindre trouble sur son visage. Malgré cette indifférence glaçante, des semaines après le meurtre, certains amis de jeunesse, s'exprimant sur les réseaux sociaux, lui accordaient encore le bénéfice du doute.

Un mois et demi après ma première visite, le 14 février 2018, Lelandais craque. Les gendarmes ont isolé une trace de sang de la fillette dans son Audi A 3. Impossible de nier l'évidence de cette preuve. L'ancien militaire reconnaît avoir tué la petite fille « par accident ». Elle criait dans sa voiture. Il l'aurait frappée. Ses amis se sentent trahis. Arrivent la haine, l'envie de vengeance. Le soir de ses aveux, son ami David, qui le connaissait depuis seize ans, enrage dans un message posté sur Facebook : « Comment as-tu pu faire ça à une enfant ? J'espère une chose, c'est que l'on te fasse souffrir autant que cette pauvre petite ainsi que toute sa famille. Comment est-ce que j'ai pu être ami avec un monstre comme toi ? »

Je retourne à Pont-de-Beauvoisin en mai. La ville tente de panser ses plaies. Maëlys va être enterrée, après l'autopsie des restes de son corps. Le maire, Daniel Serrano, accepte de me recevoir. Non, il n'avait jamais entendu parler de Lelandais avant l'affaire. Plusieurs de ses administrés ont frappé à la porte de sa mairie, ces derniers mois, réclamant d'exercer eux-mêmes une justice expéditive : « Il ne veut pas avouer, on peut se charger de le faire parler ! Qu'on nous le confie ! » Le jour de la disparition de la petite fille, l'édile se remémore « avoir passé une tête » au vin d'honneur du mariage. Le lendemain matin, à 7 heures, alors qu'il enfourche son vélo pour une balade dominicale, un coup de téléphone le fige sur place. Au bout du fil, l'une des invitées de la cérémonie :





P. DESMAZES/AFP - T. GUILLOT/*LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ*/MAXPPP

De g. à dr. : après la disparition de Maëlys, les habitants et les commerçants s'impliquent dans les recherches. Bougies et messages sont laissés à l'endroit où la fillette a été vue pour la dernière fois. Ci-contre : la reconstitution de la nuit du meurtre, à Pont-de-Bonvoisin, le 24 septembre.

« UN MYTHO DE PETITE ENVERGURE QUI FAISAIT DU TUNING AVEC SA BAGNOLE »

« Venez vite, Monsieur le maire, un enfant a disparu. »

Lors de notre rencontre, le mot qui revient spontanément dans sa bouche, c'est « dissonance ». Entre l'atmosphère du mariage et l'horreur du lendemain. Entre la chaleur de la fête, les petits qui jouent, et les gendarmes qui déboulent pour quadriller le secteur. Entre les habitants qui courent dans tous les sens à la recherche de la gamine. « L'air qui s'électrise ». Et lui, le maire dépourvu, qui cherche ses mots face aux parents de Maëlys, « livides, tétanisés ». Lorsqu'il regarde les photos du vin d'honneur publiées dans la presse, où Lelandais apparaît en bermuda, hilare au milieu des convives, Michel Serrano se répète le même mot : « dissonance ».

En sortant de son bureau, je retourne à l'Apéro Kub. Le patron me reconnaît et se livre un peu. Il me raconte un épisode qui remonte à l'année 2009. Ce jour-là, Nordahl Lelandais s'adonne à l'une de ses occupations favorites,

la pêche, avec son ami David, sur les bords du Guiers. Cette rivière qui traverse Pont-de-Beauvoisin plonge dans les gorges de Chailles, au milieu de la végétation épaisse et des pentes abruptes. Dans ce décor reculé, une découverte sordide attend les deux jeunes hommes : un squelette. C'est celui d'un homme disparu quatre ans plus tôt.

Depuis la mort de Maëlys, les rumeurs déforment à l'envi l'histoire. Certes, personne ne prétend que ce malheureux serait la première victime de Lelandais. Il s'agirait d'un décès accidentel d'un prétendu « voleur ». Mais on imagine que Nordahl s'est souvenu de l'endroit pour cacher le corps de Maëlys. C'est faux. Les ossements de la fillette ont été retrouvés dans la montagne, au mont Grêle. Mais à Pont-de-Beauvoisin, l'inquiétude monte. Et si Nordahl était aussi à l'origine de tel ou tel autre meurtre ou disparition subite inexpliqués, de l'un de ces *cold cases* (affaires irrésolues) qui dorment dans les archives?

Episode 2

OÙ L'ON S'INTERROGE SUR LES CHOIX ET LES ÉCHECS QUI ONT MARQUÉ L'ENFANCE ET LE PASSAGE À L'ÂGE ADULTE DE LELANDAIS

Poser des questions sur la construction de la personnalité de Nordahl Lelandais, c'est se heurter à beaucoup de portes fermées. Epuisés par les allées et venues des caméras, glacés par les rebondissements de l'affaire, rares sont ceux qui acceptent de témoigner. Quelques bribes de son parcours personnel émergent cependant des récits des amis, connaissances ou voisins. Lelandais n'habitait pas à « Pont », mais à Domessin (Savoie), un village distant de six kilomètres. Ses parents, employés du secteur médical, ont quitté la région parisienne pour la Savoie en 1990.

Après l'école primaire, il étudie au collège du bourg de Saint-Genix, en Isère, où le conseiller d'éducation, à qui je téléphone, se souvient de sa mère, mais peu de lui. Puis Lelandais intègre la section sport-études au collège du Châtelard en Savoie, à une heure de Domessin. On y accepte les élèves en difficulté, à qui l'on apprend l'escalade, le ski ou la spéléo. Lelandais n'y passe qu'une année. Il échoue ensuite dans un collège privé à Pont-de-Beauvoisin. Son directeur me décrit un élève « dans une mauvaise dynamique », ni turbulent ni agressif, mais qui « créait une ambiance négative dans la classe ». Le chef d'établissement convoque une fois son père, persuadé qu'il l'aidera à le recadrer. Au lieu de cela, Jean-Pierre Lelandais menace d'inscrire son fils ailleurs et le défend avec vigueur : « C'est vous qui vous y prenez mal ! » Soutenu par ses parents, le garçon tente un CAP carrosserie mais abandonne avant la fin.

Après l'échec de sa petite entreprise de dressage canin, Nordahl Lelandais fait un peu d'interim. Progressivement, « Nono » se marginalise et s'éloigne de ses copains d'adolescence. Le jeune homme traîne du côté de Chambéry, là où il commet le premier de ses crimes connu à ce jour.

Les loisirs de l'adolescent Lelandais ressemblent à ceux des autres gosses du coin. A « Pont », les endroits où sortir tard se comptent sur les doigts d'une main. Avec ses 3500 habitants, son centre-ville en déclin et sa population vieillissante, la commune ne peut tabler que sur les clubs de sport pour retenir sa jeunesse. Nordahl tape le ballon sur la pelouse et, à la nuit tombée, décapsule ses bières à côté du terrain de tennis.

A 18 ans, sans le bac, il décide de vivre de sa passion pour les chiens. Il prend le large et rejoint l'armée au 132e bataillon cynophile de Suippes (Marne). Un soir, il s'enferme dans sa chambre pour fumer du cannabis. « Il s'est assoupi et le joint a commencé à brûler le matelas », se souvient son ancien commandant, Alain Gausse. Le gradé avait demandé son renvoi au bout de six mois, en vain. « C'était la fin de la conscription. On n'était qu'au début de la professionnalisation. On manquait de personnel. » Lelandais reste, mais « il ne faisait pas le poids, selon Gausse. C'était un type fuyant et plutôt isolé. »

Le jeune Savoyard n'effectuera que deux missions extérieures, en Guyane, cantonné au gardiennage, quand les meilleurs éléments partent sur des terrains de conflit exercer des missions plus variées. Son amour des animaux ne saute pas aux yeux : « Si son chien n'obéissait pas, il le prenait au collier et le suspendait jusqu'à ce qu'il s'étrangle, se remémore Alain Gausse. Quelqu'un avait dû lui montrer ça : c'était vraiment un dressage à l'ancienne. » L'armée sera donc un nouvel échec pour Lelandais, dont le contrat n'est pas reconduit. « Il a au moins appris ce qui lui a servi aux interrogatoires : la résistance mentale », lance le commandant. Comme une prémonition.

« IL A AU MOINS APPRIS CE QUI LUI A SERVI AUX IN

De retour en 2005, Lelandais aurait changé. « Il était mal dans sa peau », me confie une mère de famille qui l'a vu grandir. « Nono », comme on le surnomme, commence à travailler par intérim et file un mauvais coton. Avec deux compères, il incendie un snack à Paladru, en 2008. Il venait de se faire virer. David, l'un de ses meilleurs amis, le met en garde contre ces mauvaises fréquentations, mais, « comme d'habitude, Nordahl n'en a fait qu'à sa tête », poursuit la mère de famille. Condamné à un an de



DOC/MAXPPP, ARCHIVES, SEPTEMBRE 2017

Ce n'est pas sa petite entreprise, fermée au bout d'un an, qui fait vivre Lelandais, mais le soutien financier de ses parents. Il fait un peu d'intérim, notamment dans une usine de sirop. Progressivement, le jeune homme se marginalise et s'éloigne de ses copains d'adolescence. Devenus trentenaires, la plupart d'entre eux se mettent en ménage, fondent des familles et évitent de plus en plus « ce pique-assiette avec un poil dans la main qui sonne à l'impromptu sur les coups de 19 heures pour se faire inviter à dîner ».

A Pont-de-Beauvoisin, « Nono » se fait plus rare. Parfois, il disparaît un mois durant, sans donner de nouvelles à ses amis. Il traîne du côté de Chambéry, avec une autre bande à laquelle il s'est collé. C'est aussi là qu'il aurait commis le premier de ses crimes connu à ce jour.

Episode 3

OÙ L'ON DÉCOUVRE, DANS LA VIE INTIME DE NORDAHL LELANDAIS, CONQUÊTES FÉMININES, MASCULINES ET IMAGES PÉDOPHILES

Dans la nuit du 11 au 12 avril 2017, quatre mois avant le meurtre de Maëlys de Araujo, Arthur Noyer disparaît. Ce caporal de 23 ans est alors intégré au 13e bataillon de chasseurs alpins, à Barby, près de Chambéry. On le décrit comme un militaire prometteur, sain de corps et d'esprit, bon camarade. C'est un mardi et son régiment sort en boîte, au Carré Curial, en plein centre de la ville, place forte des noctambules, où cinq établissements se partagent la clientèle. Le week-end, 3 000 personnes se croisent, mais, en ce début de semaine, ils sont moins de 200. La faible affluence n'empêche pas le jeune homme et ses collègues de faire la fête. Parce qu'il est de garde le lendemain, il décide de rentrer seul, avant les autres. Sa trace se perd vers 4 heures du matin près du centre-ville, où il est filmé une dernière fois par une caméra de vidéosurveillance.

Assis à la terrasse de son royaume nocturne, Philippe, l'un des patrons du Carré Curial, me décrit « l'atmosphère étrange » qui s'installe dès l'annonce de la disparition du militaire. Ses parents venus placarder leurs avis de recherche quelques jours plus tard. « Ils avaient l'air perdu. Il m'a semblé, en voyant le visage de la mère, qu'elle avait déjà compris... » Dans le monde de la nuit, où l'on aime se raconter des histoires, des supputations effrayantes circulent : « On a parlé de mafieux, de trafic d'organes, explique Philippe. Un jeune homme en pleine santé qui disparaît, ça stimule l'imagination... »

Beaucoup plus prosaïques, les enquêteurs de Chambéry recherchent une Audi grise, repérée sur les images

NTERROGATOIRES : LA RÉSISTANCE MENTALE »

prison, il purge sa peine sous bracelet électronique. On le surnomme désormais « Nono le barjo ».

Au début des années 2010, Lelandais emménage au troisième étage d'un immeuble de Chambéry avec sa petite amie. Il propose sans succès des cours de dressage de chiens à domicile. Des commerçants de sa rue refusent de placarder ses affichettes offrant ses services, et ses voisins le prennent vite en grippe. « Il laissait ses clébards dehors sur le balcon avec leurs déjections, m'explique l'un d'entre eux. Il était sale et agressif. Il a fallu que le propriétaire vende l'appartement pour le faire partir. »

de la vidéosurveillance prises dans la nuit de sa disparition. Il faudra attendre plusieurs mois pour qu'un rapprochement s'établisse avec le véhicule qui a emporté la petite Maëlys, lui aussi filmé par une caméra. Une même Audi, un seul conducteur : Lelandais, qui était un client occasionnel du Carré Curial. Les indices sont accablants. Lelandais craque et avoue le meurtre d'Arthur Noyer, le 29 mars 2018. Deux homicides à quatre mois d'intervalle, donc. Que s'est-il passé en 2017 pour que Lelandais « mytho de petite envergure » se change en criminel ?

Cette année-là, à 34 ans, il est en arrêt maladie pour une double hernie discale. Il revient vivre chez ses parents, dont il ne s'est jamais trop longtemps éloigné. Comme un retour à la case départ. A l'été, peu avant le meurtre de Maëlys, l'une de ses ex-petites amies, Céline, porte plainte pour mise en danger de la vie d'autrui, après une rupture difficile. Son avocat, Me Roland Gallo, me reçoit dans son bureau, près de la gare de Grenoble, pour me parler de la relation que la jeune femme a entretenue avec Lelandais.

Céline fait la connaissance de l'ancien militaire au cours de l'année 2015, par le biais d'un site de rencontres. Leur passion commune pour les chiens transforme leur premier rendez-vous en un coup de cœur. « Elle était proche de la quarantaine. Lelandais lui parlait d'avenir, de fonder une famille, me rapporte l'avocat. Tout ce qu'elle désirait entendre. » Las, leur romance s'engage mal. Une première fois, par un appel téléphonique anonyme, Céline apprend les infidélités de son petit ami. Elle le quitte, mais, toujours amoureuse, renoue peu après. A la suite d'autres écarts commis par son conjoint, toujours révélés anonymement, Céline rompt pour de bon. « Ma cliente a ensuite croisé Lelandais en forêt, où elle promenait ses chiens, poursuit Me Gallo. Puis en allant à la banque. Il l'a menacée en public. » Selon la version de la jeune femme, Lelandais tentera aussi de percuter volontairement son véhicule, en juillet 2017. A la gendarmerie, lorsqu'elle va déposer sa plainte, elle tombe sur Lelandais qui l'a devancée pour l'accuser des





IL FILMAIT SES ÉBATS AVEC SON PORTABLE, AVAN

mêmes faits. Le parquet de Chambéry assure que l'examen de la plainte de Céline est toujours en cours de traitement.

Il n'y a pas qu'avec Céline que Lelandais entretient des relations amoureuses houleuses. A ce sujet, les témoignages cités dans son dossier judiciaire sont éloquents. Plusieurs de ses anciennes amies rapportent un comportement inquiétant au moment de la rupture, comme s'il ne supportait pas d'être quitté. L'une d'entre elles se souvenant qu'il a menacé de la « balancer du haut d'une falaise ». D'autres déclarations sont plus nuancées. A l'exemple de celui d'Adeline, sa première longue relation, qui s'est exprimée sur TF1, un mois avant qu'il ne passe aux aveux. Il était « doux et compréhensif [...]. C'était quelqu'un qui me faisait rire. C'était une belle personne », a-t-elle décrit. « Il a pu terrifier certaines de ses copines et en mystifier d'autres, tempère une source proche de l'enquête. Ça correspond à son caractère manipulateur. »

Sans avoir à beaucoup chercher, je trouve facilement sur Internet des images de sa vie intime. Lelandais filmait ses ébats avec son téléphone portable, avant de les partager sur un célèbre site porno, sans prévenir

Nichée dans un hameau le long d'une route étroite, la maison de Domassin où vivent, retranchés, les parents de Nordahl Lelandais. C'est dans ce pavillon ordinaire que celui-ci aurait sexuellement agressé sa petite cousine âgée de 6 ans. L'homme a fait l'objet d'une troisième mise en examen pour cette affaire.

J.-P. KSIAZEK/AFP - J.-P. CLATOT/AFP

certaines de ses partenaires. Son ex-petite amie Céline a encore déposé une plainte contre lui pour « violation de la vie privée ». Nordahl Lelandais mettait en ligne ses courts films sous le pseudonyme Tyron 973. Tyron comme l'un de ses deux chiens, 973 comme l'immatriculation de la Guyane.

Parmi les autres traces qu'il a laissées sur la Toile, il y a ces photos de soirées, où il prend des poses suggestives avec des copains, torse nu et regard lascif. Des « déconnades », selon ses propres termes, qui donnent un éclairage différent sur sa sexualité. Nordahl Lelandais aurait eu une première aventure avec un homme rencontré sur Internet « fin 2015, début 2016 », selon *Le Monde,* puis une deuxième avec un couple en août 2017. Il se serait également montré insistant envers un client d'une boîte de nuit, jusqu'à le suivre en voiture sur une aire d'autoroute, d'après *Le Parisien*.

La vie amoureuse et sexuelle désordonnée de Nordahl Lelandais va se retrouver au centre de l'enquête menée par les gendarmes. Ces derniers découvrent que le jour de la disparition de Maëlys, en août 2017, mais aussi le lendemain, il a consulté des images pédophiles. Dans la mémoire de son téléphone, les enquêteurs ont également retrouvé une vidéo de deux minutes, vraisemblablement tournée chez lui, à Domessin.

On y voit une agression sexuelle commise sur sa petite cousine âgée de 6 ans. Cette découverte a motivé, en juillet 2018, une troisième mise en examen pour « agression sexuelle sur mineure de moins de 15 ans ». Les faits seraient survenus une semaine avant le mariage au cours duquel Maëlys a disparu, venant compléter un peu plus le puzzle terrifiant de cette année noire.

lait plus y aller. Par la suite, le directeur de l'établissement a été renvoyé pour avoir commis des attouchements sur des élèves. » Révélé par *Le Monde,* en février dernier, ce procès-verbal a alimenté depuis toutes les rumeurs.

Or les propos d'Anouchka laissent perplexes. Il y a bien un directeur qui a été mis en examen pour une agression sexuelle sur un élève remontant à 1993, mais il n'était pas en poste dans l'établissement du Châtelard, mais dans celui de Pont-de-Beauvoisin. J'ai retrouvé une vingtaine d'élèves scolarisés dans ce dernier collège : aucun d'entre eux ne se souvient d'avoir eu Lelandais comme camarade de classe.

D'ailleurs, Christiane Lelandais, la mère du suspect, le confirme. Retranchée dans sa maison de Domessin, elle ne veut plus ouvrir la porte aux journalistes. « Ils disent trop de mensonges », accuse-t-elle. A chaque nouvelle information, les caméras se braquent sur ce pavillon ordinaire, niché dans un hameau le long d'une route étroite. Le téléphone sonne sans cesse, les lettres de menace envahissent sa boîte aux lettres. Une fois, la nuit, elle a entendu quelqu'un taper aux carreaux. Elle a déjà appelé les gendarmes à la rescousse. On aurait pu penser que les Lelandais se seraient enfuis pour échapper à la fureur des médias. C'est d'ailleurs ce qui se disait au village de Domessin. Pourtant, ils sont restés. Sans même retirer leur nom des pages blanches.

J'obtiens qu'elle me parle au téléphone. Deux fois quinze minutes pour me livrer ses vérités. Ceux qui la connaissent la décrivent comme une mère très protectrice, couveuse, avec une forte personnalité. Alors que Nordahl aurait entretenu des rapports plus conflictuels avec son père, aujourd'hui malade. « J'ai travaillé toute ma vie, j'ai toujours été combative et je reste forte pour mes trois enfants », me dit en préambule cette presque septuagénaire. Sauf, lâche-t-elle, quand son corps la trahit et parle à la place du cœur. Ces derniers mois, elle s'est cassé la jambe et a passé « plusieurs semaines en fauteuil roulant ».

Un élément lui importe : « Il n'y a jamais eu de problème avec un directeur quand il a fait sport-études » assure-t-elle, balayant la possibilité d'un traumatisme originel. Ce qui se dit ou s'écrit sur son fils – hypothèses, révélations, accusations –, elle s'en méfie. « Il n'a jamais frappé ses chiens. Il avait deux malinois et je ne l'ai jamais entendu crier sur eux. » De même, jure-t-elle à la fin de l'entretien, si le séjour à l'armée n'a mené à rien, « c'est parce que Nordahl a été déçu. Il pensait être mieux encadré ». Pour expliquer son départ, elle évoque un incident survenu en Guyane. Nordahl aurait reçu une fléchette dans l'œil, tirée par un supérieur. « Sa vue a été dégradée, c'est pour ça qu'ils ne l'ont pas gardé », assure Christiane Lelandais qui s'obstine : « Je ne

NT DE LES PARTAGER SUR UN SITE PORNO

Episode 4

OÙ L'ON FAIT CONNAISSANCE DE CHRISTIANE, LA MÈRE DE NORDAHL LELANDAIS, QUI FAIT DES RÉVÉLATIONS SUR LE PASSÉ DE SON FILS

Dans son enfance, un épisode mal éclairci suscite beaucoup d'interrogations : le passage en sports études, au collège du Châtelard. C'est la dernière de ses petites amies, Anouchka, qui a mis les enquêteurs sur cette piste : « Au départ, cela se passait bien, mais après, il pleurait et ne vou-

vais pas lâcher mon fils, je l'aiderai tant que je peux, martèle-t-elle. J'ai élevé mes enfants dans le meilleur. J'ai peut-être raté quelque chose, je ne sais pas. » Notre entretien téléphonique a eu lieu en mai 2018, avant la révélation de l'agression sexuelle de la petite cousine. Je rappelle Christiane Lelandais en juin. Elle semble plus abattue : « S'il a fait tout ce dont on l'accuse, c'est qu'il doit être malade. »

Episode 5

OÙ LES ENQUÊTEURS ET LES FAMILLES VEULENT SAVOIR SI LELANDAIS EST IMPLIQUÉ DANS D'AUTRES CRIMES INEXPLIQUÉS

« Tout d'un coup, je suis sorti de mon corps. J'étais comme spectateur. Comme si j'étais à côté de la voiture, comme un fantôme qui vole à côté d'elle [NDLR : Maëlys]. » Tels sont les mots de Lelandais face aux psychiatres qui l'ont interrogé au printemps dernier. Dans son cabinet de Grenoble, l'avocat des parents d'Arthur Noyer, Bernard Boulloud, rejoint l'avis des experts qui ne croient pas cette thèse d'une double personnalité. « C'est un grand calculateur, soutient le défenseur. Aucun aveu ne lui est venu spontanément. » Chaque fois qu'il parle, c'est parce qu'il est mis face à des éléments qui l'accusent de façon irréfutable.

A ce stade de l'enquête, le mystère demeure. Lelandais a-t-il réellement tué deux fois par accident, comme il le prétend, ou pour d'autres motifs ? Et si oui, lesquels ? L'autopsie n'a toujours pas permis de savoir ce qu'a vraiment enduré Maëlys, même si les experts ont mis en évidence que plusieurs coups lui avaient été portés. Et aurait-il pu tuer avant ? Combien de fois et pourquoi ?

Ce sont les questions auxquelles la cellule Ariane, mise en place par la gendarmerie nationale, s'attache à répondre. Depuis janvier dernier, ce groupe a pour mission de retracer le parcours du Savoyard avec tous les éléments à disposition : téléphonie, billets de train, radars automatiques, relevés de compte... Plus de 900 dossiers de morts non élucidées, de disparus ou de corps non identifiés dans une vingtaine de départements en France sont passés au peigne fin pour vérifier une éventuelle implication de Lelandais.

De son côté, depuis le mois de décembre 2017, un homme mène ses propres investigations dans son bureau, situé au cœur du IIIe arrondissement de Lyon. Carrure imposante, œil malicieux, sourire poli, la soixantaine, Bernard Valezy se présente comme un ancien commissaire de police. Vingt années à la sûreté publique dans la Loire lui ont donné l'occasion de croiser des familles de disparus éplorées, perdues dans leurs démarches, baladées d'un service à l'autre, en butte à des enquêtes sans fin, parfois bâclées, voire jamais

S.PARA/*BERRY RÉPUBLICAIN*/MAXPPP – S.MUSCIO/*LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ*/MAXX PPP





PLUS DE 50 CAS SUSPECTS ISOLÉS : 34 DISPARITIONS ET 19 MORTS EN RHÔNE-ALPES ET AUX ALENTOURS

déclenchées. C'est pour les épauler que l'enquêteur expérimenté a intégré l'association Assistance et recherche de personnes disparues.

Bernard Valezy tente ainsi de savoir si leur proche a pu croiser la route de Lelandais. Embarqué dans cet écheveau inextricable de tragédies, il exhume d'autres crimes oubliés, disparitions inexpliquées, accidents suspects en fouillant dans les archives de la presse. « Notre premier rôle est de soutenir les familles dans leur démarche, de les aider à rédiger un courrier au procureur pour demander la réouverture d'une enquête. »

Bernard Valezy a isolé une cinquantaine de cas qui semblent suspects, qu'il a transmis à la cellule Ariane, soit 34 disparitions et 19 morts en Rhône-Alpes et aux alentours. Actuellement, 14 enquêtes sont en cours dans la région. A Grenoble, le procureur Jean-Yves Coquillat en a rouvert 4 en janvier dernier. « Même si Lelandais est mis hors de cause, au moins les enquêtes se poursuivront », insiste Bernard Valezy. En septembre, il a reçu le soutien des parents d'Arthur Noyer. Parce que « se prendre une calotte à plusieurs, ça fait moins mal que tout seul » et que « seul, on n'est rien », explique le père d'Arthur.

Dans chacune des affaires qu'il traite, Bernard Valezy recherche les liens qu'il pourrait y avoir avec ce qu'il sait de Lelandais. Son intérêt s'éveille lorsque les drames ont lieu dans le monde de la nuit, quand les victimes sont de jeunes hommes, comme Arthur Noyer, ou engagés dans des relations homosexuelles. Sans se décourager devant l'aridité de sa tâche, Valezy met en rapport disparitions et zones géographiques écumées par Lelandais : la région de Chambéry, le Gard, Montpellier et le cap d'Agde, où l'ex-militaire a passé plusieurs week-ends dans les années 2000. Il y a également ce mystérieux compte Internet que l'ancien maître-chien a ouvert sur un site de *couchsurfing*, qui consiste à proposer son canapé pour dépanner des visiteurs. Il offrait ses services à Menton, selon la fiche qu'il avait renseignée.

Certaines disparitions alimentent les pires soupçons, comme celle de Lucie Roux. Cette femme de 43 ans vivait dans une colocation encadrée pour soigner sa phobie sociale, à l'unité psy de Bassens, à proximité de Chambéry. En septembre 2012, elle a pris un taxi pour se rendre dans un magasin de bricolage… et n'est jamais revenue. La piste Lelandais paraît lointaine, jusqu'à cette année, lorsqu'une autre pensionnaire du centre de Bassens affirme les avoir vus déjeuner à la même table, Lucie et lui. Mais, face à la pression des médias, ce témoin refuse désormais de confirmer ses dires. Et sa parole est aujourd'hui mise en doute. Selon une source judiciaire, Nordahl Lelandais n'a jamais été hospitalisé dans ce centre.



T. LANIER/*LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ*/MAXPPP - L. MARCELJA

Des familles éplorées se sont regroupées au sein de l'association Assistance et recherche de personnes disparues (ARPD) : (de g. à dr.) les parents d'Arthur Noyer et de Nicolas Suppo, l'avis de recherche d'Ahmed Hamadou et les proches de Malik Boutevillain.

A l'instar de cette affaire, d'autres pistes ténues s'effilochent. Au fort de Tamié, en Savoie, où avait lieu chaque année un festival électro, deux personnes ont disparu successivement : Jean-Christophe Morin, en septembre 2011, puis Ahmed Hamadou, l'été suivant. En juin 2018, un festivalier croit reconnaître, sur une vidéo filmée lors de l'édition 2012, la silhouette de Lelandais. Qui se révélera, après vérification, être celle d'un autre individu.

Bernard Valezy cherche, les juges instruisent et les gendarmes d'Ariane progressent. « Le travail de la cellule est indispensable, observe Fabien Rajon, l'avocat des parents de Maëlys. Mais demeurons prudents. A ce jour, Lelandais n'est mis en cause que dans trois affaires. » Deux homicides et une agression sexuelle sur une enfant.

Lelandais cache-t-il d'autres victimes ou n'est-il que le réceptacle des espoirs meurtris de familles brisées par le chagrin ? L'enquête est loin d'être terminée. ***T. S.***





For me, formidable
Ici, en 1966, à Londres, avant son premier concert au prestigieux Royal Albert Hall. Le Français tient sa revanche sur les Anglo-Saxons qui, à ses débuts, l'avaient surnommé « Aznovoice ».

Il n'avait pas un physique de jeune premier. Et pourtant… ses chansons et ses rôles au cinéma l'ont porté en haut de l'affiche. Retour sur une carrière exceptionnelle.

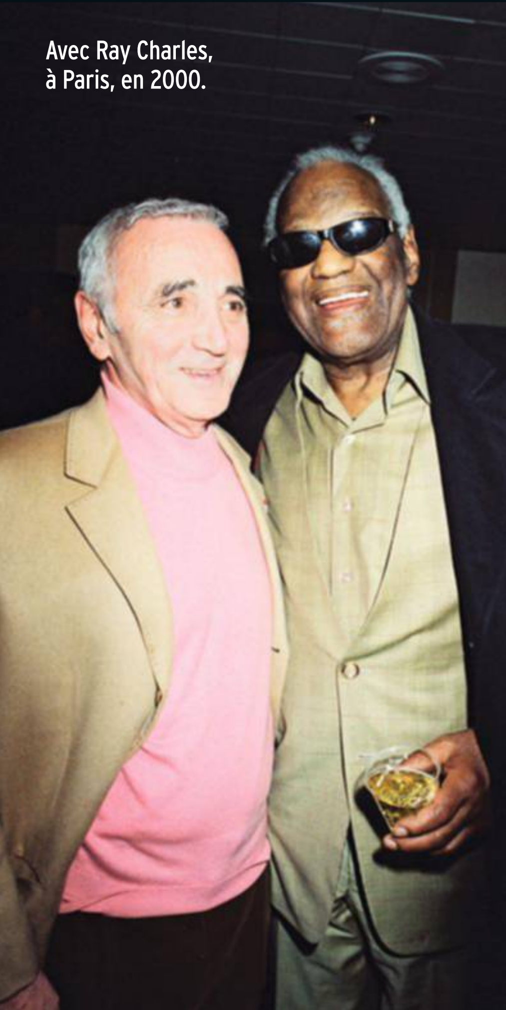
CHARLES AZNAVOUR L'ADIEU AU PARRAIN

PAR JULIEN BORDIER

KEYSTONE PICTURES USA


Sur la scène du Royal Albert Hall, à Londres, le 3 novembre 2015.


A New York, il fête les 40 ans de Julio Iglesias, le 23 septembre 1983.


Avec Ray Charles, à Paris, en 2000.


A Berlin, le 21 juin 1963, entouré notamment d'Eddie Constantine et de Sidney Poitier.


Avec Edith Piaf, en 1950.


Avec Liza Minnelli, lors d'un show de la BBC, en octobre 1973.

Anniversaire après anniversaire, la boutade prenait du crédit. On pensait bien voir Charles Aznavour fêter son centenaire sur scène. Le carnet de bal de l'indémodable patriarche était rempli jusqu'à la fin de l'année, alignant les salles prestigieuses dans le monde entier. S'arrêter, pour lui, c'était signer son arrêt de mort. Les concerts étant sa meilleure crème anti-âge, il continuait. Son dernier album, le 51e, paru en 2015, s'intitulait *Encores,* le précédent, *Toujours*. Ses adieux n'en étaient jamais vraiment. La retraite, Charles Aznavour laissait ça aux autres, préférant collectionner les records de longévité. Monsieur avait sa fierté. « Je ne suis pas vieux, je suis âgé. Ce n'est pas pareil », se plaisait-il à nuancer, paraphrasant la coquetterie d'Obélix. Infatigable – il revenait du Japon –, il ne concédait qu'une chose sur les planches, le recours au prompteur pour pallier les trous de mémoire. Ambassadeur de la chanson et de la culture françaises, l'artiste était hors catégorie. En haut de l'affiche forcément, lui, ce géant de 1,65 m. En 1998, le *New York Times* titrait : *Aznavour, the Last Chanteur.* Le monument est décédé le 1er octobre, à 94 ans, à son domicile, dans le sud-est de la France. Un lundi, forcément. Il avait prévenu : *Je hais les dimanches.*

Charles Aznavour n'avait ni le physique de l'emploi, ni la voix. S'il avait écouté les critiques, il n'aurait pas fait cette carrière de marathonien. Aujourd'hui, ce sont les critiques qui l'écoutent et font les comptes : l'homme a vendu 180 millions de disques à travers le monde ; troussé près de 1000 chansons ; reçu 18 disques d'or en France ; rempli l'Olympia pour la première fois en 1956 ; conquis l'AccorHotels Arena (une première pour lui), en 2017 ; triomphé au Carnegie Hall, à New York ; chanté avec Edith Piaf, en chair et en os, et avec son hologramme ; tourné dans plus de 80 films *(voir page 112)* ; croisé de Gaulle et serré la main de Macron ; offert un tube à Johnny Hallyday *(Retiens la nuit)* et adoubé les rappeurs et les slameurs, toujours à l'affût des nouvelles formes d'écriture. Malgré ce CV de roi de la variété, ce résident suisse depuis 1972, marié en troisièmes noces à Ulla Thorsell, une Suédoise, avait au fond de lui le sentiment de ne pas avoir été apprécié à sa juste valeur. Son esprit de revanche lui servait de moteur.


Charles Aznavour à 1 an, en 1925.

HULTON ARCHIVE/APIC/GETTY

La Bohème, Je m'voyais déjà, Les comédiens, La Mamma, Comme ils disent, Hier encore, For me Formidable, Mourir d'aimer... tous ses classiques, inscrits dans la mémoire collective, ont accompagné la vie des Français. Et pourtant, ces succès semblent ne jamais lui avoir fait oublier le goût amer des débuts. « J'ai fait une carrière inespérée, mais exemplaire. Tout est une question de chance », disait-il. Charles Aznavour était peut-être veinard, il était surtout coriace. Cette résistance était le contrecoup des humiliations endurées à ses débuts. L'homme manquait certainement de rondeur, voulait tout maîtriser, faisait la loi, mais il savait exprimer le désespoir, la peine, la solitude. Il n'était ni un jeune premier, ni un révolutionnaire. Il plaisait parce qu'il faisait entendre la mélancolie et la souffrance. Jean Cocteau l'a tourné plus joliment : « Avec Aznavour, le malheur devient palpable. » C'est bien connu, le drame rapporte plus que le bonheur. Les happy ends amoureux et les gens heureux n'intéressent personne. Pire, ils rendent jaloux. Eternel insatisfait, Aznavour était une fabrique de larmes qui avait le sens du swing.

Eternel insatisfait, le chanteur était une fabrique de larmes qui avait le sens du swing

Chahnour Vaghinag Aznavourian (son vrai nom) naît le 22 mai 1924 à Paris. Ses parents, Micha et Knar, de jeunes artistes fuyant les persécutions dont sont victimes les Arméniens, arrivent dans la capitale en provenance de Turquie, via la Grèce. Le couple apatride espère rejoindre les Etats-Unis avec sa fille Aïda. Il se pose finalement en France à la naissance de Charles. Leur fils poursuivra, lui, le voyage au-delà de l'Atlantique pour devenir le « Sinatra français », celui que *Time Magazine,* en 1998, sacre « artiste de variété du siècle ». Dans les années 1940, le jeune Charles se lance dans la chanson avec le compositeur Pierre Roche, de cinq ans son aîné. A 22 ans, remarqué par Edith Piaf, il devient son chauffeur, son secrétaire, son confident. A la fois homme à tout faire et souffre-douleur. Il accompagne la Môme sur scène au piano, apprend le métier à son côté. Elle le surnomme le « génie con ». Il lui écrit *Plus bleu que tes yeux, Jezebel*. Elle le convainc de se faire refaire le nez. Ses débuts n'ont rien d'un conte de fées. En tant qu'interprète, Aznavour n'a aucun succès. Le musicien n'a pas un organe de baryton. Il essuie les critiques : les perfides Anglo-Saxons le rebaptisent *« Aznovoice »,* les Français « l'enroué vers l'or », « l'aphonie des grandeurs ». Un vrai concours. « Quels sont mes handicaps ? Ma voix, ma taille, mes gestes, mon manque de culture et d'instruction, ma franchise,

C. GOODWIN/REDFERNS/GETTY IMAGES - R. GALELLACOLL. WIREIMAGE/GETTY IMAGES - B. RINDOFF PETROFF/GETTY IMAGES - DPA/MAXPPP - D. DAROLLE/SYGMA VIA GETTY IMAGES - J. ANDANSON/SYGMA VIA GETTY IMAGES


Avec sa fille Katia, alors âgée de 2 ans, à Galluis, dans les Yvelines.

M. GINFRAY/SYGMA VIA GETTY IMAGES

mon manque de personnalité, confie-t-il dans son autobiographie *Aznavour par Aznavour* (1970). Les professeurs m'ont déconseillé de chanter. Je chanterai pourtant, quitte à m'en déchirer la glotte. »

Il était une fois un jeune homme déterminé à renverser les montagnes. Si, dans les années 1950, le vent commence à tourner avec *Sur ma vie* (1954), tout bascule en 1960. Le 12 novembre, sur la scène de l'Alhambra, il joue le tout pour le tout en entonnant un nouveau titre, *Je m'voyais déjà*. Il salue, se retire. Depuis les coulisses, il entend le public l'ovationner. Moins de quinze jours plus tard, sort *Tirez sur le pianiste,* le film de François Truffaut. Aznavour y dévoile sa timidité et sa sensibilité à fleur de peau. Sa carrière est lancée. Il a 36 ans. Malgré son physique de souffreteux, sa voix blanche, il séduit les foules. Ses airs, d'autres les chanteraient sans doute mieux que lui mais il soutient que s'il ne le faisait pas, personne n'aurait envie de les chanter. Ses paroles sortent tout droit du cœur. La panoplie est large. Il y a les petits scénarios où le héros nage dans le malentendu ou l'incompréhension, les prières, les poèmes, les déclarations d'amour. Si on retire les béquilles instrumentales, les mots tiennent debout. Aznavour, ce sont des mélodies et une langue, à la fois crue et poétique.

« Je sais observer, imiter, reproduire. J'aime les personnages que je décris »

Quelques-uns de ses textes ont bousculé la société. Dès 1955, *Après l'amour,* sur l'intimité d'un couple dans ses « draps froissés », est censuré sur les ondes. Au début des années 1970, l'affaire Gabrielle Russier, une enseignante qui s'était suicidée après avoir eu une relation avec un élève mineur, lui inspire *Mourir d'aimer.* En 1972, dans *Comme ils disent,* il aborde l'homosexualité, un sujet longtemps tabou, qu'il développe avec empathie. Il a aussi mis en musique son attachement pour l'Arménie, sa terre de cœur, avec laquelle il a entretenu des liens étroits tout au long de sa vie, devenant l'un de ses porte-drapeaux. Charles Aznavour devait d'ailleurs chantait à Erevan, lors du sommet de la francophonie les 11 et 12 octobre prochain.

D'où vient votre inspiration ? lui demande L'Express, en 2007. « Un artiste ne sort pas du bois en ayant du talent. C'est un caméléon, le résultat d'un nombre de choses vues, entendues, emmagasinées, de rencontres. Peut-on avoir meilleur modèle que les gens qui vous entourent ? *Comme ils disent* vient d'un garçon, Androuchka, qui passait souvent à la maison. Il avait une chatte blanche, la cendre tombait sur ses vêtements... J'ai gardé le geste. Je sais observer, imiter, reproduire. J'aime les personnages que je décris. » Sa confession d'un travesti a connu le succès à l'étranger, sous le titre *She.* Depuis 2017, l'étoile de Charles Aznavour brille sur le *« Walk of Fame »* de Hollywood Boulevard. Un mythe, ça s'entretient. Ses derniers morceaux n'atteignaient pas le succès de ses précédents. A sa plus grande peine.

Dans sa chanson *J'abdiquerai,* sorti sur l'album *Colore ma vie* (2007), le prince Charles évoquait la mort avec ironie : « S'il me reste un beau spectacle à faire/un bel enterrement flatterait mon ego. » Si on doit choisir une bande-son pour accompagner le dernier voyage du crooner français, c'est le refrain d'un de ses airs les plus connus qui nous vient à l'esprit : « Emmenez-moi au bout de la terre, emmenez-moi au pays des merveilles... » ***J. B.***

Charles Aznavour en 10 dates

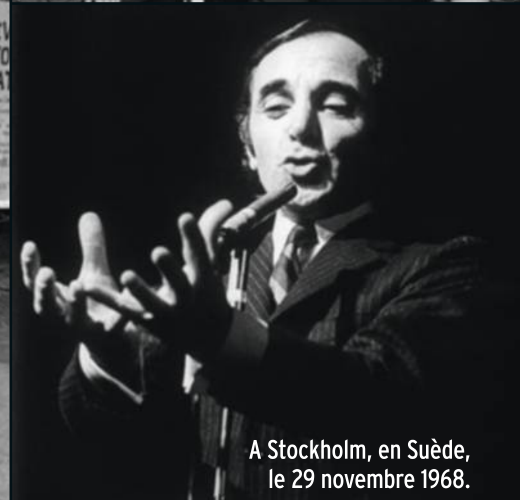
1924 (22 mai) Naissance à Paris.
1933 Premier cachet. Débuts dans de petits rôles au théâtre et au cinéma.
1946 Rencontre Edith Piaf.
1960 *Je m'voyais déjà.* Sortie de *Tirez sur le pianiste.*
1965 *La Bohème*
1972 *Comme ils disent.*
1997 Victoire de la Musique de l'artiste interprète masculin de l'année.
2010 Victoire de la musique d'honneur pour l'ensemble de sa carrière.
2015 *Encores,* son 51e et dernier album.
2018 (1er octobre) Mort à Mouriès (Bouches-du-Rhône).

C. POIRIER/ROGER-VIOLLET - UPI/AFP - SCANPIX SWEDEN/AFP - KEYSTONE/GAMMA-RAPHO - STUDIO LIPNITZKI/ROGER-VIOLLET - M. GINFRAY/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES - PICOT/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES



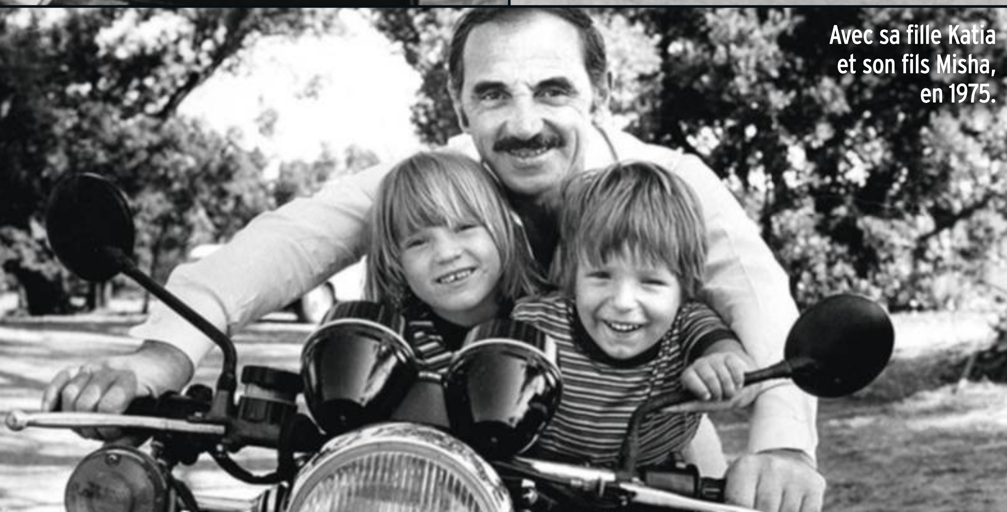
A New York, en mars 1963.


Interprétant *Je t'aime comme ça* au piano, vers le milieu des années 1950.


A Stockholm, en Suède, le 29 novembre 1968.


Le 19 juillet 1966, à Cannes, lors de la remise de ses 12 disques d'or.


Prise de vue à New York, en mars 1963.


Avec sa fille Katia et son fils Misha, en 1975.


Avec Ursula Andress, lors d'une émission de télévision, en février 1976.

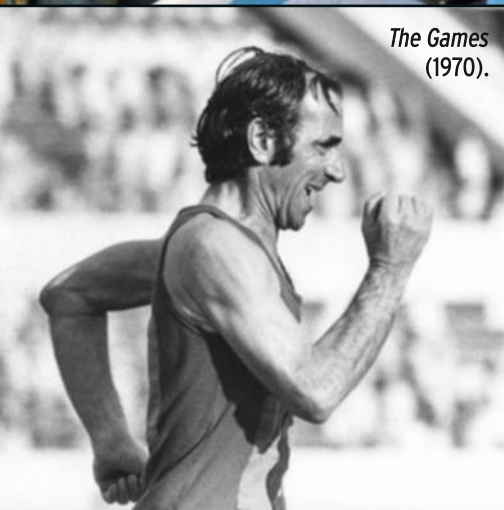

Avec Claire Bloom dans *Haute Infidélité* (1964).

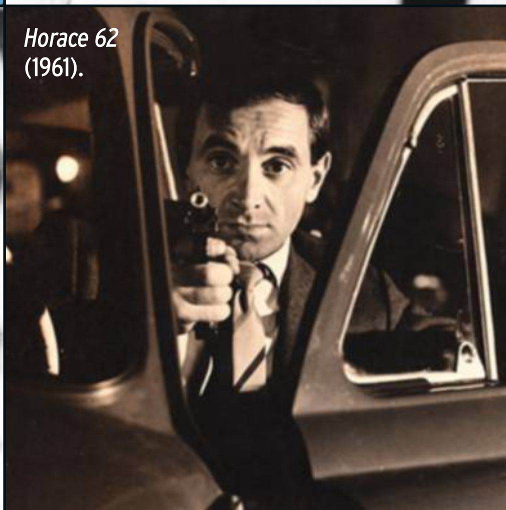



Avec Michel Serrault dans *Les Fantômes du chapelier* (1982).


Un taxi pour Tobrouk (1961).


Tirez sur le pianiste (1960).


The Games (1970).


Horace 62 (1961).


Sur le tournage de *La Métamorphose des cloportes* (1965).

S'il a toujours préféré le music-hall au grand écran, le grand Charles a néanmoins joué dans quelques films aussi cultes que mémorables. Une belle carrière trop discrète.

Au cinéma, les fantômes d'Aznavour

PAR ÉRIC LIBIOT

Comme Johnny Hallyday est apparu en élève et en petit rôle dans *Les Diaboliques,* Charles Aznavour a lui aussi fait ses débuts sur les bancs d'une classe dans *Les Disparus de Saint-Agil.* Il avait 14 ans et, à l'époque – les années 1930-1940 –, il joue les gamins sur les planches. On ne le voit pas vraiment plus longtemps à l'écran que notre rockeur national, les deux rôles ne sont d'ailleurs pas crédités au générique, mais la suite de la carrière de Charles Aznavour comédien a été autrement plus riche.

Sa priorité était bien sûr le music-hall et il a souvent avoué que sa filmographie lui convenait, dans un mélange de fatalisme et de contentement. S'il ne se disait pas acteur, ses meilleurs rôles ont tout de même nécessité quelques dons de comédie – il déclarait ne pas composer au cinéma, mais plutôt être juste lui, alors qu'il était véritablement un acteur de composition. Sur scène, d'ailleurs, il jouait ses chansons – qu'on se souvienne de son interprétation de *Comme ils disent.* Ecrivant des petites nouvelles plus que des textes classiques, si l'on peut dire, Charles Aznavour a sauté le pas des concerts au grand écran avec une facilité déconcertante. C'est en 1960, sous la direction de François Truffaut, excusez du peu, que Charles Aznavour prend véritablement la lumière dans *Tirez sur le pianiste.* Ce deuxième



Dans *Intervention Delta* (1976).

long-métrage du cinéaste, adapté d'un roman noir de David Goodis, exploite la discrétion et la timidité d'un Aznavour qui n'a pas encore pris toute son ampleur. Il y est un pianiste de bar planqué au fond de la salle, aux prises avec des malfrats qui en veulent à son frangin – il accompagne aussi Boby Lapointe dans une célèbre interprétation d'*Avanie et framboise.*

En 1961 sort le cultissime *Un taxi pour Tobrouk* dans lequel il joue un intello juif persécuté – le film se déroule en 1942. Il affronte Lino Ventura et balance du dialogue d'Audiard avec gourmandise. D'un côté, le patron de la nouvelle vague, Truffaut, de l'autre, la famille du cinéma classique, de La Patellière, façon de montrer l'éclectisme d'un comédien qui ne se rangeait dans aucune boîte, préférant colorer sa carrière au gré des propositions.

Il tourne une grosse cinquantaine de films, passant tranquillement de Jean-Pierre Mocky à Volker Schlöndorff, de Claude Lelouch à Atom Egoyan, de Julien Duvivier à Jonathan Demme. La filmographie fait sans doute un peu foutraque mais elle tient finalement la route, surtout si on la compare à celle d'autres chanteurs-comédiens. Son physique – il joue soit les agités soit les anxieux – sa voix, forte, balancée comme un camion sur une autoroute, au timbre légèrement nasillard, donc singulière, sa diction parfaite et assurée qui nourrit des personnages plus grands qu'ils ne sont – il peut être parfait en faux cul –, tout cela dessine un acteur qui aurait sans doute ramassé des prix à la pelle s'il l'avait voulu. Mais non, Monsieur Charles préférait la médaille d'or au music-hall et la bohème au cinéma.

Et puisque souvent, quand les artistes disparaissent, les images sont encore vivantes, on peut retenir deux grands films. Dans *La Métamorphose des cloportes,* de Pierre Granier-Deferre (Simonin et Audiard au stylo), il joue un petit malfrat devenu voyant et gourou, donc escroc, qui se fait rectifier par Lino Ventura. Une magnifique tête à claques doublée d'un somptueux bourre-pif. Et puis, bien sûr, Charles Aznavour est un merveilleux tailleur d'origine arménienne, Kachoudas, face à un assassin joué par Michel Serrault dans *Les Fantômes du chapelier,* de Claude Chabrol, d'après Simenon. La couleur chabrolienne, mais aussi simenonienne, lui va à merveille. L'ambiance des petites gens, des invisibles, des coins de rue, des volets fermés, des chuchotements. Tous ces personnages qu'il a fait vivre sur scène et à qui il a donné un destin plus grand que nature. Acteur, Charles Aznavour était aussi le héros de ses chansons. ***E. L.***

Acteur, il aurait sans doute ramassé les prix à la pelle s'il l'avait voulu

V. MACON/AFP - PICTURE ALLIANCE - DOCUMENTO FILMS/GETTY IMAGES - M. DOLE/PHTO 12 - 20TH CENTURY FOX/THE KOBAL COLLECTION/AURIMAGES - V. ROSSEL/BRIDGEMAN IMAGES - COLL. CHRISTOPHEL/RNB/LES FILMS DE LA PLÉIADE - RUE DES ARCHIVES - GETTY IMAGES

Après avoir affronté les tempêtes du Pacifique, Catherine Poulain arpente la Provence avec des saisonniers. Rien de clément pourtant dans ce *Cœur blanc*. Rencontre.

L'embrasement des sens

PAR MARIANNE PAYOT

Elle se roule une cigarette. Plantée devant le porche de son éditeur, boulevard du Montparnasse, à Paris, Catherine Poulain inhale une première bouffée et sourit. En apparence, rien n'a changé. Même voix fluette, même corps frêle, même jean serré, et toujours ces mains massives, impressionnantes. Que d'événements, pourtant, depuis la parution, en février 2016, de son premier roman, *Le Grand Marin,* fruit savoureux de ses années de pêche en Alaska. Plus de 250 000 exemplaires vendus, une dizaine de prix et de traductions, un tour de France des Salons du livre et des librairies, et un tourbillon médiatique.

Mais Catherine Poulain, 58 ans, qui a déjà connu mille vies et affronté mille tempêtes, a tenu bon. Elle a quitté son métier de bergère, s'est installée dans le Médoc et s'est remise à l'écriture. De ses carnets de notes, noircis à partir de ses 23 ans, lorsqu'elle était saisonnière en Provence, elle a tiré un roman charnel, emballant, envoûtant, violent aussi, pas consensuel pour un sou. Au centre de son *Cœur blanc,* la communauté des saisonniers agricoles des années 1980 et 1990, immigrés pour la plupart, « bande de pue-des-pieds, de boit-sans-soif, de crève-la-faim ». Parmi eux, deux fortes femmes, Rosalinde, l'Allemande aux cheveux rouges, et Mounia, la jeune Kabyle. « J'ai eu envie de casser l'image du *Grand Marin,* explique Catherine Poulain, les yeux brillants. Ici, il n'y a pas la grandeur de l'océan, le corps-à-corps sanglant avec les poissons que certains trouvent magnifique. » Mais une terre âpre, aussi belle qu'angoissante, et une humanité dure et tendre à la fois. Retour sur la naissance d'une œuvre en compagnie de son auteure, plus déterminée et authentique que jamais.

LES FRUITS DU SUCCÈS

« Je n'ai pas compris ce succès. J'étais affolée : était-ce une chance ou une malchance ? N'étais-je pas en train de tout perdre ? Moi qui voulais rester un quidam toute ma vie, allais-je pouvoir écrire comme avant ? Mais j'ai adoré faire le tour des librairies, une expérience extraordinaire. J'étais un peu sauvage : bergère, je ne voyais pas grand monde, j'étais complètement décoiffée et, tout d'un coup, j'ai découvert que les gens étaient bienveillants. Je me suis mise à parler davantage. Et j'ai acheté dans le Médoc, le berceau familial, une vieille petite maison rouge, où il y a tout à faire. Pendant un an, j'ai bricolé. L'argent n'a rien changé à mon mode de vie, contrairement à ce que pensaient certaines personnes de mon entourage. Cela m'avait troublée, un médecin m'a rassurée : "Ne vous inquiétez pas, ils projettent." Mon seul luxe, c'est ma voiture, une Diane. Je me suis juste acheté une paire de chaussures, des outils pour ma maison – enfin ! j'ai toujours rêvé de beaux outils – et une tronçonneuse. Je suis contente, je peux faire mon bois. »

Authentique
L'auteure du *Grand Marin* (ici, le 24 septembre dernier) publie *Cœur blanc*, un roman charnel, envoûtant.

MATHIEU ZAZZO POUR L'EXPRESS

DE LA MER À LA TERRE

« En Alaska, j'aimais pêcher, faire partie intégrante de cette vie, être au cœur du souffle, comme les hommes. Pour moi, la vraie libération, c'est la mer. Comme pour la petite Mounia de mon roman, qui pense que les voitures sur l'autoroute et le vent dans les arbres font un bruit de vague. Mais j'ai adoré faire ces saisons en Provence, être en plein soleil, quand ça brûle de plus en plus. J'ai aimé travailler dehors. Ici, j'ai écrit et créé une géographie, je ne veux blesser personne, surtout pas les agriculteurs qui ont une vie dure. J'ai imaginé un village du Vaucluse, "Pont-de-l'Aygues", un de ces villages encaissés entre des montagnes impitoyables, où les personnages peuvent se sentir enfermés – des Aygues, il y en a plein, "aygue" veut dire "eau" en provençal. »

"L'été ne va pas sans la morsure du soleil... Tout ce qui est intense, tout ce qui vous dévore me plaît"

L'ÉTÉ AUX TRIPES

« J'aime beaucoup l'automne, j'aime bien l'hiver parce qu'il faut se battre, évidemment le printemps est merveilleux parce qu'on sort de l'hiver et qu'on a eu froid, mais, comme Mounia, j'ai l'été aux tripes. La fin de l'été, c'est le déclin, c'est tragique. Mounia le dit : "L'été nous a laissés tomber une fois de plus." On aimerait un été qui dure toujours, qui monte toujours plus haut, et là j'ai songé, il va monter si haut que le drame va arriver : le feu. L'été ne va pas sans la morsure du soleil, le zénith en est l'apogée. Tout ce qui est intense, tout ce qui vous dévore me plaît. Il faut apprendre à donner son corps à fond pour ne faire qu'un avec l'action, ne faire qu'un avec la "brûlance". Je parlais de cette folie de l'été à ma mère quand j'étais jeune et elle me disait : "Arrête, ma fille, tu vas juste finir comme Van Gogh avec la tête éclatée." Ça, les gens ne le comprendront pas car on vit dans un monde mesuré, contrôlé, où la fuite n'a pas bonne presse. J'ai écrit ce livre car je suis agacée par cette vie pétrie de besoin de sécurité. »



SAISONNIERS À LA PEINE

« Pendant des années, j'ai planté les lavandes, préparé les greffons, travaillé la vigne, récolté des olives, du tilleul, des cerises, des abricots, des asperges... Tout est pénible. Tout travail physique est épuisant, il s'agit juste de l'accepter. Moi, j'adorais être fatiguée, j'étais dans la danse. Le corps se défend, puis s'habitue, s'endurcit. Il fatigue, calme, apaise. Dans ce roman, qui se déroule entre les années 1986 et 1996, je n'ai pas voulu parler de la pénibilité, mais de l'accueil réservé à ces saisonniers, immigrés clandestins pour la plupart. Ils sont le plus souvent maltraités, vivent dans des cabanons sans eau ni électricité. Il n'y a pas beaucoup de respect là-dedans mais la peur est des deux côtés. Les saisonniers cultivent parfois la défiance, et ont presque une fierté à se dire : "Nous sommes des clandestins, nous sommes des errants, d'une autre race." Très différents des sans-papiers marocains des années 1980, les immigrés de 1996 n'ont plus de racines, ils sont comme des pierres qui roulent. Ils travaillent, se défoncent, travaillent... »

BIÈRE EUPHORISANTE

« "Nous buvons et buvons encore puis nous tombons. Etrange jeu de massacre. Nous nous relevons le lendemain, la tête éclatée et les neurones en miettes." : c'est formidable l'écriture, on peut rajouter une bière, en envoyer une autre, et encore une autre... La bière, c'est la boisson parfaite. Ça "désoiffe" et ça réconforte quand on a bien travaillé. On est bien, ça arrondit les angles et ça euphorise. Sauf que certains ne savent plus s'arrêter. Et l'hiver, c'est très triste, les gens se réfugient dans les rades pour mieux dériver. Il n'y a plus d'espoir. La violence peut surgir. Je me suis amusée à en mettre une dose. J'ai voulu leur en donner, de l'alcool, de la drogue, de l'excès qui tue. Comme lorsque Rosalinde reçoit des coups de son compagnon. Mais, en réalité, elle a un couteau, elle pourrait se défendre, c'est lui qui est plus à plaindre qu'elle. Je fais mourir un enfant, aussi, certes plein de violence et de haine, mais c'est le thème le plus tabou qui soit. Cela va choquer, sûrement. Attention, tous les saisonniers n'agissent pas ainsi. Il s'agit ici d'une histoire, l'histoire d'un embrasement. »



Epuisant Travailleurs saisonniers marocains au ramassage des tomates.

J. WINDENBERGER/SAIF IMAGES

LES EFFLUVES DU DÉSIR

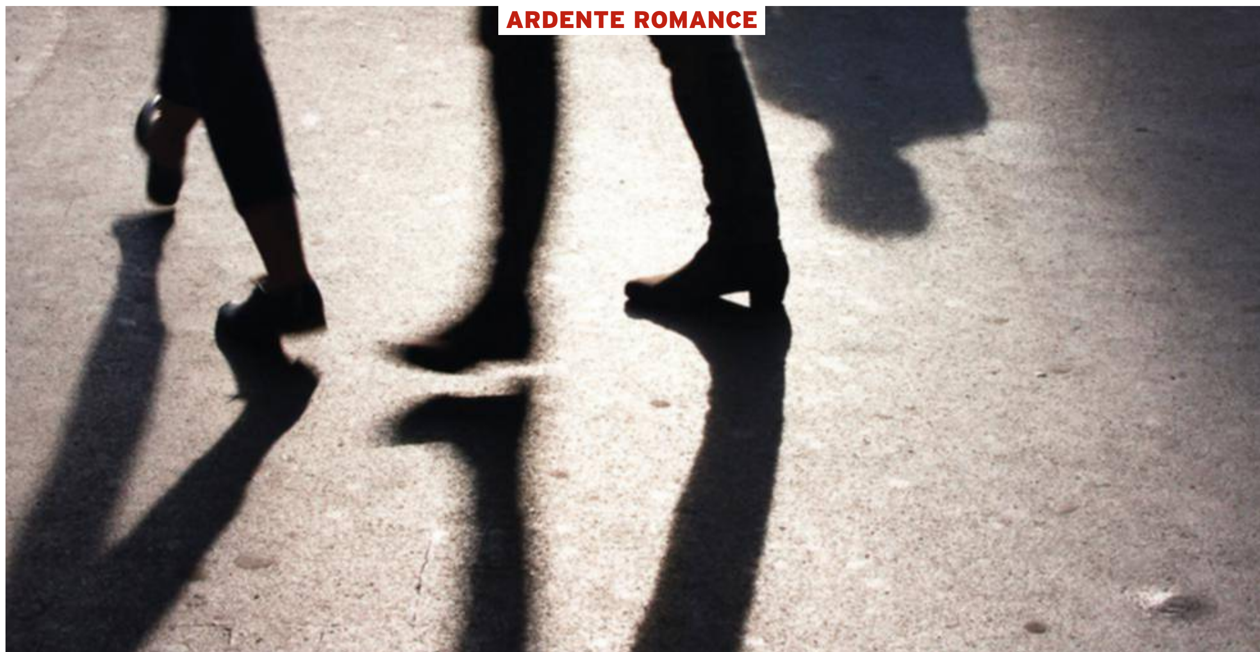
« J'ai voulu écrire une histoire sur le désir, ce "sale désir, sournois, menteur, qui s'impose toujours, envahit, investit, serpent qui paralyse, jusqu'à sa chute qui vient toujours". Tous ont ce désir qui les tue : le désir de justice, le désir de l'ailleurs, le désir d'aller plus loin, le désir des morsures du soleil ou de celles des hommes et des femmes. Comme tous ces saisonniers vivent avec leur corps en pleine nature, ils ont ce côté animal qui, à mes yeux, est normal. Nous étions parfois comme des petites bêtes, très isolés du monde. Et ces corps vivants ont des odeurs, des effluves, de tabac, de fruits rouges, de sueur, d'alcool, je suis contente de les avoir évoquées, elles font partie du monde. »

LE PRIX DE LA LIBERTÉ

« Ces années de récolte ont été pour moi synonymes de liberté, une liberté gagnée sur le froid, la chaleur, le travail dur. Mais j'étais dehors, je me sentais vivante. Une fois la saison finie, il fallait retrouver du travail. Il y a là une espèce de nomadisme qui me convenait parfaitement. Tout cela me manque aujourd'hui. Heureusement que j'ai ma maison rouge à bricoler. Sans elle, je deviendrais folle. Je dispose d'un immense jardin et comme je veux construire des cabanes dans les chênes, et des passerelles entre elles, qui sont autant d'espaces de liberté, je crois que rien ne sera jamais terminé. Et puis il y a la liberté de l'écriture et de la fiction. Au début, je n'osais pas inventer et donner du "je" à une fille de harkis, m'approprier une histoire qui n'était pas la mienne. Finalement, j'ai compris que j'avais tous les droits. J'ai pris aussi la liberté d'écrire cette fin, terrible. J'étais attablée, en pleine obscurité, dans la cuisine de ma petite maison glacée et je pleurais. Comme beaucoup, je préfère les livres de Barbara Cartland qui se terminent bien, mais non, c'est le destin, on ne peut pas arrêter le cours des choses quand elles s'embrasent. Il y a un point de non-retour. Pendant un temps, je déclarais à tout le monde : "J'ai fini mon livre, mais je le déteste." Maintenant, je l'ai apprivoisé, je commence à l'aimer. » ***M. P.***

Le Cœur blanc, *par Catherine Poulain. Ed. de l'Olivier, 256 p., 18,50 €.*

ARDENTE ROMANCE


ISTOCK

ROMAN

Immortel premier amour

Julian Barnes est un maître. Qui sait disséquer l'usure du temps, les défaillances de la mémoire, le poids des remords et les mœurs anglaises. A 72 ans, l'auteur de *Love, etc.*, prix Femina étranger 1992, s'attaque à l'amour. Frappé par le chagrin depuis la mort de sa femme, la célèbre agent littéraire Pat Kavanagh, en 2008, Julian Barnes trempe sa plume dans le breuvage complexe du sentiment amoureux comme pour ressusciter ses émotions d'antan. Evidemment, l'ardente romance à la fin des années 1960 entre Paul, le narrateur, jeune étudiant, et Susan, 48 ans, mariée à Gordon et mère de deux filles, est à mille lieues de sa propre histoire, mais elle lui permet, ici et là, de s'approprier quelques réflexions de gamin ébloui par les choses du cœur, telles que : « J'avais 19 ans, et je savais que l'amour était incorruptible, à l'épreuve du temps et de la ternissure. » Elle lui permet aussi de livrer des pages superbes sur le libre arbitre, la peur, « inhérente à notre condition mortelle », le bon, le mauvais et le sexe triste, « le plus triste de tous ». Même en ces années de révolution sexuelle, dans cette grande banlieue résidentielle, havre de la classe moyenne rivée à son église, son parcours de golf et son club de tennis, la réprobation familiale et sociale à l'égard des amants flaubertiens est immédiate. Enflammé par « l'irrévérence et le rire d'esprit libre au spectacle du monde » de Susan, Paul n'en a cure. Tout lui semble « simple et évident ».

Les voilà à Londres. Nouveau chapitre. Tout change, même le style du récit, le « je » s'effaçant devant le « vous » et la vie rêvée devant la réalité. Car tous ces souvenirs ne sont-ils pas faux ? Paul en convient : « Il y a des choses que j'ai laissées de côté. » Et pas des moindres. Gordon, le mari, n'est pas l'homme relativement cool que l'on croit. C'est une brute, qui boit trop et frappe sa femme. Habitée par une peur panique et le chaos, Susan tâte bientôt du cocktail alcool-antidépresseurs, s'égare, se détruit. La vie oscille, Paul est toujours là. Jusqu'à ce que la pitié et la colère prennent le dessus. Faut-il aimer moins pour moins souffrir ? Un premier amour détermine-t-il une vie pour toujours ? Réponses, tout en subtilité, de maître Barnes. ***M. P.***



LA SEULE HISTOIRE
par Julian Barnes, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Aoustin.
Mercure de France, 272 p., 22,80 €.
17/20

LE DISCOURS

PAR FABRICE CARO.
GALLIMARD, 208 P., 16 €.
17/20



Essayez de vous souvenir : quand avez-vous pouffé ou ri nerveusement pour la dernière fois en lisant un roman ? Il y a des mois ? Des années ? Nous avons une excellente nouvelle : *Le Discours,* de Fabrice Caro, est un petit livre irrésistible, loin, très loin, de toutes les lourdes machineries littéraires de la rentrée. Précision : ce Fabrice Caro n'est autre que Fabcaro, auteur de bande dessinée plébiscité pour son fabuleux *Zaï zaï zaï zaï* (150 000 exemplaires vendus). La très honorable maison Gallimard, qui avait déjà publié un premier roman de Caro voilà dix ans, s'est d'ailleurs fendue d'un pétulant bandeau orange pour celui-ci : « Par l'auteur de la BD *Zaï zaï zaï zaï* »... Le discours fait un peu penser, par sa scénographie, à *Cuisine et dépendances,* du duo Bacri-Jaoui. Il se déroule le temps d'un repas de famille. L'action, si l'on peut dire, se limite à deux choses : une sœur demande à son frère de préparer un discours pour sa cérémonie de mariage ; ce frère, lui, ne songe qu'à reconquérir sa dernière fiancée, partie quelques semaines plus tôt. S'entremêlent donc dans son esprit des projets de discours – dans l'un, il imagine, un brin pervers, inviter sur scène Robert Léonard, un sosie du chanteur Herbert Léonard – et des tentatives désespérées d'écrire un texto à cette fiancée enfuie, rencontrée un jour où il avait volé un CD de Claude Barzotti à la Fnac, ce qui ne constitue pas forcément un bon début... Fabcaro manie à merveille le *running gag* et l'art de la chute. Il sait aussi soudainement partir en vrille dans l'absurde. Au passage, il raille la mièvrerie contemporaine, type « la vie est un vélo rouge sans petites roues », les petites lâchetés amoureuses au temps du SMS, et les convives insupportables qui parlent du permafrost pendant des heures. En un mot, c'est bien la première fois qu'on aurait aimé qu'un discours de mariage soit plus long... ***J. D.***

L'ARBRE MONDE

PAR RICHARD POWERS,
TRAD. DE L'ANGLAIS (ETATS-UNIS) PAR SERGE CHAUVIN.
CHERCHE MIDI, 550 P., 22 €.
17/20

Le roman écologique va-t-il gagner en notoriété à mesure que l'urgence climatique deviendra plus prégnante ? Avec *L'Arbre monde,* en lice pour le Man Booker Prize, l'Américain Richard Powers lance une lourde pierre dans le fourmillant jardin de ce genre littéraire. Fort d'une ambitieuse somme de 550 pages, l'écrivain raconte comment, enivrée par son attrait pour la technologie et le virtuel, l'humanité s'est peu à peu détournée du règne végétal, pourtant infiniment plus résistant et plus enraciné dans l'univers que le règne humain. Neuf personnages principaux se distinguent par une conscience environnementale aiguë, surgie plus ou moins tardivement au cours de leur vie. Parmi eux, une chercheuse



en sylviculture qui découvre que les arbres communiquent entre eux, un vétéran du Vietnam reconverti en activiste radical, un sociopsychologue surdoué spécialisé dans l'analyse des comportements face aux catastrophes, un avocat en droit de propriété qui se demande si les arbres ne devraient pas disposer d'un statut juridique, au même titre que les humains. Et un jeune artiste dont l'ancêtre, fasciné par un miraculeux châtaignier planté dans son jardin de l'Iowa, photographie cet arbre une fois par mois jusqu'à sa mort. Séparées dans un premier temps, ces trajectoires convergent autour de la défense d'un vieux séquoia de Californie. Dans cette impressionnante éco-épopée (écopée ?), Richard Powers remet la nature et les arbres au cœur de l'histoire du monde. Dommage que sa majestueuse forêt, à la fois hyperréaliste et fantastique, nous perde parfois dans les longueurs touffues de ses ramifications. ***E. Le.***



LE CHOIX DE DAVID FOENKINOS

Le binoclard et l'éclopé

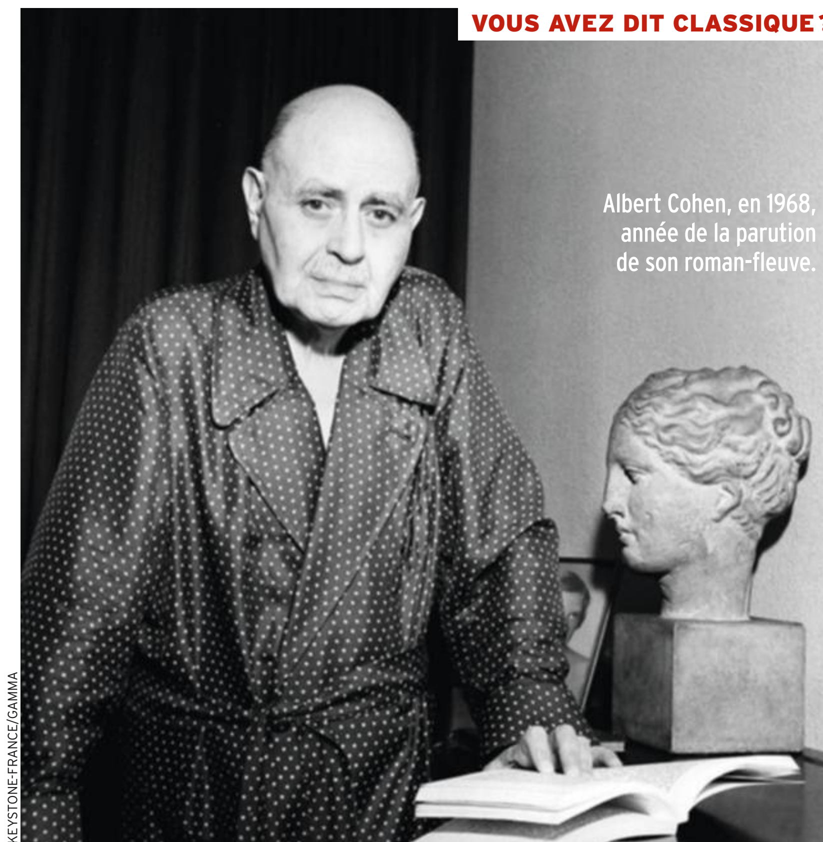
Jérôme Attal a publié une dizaine de romans qui reflètent son humour et son charme d'éternel adolescent. Il s'essaie pour la première fois à la rentrée littéraire avec un sujet en or. Un combat pas tout à fait équilibré entre Jean-Paul Sartre et Alberto Giacometti dans le Paris des années 1930. L'anecdote initiale, si savoureuse, a été relevée dans les entretiens de Balthus. Le sculpteur italien, renversé par une voiture (une américaine conduite par une Américaine !), se retrouve à l'hôpital. Une réplique signée Sartre lui parvient alors à l'oreille : « Il lui est enfin arrivé quelque chose ! » Giacometti y voit un affront terrible. Dès qu'il sort, il se met en quête d'aller casser la gueule du binoclard préexistentialiste. C'est le début d'un récit rocambolesque où l'on croise toutes sortes d'artistes qui deviendront célèbres. Une scène du livre frôle le culte quand Sartre, qui, tout fier, s'apprête à publier son premier roman chez Gallimard, se rend chez son opticien : « Je viens de finir un roman. J'ai besoin de lunettes pour me relire. » Il en vient à dévoiler son titre, *La Nausée,* qui interloque le commerçant. Il y voit carrément un suicide commercial : « Vous vous foutez de moi ? Et pourquoi par *Le Vomi,* tant que vous y êtes ? » Sartre passera son temps ensuite à « tester » son titre. Jérôme Attal met dans sa bouche des répliques tout à fait géniales : « Le théâtre c'est bien, parce que tu peux filer tes angoisses aux acteurs. » Tellement juste ! Quant à Giacometti, il lui fait dire : « J'ai toujours le sentiment de la fragilité des êtres vivants. » Une phrase qui pourrait être la devise de son travail. Parolier, notamment pour Johnny Hallyday, Attal donne envie de chanter cette époque foutraque où les génies s'amusaient comme des enfants.



37, ÉTOILES FILANTES

PAR JÉRÔME ATTAL.
ROBERT LAFFONT. 324 P., 20 €. **15/20**

VOUS AVEZ DIT CLASSIQUE ?


Albert Cohen, en 1968, année de la parution de son roman-fleuve.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA

Belle du seigneur

Tous les mois, Charles Dantzig relit un classique de la littérature.

Depuis quelques années, les esprits forts ont décidé que *Belle du seigneur* était un roman mièvre, sentimental, écœurant, trop fille. Trop juif aussi, probablement, mais cela, ils n'osent pas le dire. On sait que l'intransigeance des esprits forts n'est qu'une imitation de milieu, et qu'ils ne sont jamais que des chiots jappant ensemble au passage d'un gros chien. Comme tous les grands romans, *Belle du seigneur* survit à ses détracteurs. Mieux, il survit à ses adorateurs. Les fans ont tendance à vouloir enfermer leur idole dans leur interprétation. *Belle du seigneur* n'est pas plus un manuel romancé de l'exceptionnalité juive qu'un loukoum en forme de cœur. Non seulement il ne plaide pas, mais il n'a pas d'histoire ou presque ; car qu'est-ce que ce succulent roman qui combat la sentimentalité par la ruse et la ruse par la sincérité, sinon le cocuage d'un imbécile puéril par sa femme et son amant qui se suicident à la fin ?

Quand on a dit cela, on n'a rien dit : tout bon roman est une histoire de personnages. Et *Belle du seigneur,* c'est le sublime emmerdeur tourmenté nommé Solal, c'est la délicieuse moqueuse à caprices nommée Ariane, c'est l'incompétent imbécile nommé Adrien Deume (le mari d'Ariane), c'est sa Mme Verdurin de mère, Antoinette Deume, qui se croit élégante parce qu'elle dit « potage » au lieu de « soupe » (et même « potaze »), c'est l'adorable oncle Saltiel, dandy timide vénérant son neveu Solal. Celui-ci monte une machination pour coucher avec Ariane ; coucher est un mot vulgaire pour ce qu'il vise ; et ce qu'il vise, ce qu'Ariane vise, c'est l'idéal. *Belle du seigneur* est le roman de l'idéalisme dans un monde pratique. Comment s'aimer, charnellement et spirituellement, quand le « social » (la grande haine d'Albert Cohen) ronge tout autour de lui, quand la « babouinerie » (la grande haine de Solal, c'est l'admiration de la force et la servilité virile) abaisse tout élan, quand le temps du travail fait de la vie des hommes une caserne, quand l'amour n'est estimé que s'il est coucherie ?

Belle du seigneur, paru en 1968, est la bombe qui a achevé la littérature réaliste du XIX[e] siècle. Cette épaisse qui s'éternisait avait déjà été dégraissée par le nouveau roman, puis réduite à l'os par Samuel Beckett : Cohen, faisant tout le contraire, un objet baroque, achève les minuties parfois graveleuses des Daudet, des Goncourt, des Maupassant et les maçonneries des Martin du Gard. Publié au XX[e] siècle, ce roman est XVII[e] par son mélange de farce et de sublime, dont le sublime. Saltiel, Mangeclous, Adrien Deume et ses parents sont la base en chantilly d'où s'élèvent, fiole d'éther et cachets dans leurs mains jointes, Solal et Ariane. C'est le plus beau gâteau de suicide de la littérature française. ***C. Dg***



À PARAÎTRE LE 25 OCTOBRE
SOLAL ET LES SOLAL. SOLAL, MANGECLOUS, LES VALEUREUX, BELLE DU SEIGNEUR
PAR ALBERT COHEN. GALLIMARD/QUARTO, 1664 P., 32 €.

PLEURER DES RIVIÈRES

PAR ALAIN JASPARD. EDITIONS HÉLOÏSE D'ORMESSON, 192 P., 17 €.
16/20



Si « la valeur n'attend point le nombre des années », comme l'écrivait Corneille, elle peut aussi s'étoffer avec l'âge. Prenez Alain Jaspard, réalisateur et scénariste, qui a notamment adapté des livres jeunesse en séries animées (*Tom-Tom et Nana,* notamment) : à 78 ans, il publie son premier roman et c'est un coup de maître ! *Pleurer des rivières,* titre d'une chanson de Boris Bergman, merveilleusement interprétée par Viktor Lazlo en 1987, n'a rien de larmoyant. Enfin presque. Disons qu'il s'agit d'une partition originale, où se croisent des personnages que tout oppose, déployant un large éventail de situations et d'émotions – au risque de déconcerter. Le tout d'une plume vive, gouailleuse, souvent crue, très savoureuse. Il aura suffi d'un coup « pas très réglo » proposé par Sammy à son jeune cousin Franck pour que tous les deux, Gitans d'Argenteuil, atterrissent chez les flics. Leur avocat commis d'office, Julien, brillant fiscaliste par ailleurs, évite la prison à Franck et fait la connaissance de sa femme, Mériem, enceinte de leur huitième enfant... à 28 ans. Or Séverine, l'épouse de Julien, n'arrive toujours pas à en avoir. « Quand tu penses comment moi, je fais des mômes en veux-tu en voilà rien qu'en regardant Mériem d'un air gourmand, y'en a qui ont moins de chance que d'autres », philosophe Franck. La chance, justement, tient peut-être à la rencontre de ces deux couples. Mais la légalité, elle, se fiche bien de la chance... Non content d'évoquer avec empathie les « gens du voyage », Alain Jaspard s'empare de thèmes très actuels, des bobos parisiens aux évadés fiscaux, en passant par l'excision et le racisme. « Le royaume des larmes est mystérieux, n'y entre pas qui veut », écrit-il. Mais le lecteur, lui, entre dans son livre comme un couteau dans le beurre. Fortiche. ***D. P.***

MÉMOIRES D'UN BARBARE



F; GUILLOT/AFP

Cher phacochère

On aurait pu s'attendre à un ouvrage bâclé, perdu dans les effluves de Ricard. C'est tout le contraire. Ce livre de souvenirs du Professeur Choron, cocréateur de *Hara-Kiri,* est construit, surprenant, parfois même profond. Le bandeau très gaullien qui ceint le livre le résume à merveille : « Mémoires de guerre et d'humour ». Car avant d'être ce célèbre chef de bande chauve galvanisant les Reiser, Cabu et Wolinski, Georges Bernier (1929-2005), son vrai nom, fut un rejeton du lumpenprolétariat. Sa jeunesse de chemineau sans le sou, errant de petits boulots de plâtrier en hôtels sordides, serre le cœur. Douze métiers, treize misères, comme disait Céline…

Puis Choron s'engage dans l'armée, devient sous-off, part faire la guerre d'Indochine, tombe amoureux d'une Asiatique et mange du foie humain. Au fond, Choron restera ce barbare, un phacochère lâché dans un champ de maïs, comme le décrivait Cavanna. La suite, c'est la fondation de *Hara-Kiri,* la guerre contre la censure (il est l'auteur du fameux « Bal tragique à Colombey – un mort »), les négociations permanentes avec les imprimeurs, les bouclages arrosés. Selon lui, si les membres de l'équipe sont restés soudés si longtemps, c'est parce qu'ils n'ont jamais dîné une seule fois ensemble avec leurs épouses. Le côté boutiquier patron de PME de Choron ne fera jamais de lui un homme de gauche, contrairement à ses petits camarades. Il n'était pas non plus exactement un militant #MeToo. On mesure aussi combien l'alcool a pu attiser la créativité verbale du Professeur, tout en faisant de sa vie un chaos permanent. Ces Mémoires ne sont pas écrits en argot, mais en choron, une langue à part, parfaitement restituée par son coauteur et confesseur, Jean-Marie Gourio, qui écrit dans sa préface : « Choron était un monstre de vie. » On ne saurait mieux dire. A noter qu'une bibliographie très complète de la bande de *Hara-Kiri* achève de faire de cet ouvrage un objet hautement recommandable. ***J. D.***

VOUS ME CROIREZ SI VOUS VOULEZ
PAR LE PROFESSEUR CHORON. WOMBAT, 320 P., 22 €. **16/20**

ROMAN

LES CHANTS DU LARGE
PAR EMMA HOOPER, TRAD. DE L'ANGLAIS (CANADA) PAR CAROLE HANNA. LES ESCALES, 368 P., 20,90 €. **17/20**



C'est une île de Terre-Neuve, punaisée entre le golfe du Saint-Laurent et le Groenland. Au sud s'élèvent des mélèzes et des sapins charbonneux. Au nord se répandent des caribous, des kilomètres de lichens et de rochers, et des tourbières qui sirotent la pluie. Autour, la mer, ses morues vert et argent autrefois si nombreuses et sources de revenus. En 1992, il n'y en a plus. Bateaux de pêche en cale sèche, pétrels et mouettes envolés. Les habitants se font la malle. Les Connor ont choisi de résister jusqu'à l'expulsion annoncée. Aidan et Martha se relaient un mois sur deux pour travailler dans l'Alberta, dans l'ouest du Canada, sur un site de gaz et de pétrole. En l'absence de l'un ou de l'autre, leurs enfants trouvent à rêver. Cora, presque 15 ans, travestit les maisons vides en pays. La Thaïlande, le Mexique, l'Angleterre rutilent entre les murs, mirages d'autres mondes dans un néant de brume. Finn, accordéoniste de 11 ans, traque les poissons qui ramèneraient ses proches et écoute les histoires de Mme Callaghan. Celles de ses parents et de l'arrivée des premiers Irlandais sur l'île, torsadées de mythes et de sortilèges par la vieille dame. La magie s'empare des pages salées au vent d'hiver. Le désarroi d'être arraché à ses racines devient fable charmeuse, enluminée de sirène en pull marin, de chansons voltigeant dans la nuit et de serpents transformés en morues par l'océan. Emma Hooper, musicienne dans la vie, déjà auteure d'un premier livre empreint de féerie, écrit comme jadis on se chuchotait des épopées, à la veillée. Son verbe mélodieux épouse les nostalgies et les illusions fiévreuses d'un petit garçon qui croit aux prodiges. A une nouvelle Atlantide créée de ses mains. Pourquoi pas ? Tout peut advenir dans ces *Chants du large* définitivement ravissants. ***S. B.***

LE POIDS DU MONDE

PAR DAVID JOY, TRAD. DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS) PAR FABRICE POINTEAU. SONATINE, 320 P., 21 €.

17/20



Le Poids du monde résonne comme un disque de blues tournant dans une caravane rouillée, ampoules allumées à moitié grillées, quand le jour n'est plus. Il souffle la complainte bouleversante des oubliés qui se raccrochent à des lucioles électriques par peur du noir et du désespoir. Les Appalaches ont cet effet sur les écrivains qui en connaissent les reliefs et les déveines à force d'y vivre. A l'instar de Ron Rash, David Joy concocte ses spleens parmi leurs dégringolades de granit et leurs zonards démantibulés depuis son premier roman, *Là où les lumières se perdent*. Les falaises où s'empale l'azur, les cascades où se reflètent les cerfs et les lauriers, surfilent sa nouvelle ode à l'innocence saccagée. Majesté d'une nature indocile qui avive le drame. Là-bas, à Little Canada, en Caroline du Nord, le rêve américain s'est cramé les ailes dans l'explosion de la bulle immobilière. Plus de boulot, plus d'avenir. La porte ouverte au pire. Les épouses tabassées, les hommes qui se brûlent la cervelle après avoir buté leur femme et les gosses poussés tous seuls, en barbelés. April, Thad et Aiden portent ces cauchemars sur leurs épaules. Thad a cru y échapper en allant combattre en Afghanistan à 18 ans. Il est revenu du sang plein les yeux, qu'il tamponne à la came et à la picole. Vétéran disloqué à même pas 25 ans. Privé d'amour. April, sa mère tout en ecchymoses, le hait depuis sa naissance. Il a grandi, vaille que vaille, avec Aiden, son pote orphelin, son ami d'enfance et de solitude, dans un mobile home. A ces trois-là, la poisse mord le crâne. Un sac de dope volé à un dealer mort et la guigne resserre ses mâchoires. Equipée sauvage de la faute à pas de chance, *Le Poids du monde* étoile ses nuits obscures d'éclats de rire et de douceur. Rien n'est perdu avec David Joy. Ni la fraternité ni la tendresse, offrandes chavirantes de héros en verre filé. Car ils peuvent rouler des muscles de durs à la douleur, ils ne sont que fragiles. Affamés de lumière. L'auteur étale les aquarelles de la voie lactée dans le ciel et la nacre de la lune sur l'arrondi d'une hanche nue pour que leurs extases, fussent-elles fugaces, ne meurent pas. Parce que c'est tout ce qui leur reste. ***S. B.***

Guide réalisé par Eric Libiot, avec Sandra Benedetti, Jérôme Dupuis, Estelle Lenartowicz, Marianne Payot et Delphine Peras.

Palmarès Le top 15 des meilleures ventes de poches

N°	**Titre** Auteur (Editeur)
1	**La Tresse** Laetitia Colombani (Le Livre de poche)
2	**Ta deuxième vie commence quand tu comprends que tu n'en as qu'une** Raphaëlle Giordano (Pocket)
3	**Un appartement à Paris** Guillaume Musso (Pocket)
4	**Chanson douce** Leïla Slimani (Folio)
5	**Le parfum du bonheur est plus fort sous la pluie** Virginie Grimaldi (Le Livre de poche)
6	**La Dernière des Stanfield** Marc Levy (Pocket)
7	**Au fond de l'eau** Paula Hawkins (Pocket)
8	**Famille parfaite** Lisa Gardner (Le Livre de poche)
9	**Quand sort la recluse** Fred Vargas (J'ai lu)
10	**L'Amie prodigieuse** Elena Ferrante (Folio)
11	**Petit pays** Gaël Faye (Le Livre de poche)
12	**Mémé dans les orties** Aurélie Valognes (Le Livre de poche)
13	**La Vérité sur l'affaire Harry Quebert** Joël Dicker (De Fallois)
14	**Une vie** Simone Veil (Le Livre de poche)
15	**Les Quatre Accords toltèques. La voie de la liberté personnelle** Don Miguel Ruiz (Jouvence)

Retrouvez le palmarès le mercredi avec Yves Calvi, dans Laissez-vous tenter, à 9 heures, sur RTL. Réalisé par Edistat, du 2 juillet au 23 septembre 2018, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



Le Monde FESTIVAL

aimer / 5-7 OCTOBRE 2018

CHIMAMANDA NGOZI ADICHIE
BARBARA HANNIGAN
OCÉAN
CYNTHIA FLEURY
ARLETTE FARGE
CLAIRE DENIS
ARIANE ASCARIDE
KAMEL DAOUD
ADÈLE HAENEL
JULIETTE ARMANET
PIERRE DE VILLIERS
MARIO VARGAS LLOSA
NAJAT VALLAUD-BELKACEM - LÉA SALAMÉ
HIROKAZU KORE-EDA
JEAN TIROLE
ROBERTO SAVIANO - VIRGINIE EFIRA - ALEXANDRE THARAUD
STANISLAS DEHAENE



PROGRAMME ET INSCRIPTION SUR
LeMonde.fr/festival

Opéra Bastille - Palais Garnier
Théâtre des Bouffes du Nord
Cinéma Gaumont Opéra

Théâtre des Bouffes du Nord
OPÉRA NATIONAL DE PARIS
mgen GROUPE VYV
Google

Palmarès Les meilleures ventes de livres en France

La déferlante romanesque de la rentrée, à laquelle ne résistent que trois titres du printemps (ceux de Gabriel Tallent, de Joël Dicker et de Philippe Lançon), prend vraiment ses marques. Avec deux gagnantes inattendues (les primo-romancières Adeline Dieudonné et Pauline Delabroy-Allard, toujours dans le peloton de tête) et une perdante attendue (Christine Angot, dont le nouveau roman déçoit largement et ne figure même plus dans notre top 30). Les dés ne sont pas jetés pour autant, la saison des grands prix littéraires ne s'ouvrant que le 25 octobre, avec celui de l'Académie française. A suivre...

C'est du côté des essais que ça gigote encore, que ça bataille dur, même. Si *Destin français,* du très conservateur Eric Zemmour, reste à la première place, avec près de 20 000 exemplaires écoulés en deux semaines, les livres d'auteurs nettement plus marqués à gauche font également recette : *Sorcières. La puissance invaincue des femmes,* de Mona Chollet, cheffe d'édition au *Monde diplomatique,* ainsi que *Le Loup dans la bergerie. Qui commence par Kouchner finit toujours par Macron,* de Jean-Claude Michéa, grand pourfendeur du capitalisme autant que des socialistes trop libéraux (à ses yeux). S'invite aussi dans la danse *Une histoire populaire de la France,* de Gérard Noiriel, directeur d'études à l'EHESS, spécialiste des ouvriers et de l'immigration. Terminé, le clivage partisan, comme le clame notre président ? Rien n'est moins sûr...



TU T'APPELAIS MARIA SCHNEIDER

PAR VANESSA SCHNEIDER.
Et de quatre ! Quatre réimpressions pour ce récit très personnel de la journaliste du *Monde,* qui porte le tirage total à 37 000 exemplaires. Largement applaudi par la presse, son livre évoque celle qui fut sa cousine, de dix-sept ans son aînée, l'actrice inoubliable du *Dernier Tango à Paris,* au côté de Marlon Brando. Rôle éprouvant dont Maria Schneider, décédée en 2011 à l'âge de 58 ans, ne se remettra jamais vraiment, rattrapée par les addictions et la solitude.



SORCIÈRES. LA PUISSANCE INVAINCUE DES FEMMES

PAR MONA CHOLLET.
Aura-t-il suffi de l'intervention de l'un de ses followers sur Twitter, invitant à acheter *Sorcières* en masse afin de faire la nique à *Destin français,* d'Eric Zemmour ? Zéro preuve, mais des ventes à la hausse pour cet essai de Mona Chollet, qui a aussi fait l'objet de nombreux articles, et explore en profondeur une figure féminine à la fois victime et rebelle. Un livre « concernant », assurément, à l'ère #MeToo. ***D. P.***

N°		Titre Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
FICTIONS				
1	→	**Les Prénoms épicènes** Amélie Nothomb (Albin Michel)	1	5
2	↗	**La Vraie Vie** Adeline Dieudonné (L'Iconoclaste)	3	3
3	↘	**A son image** Jérôme Ferrari (Actes Sud)	2	5
4	↗	**Khalil** Yasmina Khadra (Julliard)	7	6
5	→	**Un monde à portée de main** Maylis de Kerangal (Verticales)	5	6
6	↘	**La Maison Golden** Salman Rushdie (Actes Sud)	4	2
7	↗	**Ça raconte Sarah** Pauline Delabroy-Allard (Minuit)	8	3
8	↘	**Chien-Loup** Serge Joncour (Flammarion)	6	5
9	↗	**Tu t'appelais Maria Schneider** Vanessa Schneider (Grasset)	-	5
10	↗	**Les Disparus de la lagune** Donna Leon (Calmann-Lévy)	14	2
11	↘	**Avec toutes mes sympathies** Olivia de Lamberterie (Stock)	9	5
12	↘	**Le Lambeau** Philippe Lançon (Gallimard)	10	24
13	↗	**My Absolute Darling** Gabriel Tallent (Gallmeister)	16	25
14	↗	**La Disparition de Stephanie Mailer** Joël Dicker (De Fallois)	17	29
15	➲	**L'Arbre-monde** Richard Powers (Cherche Midi)	-	1
16	↘	**Asta** Jon Kalman Stefansson (Grasset)	13	3
17	↘	**Le Monarque des ombres** Javier Cercas (Actes Sud)	15	4
18	↗	**Dix-sept ans** Eric Fottorino (Gallimard)	19	5
19	➲	**Leurs enfants après eux** Nicolas Mathieu (Actes Sud)	-	1
20	↘	**Gran Paradiso** Françoise Bourdin (Belfond)	18	2
ESSAIS-DOCUMENTS				
1	→	**Destin français** Eric Zemmour (Albin Michel)	1	2
2	↗	**Sapiens. Une brève histoire de l'humanité** Yuval Noah Harari (Albin Michel)	5	126
3	↗	**Sorcières. La puissance invaincue des femmes** Mona Chollet (Zones)	7	2
4	➲	**L'Enquête vérité. Vous n'aurez plus jamais peur du cancer** David Khayat (Albin Michel)	-	1
5	↗	**La Comédie (in)humaine. Comment les entreprises font fuir les meilleurs** Nicolas Bouzou et Julia de Funès (L'Observatoire)	-	2
6	↘	**Journal d'un observateur** Alain Duhamel (L'Observatoire)	2	3
7	↘	**Nous voulons des coquelicots** Fabrice Nicolino et François Veillerette (Les Liens qui Libèrent)	6	2
8	↘	**Le Deuil de la mélancolie** Michel Onfray (Robert Laffont)	3	3
9	→	**Un été avec Homère** Sylvain Tesson (Equateurs/Parallèles/France Inter)	9	22
10	↘	**« Il faut dire que les temps ont changé »** Daniel Cohen (Albin Michel)	4	4
11	→	**La Vie secrète des arbres** Peter Wohlleben (Les Arènes)	11	81
12	➲	**Le Loup dans la bergerie. Qui commence par Kouchner finit toujours par Macron** Jean-Claude Michéa (Climats)	-	1
13	➲	**Délivrez-nous du bien ! Halte aux nouveaux inquisiteurs** Natacha Polony et Jean-Michel Quatrepoint (L'Observatoire)	-	1
14	↘	**Apprendre ! Les talents du cerveau, le défi des machines** Stanislas Dehaene (Odile Jacob)	8	3
15	➲	**Une histoire populaire de la France** Gérard Noiriel (Agone)	-	1
16	↗	**L'Amour après** Marceline Loridan-Ivens, avec Judith Perrignon (Grasset)	-	8
17	↗	**Homo deus. Une brève histoire du futur** Yuval Noah Harari (Albin Michel)	-	43
18	↘	**Bullshit Jobs** David Graeber (Les Liens qui Libèrent)	12	3
19	↘	**D'argent et de sang** Fabrice Arfi (Seuil)	17	2
20	↘	**Le Régime de longévité** Valter Longo (Actes Sud)	10	2

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com
Réalisé par Edistat, du 17 au 23 septembre 2018, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



↗ en hausse → pas de changement ↘ en baisse ➲ nouvelle entrée

Retrouvez le palmarès **le mercredi, à 9 heures,** avec Yves Calvi, dans ***Laissez-vous tenter,*** et dans ***Les livres ont la parole,*** une émission animée par Bernard Lehut, **le dimanche, à 7 h 40,** sur RTL. RTL



LE CHOIX CINÉ D'ÉRIC LIBIOT

Gagnant-gagnant

C'est aussi ça, le cinéma. Rendre si proche une histoire qui paraît si loin, à tout le moins dont on sait qu'elle existe, mais qu'on ne veut pas forcément voir, qu'on espère éviter en traversant la rue, sans pour autant trouver du boulot, qu'on imagine singulière mais sans doute pas si rare, qui ne raconte pas forcément l'humanité, mais plus sûrement les couleurs du temps, qui touche parce qu'elle n'est pas si étrangère, qui émeut parce qu'elle est crainte, qui rassure parce qu'elle est sur grand écran, qui emballe parce qu'elle remue les larmes et les sourires, qui commence en calme plat, s'agite jusqu'à la sidération, se poursuit en suspension, se clôt en couleurs et en gris ; une histoire qui tend la main, une main froide et qu'il est heureux de saisir pour la réchauffer.

Nos batailles, de Guillaume Senez. Auteur, déjà, d'un formidable premier long-métrage, *Keeper,* l'histoire d'amour de deux ados, avec Kacey Mottet Klein, un acteur de génie (ça, c'est dit). *Nos batailles* (l'adjectif possessif est important) raconte la vie quotidienne d'un père et de ses enfants après le départ, ou plutôt la fuite, de la mère. Le père, c'est Olivier, le père, c'est Romain Duris, acteur de génie (ça, c'est dit aussi), qui se bat contre les vents contraires et glacés qui soufflent entre les quatre murs de sa maison, également dans l'immense entrepôt où il travaille comme chef d'équipe d'une boîte qui figure Amazon ou d'autres lieux, où les regards sont transformés en codes-barres. Olivier mène ses batailles qui sont, elles aussi, si familières et si lointaines, des batailles qu'il doit mener parce qu'elles lui tombent sur le coin de la gueule et qu'il est impossible de faire autrement ; sa femme s'est barrée, ses collègues morflent, ses enfants s'inquiètent, sa mère fait ce qu'elle peut, il se bat.

Guillaume Senez avance à sa main et à sa méthode : les acteurs connaissent les scènes, l'intrigue et leurs personnages, mais n'ont pas de dialogues écrits à répéter ; disons qu'ils improvisent dans un cadre précis. Ce qui donne au résultat un réalisme bourré d'humanité, si ce n'est de vérité. C'est incarné, empathique, pas misérable pour un sou, pas larmoyant pour deux, ni démago pour trois. C'est juste un film qui est exactement là où il faut et là où il doit être.



NOS BATAILLES,
DE GUILLAUME SENEZ. 1 H 38.
16/20

A STAR IS BORN

DE ET AVEC BRADLEY COOPER. ET LADY GAGA, SAM ELLIOTT... 2 H 15
12/20



Quatrième long-métrage made in Hollywood titré *A Star is Born* et qui reprend la même histoire, démarquage du Pygmalion et de son élève : un célèbre chanteur sur le déclin prend sous son aile une chanteuse qui devient plus star que lui ; c'est le drame. Janet Gaynor, Judy Garland, Barbra Streisand se sont attaquées à ce rôle. C'est au tour de Lady Gaga de s'y frotter devant la caméra de Bradley Cooper *(American Sniper, Very Bad Trip),* star masculine du film dont c'est la première réalisation. Rien de bien nouveau sous le soleil du scénario, qui enfile les perles attendues avec attention : ascension de l'une, déchéance de l'autre, rémission, passion destructrice, jalousie, bonheur fugace, le tout rythmé par des (bonnes) chansons. Y a parfois beaucoup de crème sur le gâteau, mais il faut reconnaître à Cooper une aisance certaine comme metteur en scène et, surtout, comme compositeur-interprète (le gars joue de la guitare au poil, chante très bien et fait l'alcoolique à merveille ; il sait tout faire, c'est énervant). Les séquences de concert sont les plus réussies car le duo investit la scène avec énergie et plaisir ; Lady Gaga est d'ailleurs beaucoup plus convaincante en folkeuse (le personnage l'est au début du film) qu'en reine de la pop – une reconversion est fortement souhaitée. Le film touche, émeut, se regarde et s'oublie. Rien d'agaçant, rien de sublime. Frustrant, peut-être... ***E. L.***

AMIN

DE PHILIPPE FAUCON. AVEC MOUSTAPHA MBENGUE, EMMANUELLE DEVOS, MARÈME N'DIAYE... 1 H 31.
8/20

Il fallait bien que cela arrive ! Après une longue succession de très bons films *(La Trahison, La Désintégration, Fatima),* Philippe Faucon tape à côté avec cette histoire d'amour entre un ouvrier sénégalais (excellent Moustapha Mbengue) qui, immigré en France, pourvoit



aux besoins de sa femme et de ses enfants restés en Afrique, et une mère divorcée (Emmanuelle Devos, également excellente mais on le savait depuis longtemps). Encore que ce n'est pas vraiment une histoire d'amour, mais plutôt une parenthèse sentimentale entre deux êtres esseulés. Le souci est que, mal amenée, l'intrigue est peu crédible. Comme si Faucon et sa scénariste, Yasmina Nini-Faucon, ne savaient pas bien se débrouiller de ce genre de situation ; ils sont bien plus à l'aise et intéressants dans la partie africaine, qui exploite les ressorts familiaux et culturels. Ces scènes méritaient un film entier, le reste relevant, par manque de maîtrise, de l'anecdotique, voire du politiquement correct et convenu quand la question des travailleurs scandaleusement exploités est abordée ; sujet abondamment et mieux traité dans d'autres longs-métrages. ***C. Ca.***

FRÈRES ENNEMIS

De David Oelhoffen. Avec Reda Kateb, Matthias Schoenaerts... 1 h 51.
14/20



Driss est flic et Manuel joue les voyous. Un rapport de force bien connu des amateurs de polars. Sauf que les deux protagonistes de *Frères ennemis* sont d'anciens amis d'enfance. Lorsque Driss se retrouve promu à la brigade des Stups, l'affrontement avec son ancien acolyte devient inéluctable. La banlieue et ses petites frappes, Reda Kateb et Matthias Schoenaerts s'affrontant tels deux fauves sur le bitume... Le cinéma de Jacques Audiard flotte sur le troisième long-métrage de David Oelhoffen *(Loin des hommes)*. Si l'on retrouve des thèmes du réalisateur d'*Un prophète, Frères ennemis* réussit à s'affranchir des références pour proposer un polar résolument moderne. Le cinéaste privilégie ainsi habilement l'intériorité et la psychologie aux scènes de fusillades, clichés du genre. Qui est le prédateur et qui est la proie ? L'ambiguïté est ici le maître mot. La banlieue au cinéma n'a pas livré tous ses secrets. ***A. L. F.***

UNE SUITE DISPENSABLE



E. GUIMIER/SDP

Où est le vrai génie ?

Tandis que la princesse Shallia gère les affaires courantes du royaume, son fiancé, Aladin, s'ennuie et ne trouve pas le courage de la demander en mariage. Débarque le vilain Shah Zaman, riche et tyrannique, qui décide de prendre le pouvoir – et la belle comme épouse. Bizarrement, il rencontre peu de résistance, et Aladin est forcé de s'enfuir – pour mieux préparer sa revanche.

L'énoncé de cette suite (dont le titre est la meilleure blague du film) expose à lui seul la faille majeure du projet : un scénario aux enjeux balisés de manière grossière. Aucun suspense, aucune surprise. En revanche, beaucoup de vannes. La présence de Jamel Debbouze dans le rôle du méchant y est bien sûr pour beaucoup, celle d'Eric Judor et Ramzy Bedia (tous deux en génies) aussi, et la pluie de caméos (de Gérard Depardieu à Frédéric Lopez) est également source de sourires. Tant et si bien que l'ensemble ressemble à un consciencieux collage de sketchs plus ou moins drôles sans véritable liant. Dans ces conditions, la mayonnaise ne prend pas, et la comédie, si elle reste digeste, manque cruellement de goût. ***C. Ca.***

ALAD'2

De Lionel Steketee. Avec Kev Adams, Jamel Debbouze, Vanessa Guide... 1 h 38. **9/20**

BLINDSPOTTING

De Carlos Lopez Estrada. Avec Daveed Diggs, Rafael Casal... 1 h 35.
9/20

Oakland, Californie. Dans cette ville transformée par la gentrification, Collin vit les derniers jours de sa liberté conditionnelle. Un soir, il est témoin d'une bavure policière. Un événement dramatique, qui aura des répercussions sur ses futurs choix. Oui, le souci de réalisme de Carlos Lopez Estrada est louable. On pourrait même voir *Blindspotting* comme un reportage sarcastique sur les nouveaux hipsters de quartiers jadis délaissés. Oui, le réalisateur soigne son esthétique et ses dialogues, façon *punchlines* de rappeurs. Mais dans le style et dans la forme, le film ne choisit jamais son camp. Entre comédie pop et drame social, son cœur balance constamment. A force d'alterner moments graves et passages légers, *Blindspotting* devient binaire et semble ne plus savoir où aller. Ce qui s'appelle une (demi) déception. ***A. L. F.***



Guide réalisé par Eric Libiot, avec Christophe Carrière, Igor Hansen-Løve et Antoine Le Fur.


DOCLAND YARD/SDP

TÉLÉ

UN TSUNAMI DANS L'OMBRE

Tout de même, il y a de quoi s'étonner... Et peut-être aussi de s'énerver. L'avènement de l'intelligence artificielle (IA) est sur le point d'engendrer le plus grand bouleversement de l'histoire de l'humanité (à côté, la révolution industrielle est une broutille). Mais nous en parlons encore trop peu. Or d'ici à vingt ou trente ans tout sera mis à l'épreuve avec une violence inouïe : notre travail (pourquoi exercer un métier si nous sommes moins performants qu'une machine ?), nos limites (comment dominer une entité à l'intelligence infinie ?), notre avenir (comment les empêcher de nous balayer ? En admettant que les thèses de Darwin valent encore quelque chose...). Hier, ces questions étaient traitées par les scénaristes de science-fiction. Aujourd'hui, nous sommes sommés d'y répondre.

Signé par Guilain Depardieu et Thibaut Martin, ce documentaire à la fois bref (cinquante-quatre minutes), pédagogique et passionnant, permet d'entamer une réflexion collective sur de bonnes bases. On y (re)découvre la naissance du concept, dans les années 1950, sous l'impulsion de chercheurs dans les universités américaines Stanford et MIT. Les moments clefs de nos premiers affrontements avec les machines et, notamment, la défaite du génie russe des échecs Garry Kasparov contre l'ordinateur d'IBM, Deep Blue. Mais aussi les derniers travaux de recherche de Google et consorts dans les domaines de la médecine et du transport. Les documentaristes français ont également réussi à décrocher de belles interviews. A commencer par celles de Yann LeCun, directeur de la recherche en IA chez Facebook, et d'Ajay Royyuru, vice-président de la filiale recherche santé et sciences de la vie d'IBM. Chapeau.

Qu'en conclure alors ? Guilain Depardieu et Thibaut Martin laissent entendre que l'IA générale (celle qui pourra s'intéresser à tout et continuer à apprendre par elle-même) verra le jour prochainement. Face à un tel constat, difficile de ne pas être pessimiste sur l'avenir de l'humanité. Un point, par exemple, est particulièrement révoltant : ces inventions, qui seront bientôt incontrôlables, nous concernent tous. Mais elles se font dans l'ombre, avec des moyens financiers colossaux, sans réflexion philosophique et, surtout, en dehors de tout contrôle démocratique. Inquiétant... ***I. H.-L.***

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE VA-T-ELLE NOUS DÉPASSER ?
Le samedi 6 octobre, à 22 h 25, sur Arte.
16/20



HUMEUR

Christine and nothing

Comme souvent, les gens se trompent de colère. Ou de contrariété. A propos de Christine and the Queens, autorebaptisée « Chris » (c'est plus court, merci), ce ne sont pas les boucles musicales trouvées sur un logiciel public puis réutilisées pour son tube *Damn, dis-moi* qui posent problème, mais les boucles de phrases de la star désormais internationale qu'on entend (et lit) partout depuis plusieurs semaines. La surmédiatisation est agaçante, mais lorsqu'elle vire au matraquage à coups de gourdins sentencieux, abscons et/ou stupides, elle devient assommante. « Dans mon corps, il y a une mémoire des muscles de la classe ouvrière », déclare-t-elle dans l'émission *Clique* (Canal +). Haro sur la Toile : tout le monde (ou presque) sait que les parents de la chanteuse sont profs d'anglais


C. TRIBALLEAU/AFP

à l'université (papa) et de lettres au collège (maman), et que la chimérique héritière prolo a fait hypokhâgne et khâgne au très chic lycée Fénelon (Paris, VIe). « Ce qui m'intéresse, continue-t-elle dans *Le Monde*, c'est d'échapper à la définition, de faire l'éloge de l'indétermination. » Cela se veut aussi profond que du Gilles Deleuze. « On se permet de douter que je suis auteure et productrice parce que je suis une femme », balance-t-elle, moins pontifiante et étonnamment victimaire, dans *L'Obs*. C'est que l'artiste sait s'adapter ! Selon le média, elle est grave, militante, philosophe, légère. « J'étais très émue de marcher à côté d'un taureau », lâche-t-elle sur les ondes de RFM. Là, elle était olé olé. Ça repose. ***C. Ca.***

SCÈNE

TONIQUES TRUANDS

Il existe bien une méthode Michel Fau. Le metteur en scène s'empare de textes a priori vieillots *(Fleurs de cactus, Douce-amère, Peau de vache)*, les cuisine à sa sauce baroque et s'amuse à les servir à un public ravi qui s'enchante devant tant d'excès, d'excentricité et d'outrance. Résultat, Michel Fau fait un tabac et s'impose dans le théâtre privé comme un artiste inclassable. Vieux jeu mais subversif, démodé mais stylé, tragique mais drôle. Son *Fric-Frac* ne déroge pas à la règle. Ecrite en 1933 par Edouard Bourdet, cette comédie met en scène un casse organisé par Loulou (Julie Depardieu) et orchestré par son copain Jo (Michel Fau), qui manipulent l'un des employés d'une bijouterie, le gentil Marcel (Régis Laspalès). L'intrigue n'a aucun intérêt. Et tant mieux. Fau déploie toute son énergie à sublimer les répliques délicieusement gouailleuses de l'auteur, à soigner l'allure de ses personnages toniques et à concrétiser sa vision nostalgique des classes populaires parisiennes des années 1930. Sur scène, dans un décor de cartoon bariolé, les comédiens s'en donnent à cœur joie. Julie Depardieu y est pétillante de finesse et de légèreté, Régis Laspalès, comme à son habitude, très délicatement à côté de la plaque. On y découvre aussi l'excellente Emeline Bayart (la surprise), qui brûle les planches avec sa drôlerie clownesque. Par son charme suranné, son langage délicieux et le plaisir de jouer contagieux des acteurs, cette pièce hors du temps lance la rentrée théâtrale sous les meilleurs augures. Alors, merci qui ? Merci Michel. ***I. H.-L.***


SDP

FRIC-FRAC
D'Édouard Bourdet
Théâtre de Paris, Paris (IXe).
Jusqu'au 4 janvier 2019.
16/20

LE BLUES EST-IL MULTICOLORE ?

MUSIQUE

BONNE QUESTION •••

On sait que le blues, cette divine musique du Diable, est allé semer ses petits cailloux sur d'autres plages – parlez-en aux Rolling Stones, par exemple. Mais le genre lui-même est si riche de manières et d'histoires qu'il se nourrit de ses propres portées. *CrossBorder Blues,* du trio Kennedy/Milteau/Segal, affiche un titre comme un appel au voyage en ces temps de grisou. Compositions originales de Harrison Kennedy, reprises de standards plus ou moins bluesy (Marvin Gaye, Lennon, T-Bone Walker...) rythment l'album, qui s'enrichit de ces rencontres, porté par l'harmonica toujours précis de Jean-Jacques Milteau et le violoncelle de Vincent Segal, instrument pas forcément courant dans le blues, mais qui donne ici une couleur émouvante. Les blues de Kennedy vont chercher du côté du gospel *(Here Comes Sunday Morning, Back Alley Moan),* du blues roots avec banjo *(That's Just Stupid)* ou des chants des bords de route comme les interprétait Robert Johnson *(No Monopoly on Hurt, Prisoners in The Open Air)*. Le plaisir est palpable, autant que l'envie de briser les frontières. Plage 11, un magnifique mariage musical : *Imagine* réinventé en blues. Et, tout à coup, la chanson frappe avec la force de l'évidence : écrite en 1971 par Lennon et Yoko Ono, elle n'est rien d'autre qu'un cri au calme rageur qu'auraient pu pousser les esclaves des champs de coton qui célébraient le blues comme preuve de leur identité et de leur combat commun. ***E. L.***


T. DORN/SDP

CROSSBORDER BLUES
de Kennedy/Milteau/Segal
(Naïve). En concert le 8 octobre, au Café de la danse, Paris (XIe).
16/20

« L'idéal universaliste est en péril »

La philosophe Elisabeth Badinter republie sa trilogie, *Les Passions intellectuelles,* dans la prestigieuse collection Bouquins (1). Retour avec elle sur son amour des Lumières et sur ses combats.

Propos recueillis par Claire Chartier et Alexis Lacroix

L'Express Vous êtes devenue pour beaucoup une icône féministe, or vous n'avez jamais milité dans aucun mouvement. Pour quelle raison ?

Elisabeth Badinter Je suis d'autant plus gênée à l'idée d'être présentée comme une icône féministe que la génération montante ne peut pas supporter le féminisme que j'incarne. Il est jugé trop bourgeois, trop « blanc », trop intransigeant sur la question de l'universalisme. Or, vous avez raison, je n'ai jamais milité, et n'ai jamais été sollicitée pour le faire – et ce n'est pas un hasard : dépendre des autres m'est impossible ; je suis irrémédiablement solitaire et encline à une parole libre et franche, difficilement compatible avec la prévalence d'un groupe.

Aujourd'hui, les hommes des Lumières que vous célébrez seraient-ils empêchés d'accomplir leur œuvre par l'affairement frénétique des réseaux sociaux ?

E. B. Non, je ne pense pas. L'époque où Condorcet, Diderot ou Montesquieu ont écrit était justement celle des balbutiements de l'opinion publique, qui avait commencé de s'imposer dès les années 1740. Le respect pour les Académies était intact, ce n'est pas comme aujourd'hui ! *(Rires.)* Les réseaux sociaux changent tout, ils font des écrivains et des penseurs des cibles en temps réel. De même que les hommes politiques ou des fonctionnaires de la République, comme ces policiers très dignes, violemment invectivés par Yann Moix. Les passions du XVIIIe siècle dont j'ai retracé l'émergence – parmi lesquelles le désir de gloire, l'exigence de dignité et la volonté de pouvoir – sont toujours les passions dominantes des intellectuels, et le seront toujours davantage en dépit des réseaux sociaux qui sont trop souvent une forme dévoyée de l'opinion publique.


G. VAN DER HASSELT/AFP

Elisabeth Badinter
« Nous sommes en train de tuer le concept d'humanité ! »

Et vous, quelles sont vos passions intellectuelles ?

E. B. La recherche sur le XVIIIe siècle ! J'y suis bien, tranquille, et évoluer dans le silence des archives m'est un délice. Vous savez, les archives suscitent une véritable « addiction », aux dépens des livres ! Pas une contradiction ou un drame qui, comme le disait Montesquieu, ne s'évanouisse de ma tête à la faveur de ces recherches…

Comment êtes-vous « tombée en amour » pour le siècle des Lumières ?

E. B. Très tôt, quand je préparais l'agrégation. C'est cette année-là que j'ai compris que le XVIIIe était mon siècle. Il regorge d'écrivains magnifiques, qui ont porté la langue française à un maximum d'efficience et de beauté. Et puis j'ai tout de suite saisi la résonance des questions qu'ils ont traitées avec celles que je me posais. A l'époque, j'étais une rousseauiste enragée !

C'était la mode anti-autoritaire…

E. B. Oui, bien sûr, nous lisions moins les romans que le *Contrat social* ou les *Discours,* qui me plongeaient dans l'admiration. J'ai tout de suite aimé aussi Diderot, je me suis pleinement retrouvée dans sa modernité. Les philosophes des Lumières ont introduit le grand débat sur le féminisme, une partie très notable de mes travaux. J'étais déjà féministe et je vénérais quelques femmes intéressantes auxquelles le siècle des Lumières a donné leur essor, comme Mme du Châtelet.

Mme du Châtelet est la co-inventrice d'un type d'intervention dans la Cité : poursuivait-elle, d'après vous, un projet de pouvoir, ou davantage un projet d'influence ?

E. B. Quand Mme du Châtelet, à la faveur sans doute de son compagnonnage avec Voltaire, émerge de l'anonymat, elle est la seule femme qui maîtrise une discipline décisive en ce siècle, et tenue pour très prestigieuse : les mathématiques. Faute de les maîtriser suffisamment, Diderot fut recalé par l'Académie des sciences, théâtre de rivalités terribles et fratricides. Je vous laisse imaginer comment, par les mathématiques, Emilie du Châtelet a cherché à envoyer des claques théoriques à certains de ses contemporains, parmi lesquels le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, dont elle a critiqué les principes.

C'est un exemple pour vous ?

E. B. Oui ! Evidemment. Mais, pour guider mes engagements, je ne me demande pas ce qu'elle aurait fait. Idem pour Simone de Beauvoir, que j'admire énormément, mais dont certaines théories sont dépassées, notamment sur la féminité. *Le Deuxième Sexe* est paru en 1949. Depuis sept décennies, le patriarcat connaît une mort lente, et n'a plus de sens depuis que les femmes sont devenues le maître absolu de la reproduction. Elles ont mené un combat pour l'égalité qui leur a permis de remporter de nombreuses victoires. Aujourd'hui, c'est la bataille pour le pouvoir que les femmes sont en train de gagner. Tant dans les sphères économiques que politiques. En 1983, à la mort de Beauvoir, on n'en était pas là !



WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

Admiration Emilie du Châtelet, seule femme des Lumières à maîtriser les mathématiques.

Ce qui explique que la parité ne vous soit pas apparue comme une nécessité ?

E. B. Ce sont des principes très précis – la prévalence de la compétence et du talent – qui m'ont détournée de l'adhésion à cette mesure et m'ont rendue sceptique. Je n'ai jamais pensé qu'il suffisait de prévoir une représentation arithmétique des femmes dans l'exercice des fonctions politiques pour instaurer une égalité réelle. En tant que citoyenne, il m'a toujours semblé absurde d'envisager de voter pour une femme parce qu'elle était une femme ! Néanmoins, la nomination d'Angela Merkel comme chancelière, je l'avoue, m'a procuré une grande joie.

Revenons un instant à votre cher XVIIIe siècle. L'idée phare des philosophes qui vous inspire encore, c'était l'universalisme ?

E. B. Oui, cette belle exigence de l'universel ! Si ces hommes, à l'instar de Condorcet, ont pu se battre contre l'esclavage des Noirs, pour l'amélioration de la condition des juifs ou l'égalité des sexes, c'est parce qu'ils étaient animés par l'universalisme. Voilà un horizon encore très actuel. De même, ils ont été d'une vigilance sans faille contre les fanatismes religieux. Qui ne voit l'extrême pertinence de cet engagement pour nos temps troublés ?

L'universalisme à la française a-t-il péché par abstraction ?

E. B. Non. La vérité, c'est que nous sommes en train de tuer le concept d'humanité ! L'humanité est une notion universaliste qui englobe tous les humains, quels que soient leur sexe, leur race, leur religion. C'est une notion qui insiste sur ce qui nous unit les uns aux autres, sur ce que nous avons en commun, des aspirations partagées à la liberté et à l'autonomie de jugements. Je n'en démords pas : sous couvert de desserrer « l'étau » de l'universalisme, le différentialisme est un piège mortifère.

Mais comment concilier l'universalisme républicain avec les élans particularistes de notre temps ?

E. B. A la faveur de la mondialisation, force est tout de même de constater que se répandent les aspirations à la liberté et à l'égalité qui sont au fondement des droits de l'homme. Bien sûr, le processus prendra encore des décennies, mais il est d'ores et déjà enclenché. Et il entre en collision avec l'exigence, souvent très ambiguë, d'une préservation des cultures vernaculaires. Je sens bien à quel point cette philosophie universaliste, cet idéal de l'universalité des droits, est en péril. Ce qui me frappe, ce n'est pas seulement que des personnes de cultures différentes fassent entendre leurs différences, c'est qu'elles entraînent une partie de la jeunesse séduite par le communautarisme au détriment des libertés de chacun et de chacune. Mais je me dis qu'un jour ce mouvement s'interrompra.

Que reste-t-il, aujourd'hui, de l'esprit des Lumières ?
E. B. Le combat de la raison contre les superstitions, et contre la soumission aveugle à la parole des prêtres. Les intellectuels du XVIIIe siècle l'ont mené contre l'Eglise, il est à nouveau d'actualité dans certains pays musulmans, comme la Tunisie. C'est un rationalisme qui, moi, m'enchante, mais qui, je le sais, ne plaît pas à tout le monde.

Pour Condorcet, l'éducation avait pour mission de « réduire l'écart existant entre la part grossière et la part éclairée du genre humain ». Ce programme a-t-il été trahi ?
E. B. Il a été suivi pendant deux siècles en Occident. Au fond, la loi sur la laïcité de 1905 est directement issue des Lumières...

Et celle de 2004 contre le voile à l'école ?
E. B. Là, c'est plus délicat. Cette loi n'a pas été proposée au nom de la rationalité, la démarche aurait paru trop choquante. Aujourd'hui, le respect des croyances, le *credo,* l'emporte largement sur le *cogito,* la recherche de la rationalité.



J. BOURG/REUTERS

Intégrisme Manifestation pour l'abolition de l'avortement, aux Etats-Unis, en 2014.

La féministe américaine Joan Scott soutient dans son dernier livre, *La Religion de la laïcité,* que la laïcité n'a tenu nullement compte de l'égalité entre hommes et femmes lorsqu'elle a été forgée dans la loi de 1905. Qu'en pensez-vous ?
E. B. C'est vrai. Mais la laïcité, par la suite, a joué un grand rôle : elle a permis d'éclairer les esprits et a considérablement servi, en ce sens, à faire avancer l'égalité entre les sexes. Il n'y a pas de féminisme sans laïcité. Et la reconnaissance que la loi des citoyens l'emporte sur la loi de Dieu.

Comment percevez-vous l'essor des études de genre, qui reposent sur le distinguo nature-culture ?
E. B. Ces études demeurent cantonnées aux cénacles universitaires. Pour certaines, comme Judith Butler, la culture est tout, la nature n'est rien. On peut donc choisir son identité sexuelle. Pour d'autres, c'est le contraire : la nature et la physiologie l'emportent sur tout. La différence entre les deux sexes est irréductible et impose sa loi.

Assiste-t-on à un retour en force de la nature au travers des controverses autour de l'écologie et des questions de bioéthique ?
E. B. Oui, la nature est de nouveau déifiée, au motif qu'on l'a abîmée, piétinée. Il faudrait désormais s'y soumettre, dans tous les domaines. En 2010, dans mon livre *Le Conflit : la femme et la mère* (2), je soulignais la montée en puissance, en Occident, d'un mouvement féministe écologiste radical qui prône l'allaitement et met au ban les mères qui s'y refusent.

On a sous-estimé le rôle de l'intégrisme catholique et, plus largement, chrétien sur ces questions ?
E. B. Et comment ! Voyez comme des pays de culture chrétienne tels que la Pologne ou la Hongrie, relayés par leurs lobbys à Bruxelles, s'entendent pour limiter le droit à l'avortement. Aux Etats-Unis, Donald Trump a fait fermer pratiquement toutes les cliniques du sud du pays pratiquant l'IVG. En Italie, près de 70 % des médecins refusent d'effectuer cet acte, comme le montre l'épatant documentaire, *Avortement, les « croisés » contre-attaquent*. Ce combat contre l'obscurantisme est, pour moi, une urgence absolue.

Peut-on parler du voile de façon dépassionnée ?
E. B. Ne nous leurrons pas : le combat du voile est perdu. Dans certaines banlieues, on peut voir des petites filles en poussette qui le portent. Donc, il faut aller à l'essentiel : se battre, même dos au mur, pour le respect de la loi de 1905, et pour que l'école demeure intransigeante sur ce qu'elle a à enseigner. Ce qui n'a pas été le cas depuis quelques décennies. L'école est le seul lieu où développer l'esprit critique. La condition en est de distinguer public et privé, ainsi que la sphère du savoir des convictions intimes. Ce qui signifie qu'à l'école la parole du prêtre et de l'imam laisse place à celle du professeur.

(1) Robert Laffont, en librairie le 10 octobre.
(2) Flammarion.

M, comme mélange des genres

L'Express publie les bonnes feuilles de *M la maudite**, la savoureuse « contre-encyclopédie », digne d'un Encyclopédiste, de Jean-François Kahn.

On retrouve, dans ce premier tome de sa « contre-encyclopédie », le charme des livres de Jean-François Kahn, à la fois décalés et provocants, intempestifs et éclairants. Le thème est d'une prodigieuse ambition : il ne s'agit rien de moins que de la lettre *m*. L'écrivain Georges Perec avait osé la « disparition », en retirant le *e* de l'alphabet dans un texte désormais mythique. Est proposée ici « l'expérience inverse : affronter un tout à partir d'une seule lettre », une lettre – des 26 que compte la langue française – qui permet, selon le fondateur de *L'Evénement du jeudi* et de *Marianne,* de « tout dire ». Tout dire, vraiment ? De Karl Marx à Enrico Macias, de Maupassant à Mesrine et de Mendès France à Eddy Merckx, sans oublier Charles Maurras, le mélange des genres est pleinement assumé. Voici notre sélection subjective. Bonne lecture ! ***A. Lx***


B. COUTIER/AFP

Ambition « Affronter un tout à partir d'une seule lettre. »

Extraits

MAASTRICHT

Ville des Pays-Bas. D'Artagnan, dont Alexandre Dumas n'avait pas encore fait la connaissance, y mourut au cours d'un siège. Ce qui, pour certains, était un mauvais signe.

Elle fut traitée de « Maastricht » , en insistant sur le « tricht » , ce qui résonnait comme « Sigmaringen ». Elle n'en fut pas affectée outre mesure. De ce pacte entre pays européens résultait, en particulier, qu'un déficit excessif et une dette abyssale n'étaient pas convenables. De quoi je me mêle! Les « souverainistes » hurlèrent au scandale. Ils obtinrent d'ailleurs satisfaction car, pendant plus de vingt ans, on n'en tint aucun compte.

Le traité de Maastricht, auquel la droite radicale et la gauche radicale s'opposèrent de concert (mais aussi de vrais hommes d'Etat comme Philippe Séguin ou Jean-Pierre Chevènement), donna corps au grand rêve européen en accélérant la dynamique de l'union économique et monétaire, dont l'avènement de la monnaie unique, l'euro, progrès majeur, constitua le couronnement. Grand rêve? Mais les « rêveurs », le traité contribua en même temps à les réveiller en définissant des critères de « conformité » qui devaient plus à la stricte orthodoxie financière qu'à l'utopisme hétérodoxe des premiers temps.

Jean Monnet était encore un peu là, mais Victor Hugo, désormais, était loin. Et Jean Jaurès, plus loin encore. On proposait un « mode de », plus qu'un modèle. Les premières fissures apparurent. La Grande-Bretagne veillait au grain. Sur recommandation américaine, elle s'était ralliée au projet communautaire afin de faire en sorte, de l'intérieur, qu'il ne se réalise qu'à demi. Au pire, qu'il ne se réalise jamais. Quand elle eut peur qu'il se réalisât trop, elle se retira. En attendant, elle avait obtenu que le social n'empiète en rien sur l'économique; que le diplomatique reste en filigrane, qu'en la matière l'hégémonisme américain ne fût au mieux qu'écorné, que fussent admises des ratifications partielles. C'est-à-dire au rabais. A ses côtés, le Danemark sauta sur l'occasion. On officialisa, en outre, la cohabitation de deux unions au sein de l'Union, celle qui adoptait l'euro et celle qui restait en dehors. Comme si l'Amérique du dollar avait intégré des Etats à livres sterling et des Etats à pesos.

[...] Derrière le refus ou l'impossibilité de construire des Etats-Unis d'Europe, ce qui pointe, c'est le danger d'évoluer vers une vague confédération des Nations désunies d'Europe.

McCARTHY

Ce qui l'alimenta, c'est la hantise du danger que représentait un communisme ayant pris la forme stalinienne. On sait que la hantise légitime du danger

que représenta, par exemple, le lepénisme a pu aussi générer un maccarthysme de gauche avec listes noires. Il suffisait que le Front national cite, à des fins tactiques, les travaux d'un intellectuel pour que ce dernier sente le soufre et soit disqualifié.

A l'inverse, l'exploitation des angoisses générées par l'ampleur des flux migratoires jette les bases d'une résurgence d'un « maccarthysme » réactionnaire à droite.

Ce maccarthysme encourage une délation inquisitoriale : Balancetonrouge !

Balancetonporc !

MAURRAS (CHARLES) (1868-1952)

Une idéologie est-elle défendable quand sa pratique ne s'investit que dans des insanités ? Quand elle ne débouche que sur des erreurs ? La question vaut, naturellement, pour les fascismes ou les intégrismes religieux comme pour le stalinisme ou le maoïsme. La réponse aussi.

La liste n'en est pas moins longue des intellectuels, au sens large du terme, qui s'abandonnèrent à des prétentions théoriques sans être découragés par les aberrations des pratiques sur lesquelles elles débouchèrent.

Le constat vaut pour l'idéologie maurrassienne, cet agnosticisme ultraclérical mis au service d'un absolutisme réactionnaire radicalement xénophobe, donc raciste, au dogmatisme en béton armé. [...]

Lorsque, en février 1944, les SS appuyés par la Milice se lancèrent à l'assaut du réduit résistant du plateau des Glières, Maurras se déshonora en quelques lignes : « Si, ce dont on peut douter, il subsiste en eux [les résistants] une ombre de conscience, elle doit endurer des transes cruelles. » Transes qu'il s'épargna. Et aussi beaucoup de ses affidés que la succession de ces indignités et cette dissolution du « nationalisme intégral » dans la trahison intégrale laissèrent totalement froids.

André Maurois, dans les années 1950, vantait encore sa « douce vigueur de langage »... Admirable litote pour une rhétorique de guerre civile. Plusieurs de ses disciples accédèrent encore à l'Académie française après la guerre. Les dictionnaires et les encyclopédies, qui, avec raison, diabolisent Marat, généralement épargnent Maurras. On célèbre le classicisme stylistique (en fait la rigidité corsetée) d'un écrivain qui, outre qu'il exécrait le romantisme, voulut toujours ignorer qu'il pût exister une littérature allemande, anglo-saxonne ou orientale. Cas limite de momification vivante. [...]

MÈTRE

Pour mesurer un mètre, il faut un mètre.

MEUTE

Groupe cimenté par son agressivité et sa méchanceté. Qui va à la chasse garde sa place. Pas amour, à mort ! Ce qui permet à l'homme d'être un loup pour le loup qui s'avère être un homme. Mélenchon et Sarkozy eurent ce point commun : ils constituèrent autour d'eux des meutes de chiens courants qui dévoraient tout cru tout contradicteur transformé en gibier. Complément d'une conception de la politique où les phrases sont des cartouches qui projettent des mots plombs. Mais ni l'un ni l'autre ne purent éviter les accidents de chasse. [...]



« Grand rêve ? » Faute d'un traité de Maastricht moins utopiste qu'à ses débuts, Jean-François Kahn craint « une vague confédération des Nations désunies d'Europe ».

J. LANGLEY/AFP

MOÏSE

Prophète juif. Socialiste avant la lettre puisqu'il annonça une Terre promise à laquelle il ne parvint jamais. Apporta à son peuple et au monde les Dix Commandements, qui furent tous et systématiquement violés. Beaucoup de Juifs, dans l'histoire, de Jésus à Trotski en passant par Marx et Rosa Luxemburg, de saint Paul à Spinoza, de Samson qui renversa les colonnes du Temple à Krivine qui aurait bien aimé en faire autant, se voulurent porteurs d'un message révolutionnaire. En quoi, sans que la plupart s'en réclamassent, ces prophètes, idéologues ou activistes, se placèrent dans le sillage de celui qui, plus que quiconque, contribua à changer, à bouleverser, à chambouler le monde : Moïse. [...]

*M la maudite. La lettre qui permet de tout dire, *par Jean-François Kahn. Ed. Tallandier. Parution le 4 octobre.*

La mondialisation, ou la revanche des acteurs faibles

Dans son nouveau livre*, Bertrand Badie, professeur des universités à Sciences po, décrypte les lignes de force du nouveau « système international ».

Le monde est sens dessus dessous, et chaque jour qui passe, la promesse de la « paix perpétuelle » s'étiole. L'ordre porté par les démocraties libérales doit également être critiqué, selon le politologue Bertrand Badie, qui se demande si elles ne sont pas dépassées par l'émergence de nouveaux acteurs, issus du Sud. Morceaux choisis.

Extraits

« La mondialisation consacre [...] une étonnante prolifération d'acteurs non étatiques, qui sont tous potentiellement des acteurs internationaux, de plus en plus présents sur la scène mondiale, parties prenantes de toutes les formes de confrontation et d'antagonisme. Ils n'obéissent pourtant pas aux règles westphaliennes ni aux logiques de puissance.

Ils appartiennent à un univers affranchi des règles traditionnelles de la puissance politique et peuvent, avec leurs propres ressources infiniment plus faibles, perturber gravement le jeu international. [...] Sur un autre plan, la mondialisation a favorisé, ces dernières décennies, une croissance exponentielle du nombre d'Etats. Constitué d'une dizaine d'entre eux, le système westphalien en inclut maintenant près de deux cents. Cette mutation a plusieurs conséquences. [...] A mesure que le nombre d'Etats souverains augmente, l'asymétrie entre eux se renforce.

Autrefois, le petit avait pour seul espoir de pouvoir se tenir à l'écart du jeu, ce qu'il cherchait à faire presque systématiquement. Car, face au nombre restreint de grands, ses chances de gagner paraissaient infimes. L'option de la neutralité n'était pourtant jamais gagnée d'avance. [...] Aujourd'hui, la donne a changé : le feu peut venir du petit et emporter tous ceux qui participent des mêmes enjeux, car, précisément, il ne dépend plus de la puissance, mais du délitement et de la décomposition de celle-ci. Les puissants restent adeptes de la logique athénienne qui, de plus en plus, leur échappe : dans leur volonté de faire comme jadis et d'utiliser, face aux petits, la loi du plus fort, ils en subissent régulièrement des déroutes. [...]

Les Etats-Unis n'ont pu réduire la rébellion déclenchée en Irak après la chute de Saddam Hussein. Le petit [...] apparaît au contraire au centre du jeu international. Derrière ces facteurs, se profile une tendance nouvelle, qui s'apparente presque à une loi et tend à s'imposer. Hier marginale, la faiblesse devient le nouveau sujet de l'histoire, qui a d'ailleurs déserté le Vieux Continent : l'Europe ne constitue plus le champ de bataille du monde. [...] Ainsi s'articule le nouveau jeu des relations internationales [...]. Identifions [...] les trois grandes faiblesses qui structurent aujourd'hui le jeu international et se révèlent à ce titre déterminantes : celle affectant certains Etats, celle pesant sur certaines nations et celle caractérisant des liens sociaux qui ne parviennent pas à se construire pour donner naissance à des sociétés civiles suffisamment fortes. On a très vite repéré la faiblesse de l'Etat comme un enjeu majeur de la période postcoloniale.


P. LE GOFF/DR/SDP

Bertand Badie Il s'est imposé comme l'un des meilleurs experts en relations internationales.

Au début des années 1990, le Mur à peine tombé, d'aucuns forgent le concept d'« Etat failli », qui s'appuie à l'époque sur une réalité assez spectaculaire : celle de la Somalie du dictateur Siad Barre, dont la chute débouche sur un chaos où s'affrontent une infinité de clans. Confortés par leur succès dans l'opération Tempête du désert contre l'Irak de Saddam Hussein (1991), les Etats-Unis prétendent y rétablir

l'ordre, pour assurer la sécurité hautement stratégique de la Corne de l'Afrique. George H. W. Bush, vivant alors un moment électoral pénible, puisqu'il vient d'être battu à l'élection présidentielle de novembre 1992, demande aux Nations unies de lui confier cette mission. Pour légitimer l'opération Restore Hope, le Département d'Etat doit démontrer que celle-ci ne viole pas la souveraineté de l'Etat somalien, membre de l'ONU.

Quelle meilleure façon de le prouver que de déclarer ce dernier en faillite complète et en situation d'effondrement ? Ce concept connaîtra évidemment une belle carrière, devenant vite la clef de bien des interventions occidentales. Il se révèle en effet moralement et juridiquement indispensable : la rupture du contrat social dans un pays justifie que l'on vienne porter secours à sa population en détresse. Mais, au-delà de cet usage politique, nul ne peut contester que l'effondrement des Etats représente un symptôme majeur des faiblesses politiques constatées au Sud. [...]

Au moins aussi ravageuse, la deuxième faiblesse affecte la construction nationale de nombre de pays récemment parvenus à l'indépendance. En Europe, les nations ont mis des centaines d'années à se constituer. Jusqu'au XIXe siècle, leur faiblesse n'avait que peu de pertinence stratégique, l'essentiel de la dynamique westphalienne, à la Renaissance et jusqu'en 1789, se trouvant dans l'institution monarchique. Il en va tout autrement aujourd'hui : la faiblesse d'une nation condamne son système politique, met en évidence la nature factice de son contrat social et tend à dresser élites et populations les unes contre les autres. Pire : elle crée des solidarités transfrontalières, ceux de la même langue, de la même ethnie ou de la même religion vivant dans des pays voisins apportant naturellement leur aide a leurs « cousins » au-delà des frontières, favorisant une internationalisation rapide du conflit. [...]

La troisième faiblesse vient moins spontanément à l'esprit, mais se révèle pourtant éminemment belligène : elle touche, cette fois, au lien social. Nous avons vu à quel point les Etats accédant à l'indépendance avaient eu du mal à gérer la naissance d'une véritable société civile capable de les stabiliser. Deux facteurs interviennent de manière remarquable. Le premier tient à la difficulté de concevoir des solidarités horizontales là où l'emportent les solidarités verticales, notamment les liens de clientèle, et là où les réalités segmentaires, opposant clans, tribus, familles, voire ethnies gênent la construction d'une culture associative : autant d'éléments qui, en faisant échec à la société civile, affaiblissent le jeu social et le soumettent soit au pouvoir politique d'un Etat-patron, soit à l'arbitraire du jeu intertribal. L'autre facteur est lié au niveau très bas des indices de développement humain (IDH). Déjà, à la fin des années 1960, dans le contexte d'une pensée développementaliste, on considérait qu'un développement trop faible ne pouvait que nuire à la démocratie et, d'une façon plus générale, à la stabilité politique des nouveaux Etats. Depuis, les recherches se sont affinées : elles [...] démontrent notamment qu'une urbanisation rapide, comme en Afrique, avec un niveau moyen du produit intérieur brut (PIB) par habitant d'environ 1000 dollars, ne peut en aucun cas être aussi harmonieuse que celle qui s'est réalisée très lentement en Europe ou plus activement en Asie avec, à l'époque, un PIB par habitant d'environ 3600 dollars.



Contagion « Ceux de même langue, ethnie ou religion s'entraident au-delà des frontières. » Ainsi le Mali.

S. AKAM/STRINGER/REUTERS

En Afrique, le phénomène intervient dans la douleur et dans la violence, avec force bidonvilles, habitats précaires, coexistences extraordinairement dangereuses entre populations très pauvres et très riches. [...] Le contraste est assez fort pour tuer dans l'œuf toute tentative de constitution d'une société civile capable d'un minimum de coexistence et d'harmonie. [...] Dans ce contexte désolé et incroyablement tendu, la délinquance devient ce que Durkheim appelait en son temps un « phénomène normal », tant apparaît évident et brutal le décalage entre les attentes des nouvelles populations urbanisées et leur sort réel. Ici, faiblesse se combine avec déviance pour expliquer une forme de mobilisation potentielle très dangereuse.

*Quand le Sud réinvente le monde. Essai sur la puissance de la faiblesse. *Ed. La Découverte.*



1958 - Les Français disent oui au général de Gaulle

Le 28 septembre 1958, l'adoption par référendum de la nouvelle Constitution signe le retour au pouvoir du Général.

Par Françoise Giroud

Voilà. C'est fait. Et nul n'a le droit, en démocratie, de s'insurger contre les vœux de la majorité. Une importante majorité du peuple français a voulu se donner un roi. Elle l'a. Si elle a eu tort, c'est que le suffrage universel a tort. On ne peut le revendiquer et le trouver soudain mauvais. J'ai, tu as, il a, nous avons voté. L'opposition a pu, en métropole, faiblement mais librement, s'exprimer. Bon.

Simplement, il ne faudra plus ricaner désormais lorsque les démocraties populaires annonceront 95 % de suffrages favorables à tel ou tel. La preuve est faite qu'on peut obtenir en France des résultats sensiblement identiques.

Nul besoin de mettre aux électeurs un revolver sur la nuque ou un policier aux trousses pour que 91 % des votants de l'Orne, 93,4 % des votants du Bas-Rhin, 92,4 % des votants de la Manche disent « oui ». Aucun moyen de coercition, aucune menace, aucune violence, aucune contrainte visible.


L. RUSZKA/INA/AFP

Rien que la terreur propre, indolore, celle qui s'insinue dans l'esprit et qui chuchote : « Dents blanches haleine fraîche dentifrice Colgate votez oui dop dop dop oui oui oui mais la chemise de Pierre a la blancheur Persil oui oui… » Qui oserait se vanter d'y échapper complètement? La libre détermination, qu'il s'agisse de voter ou d'acheter un shampooing, est devenue le luxe suprême dans le monde moderne, un luxe suranné que l'on croyait français, qui l'est encore un peu, qui cesse, lentement, de l'être.

Rien que l'instinct de ne pas s'isoler, de s'intégrer au camp le plus vaste – ce que les sociologues américains appellent le besoin « d'appartenir » *(to belong)*. Combien y a-t-il eu, en d'autres circonstances, d'électeurs qui apportèrent leur voix au Parti communiste pour « voter avec le peuple » ?

Rien que l'abandon, la grande détresse des hommes confrontés à des problèmes trop vastes, trop difficiles, le grand appétit de paix, de sécurité, de machines à laver, de bandes dessinées, de dimanches bucoliques.

Rien que l'on ne puisse comprendre, respecter et – parfois – éprouver. De Gaulle est là, seul général français vainqueur depuis 1918. Il va tout arranger, Lui, Il leur dira, Lui, Il les matera. Qui ? Les autres. Les fellagha, les colonels, les communistes, les colons, les Américains, les Russes, tous ces méchants, tous ces vilains, tous ces agités qui nous empêchent de vivre tranquilles dans la douce France. En tout cas, il fera pour le mieux… Ouf ! Plus besoin d'y penser. C'est son problème.

Ce plébiscite, le général de Gaulle l'a attendu douze ans, dans la solitude, parfois amer, jamais ébranlé. Il avait, à sa manière, dit Non. Douze ans, c'est court à l'échelle de l'histoire, et à l'échelle humaine ce n'est pas très long. Où en serons-nous dans douze ans ? Qui dirigera la France en 1970, lorsqu'il aura 79 ans ?

Hitler n'était pas inscrit dans le destin de l'Allemagne, lorsque le maréchal Hindenburg, plébiscité en 1925 par son peuple las et meurtri, a pris le pouvoir. Président de la République, il l'était encore lorsque son Premier ministre organisa l'incendie du Reichstag, pour pouvoir détruire, d'un coup, physiquement, les adversaires du national-socialisme, et éliminer Hindenburg lui-même.

Verrons-nous un jour, dans un an, dans dix ans, le général abdiquer tel le vieux maréchal entre les mains sinistres d'un Premier ministre ? Cela dépend de lui. Cela dépend de nous, cela dépend aussi de la vigilance, de la ténacité, du courage de tous ceux qui ont voulu dire non au fascisme en disant oui à de Gaulle.

Ne nous y trompons pas. C'est possible ; ce ne sera pas facile.

LA LEÇON DE STYLE (ET DE VIE) D'IRIS APFEL

W. SOMMA/SDP

A 97 ans, cette figure de la mode américaine se livre dans une autobiographie inédite.

Sa longue allure excentrique et ses lunettes XXL, ses accumulations de bijoux artisanaux et ses bons mots sont bien connus du monde de la mode depuis les années 1950. Experte ès glamour et figure de New York, Iris Apfel semble avoir tout vécu : elle a fondé Old World Weavers, société de textile fréquentée par Greta Garbo ou Estée Lauder, a lancé des collections de joaillerie et de mode, a été l'égérie d'une campagne de maquillage MAC, a donné des conseils de décoration à neuf présidents américains à la Maison Blanche, s'est vue consacrer une exposition au MET et même une poupée Barbie à son image… Aujourd'hui, à 97 ans, elle s'offre une biographie pas comme les autres. « Je refuse de devenir une vieille schnoque. Je me suis décerné le record de "l'adolescente la plus âgée du monde" et je suis bien décidée à ne rien changer »…

« Plus je vieillis, plus je m'aperçois que le sens commun n'est pas très commun »… Dans cet ouvrage joyeux et haut en couleur, illustrés de portraits et d'illustrations spécialement créées par des artistes reconnus (David Downton, Ruben Toledo), Iris Apfel épingle ses anecdotes comme autant de souvenirs qui clignotent et stimulent la fantaisie : cette grande originale y dévoile sa passion pour le jazz, ses devises, ses voyages et ses recommandations de style. Y regrette le déclin des bonnes manières, et confie volontiers les petites choses qui lui font voir la vie en rose : les chansons d'amours déçues de



SDP

Par Karine Porret



L. MONTEIRO/SDP

Frank Sinatra au petit jour, les marchés aux puces, un verre de vodka glacée avec quelques gouttes d'angostura bitter et le caviar, sa « drogue de prédilection »... Elle déclare son manque de goût pour les réseaux sociaux : « J'ai une règle : je refuse les selfies – existe-t-il une meilleure façon de se retrouver avec une personne enrhumée qui vient coller sa tête contre la vôtre et vous tousser au visage ? » Et pourtant... Le compte Instagram qui porte son nom, et sur lequel elle n'est pas impliquée, compte aujourd'hui plus d'un million d'abonnés...

Avec son franc-parler, son énergie et son infatigable joie de vivre, celle qui se définit elle-même comme une « starlette gériatrique » avoue aimer mélanger des bracelets à trois dollars et des pièces de luxe, faire toujours marcher son imagination, ne pas hésiter à improviser, laisser la porte ouverte à la curiosité et au sens de l'émerveillement, ne rien remettre au lendemain, faire de la couleur un manifeste intime... Et s'habiller pour elle-même avant tout... *« More is more and less is bore »,* avoue encore Iris Apfel (More is more, et le moins manque de chien...). Une ultime recommandation de style semble transparaître au fil des pages de cet ouvrage comme un secret de jeunesse indépassable : savoir garder le sens de l'humour en toutes circonstances... « Pourquoi est-ce que je porte de si grosses lunettes ? C'est pour encore mieux te voir, mon enfant... Et puis, il faut savoir s'amuser. Si on ne s'amuse pas, autant être mort. » ***K. P.***

Iris Apfel, Icône malgré moi,
Rêveries d'une starlette gériatrique,
176 pages, 30 €, Michel Lafon.

LA NOUVELLE MAISON DE MATCHESFASHION

Empire du shopping en ligne, le site Matchesfashion.com fait le grand saut, en ouvrant à Londres non pas une simple boutique mais une résidence. Dans un immeuble en brique rouge et en lucarnes de Mayfair, construit au XIXe siècle sur cinq étages et situé juste en face du chiquissime hôtel Connaught, le 5 Carlos Place apporte une nouvelle ampleur à l'expérience shopping de la plateforme digitale, avec ses 5 millions de visites par mois. Le lieu a été voulu comme un prestigieux espace de vente sur deux niveaux avec des collections exclusives (Mary Katrantzou, Marine Serre, Prada...). Une programmation éclectique est prévue tout au long de l'année : cocktail avec la créatrice de joaillerie Lynn Ban (le 10 octobre), discussion autour de la mode et du plaisir (le 11), création de son propre anneau avec le californien Spinelli Kilcollin (du 12 au 13), concert intimiste de Baxter Dury (le 25)... Entre deux essayages, pause au dernier étage pour retrouver, jusqu'au 23 octobre, les jus de légumes et les salades healthy de Maisie's Café. Pour une expérience ultime, il est également possible de s'offrir une session de shopping entièrement privée, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept...



C. GARCIA/SDP

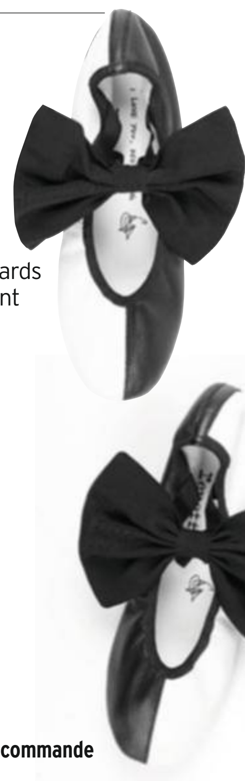
5 Carlos Place, Mayfair, London W1.
matchesfashion.com/5carlosplace
Shopping privé sur rendez-vous
au +44 (0)333 321 2167 ou
shoppingprive@matchesfashion.com



SDP

REPETTO BY SIA

C'est une collaboration exceptionnelle que lance Repetto cette saison : le luxueux artisan du monde de la danse a fait appel à une icône de la pop australienne. L'interprète de *Chandelier,* aux 5,3 milliards de vues sur YouTube et dont on attend le nouvel album dans le cadre de son « supergroupe » LSD, revisite trois chaussures iconiques imprégnées de ses propres codes signature. Bicolore et graphique, surmonté d'un grand nœud noir, un premier modèle de ballerine est dévoilé pendant la semaine des défilés parisiens, dans la boutique historique de la rue de la Paix, et sur le



Ballerine Sophia, 175 €, en précommande sur www.repetto.com/sia

Par Camille Pinet



SDP

Icône Les ailes de cette routière sont gonflées à la manière d'une auto de course.

AUDI A6 40 TDI S TRONIC S LINE

- **Dimensions**
  L x l x h 4,94 x 1,89 x 1,46 m
  Volume du coffre : 565 l
- **Motorisation**
  Cylindrée : 1 968 cm³
  Carburant : diesel
  Puissance : 204 ch
  0-100 km/h : 8,3 s
  Vitesse maximale : 241 km/h
- **Consommation**
  Cycle mixte : 4,7 l/100 km
  Emission de CO_2 : 126 g/km
  Ecomalus : 140 €
- **Prix :** 60 800 €,
  gamme à partir de 52 900 €

LE BREAK DÉSTRUCTURÉ

Autrefois utilitaire et familial, le break a depuis longtemps gagné ses lettres de noblesse. Il le doit beaucoup à la marque Audi, qui, à partir de 1983, a proposé systématiquement une telle version dans ses gammes de routières. Pour parvenir à faire de cette carrosserie une icône du luxe automobile, le constructeur s'est ingénié à lui retirer tous les attributs habituellement associés au genre. L'Audi A6 Break ne s'appelle pas break mais Avant, son hayon n'est pas vertical comme celui de ses concurrents et son volume utile est à peine supérieur à celui de la berline dont il dérive : seuls 35 litres les séparent. Depuis trente-cinq ans, cette recette paradoxale remporte un succès sans faille. Même en France, le constructeur vend plus d'Avant que de berlines. Sûr de lui, le nouveau modèle soigne plus que jamais son style : le hayon est si fuyant qu'on pourrait presque parler de « coupé break ». Les ailes sont gonflées à la manière d'une auto de course. Aucune chance de le confondre avec le déménageur hors d'âge de votre antiquaire préféré. On serait d'ailleurs bien mal inspiré de vouloir transporter une horloge comtoise à son bord. Malgré son gabarit impressionnant, l'A6 Avant fait le minimum en matière de modularité. Pas question de banquette rabattable en plancher plat ou de siège passager escamotable. Il laisse ces contingences vulgaires à des modèles plus humbles ou aux SUV. Tout juste se contente-t-il d'offrir un espace confortable aux passagers arrière. Pour le reste, l'A6 Avant interprète à merveille la partition exigée d'une routière de son genre. Dans son habitacle envahi par les écrans, la qualité de finition est plus impeccable que jamais. Les suspensions procurent un confort ouaté, tandis que le moteur Diesel quatre cylindres d'entrée de gamme se révèle particulièrement civilisé et à son aise, à tel point que les V6 de puissance supérieure paraissent superflus. Son comportement apparaît suffisamment agile pour que le conducteur ne s'ennuie pas et, si tel devait être le cas, les aides à la conduite plus rapides que jamais se chargeraient de le remettre illico dans le droit chemin. A défaut de structure, l'A6 Avant propose encore de la substance ! ***C. P.***



SDP

Style Malgré son gabarit, ce modèle fait un minimum en matière de modularité.

Par Vincent Daveau



ZENITH DEFY EL PRIMERO 21

◆ Boîtier en titane brossé de 44 mm de diamètre.
◆ Calibre de chronographe mécanique à remontage automatique El Primero 9004.
◆ Fonction de chronographe avec affichage au centième de seconde.
◆ Cadran ajouré et mécanisme visible.
◆ Fond transparent, bracelet alligator doublé caoutchouc.
◆ Etanche à 100 mètres.
◆ Prix : sur demande.
◆ Tél. : 07-87-28-20-14.

REPOUSSER LES LIMITES

La manufacture suisse Zenith, fondée au Locle, en 1865, par Georges Favre-Jacot, a toujours su cultiver sa différence. Très tôt, cette maison, au logo formé d'une étoile brillant au firmament, s'est fait une spécialité de la précision, au point d'avoir, à ce jour, remporté 2 333 prix de chronométrie.

Forte de cette expertise, elle présentait, en 1969, le premier chronographe équipé d'un calibre mécanique à remontage automatique, doté d'un organe de régulation vibrant à la fréquence très élevée de 36 000 alternances par heure. Cette spécificité lui permet aujourd'hui encore d'être le seul à pouvoir afficher des temps chronométrés d'une précision de l'ordre du dixième de seconde. Mais le monde bouge et cette marque, intégrée depuis l'an 2000 au groupe LVMH, a choisi d'enrichir ses compétences techniques. Elle a donc mis au point et développé un mouvement El Primero de nouvelle génération qui, tout en vibrant toujours à cinq hertz, est désormais capable d'indiquer, à la pointe de sa trotteuse de chronographe, les temps au centième de seconde. Pour y parvenir, cette dernière n'effectue plus un tour de cadran à la minute, mais à la seconde, en pointant un rehaut gradué en base 100.

Proposé dans un boîtier en titane de 44 mm de diamètre, cet instrument à la signature dynamique se porte sur bracelet alligator doublé caoutchouc. En outre, grâce à son cadran et à son fond transparents, il offre aux passionnés la possibilité de plonger le regard au centre de la mécanique de ce formidable cœur baptisé El Primero 9004. ***V. D.***

Décimale

Le calibre El Primero 9004 mérite un arrêt sur image, car il est unique. Affichant l'heure, il est aussi capable de mesurer les temps courts au centième de seconde. Pour cela, ce mouvement de 14 lignes 1/4 (32 mm) comprenant 293 composants, dont 53 rubis, vibre à 36 000 alternances par heure. Ultraprécis et partiellement ajouré, il est une ode mécanique au temps qui passe.

Fantasme

Vivre une expérience est le truc à la mode. Pour les amateurs d'horlogerie, la visite d'une manufacture historique peut tenir du pur fantasme. Il sera assouvi en réservant, dès à présent, celle de Zenith. Il suffit de s'inscrire sur www.explorewatch.swiss, et de retenir l'un des vendredis matin libres. Exaltante, accessible et pédagogique, cette plongée en horlogerie s'impose.

Gentleman's Ride

Le 30 septembre, 120 000 motards à travers le monde se donnaient rendez-vous, parés de leurs plus belles tenues sur leurs motos pour participer à la collecte de fonds destinée à la recherche contre le cancer de la prostate, au profit de la Movember Foundation. Soutenu par Zenith, ce rassemblement de la Distinguished Gentleman's Ride devrait permettre de réunir 6 millions d'euros.



PHOTOS : ZENITH


Polenta, aubergines, légumes croquants et salade.

Maximilien Jancourt et Pauline Moreau, duo gourmand et gagnant.

BISCOTTE, UNE ADRESSE CRAQUANTE

Dans le XVe arrondissement parisien, cette table-atelier joue à guichets fermés. Mérité !

Remarquer une nouvelle adresse en marchant dans la rue. Piocher, sur le menu accroché à la devanture, quelques détails craquants comme « mesclun bio de la région », « mozzarella de fabrication parisienne », ou encore « volaille de 100 jours finie au lait ». Tenter une approche et essuyer un « Désolé, c'est complet ! » Traverser Paris trois jours plus tard avec la ferme intention de conclure, pour finalement se faire poser un lapin : fermeture exceptionnelle, sans annonce sur le répondeur téléphonique ni sur la page Facebook. Y retourner le lendemain et obtenir enfin un couvert… Au cas où vous ne l'auriez pas compris, Biscotte n'est pas une table facile !

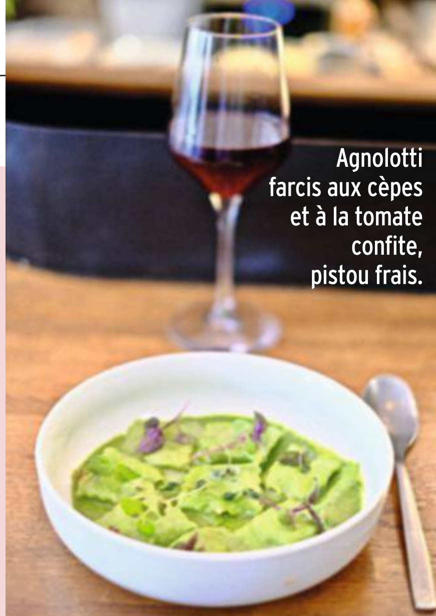
Se laisser désirer pour mieux vous emballer : la stratégie n'a pas loupé… Attablé seul au comptoir, entre un bouquet champêtre et un verre de gamay explosif, dans un climat d'atelier briqué, vitré, parqueté, on était aux premières loges d'un spectacle en duo rondement mené : Maximilien Jancourt, 29 ans, au salé, et sa compagne, Pauline Moreau, 26 ans, au sucré. A eux deux, ils cumulent de bien belles maisons – L'Arpège, Lasserre, le Bristol, le George V, Pierre Hermé… – et ils affichent de fermes intentions : cuisiner au plus juste des produits sourcés au plus près.

Des preuves ? Bières Pétrol, bio et brassées dans Paris intra-muros,

BISCOTTE



- 22, rue Desnouettes, Paris (XVe).
- 01-45-33-22-22.
- Menu déjeuner : 25 € (entrée, plat, dessert). Carte : 36 € (entrée, plat, dessert). Menu surprise en 6 services : 49 €. Brunch le week-end de 11 heures à 16 heures : 30 € par personne.
- Fermé samedi soir, dimanche soir et lundi.



Agnolotti farcis aux cèpes et à la tomate confite, pistou frais.

PHOTOS : F.-R. G. - SDP

herbes aromatiques de la famille Chevet à Presles-en-Brie (Seine-et-Marne), légumes bio de Un Cheval Un champ, dans le Loiret, volailles du Coq Saint-Honoré (Paris Ier) et viandes françaises de la boucherie Metzger…

Dans une concentration quasi méditative qui contraste avec le joyeux brouhaha de la salle au complet, Maximilien Jancourt cisèle au passe-plat une cuisine fraîche et volubile, imposante de maîtrise. On s'est même payé le luxe d'une petite cure sans chair animale.

Trois assiettes végétariennes hautes en goûts : de splendides agnolotti (les fameux raviolis piémontais rectangulaires) maison farcis aux cèpes de Lozère et à la tomate confite, pommadés d'un revigorant pistou frais ; une généreuse polenta assurant un crémeux trait d'union entre les dernières aubergines de la saison confites et les premiers tubercules de l'automne (betterave, carotte…) taillés à cru, le tout piqué de quelques girolles et d'une écume de parmesan ; un mariage reines-claudes rôties, yaourt grec et muesli croustillant que Pauline Moreau rehausse d'une glace parfumée avec le miel de ses parents en Bourgogne.

Combien pour cet entrée-plat-dessert ? 36 €, valable aussi le soir. Chaque week-end, l'établissement concocte un opulent brunch-buffet – pris d'assaut ! – à 30 €. On comprend mieux pourquoi, de ce XVe arrondissement d'entre Convention et Porte de Versailles, Biscotte est la nouvelle mascotte… ***F.-R. G.***

LES MARQUEURS



Le pain Campagne au levain du Comptoir Gana, rue de la Convention, à Paris, avec beurre maison au romarin.



Le vin La cuvée Glou de la Ferme des Sept Lunes, en Ardèche (24 €) servi par Fabien Moreau, le chef de salle.



Le café Le « Goutte d'Or », un blend équilibré, aux notes de cerise noire et à la fin de bouche chocolat, du torréfacteur Lomi, 3 €.



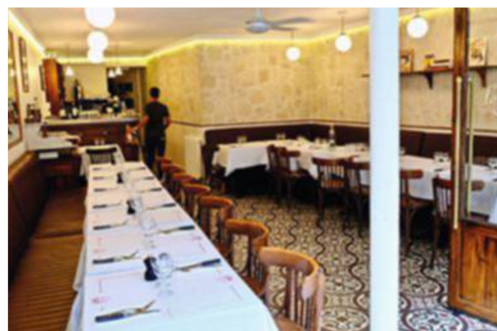
Le plus Le pain dentelle servi en apéro, avec une tapenade maison, comme un clin d'œil au nom du restaurant.

et aussi…

LORETTE & LES GARÇONS



Elle s'appelle Lorette et elle a des airs de bistrot comme les autres. Une fois à l'intérieur, on découvre un restaurant flambant neuf avec ses tables nappées, ses grands miroirs, son mobilier en bois et ses carreaux au sol. Sur un imprimé recto verso à l'ancienne, on croise toute la littérature du genre avec son lot de rillettes, de pot de cornichons et de radis beurre… Les œufs mayo à la moutarde à l'ancienne sont honorables, les filets de harengs fumés filent droit dans leur marinade genièvre-huile, et la salade de poulet avec sa peau ultra-croustillante est

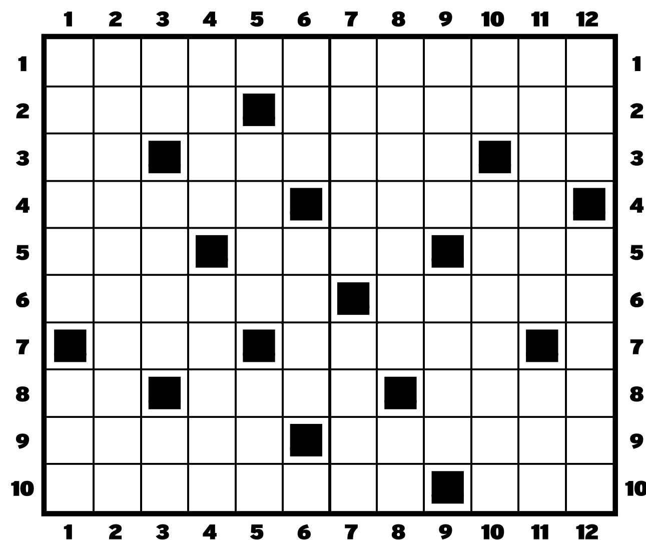


habilement pensée. Le tartare, impeccable, est bien assaisonné à coups de coriandre et la saucisse de Laguiole se love dans une purée très doucereuse. Quant au poulet jaune fermier, il est arrosé d'un joli jus à l'ail rose confit, que quelques honnêtes frites fraîches viennent escorter. Dans le ballon ? L'épicé côtes-du-rhône de Luc Baudet (5 €) ou l'incisif pouilly fumé de Patrick Maudry (7,50 €). Et les desserts : baba au rhum, mousse au chocolat et glaces bio de Terre adélice, l'excellente turbin d'Ardèche, sont dans l'esprit des lieux : intemporels. Quand on y repense, c'était bien chez Lorette. ***Charles Patin O'Coohoon***

Lorette & les garçons, 9, rue Saint-Lazare, Paris (IXe), 01-42-06-94-98. Formule : 18,50 €. Carte : 30 €. Fermé dimanche et lundi.

J'aime… ♥♡♡♡… un peu ♥♥♡♡… beaucoup ♥♥♥♡… passionnément ♥♥♥♥… à la folie ♠♡♡♡… pas du tout

Mots croisés



Horizontalement

1. Insistance déplacée à l'huis. **2.** Écouté sagement. Traites d'égal à égal. **3.** N'a pas de précédent. L'objet de sondages. Soleil égyptien. **4.** Acheva. Etait bien obligé de boire. **5.** Fait effet. Femme de roi. Il a la corde à la gorge. **6.** Faire une fausse couche. En circulation. **7.** Répétition. Dénote un esprit retors. **8.** Indique l'endroit. Peut se mettre à toutes les sauces. Une femme qui a su convaincre. **9.** Le fidèle de la Croix pour le fidèle du Croissant. Terrible chez l'enragé. **10.** Bouillon de canards. Son pour ânes.

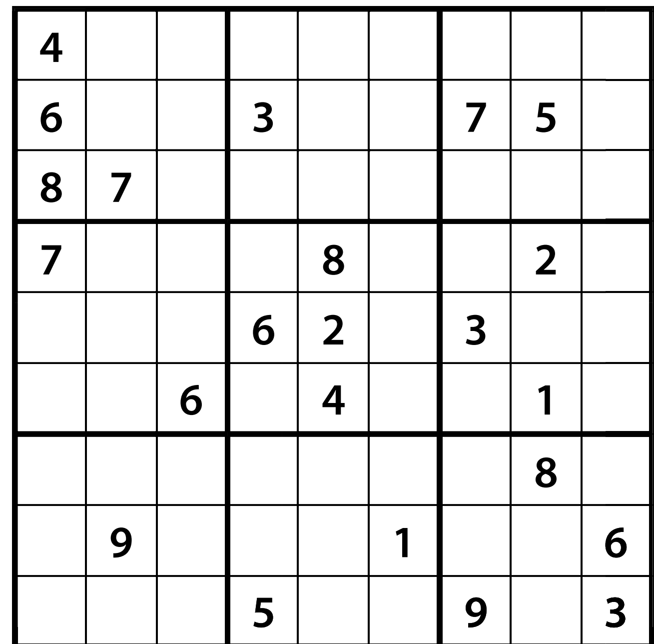
Verticalement

1. Il n'a pas le bec fin. Expression animale. **2.** Sacrifice. **3.** Petit bout d'homme. Objectif à mitrailler. Rayons de plagiste. **4.** Facteurs de risc. Fond. **5.** Exceptionnel. Produit du terroir. **6.** Voisin du mormon. Est souvent au poing. **7.** Economiquement fort. Boîte de jus. **8.** Piano ou Stradivarius. Dépôt de bière. **9.** Musicien italien. Produit naturel. **10.** D'un auxiliaire. Agrandissent sensiblement un cercle. **11.** Conduites. Bête à cornes. **12.** Siège à Paris. Faciles à lire.

R	A	C	L	E	T	T	E	■	B	O	P
A	L	B	I	■	V	A	M	P	I	R	E
T	E	■	E	B	A	U	B	I	■	G	R
A	V	E	R	A	■	R	E	S	T	E	S
T	I	C	■	I	L	E	T	■	R	A	I
I	N	H	A	L	E	■	E	P	A	T	E
N	E	O	N	■	S	P	R	A	Y	■	N
E	■	U	S	U	E	L	■	C	A	E	N
E	G	E	E	N	■	A	V	A	N	C	E
S	E	S	S	I	O	N	S	■	T	U	S

Solution dunumér o3508 paru le 26 septembre 2018

Sudoku



4								
6			3			7	5	
8	7							
7				8			2	
			6	2		3		
		6		4			1	
							8	
	9				1			6
			5			9		3

Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

3	7	1	5	6	4	2	8	9
4	8	2	9	7	1	3	5	6
9	5	6	3	2	8	7	4	1
2	6	4	1	9	7	5	3	8
1	9	8	4	3	5	6	2	7
5	3	7	6	8	2	9	1	4
8	1	3	7	5	9	4	6	2
7	4	5	2	1	6	8	9	3
6	2	9	8	4	3	1	7	5

Solution du numéro 3508 paru le 26 septembre 2018

l'express

Société éditrice : Groupe L'Express
SA de 47 150 040 €
Siège social : 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris.
RCS Paris 552 018 681
Tél. : 01-87-25-85-00
CPPAP n° 0318 c 82839
ISSN n° 0014-5270
Président-directeur général : Clément Delpirou.
Principal actionnaire : SFR Presse.
Conseiller éditorial : Christophe Barbier.
Directeur de la publication : Clément Delpirou.

La rédaction et toute l'équipe de L'Express sont à retrouver en ligne sur *www.lexpress.fr/contacts*

SERVICE ABONNEMENTS
Pour nous contacter
De France : 01-55-56-71-04
Fax : 01-55-56-70-91
De l'étranger : (33-1) 55-56-71-04
Fax : (33-1) 55-56-70-91
Espace Abonnements : www.lexpress.fr
Adresse e-mail : abonnements@lexpress.fr
Adresse postale : L'Express, service abonnements, 4, rue de Mouchy, 60438 Noailles Cedex.
Tarifs abonnement
1 an, 52 numéros : 104 € (TVA 2,10 %).
Union du Nord et Suisse : 145,60 €.
Autres pays européens : 153,40 €.
Afrique : 137,80 €. Etats-Unis : 156 €.
Amérique (hors Etats-Unis), Asie, Océanie, TOM : 182 €.
Boutique abonnés : www.lexpress.fr/boutique
Conformément à la Loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, les abonnés disposent d'un droit d'accès et de rectification des informations qu'ils ont transmises, en adressant un courrier au service diffusion de L'Express à l'adresse postale ci-dessus. Les informations requises sont nécessaires au Groupe L'Express pour la mise en place de leur abonnement. Elles pourront être cédées à des organismes extérieurs sauf opposition par courrier adressé au Groupe L'Express à l'adresse postale ci-dessus.

Service diffuseurs n° vert : 0 805 01 4000

Imprimé en France (Printed in France) : Maury imprimeur SA (45330 Malesherbes). Service de l'AFP et d'AP. Accords spéciaux avec *New York Times, Los Angeles Times* et *Washington Post*.



SALON NATIONAL DE L'IMMOBILIER

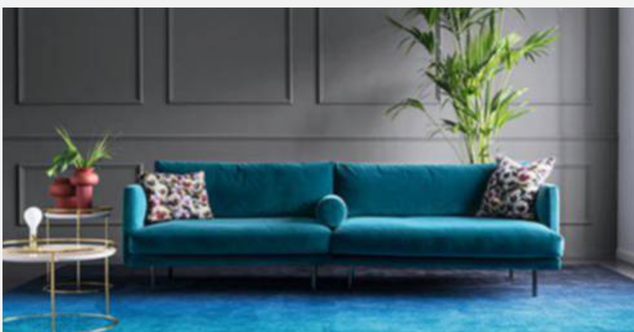
Le Salon National de l'Immobilier se tiendra du 12 au 14 octobre 2018 au Carrousel du Louvre, à Paris. Que ce soit pour devenir propriétaire ou investir pour sa retraite, la pierre reste un investissement de choix. Ce salon s'adresse à tous ceux qui ont justement un projet immobilier. Pendant 3 jours, investisseurs comme particuliers peuvent y trouver de l'information, des solutions concrètes et des conseils personnalisés auprès d'acteurs du métier et d'experts reconnus et ainsi gagner un temps précieux. Du 12 au 14 octobre 2018 (de 10h à 19h - vendredi jusqu'à 20h) : Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli, 75001 Paris. Entrée gratuite à télécharger sur **www.salons-immobilier.com/paris**



CALLIGARIS

COLLECTION 2018 : CANAPÉS MIES

La collection 2018 Calligaris présente la nouvelle famille de canapés MIES, dont le nom descend de Mies van der Rohe, le concepteur du Daybed Barcelona avec un rouleau appuie-tête. Le canapé MIES s'inspire de ce détail pour développer une série d'éléments (du canapé linéaire à la chaise longue et naturellement au daybed), dont l'objectif est de créer une atmosphère accueillante, associée au style raffiné de l'ameublement italien. Les matériaux ont été choisis méticuleusement. Les détails, tels que la boucle et les pieds proposés en finition nickel noir, ainsi que les finitions fines et recherchées en complètent le design. **calligaris.com**



CRESUS



N°1 DE LA MONTRE DE LUXE D'OCCASION

Depuis 25 ans, Cresus propose aux passionnés et amateurs d'horlogerie plus de 50 marques horlogères : Rolex, Patek Philippe, Audemars Piguet, IWC, Omega, Cartier... Chaque montre est authentifiée, révisée et remise à neuf par l'un des 5 horlogers de son atelier. Ses 45 experts vous conseillent et vous accueillent dans ses 9 boutiques en France (Paris, Lyon, Bordeaux, Cannes, Aix-en-Provence, Lille et au Luxembourg) ainsi que sur son site Internet où 1 200 modèles certifiés vous attendent. **cresus.fr**

BOWEN

ÉLÉGANTE ET TENDANCE

La Chelsea boot intemporelle est un incontournable de la marque. C'est un modèle tendance de la saison A/H 2018. Les déclinaisons de la Chelsea boot sont multiples et possèdent une grande richesse au niveau des matières et des couleurs. Elle existe en version classique, vintage, moderne... La marque a été la première à lancer des élastiques de couleurs, du coloris classique marron au bariolé flashy. Semelle en cousu Goodyear ou Norvégien, bi-matière, en veau lisse ou en veau retourné, chacun peut trouver sa Chelsea boot en fonction de ses envies et de ses besoins. Modèle ROOKERY, Chelsea-boots BOWEN élastiquées en veau marron : 335 €. **bowen.fr**



Par Christophe Carrière


A. LAM/SDP

THÉÂTRE
◆ *La Dame de chez Maxim,* de Georges Feydeau, mise en scène par Alain Sachs, au théâtre du Gymnase (Paris Xe). Jusqu'au 2 décembre.

...ENORA MALAGRÉ

L'ex-chroniqueuse de *Touche pas à mon poste!* se partage désormais entre l'application Women Trend Family (WTF), où elle se définit comme « féministe, décomplexée et engagée », et le théâtre du Gymnase, où elle interprète *La Dame de chez Maxim,* de Georges Feydeau, mis en scène par Alain Sachs.

L'express On vous a connue dans *Touche pas à mon poste!,* on vous retrouve au théâtre dans *La Dame de chez Maxim.* Vous avez changé de style?
Enora Malagré Pas tant que cela, quand on y pense. La Môme Crevette [héroïne de la pièce], c'est un peu l'Enora Malagré qu'on a connue à la télé : une femme libre, gouailleuse, parfois maladroite (pour rester polie), sans concession. Pas loin de moi, finalement. Même si je prends de l'âge, que je ne sors plus comme avant et me traîne comme une pauvresse dans mon salon tout l'après-midi si j'ai fait la fête la veille. D'autant que *La Dame de chez Maxim* ne me laisse plus une minute à moi. J'avais oublié le travail et la rigueur que demande le métier de comédienne.

Qui est, rappelons-le, votre premier métier...
E. M. Oui. Cours Simon pendant trois ans, compagnie Fanadeep avec laquelle je verse dans le théâtre contemporain, et puis plusieurs spectacles, dont une adaptation de *Quartett,* de Heiner Müller... Après quoi, pour diverses raisons, j'arrête et je me retrouve à Arte, où je suis stagiaire, standardiste, machine à café... Je grimpe quelques échelons, j'entre à Radio Nova, puis à NRJ... et puis *Touche pas à mon poste!,* un détour télé que je ne regrette pas. Mais là, je reviens à mes premières amours.

Quel style de voyageuse êtes-vous?
E. M. Roots. Cette année, après avoir bossé dans le microcosme très chronophage de la télé, j'avais besoin de partir loin. Sac à dos, gourde, boussole et on y va! Entre autres pays, je me suis pris une grosse claque au Sénégal, sur l'île de Gorée par laquelle passaient tous les esclaves. J'ai ressenti un tel sentiment de culpabilité... Une mère de famille noire m'a demandé qu'on prenne une photo ensemble pour la poster sur Instagram et signifier le pardon. J'ai fondu en larmes.

Quel style de téléspectatrice êtes-vous?
E. M. J'ai tellement bossé en télé que je fais une forme de rejet. Je vois toutes les ficelles et, comme je connais les coulisses, j'ai du mal à apprécier le spectacle. Je la regarde de temps à autre – par exemple la nouvelle émission de Cyril [Hanouna], *Balance ton post!* que j'ai beaucoup aimée. Mais c'est un peu comme si je matais du boulot. Je ne pourrai plus jamais être une spectatrice apaisée. Du coup, je regarde des séries – en ce moment, *Very Bad Nanny,* sur Netflix.

Vous privilégiez un style de musique?
E. M. Le hip-hop, évidemment! En France, il faut suivre Nemir, Isha et Alpha Wann. MHD aussi, qui sort un nouvel album. L'âge d'or du rap français est revenu! Sinon, rien à voir mais, *back to the 80's,* en ce moment, j'écoute Phil Collins qui me « met la praline »! Pour avoir la patate, il y a également le titre *Kuzola,* de Pongo, une star angolaise à découvrir absolument.

Qu'est-ce qui vous rend hostile?
E. M. A part l'injustice, qui me révolte comme tout le monde, je suis atterrée par les potes qui deviennent de vieux cons. C'est terrible, ça. L'ami d'enfance qui, lors d'un dîner, vous raconte pendant une demi-heure qu'il a du mal à se garer avant de disserter sur le fait que Paris devient dangereux parce qu'il y a trop de Noirs et d'Arabes... On grandit avec des valeurs communes et on s'aperçoit que le type a basculé dans ce qui vous fait vomir. Tragique.

mutuelles associées
Monceau
Assurances

Pour votre retraite,
Faites le choix du mutualisme et de 60 années d'expérience



- **Une gamme étendue de contrats de retraite par capitalisation**
- **Des revenus complémentaires réguliers et à vie**
- **Une protection de vos proches à tout moment, adaptable selon vos besoins**
- **Une gestion équitable et performante**
- **Une information transparente et précise**

0 800 589 161 Service & appel gratuits

contact@monceauassurances.com

www.monceauassurances.com



Un savoir-faire reconnu en gestion d'épargne au service des contrats de retraite.